

***Compilation des motions
de Congrès
de la Fédération anarchiste***

Juin 2017

Fédération anarchiste

Section française de l'Internationale des Fédérations Anarchistes

Chronologie des congrès de la Fédération anarchiste de 1945 à 2017

Ordre	Année	Date	Lieu	Observations
-	1944	29-30 octobre	Agen (Lot-et-Garonne)	Rencontre pré-congrès
-	1945	6-7 octobre	Paris	Assises du Mouvement libertaire
1	1945	12-13 décembre	Paris	Congrès constitutif de la F.A.
2	1946	13-14-15 septembre	Dijon (Côte-d'Or)	
3	1947	9-10-11 novembre	Angers (Maine-et-Loire)	
4	1948	11-12-13-14 novembre	Lyon (Rhône)	
5	1950	27-28-29 mai	Paris	
6	1951	12-13-14 mai	Lille (Nord)	
7	1952	31 mai, 1er et 2 juin	Bordeaux (Gironde)	
-	1953	23-24-25 mai	Paris	Eclatement de la F.A. Changement de nom en F.C.L. 1er congrès de la F.C.L.
8	1953	25-26-27 décembre	Paris	Congrès de reconstruction de la F.A., aussi compté comme 1er congrès de la F.A.
9	1955	28-29-30 mai	Paris	Compté comme 2nd congrès
10	1956	19-20-21 mai	Vichy (Allier)	Compté comme 3e congrès
11	1957	8-9-10 juin	Nantes (Loire-Atlantique)	Compté comme 4e congrès
12	1958	24-25-26 mai	Paris	
13	1959	16-17-18 mai	Bordeaux (Gironde)	
14	1960	4-5-6 juin	Angers-Trélazé (Maine-et-Loire)	
15	1961	20-21-22 mai	Montluçon (Allier)	
16	1962	9-10-11 juin	Mâcon (Saône et Loire)	
17	1963	1-2-3 juin	Nantes (Loire-Atlantique)	
18	1964	16-17-18 mai	Paris	
19	1965	5-6-7 juin	Toulouse (Haute-Garonne)	
20	1966	28-29-30 mai	Paris	
21	1967	13-14-15 mai	Bordeaux (Gironde)	
22	1968	29-30 juin	Paris	Congrès extraordinaire mai 68
23	1968	1-2-3 novembre	Marseille (Bouches-du-	

<i>Ordre</i>	<i>Année</i>	<i>Date</i>	<i>Lieu</i>	<i>Observations</i>
			Rhône)	
24	1969	24-25-26 mai	Lorient (Morbihan)	
25	1970	15-16-17 mai	Limoges (Vienne)	
26	1971	29-30-31 mai	Asnières-sur-Seine (Hauts-de-Seine)	
27	1972	20-21-22 mai	Le Havre (Seine-Maritime)	
28	1973	9-10-11 juin	Nantes (Loire-Atlantique)	
29	1974	1-2-3 juin	Paris	
30	1975	17-18-19 mai	Vendôme (Loir-et-Cher)	
31	1976	5-6-7 juin	Besançon (Doubs)	
32	1977	28-29-30 mai	Toulon (Var)	
-	1977	11-12-13 novembre	Boussy-Saint-Antoine (Essonne)	2nd congrès extraordinaire, reconnaissance de la lutte des classes
33	1978	13-14-15 mai	Ris-Orangis (Essonne)	
34	1979	2-3-4 juin	Tours (Indre-et-Loire)	
-	1979	1-2-3-4 novembre	Antony (Hauts-de-Seine)	3e congrès extraordinaire
35	1980	15-16-17-18 mai	Angers (Maine-et-Loire)	
36	1981	6-7-8 juin	Neuilly-sur-Marne	
37	1982	29-30-31 mai	Le Havre (Seine-Maritime)	
38	1983	21-22-23 mai	Besançon (Doubs)	
39	1984	9-10-11 juin	Toulouse (Haute-Garonne)	
40	1985	25-26-27 mai	Paris	
41	1985	5-6 octobre	Paris	4e congrès extraordinaire imprimerie
42	1986	17-18-19 mai	Perpignan (Pyrénées-Orientales)	
43	1987	6-7-8 juin	Angers (Maine-et-Loire)	
44	1988	21-22-23 mai	Rouen (Seine-Maritime)	
45	1988	25-26 juin	Paris	5e congrès extraordinaire Monde Libertaire
46	1989	13-14-15 mai	Rennes (Ille-et-Villaine)	
47	1990	2-3-4 juin	Villeurbanne (Rhône)	
48	1991	18-19-20 juin	Angoulême (Charente)	

Ordre	Année	Date	Lieu	Observations
49	1992	6-7-8 juin	Lille (Nord)	
50	1993	29-30-31 mai	Bordeaux-Cenon (Gironde)	
51	1994	21-22-23 mai	Ris-Orangis (Essonne)	
52	1995	6-7-8 mai	Rouen (Seine-Maritime)	
53	1996	17-18-19 mai	Toulouse (Haute- Garonne)	
54	1997	17-18-19 mai	Rennes (Ille-et-Villaine)	
55	1998	30-31 mai et 1er juin	Montpellier (Hérault)	
56	1999	22-23-24 mai	Lorient (Morbihan)	
57	2000	10-11-12 juin	Perpignan (Pyrénées- Orientales)	
58	2001	2-3-4 juin	Besançon (Doubs)	
59	2002	18-19-20 mai	Rouen (Seine-Maritime)	
60	2003	7-8-9 juin	Besançon (Doubs)	
61	2004	29-30-31 mai	Rennes (Ille-et-Villaine)	
62	2005	11-12 juin	Rouen (Seine-Maritime)	
63	2006	3-4-5 juin	Merlieux (Aisne)	
64	2007	26-27-28 mai	Ganges (Var)	
65	2008	10-11-12 mai	Le Villard (Creuse)	
66	2009	30-31 mai et 1er juin	Besançon (Doubs)	
67	2010	22-23-24 mai	Rennes (Ille-et-Villaine)	
68	2011	11-12-13 juin	Corbigny (Nièvre)	
69	2011	5-6 novembre	Paris	6e Congrès extraordinaire Monde libertaire
70	2012	26-27-28 mai	Rouen (Seine-Maritime)	
71	2013	18-19-20 mai	Cluny (Saône-et-Loire)	
72	2014	7-8-9 juin	St-Imier (Suisse)	
73	2015	23-24-25 mai	Merlieux (Aisne)	
74	2016	14-15-16 mai	Rennes (Ille-et-Villaine)	
75	2017	3-4-5 juin	Laon et Merlieux (Aisne)	

Chronologie indicative

1944 - 2004

• 1944

Le 15 Janvier, est mise au point une charte d'une nouvelle Fédération libertaire unifiée (F.L.U.) approuvée à la rencontre « pré-congrès » d'Agen les 29 et 30 Octobre, la décision est prise de faire reparaître le Libertaire comme lien. Le premier numéro imprimé à Toulouse est daté du 21 Décembre 1944. Le journal se présente comme l'« organe du Mouvement libertaire ». Entre-temps le terme F.L.U. est remplacé par celui de Fédération anarchiste (F.A.). A l'imitation du Mouvement libertaire espagnol (M.L.E.), la F.A. devait en effet constituer avec un syndicat autonome et une organisation de jeunes, un rassemblement intitulé « Mouvement libertaire ».

19-24 août : Libération de Paris. Le 24 les troupes de la 2ème D.B., dans lesquelles on trouve de nombreux anarchistes espagnols, entrent dans la capitale. Des milliers de tracts anarchistes sont diffusés et des milliers d'affiches collées.

• 1945

10 mars : Bulgarie. Arrestation des délégués de la Fédération anarchiste bulgare réunis en congrès extraordinaire. Ils seront torturés, et condamnés aux travaux forcés.

Mars 1945 : premier numéro de L'Action syndicaliste, bulletin de la Fédération syndicaliste française (F.S.F.), tendance révolutionnaire de la C.G.T..

8-9 avril : Toulouse. Plénum constitutif de la Fédération ibérique des jeunesses libertaires en exil (F.I.J.L.).

1er-12 mai : Paris. Premier congrès des fédérations locales du Mouvement libertaire espagnol (M.L.E.).

Septembre : reparation irrégulière puis bimensuelle du Libertaire en tant qu'organe. Les 6 et 7 Octobre se tiennent les Assises du mouvement libertaire, le 20 Octobre, début des travaux du congrès constitutif de la Fédération Anarchiste qui se tiendra à Paris le 2 Décembre. Elle est composée d'une majorité de militants de l'ancienne F.A. (synthésiste) et quelques militants de l'ancienne Union Anarchiste (U.A., qui soutenait la politique de collaboration Confédération Nationale du Travail / Fédération Anarchiste Ibérique (C.N.T./F.A.I.) au gouvernement républicain), pendant la guerre d'Espagne et de jeunes militants issus de la résistance.

La Fédération anarchiste italienne (F.A.I.) tient son congrès de fondation à Carrare des 15 au 19 octobre 1945, elle regroupe alors 25 fédérations régionales totalisant près de 300 groupes et édite Umanita nova. Une fédération, par exemple celle de Ligurie autour de Gênes, peut réunir 30 groupes et 1500 membres.

Les Jeunesses libertaires, organisation satellite de la F.A. voient le jour.

La F.A. regroupe donc l'ensemble des libertaires français à l'exception de certains individualistes regroupés autour d'Émile Armand (ceux-ci publient l'Unique et l'En-dehors) et de certains pacifistes, avec Louvet et Maille qui publient A contre courant.

Une structure confédérale est mise en place : « le mouvement libertaire », qui coordonne les efforts de publication avec le courant Louvet (journal Ce qu'il faut dire), la minorité anarcho-syndicaliste de la C.G.T. réunifiée (F.S.F - Fédération Syndicaliste Française représentant la tendance « Action syndicaliste ») et le Libertaire.

A l'Automne, la C.N.T. en exil scissionne entre les « collaborationnistes » partisans de l'alliance de toutes les forces antifascistes espagnoles et les « orthodoxes » partisans du retour de la C.N.T. à l'autonomie.

• 1946

17 février : Les groupes C.Q.F.D. intègrent les rangs de la Fédération anarchiste.

8-19 mars : Toulouse. Deuxième congrès national de la F.I.J.L. en exil.

Avril : Le Libertaire devient hebdomadaire.

1er mai : La F.S.F. rompt avec la C.G.T. et lance un Appel à la constitution de la C.N.T.

12 mai : Tokyo. Naissance de la Fédération anarchiste japonaise.

13 septembre : Dijon. Congrès constitutif de la Fédération des jeunesses anarchistes (F.J.A.).

Les 13, 14 et 15 septembre 1946 se tient à Dijon le second congrès de la F.A., lequel voit les divisions d'avant-guerre renaître et les conflits entre les tendances s'exacerber. Alors que le congrès peine à nommer un nouveau secrétariat, Fontenis est, contre toute attente, nommé au poste de secrétaire général et de directeur de publication du Libertaire. Ce même congrès décide également la création d'une commission d'autodéfense sous responsabilité du secrétaire général. Tenue secrète, celle-ci devait lutter contre les infiltrations et intoxications policières, staliniennes ou fascistes et préparer la lutte clandestine en cas de prise de pouvoir totalitaire ou de troisième guerre mondiale. La commission sera durant toute son existence sous la responsabilité de Fontenis, que celui-ci soit nommé de nouveau ou pas dans ses fonctions de secrétaire général.

Le 6 décembre, la F.S.F. se transforme en Confédération Nationale du Travail (C.N.T.), elle adopte la Charte de Paris, fait paraître le Combat syndicaliste et adhère à l'A.I.T.. La nouvelle C.N.T. attire seulement quelques milliers d'adhérents tandis que la F.A. s'y engage à fond.

• 1947

George Fontenis est reconduit dans ses fonctions de secrétaire général de la F.A. au 3ième congrès d'Angers.

D'avril à novembre, les grandes grèves insurrectionnelles obligent le P.C.F. à quitter le gouvernement. Lors de la grève de Renault-Billancourt, les militants F.A. sont très fortement investis et une édition spéciale du Libertaire est vendue à 100 000 exemplaires.

Des militants de la F.A. participent à la naissance de la Confédération Générale du Travail - Force Ouvrière (C.G.T.-F.O.) suite à la main mise du Parti Communiste sur la C.G.T. et à l'affaiblissement de la C.N.T. résultant des nombreuses tensions internes.

• 1948

28 mai : Dans Le Libertaire, publication du « manifeste d'Angers » émanant des « U.D.-F.O. de l'Ouest », et appelant à un regroupement de « tous les syndicalistes quelle que soit leur appartenance syndicale ou qu'ils soient inorganisés » pour « défendre les intérêts des travailleurs en-dehors de toutes influences politiques, confessionnelles ou étatiques ».

24-26 septembre : IIe congrès de la C.N.T. à Toulouse, qui se prononce pour la convergence avec les « syndicats autonomes et les minorités syndicales » en vue de la fonction d'une nouvelle centrale syndicale.

Les 11, 12, 13 et 14 novembre se tient à Lyon le 4e congrès de la F.A. qui adopte le Manifeste de Lyon et décide la parution de la Revue anarchiste Georges Fontenis est nommé une nouvelle fois secrétaire général, ce congrès décide également de la création de La Revue anarchiste dont Fontenis sera également le responsable. Le congrès acte la fin du soutien exclusif à la C.N.T.. La F.A. prend position pour la convergence de tous les syndicats « restés en-dehors de la servitude des partis ».

20-21 novembre : Conférence nationale des syndicats autonomes. Constitution du Cartel d'unité d'action syndicaliste (C.U.A.S.) sur une plate-forme assez proche du syndicalisme révolutionnaire.

Tentative d'assassinat de Franco par des anarchistes espagnols par un avion larguant des bombes sur sa résidence d'été. L'attentat échouera de peu du fait de l'intervention de la chasse espagnole.

Le mouvement anarchiste bulgare est puissant et influent, dès l'après-guerre, Pensée ouvrière, l'hebdomadaire de la F.A.C.B. tire à près de 30 000 exemplaires tandis que la F.A.C.B. soumise à répression et à la clandestinité regroupe plus de 400 groupes réunis dans 40 unions locales. En décembre 1948, entre 600 et 1000 militants anarchistes sont arrêtés et internés en camps de concentration. Quelques uns arrivent à s'échapper et s'exilent principalement à Paris et formeront, notamment avec Georges Balkansky, très actif dans l'Internationale anarchiste, l'Union des

Anarchistes Bulgares (U.A.B.) en exil.

• **1949**

29 mai : Le comité confédéral national de la C.N.T. décide de se retirer du C.U.A.S. Fronde de certaines unions régionales (Bordeaux, Toulouse, Saint-Étienne) et de la fédération du Rail qui souhaitent s'y maintenir.

Lors de l'été a lieu près de Cannes, dans une auberge de jeunesse gérée par le couple José et Renée Salamé, un « stage de formation » regroupant plusieurs militants communistes libertaires de la F.A. et dont les débats conduisent à la nécessité de se constituer en fraction secrète.

11-19 Novembre : La F.A. participe au congrès anarchiste international de Puteaux, qui accueille aussi bien des organisations structurées (Grande-Bretagne) que des groupes autonomes ou des individus (Allemagne, États-Unis, Bolivie, Cuba, Argentine, Pérou ...).

30 octobre-1er novembre : Congrès extraordinaire de la C.N.T. pour régler la crise. La décision du C.C.N. de mai de se séparer du C.U.A.S. est confirmée. Les unions régionales s'inclinent. La fédération du Rail s'obstine.

12-13 novembre : Deuxième conférence du C.U.A.S. avec plus de 150 délégués

• **1950**

29 janvier : Le C.C.N. de la C.N.T. exclut le secrétariat de la Fédération des travailleurs du rail : Beaulaton, Robert, Pillerault et Regnault. La C.N.T. se disloque et ses effectifs chutent par la suite tandis que la FA qui vivait jusque là en quasi osmose avec la C.N.T. prend ses distances.

C'est au début de l'année que George Fontenis crée l'Organisation Pensée Bataille (O.P.B.), appareil clandestin qui se structure en fraction au sein de la F.A., et qui a pour but d'imposer une ligne politique unique, une organisation forte et structurée, l'O.P.B. adopte comme tactique l'entrisme et le noyautage des postes à responsabilité. L'O.P.B. utilisera la commission d'autodéfense qui se détournant de sa mission originelle et profitant de son fonctionnement secret placé sous la seule responsabilité de Georges Fontenis et échappant au contrôle des congrès et des militants de la F.A. (ce qui expliquera par la suite que la F.A. refusera tout nouveau groupe d'autodéfense ou service d'ordre permanent) permettra son fonctionnement clandestin.

En mars, la 13e région de la F.A. (L'Algérie) prend son autonomie et devient le Mouvement libertaire nord-africain (M.L.N.A.).

Le cinquième congrès de Paris en 1950 instaure le vote dans l'organisation sur la base d'un mandat par militant remplaçant le vote par groupe, mais les positions restent indicatives et n'engagent pas les groupes opposants. Fontenis conserve toujours le secrétariat général de la Fédération.

En mars 1950, autour de Pier Carlo Masini, des groupes plateformistes de la F.A.I. entrent en contact avec Georges Fontenis et créent à l'image de l'O.P.B. une tendance communiste libertaire baptisée « Movimento orientato e federato (Mouvement orienté et fédéré) ». Lors du 4e congrès d'Ancône de la F.A.I. des 8, 9 et 10 décembre 1950, les groupes composant cette fraction sont exclus et se transforment immédiatement en G.A.A.P. A partir de 1953, ils abandonnent toute référence au communisme anarchiste et se rapprochent des marxistes dissidents et des groupes d'extrême-gauche. En octobre 1956, ils changent de nom et se transforment en Fédération communiste libertaire (Federazione Comunista Libertaria) et adoptent une stratégie électorale. Enfin, en 1957, la F.C.L. fusionne avec Action communiste (Azione comunista, composée d'anciens militants du Parti communiste italien) pour créer le Mouvement de la gauche communiste (Movimento della Sinistra Comunista). On notera quelques similitudes assez frappantes entre les situations françaises et italiennes de l'époque. P.-C. Masini rejoindra fin 1958 le Parti socialiste italien puis en 1969 le Parti social-démocrate italien.

L'historien Jean Maitron soutient une thèse, qui fera date, sur l'histoire du mouvement anarchiste en France avant 1914.

• **1951**

24-25 février : Italie. Constitution des Groupes anarchistes d'action prolétarienne (G.A.A.P.) par

des militants exclus de la F.A.I. au congrès d'Ancône.

12-14 mai : Lors du sixième congrès de Lille de la FA, Fontenis déclare ne plus vouloir être reconduit dans sa fonction de secrétaire général après cinq années de mandats consécutifs. Prétendant laisser la place aux jeunes, il propose André Moine, adhérent, comme lui, au groupe de Paris-Est et à l'O.P.B., qui sera nommé sans le moindre souci. De fait, Fontenis ne lâche rien, et pour cause, au congrès de Lille, l'O.P.B. est entièrement opérationnelle et a placé et imposé ses partisans dans huit des neuf secrétariats, tandis que les responsabilités des commissions paysannes, ouvrières et de lecture du Libertaire incombent également à des militants O.P.B..

6 juillet : Parution dans Le Libertaire du manifeste surréaliste « Haute fréquence » daté du 24 mai. En septembre, création des Forces libres de la paix dont le pacifisme pur crée des tensions au sein de la FA, partisane d'un pacifisme révolutionnaire.

12 octobre : Publication dans Le Libertaire de la « Déclaration préalable », manifeste anarcho-surréaliste inaugurant la collaboration des membres du groupe surréaliste à l'organe de la F.A.

Fin de l'année : Naissance d'un Mouvement Indépendant des Auberges de Jeunesses (M.I.A.J.) d'inspiration libertaire.

• 1952

Après le congrès de Bordeaux au mois de Juin, une première scission se produit au sein de la FA. Plusieurs militants sont exclus ou quittent d'eux-mêmes la Fédération. Fontenis, qui tenait dès lors l'organisation bien en main, demanda qu'à l'avenir on votât par mandats, ce qui était contraire à toute la tradition anarchiste jusqu'alors. Il obtint cependant une majorité de 103 voix contre 45, mais les opposants déclarèrent solennellement qu'ils ne reconnaissaient aucune valeur à cette décision et une première scission en résulta en octobre ; en outre des exclusions furent prononcées à l'encontre de Joyeux, Aristide et Paul Lapeyre, Fayolle, Arru, Vincey, etc...

Les militants qui ne se retrouvent pas dans la nouvelle orientation idéologique de l'organisation vont se réunir et il en ressort la sortie de l'Entente anarchiste, Bulletin de relation, d'information, de coordination, et d'étude organisationnelle du mouvement anarchiste. Le premier numéro est daté du 30 octobre 1952. Émanant du congrès du Mans du 11 octobre 1952, elle est « un organe destiné à mettre en contact, en dehors de tout exclusivisme, les fédérations, groupes et individus, se réclamant de l'anarchisme. » Réunie notamment autour de Raymond Beaulaton, Georges Vincey, Tessier, Louis Louvet, Fernand Robert ou André Prudhommeaux, l'Entente anarchiste apparaît clairement comme une tentative de sauvegarde d'un certain anarchisme, « opposé » à l'anarchisme-lutte de classe symbolisé par Fontenis et ses acolytes.

Dès le premier numéro, c'est à Raymond Beaulaton qu'il revient de fixer le débat et le sens des critiques : « Venons en directement au fait. L'unité anarchiste du lendemain de la guerre fut vite brisée. Il y a deux ans, au congrès de Paris, le système de consultation par le vote fut institué. En deux ans, cette unité fut détruite »

5 juin : Le Libertaire publie une lettre d'Albert Camus qui répond à l'étude de Gaston Leval sur « Bakounine et L'Homme révolté ».

18 septembre : Dans Le Libertaire n°327, l'article « Le vrai sens d'une rencontre » marque la rupture entre les militants de la F.C.L. et le groupe surréaliste.

• 1953

Au congrès de Paris, l'O.P.B. a pris totalement le pouvoir dans l'organisation, les groupes d'Asnières (Maurice Laisant), du XVIIIe et de Bordeaux (Frères Lapeyre) sont exclus. La FA se transforme en Fédération Communiste Libertaire (F.C.L.) par un vote majoritaire de 71 mandats contre 61 (les autres noms proposés étant « Parti communiste anarchiste » et « Parti communiste libertaire » !). Désormais, les adhérents sont tenus de défendre en public les résolutions de congrès, mêmes s'ils ont voté contre. En fait, la F.C.L. ne regroupe qu'environ 130 à 160 militants placés sous le contrôle de l'O.P.B.. Rapidement, le caractère « collégial » de l'O.P.B. a fait place à l'autorité d'un seul, son commissaire au plan, Fontenis. Les premières tensions, que d'autres qualifieront de rivalités, apparaissent au sein du camp communiste libertaire, notamment de la part

des militants du groupe Kronstadt qui protestent contre les excès autoritaires et la « déviation fonteniste ». En mars 1953, ils sont exclus de l'O.P.B. (des dix-sept membres fondateurs de l'O.P.B., seuls six en sont encore membres en 1954, dont trois sont toujours les trois mêmes membres du bureau).

Du 25 au 27 décembre, se tient à Paris le congrès de la maison Verte (Montmartre) organise la reconstruction de la Fédération Anarchiste (organisation synthésiste) à partir des groupes exclus et d'anciens militants ayant quitté la F.A. les années précédentes au vu des pratiques léninistes des fonténistes. L'Entente Anarchiste se dissout et ses militants intègrent la F.A. Des Principes de base sont rédigés de façon à regrouper le plus grand nombre d'anarchistes, toutes tendances confondues. 1953 est aussi l'année de parution du « Manifeste du Communisme Libertaire » de Fontenis.

• 1954

La F.C.L. publie son « programme ouvrier », pâle copie du programme revendicatif de la C.G.T.. Cette tendance à prendre le P.C.F. et la C.G.T. comme modèles deviendra un leitmotiv constant.

5-7 Juin : A Paris est créée l'Internationale Communiste Libertaire (I.C.L.), regroupant notamment les G.A.A.P. italiens, les espagnols de Ruta et le Mouvement Libertaire Nord Africain (M.L.N.A.), en opposition à l'Internationale Anarchiste. L'I.C.L. n'aura qu'une existence éphémère.

La parution du Mémoire du groupe Kronstadt, tout juste exclu de la F.C.L. dénonce l'orientation bolchevik de la Fédération communiste Libertaire et l'existence de l'organisme secret O.P.B.

15-20 août : Toulouse. Vème plénum intercontinental de la C.N.T.

Le premier numéro du Monde Libertaire, organe mensuel de la F.A. paraît en Octobre 1954, la crise a été dure, il restera mensuel pendant 23 ans. La F.C.L. garde le titre du Libertaire désormais « organe de la Fédération communiste Libertaire », elle diffuse également Jeune révolutionnaire puis La Jeune garde des travailleurs.

• 1955

Au sein de la F.C.L., la question de l'élaboration d'un nouveau « Front populaire » ou « Front ouvrier » est posée. En mai 1955, dans cette optique, Le Libertaire ouvre largement ses colonnes à André Marty, député et dirigeant du P.C.F. qui vient juste d'être exclu.

Gaston Leval quitte la F.A. et crée les Cahiers du socialisme libertaire.

Quelques militants du groupe Kronstadt, exclus de la F.C.L., fonderont en novembre 1955 le groupe Noir et Rouge et la revue du même nom. Ils créeront, en 1956, avec les groupes de Mâcon et de Grenoble, les Groupes anarchistes d'action révolutionnaire (G.A.A.R.).

• 1956

Des militants de l'ex Entente Anarchiste, regroupés autour de Robert et Beaulaton, quittent la FA et créent le 25 Novembre à Bruxelles l'Alliance Ouvrière Anarchiste (A.O.A.). L'A.O.A. publie le périodique l'Anarchie.

À l'occasion des élections législatives du 2 janvier 1956, la F.C.L. présente dix candidats dont Fontenis et André Marty. Le Libertaire titrera « La F.C.L. entre dans la lutte » tandis que Maurice Joyeux, dans Le Monde libertaire, répliquera par un cinglant « La F.C.L. entre dans la merde » ! Finalement, la liste communiste libertaire récoltera 2 219 voix, soit près de 0,5 % des suffrages exprimés tandis que l'aventure coûtera très cher. Le Libertaire du 19 janvier mentionnera que « la F.C.L. doit plus d'un million pour les frais de la campagne électorale ».

La F.C.L. participe, en juillet 1956, à un meeting commun avec le député communiste René Bellanger et Le Libertaire publie un « Appel pour l'unité de front des révolutionnaires » réunissant les signatures de membres de la F.C.L. et de trotskistes de divers courants.

Dans une sorte de fuite en avant, la F.C.L. se jette à corps perdu dans un soutien sans réserve aux indépendantistes algériens, et enchaîne les procès, les saisies du Libertaire et les arrestations de militants dont Pierre Morain, qui sera incarcéré. Des militants de la F.C.L. serviront de porteurs de valises aux profits du Mouvement national algérien (M.N.A.) de Messali Hadj et du Front de

libération national (F.L.N.) d'Ahmed Ben Bella (qui deviendra le premier président de l'état algérien indépendant). Entre octobre et décembre 1956, Fontenis écope de pas moins de dix condamnations au tribunal pour complicités d'injures publiques et de diffamation diverses contre la police, l'armée et l'état, provocation de militaires à la désobéissance... Il totalise déjà dix-neuf mois de prison et près de 900 000 francs d'amende. Le Libertaire, épuisé par les saisies quasi systématiques et les amendes et ayant perdu une bonne partie de son lectorat, cesse de paraître en juillet 1956. La F.C.L. se met en sommeil et ne se réveillera plus. Quelques militants, dont Fontenis, basculent dans la clandestinité. En juillet 1958, la D.S.T. met un terme à sa cavale et, après quelques semaines de quartier militaire, il se voit accorder une liberté provisoire avant de bénéficier d'un décret d'amnistie du général de Gaulle s'appliquant à tous les faits concernant la guerre d'Algérie.

Ainsi, sous les effets conjugués des départs et exclusions de plusieurs groupes et militants en désaccord avec les méthodes autoritaires et les dérives léninistes et avant-gardistes ou bien, au contraire, attirés par le trotskisme, de la désaffection causée par le piteux épisode électoral, et enfin de la répression consécutive au soutien aux luttes nationalistes algériennes, prend fin l'aventure de la Fédération communiste libertaire.

Des militants de la F.C.L., exclus en Novembre 1955 (groupes Kronstadt, Grenoble et Maisons-Alfort) fondent les Groupes Anarchistes d'Action Révolutionnaire (G.A.A.R.). Ces derniers se veulent « l'expression de la tendance anarchiste communiste du mouvement libertaire ». Les G.A.A.R. vont éditer la revue Rouge et Noir dont le premier numéro paraît en Avril.

Au camping libertaire international de Salernes dans le Var, un réseau se crée pour faire passer à l'étranger des insoumis et réfractaires à la guerre d'Algérie.

• 1957

Les G.A.A.R. rédigent leurs « Déclarations de principes », ils adoptent la plateforme, c'est à dire l'unité tactique et idéologique, la responsabilité collective et soutiennent les luttes de libération nationale (soutien au F.L.N. algérien).

A Genève, fondation du Centre international de recherches sur l'anarchisme (C.I.R.A.).

• 1958

En mai, lors du coup larvé de De Gaulle les G.A.A.R. impulse le Comité d'action révolutionnaire. Le 22 juin 1958, la liaison des anciens militants de la F.C.L. prend le nom d'Action communiste, des contacts sont pris avec Voie communiste, opposition interne du P.C.F. qui regroupe des trotskistes pablistes et des opposants communistes, ainsi qu'avec des militants du groupe Socialisme ou barbarie. Action communiste se dissout à l'été 1958 et rallie Voie communiste. Fontenis rejoint l'équipe de rédaction de La Voie communiste et continuera d'y militer quelques années.

• 1959

Fondation par la F.A. à Paris de la librairie Publico au 3 rue Ternaux dans le 11^e arrondissement.

• 1960

Une Fédération Anarchiste Communiste (F.A.C.) se crée à partir des G.A.A.R., des contacts s'engagent avec la F.A.

A son congrès de Trélazé, la F.A. reconnaît la possibilité de constituer en son sein des tendances organisées.

• 1961

Les groupes de Mâcon et de Grenoble et quelques autres, réintègreront la F.A. en 1961 au sein d'une tendance organisée, l'Union des Groupes anarchistes communistes (U.G.A.C.). « Le but de l'U.G.A.C. n'est plus d'éliminer comme Fontenis ces tendances par des pratiques secrètes et bureaucratiques, mais d'en prendre la tête, de constituer un noyau actif qui dans la pratique comme

dans la théorie devrait le supplanter » (Rolland, Le Monde libertaire d'octobre 1962).

Les G.A.A.R. procèdent à leur dissolution. Noir et Rouge continu néanmoins de paraître.

La F.A.C. scissionne : les groupes Kronstadt, de Maisons-Alfort, Lille, Strasbourg et Grenoble rejoignent la F.A. au congrès de Montluçon où ils s'organisent en tendance, l'Union Générale des Anarchistes Communistes (U.G.A.C.).

Le Mouvement libertaire espagnol (M.L.E.), suite à la réunification de la C.N.T. en exil, crée l'organisme clandestin Defensa interior (DI) pour organiser la lutte armée outre-pyrénées.

• 1962

En mars la librairie Publico est plastiquée par l'O.A.S.

En juin Louis Lecoin entame une grève de la faim pour l'amnistie des objecteurs de conscience et l'obtention d'un statut qui sera voté en décembre 1963.

Une deuxième tendance voit le jour en 1962 au sein de la F.A. : L'Union Anarcho-Syndicaliste. L'U.A.S. naît lors d'une réunion à Niort en janvier 1962 et rassemble les groupes de Niort, Saintes, Bordeaux et Nantes qui viennent de rompre avec le C.L.A.D.O., Comité de Liaison et D'Action. L'U.A.S. tente un rapprochement avec l'U.G.A.C..

• 1963

En septembre, suite à une vague d'attentats, le gouvernement espagnol obtient l'interdiction de la presse anarchiste en France. Celle-ci continue à exister en s'insérant dans des journaux bilingues franco-espagnols. Plusieurs dizaines de militants sont emprisonnés, des campagnes de protestation sont menées.

• 1964

L'U.G.A.C. reproduit des méthodes similaires à l'O.P.B. au sein de la F.A. (bulletin intérieur secret, entrisme et manœuvres pour s'emparer des postes à responsabilité ...) . Maurice Laisant dénoncera « une U.G.A.C. qui se comporte comme une organisation extérieure dont le ralliement n'aurait pour objet que le noyautage et la conquête de la F.A. » tandis que Maurice Joyeux la qualifie de « fraction de type léniniste ». Les tensions s'aggravent et conduisent l'U.G.A.C. sauf les groupes de Strasbourg et Grenoble à quitter la F.A. au congrès de Paris. L'U.G.A.C. évolue alors vers le tiers-mondisme et se rapproche des organisations trotskistes et maoïstes.

A Turin se tient un congrès anarchiste international, et en Allemagne une rencontre internationale, ces événements marquent les premières tentatives de créer une Internationale anarchiste.

En avril première apparition du logo « A cerclé », il apparaît dans le Bulletin des Jeunes Libertaires comme projet de signe de ralliement proposé « à l'ensemble du mouvement anarchiste ». D'après le texte accompagnant cette idée, il s'agissait. « de trouver un moyen plus pratique et rapide de réduire au minimum le temps et la longueur de signature sous les textes et slogans. »

D'anciens réfractaires à la guerre d'Algérie dont André Bernard créent la revue Anarchisme et non-violence.

• 1965

Un Comité de Liaisons des Jeunes Anarchistes (C.L.J.A.) se met en place, il regroupe à titre individuel des militants de la F.A., de l'U.G.A.C., des F.I.J.L. (espagnols) et des groupes autonomes.

D'autres rencontres permettent de mettre en place les prémisses de l'Internationale des Fédérations Anarchistes (I.F.A.).

Maurice Fayolle édite ses « Réflexions sur l'anarchisme » où il tente une clarification du mouvement anarchiste.

Daniel Guérin publie en livre de poche l'Anarchisme qui aura un large succès.

Un deuxième C.I.R.A. voit le jour à Marseille animé par René Bianco.

• 1966

L'U.G.A.C. produit une politique frontiste qui la conduit à dériver vers des mouvements maoïstes ou trotskistes (tendance pabliste). L'U.G.A.C. produit une brochure, Lettres au mouvement anarchiste international. Platformistes, ils affirment leur conviction de l'impossibilité de réunir toutes les tendances libertaires au sein d'une même organisation, et leur souhait de regrouper tous les anarchistes-communistes. Ils publieront six numéros de Perspectives anarchistes-communistes à partir de 1967 et ce jusqu'en 1969. L'U.G.A.C. va disparaître et se transformer en Tribune Anarchiste Communiste (T.A.C.).

Une réunion de jeunes anarchistes d'Europe se tient à Paris.

Une Liaison des Étudiants Anarchistes (L.E.A.) se crée également autour du groupe de Nanterre de la FA.

En décembre 1966, un scandale éclate avec la diffusion à Strasbourg de la brochure situationniste « De la misère en milieu étudiant, considérée sous ses aspects... ». Simultanément à la sortie de la brochure, un article de Guy Antoine alias Guy Bodson « Qu'est-ce que le situationnisme ? », qui paraît dans Le Monde libertaire provoque un véritable tremblement de terre, après que son auteur qui fait partie du Comité de lecture fasse une apologie de cette théorie et déclare voir dans le situationnisme une des vues révolutionnaires les plus en rapport avec la société actuelle. Il n'en faut pas plus pour que le comité soit l'objet de toutes les questions et que la perspective d'un complot situationniste prenne forme.

• 1967

Au début de l'année 1967, Maurice Laisant, secrétaire général de la F.A. et Président de l'A.E.D.P.R. dissout le Comité de lecture sous prétexte « d'un mauvais climat ». C'en est trop pour certains militants qui jugent cet acte d'un autoritarisme.

Le congrès de Bordeaux se teint dans un climat tendu : « Deux groupes s'affrontent avec une violence verbale allant jusqu'à l'extrême limite de la camaraderie. » Dès le début du congrès, ce sont sept groupes parisiens qui annoncent leur décision de partir de la Fédération anarchiste. La peur du complot situationniste est vraiment réelle chez les anciens.

Maurice Joyeux décide alors de publier une brochure, dans laquelle il dénonce tous les complots qui ont été tentés depuis 1953 pour desservir la cause et le mouvement anarchistes, intitulée « L'Hydre de Lerne, la maladie infantile de l'anarchisme ». Personne n'y est épargné. A la lecture de cette brochure, on comprend l'état de psychose dans lequel se trouvent les militants face à la possible percée « marxiste – situationniste ». Leurs exclusions en 1953, la dérive communiste libertaire ensuite, puis l'affaire U.G.A.C. ont convaincu nombre de militants des dangers qu'encourent l'organisation face à l'arrivée de nouveaux éléments.

Devant l'impossibilité des groupes et différentes tendances en présence à se mettre d'accord, la scission intervient et la F.A. perd une dizaine de groupes et de militants. Devant cet échec, Maurice Fayolle analyse les trois causes de cette crise et annonce son départ. Tout d'abord, il insiste sur le fait que ce sont les anciens qui ont remis sur pied la Fédération en 1953 : « De ce fait résulte une psychose qui s'exprime chez les anciens, par une méfiance envers les jeunes et par un certain état d'esprit inavoué de « propriété » (cette organisation qu'ils ont remontée seuls, ce journal qu'ils ont recréé au prix de gros sacrifices, sont devenus « leur » organisation et « leur » journal), état d'esprit qui engendre inévitablement une certaine forme de « conservatisme » opposée à tout renouvellement, à toute ouverture, à toute nouveauté ». Il n'en oublie pas pour autant de souligner ce confusionnisme qui semble caractériser les jeunes anarchistes : « Et voilà la deuxième cause : le manque de formation idéologique des jeunes ». Enfin, tout en se préparant à une éventuelle formation de l'organisation qu'il appelle de ses vœux depuis dix ans, il condamne les structures actuelles de la F.A. : « La plus profonde, l'absence d'une organisation réelle et d'une définition idéologique du mouvement. Il faut sortir de cette équivoque. Il faut dire clairement si la F.A. est une amicale d'individualité ou de tendances, ou une organisation ».

Maurice Fayolle, qui appelle les anarchistes à un « choix irréversible et précis », ne prend pas position : « Je me refuse de rallier un courant de pensée qui, sous prétexte de moderniser l'idéologie anarchiste, a et aura pour conséquence de le dénaturer irrémédiablement. Et je me refuse, sous

prétexte de lutter contre une infiltration marxiste, de défendre une pseudo-organisation, dont l'inconsistance structurelle et idéologique est la principale cause de la confusion actuelle ».

Le congrès de 1967 marque un tournant important dans l'histoire de la F.A. et du mouvement anarchiste. En effet, la Fédération anarchiste cesse pour un temps d'être la plaque tournante du mouvement en France. En outre, elle se prive de nombre de militants étudiants juste avant les événements de mai 68.

A l'issue du congrès, plusieurs jeunes militants viennent alors rencontrer Maurice Fayolle pour créer une nouvelle organisation, ce qu'il accepte. En septembre 1967 une première réunion de tendance a lieu à Paris qui décide le maintien dans la F.A. au sein d'une « Région sud de Paris » qui édite la feuille l'Insurgé mais dont le but final est de faire émerger une nouvelle « Organisation Révolutionnaire Anarchiste » indépendante (O.R.A.).

Le 1er octobre, une Union fédérale anarchiste (U.F.A.) se crée. L'U.F.A. est alors composée de 3 ou 4 groupes qui quittent la FA autour d'Henri Bouyé notamment. Elle fera paraître irrégulièrement dix numéros d'une nouvelle série du Libertaire entre janvier 1968 et février 1972 avant de se fondre dans Confrontation anarchiste (C.A.).

• 1968

Janvier, premier numéro de L'organisation libertaire, bulletin de l'O.R.A. dont Maurice Fayolle rédige l'éditorial.

Les 17 et 18 Mars à Paris se réunissent des militants ex-militants communistes libertaires. Membres de la Jeunesse Anarchiste Communiste (J.A.C.), de la Tribune Anarchiste Communiste (TAC), de l'ex-F.C.L. et des isolés ; ils se rencontrent à l'initiative de Georges Fontenis. La fin de l'année verra la création du Mouvement Communiste Libertaire (M.C.L.) à la suite de cette rencontre.

La TAC participe au Comité d'Initiative pour un Mouvement Révolutionnaire (C.I.M.R.) aux côtés de Krivine, Bensaïd, Weber des Jeunesses Communistes Révolutionnaires (J.C.R.), de militants du courant « Pabliste » (trotskyste) et de militants communistes libertaire dont Georges Fontenis.

Le 22 mars se constitue à la faculté de Nanterre un mouvement étudiant d'inspiration libertaire connu sous le nom de Mouvement du 22 mars. le mouvement du 22 mars regroupe alors des libertaires (Duteuil, Cohn Bendit...) des trotskystes (Bensaïd...), des maoïstes (July...), des situationnistes (Riesel...).

Mai-juin 1968, mouvement étudiant et grèves massives, le 10 mai le Quartier latin est occupé, des barricades sont dressées. Le 14 mai, premières grèves et occupations d'usines. Le 22 mai, on compte près de 10 millions de grévistes. Les accords de Grenelle sont négociés les 25 et 26 mai entre syndicats, patronat et gouvernement. Rejetés par la base, ils ne résolvent pas immédiatement la crise et la grève continue tandis que le mouvement prend une tournant insurrectionnel. A partir du 30 mai le pouvoir gaulliste reprend peu à peu le contrôle, l'assemblée nationale est dissoute, des élections législatives convoquées, la répression s'intensifie faisant plusieurs morts. Le 12 juin, le gouvernement dissout onze organisations politiques dont le Mouvement du 22 mars.

L'Alliance syndicaliste (A.S.) se constitue au lendemain des grèves de mai 68 lorsque nombre de syndicalistes libertaires ont fait le constat de l'échec du mouvement libertaire à s'organiser efficacement lors de ces grèves.

Le congrès international anarchiste débuta le 31 août, 34 fédérations et organisations issues de 18 pays sont présentes. Les anarchistes italiens accordaient une grande importance au congrès. Celui-ci au delà de l'enjeu de relancer une nouvelle Internationale anarchiste devait être à leurs yeux une démonstration politique visant à impressionner l'opinion publique et symboliser le renouveau du mouvement libertaire qui avait fortement décliné ces deux dernières décennies.

Aussi les italiens ont tout fait pour accorder le maximum de couverture médiatique à l'évènement, espoir qui ne fut pas déçu, la ville de Carrare étant prise d'assaut par des journalistes venant du monde entier, la séance d'inauguration fut même retransmise en direct à la télévision italienne !

Pour éviter un fiasco et des affrontements, les groupes composés d'étudiant situationnistes et spontanéistes les plus violemment opposés au congrès ne furent pas admis, les anarchistes italiens très fortement implantés à Carrare pouvant compter sur la présence très convaincante des carriers

exploitant le marbre dans la région pour assurer une discipline et un déroulement correct du congrès.

La Fédération anarchiste française est présente avec deux délégations en désaccord sur la tenue du congrès, celle-ci s'explique alors : « Deux fractions de la fédération anarchiste de France sont présentes au congrès ; l'une d'elles se propose de participer au congrès, et l'autre pas. Délégué par les membres de cette dernière, j'ai le redoutable – et sincèrement – pénible devoir de donner à votre Congrès quelques éclaircissements sur cette situation particulière. La Fédération anarchiste est organisée sur le principe de liberté totale de ses membres [...] Chacun des individus ou des groupes peut avoir telle ou telle activité, mener telle ou telle propagande – pourvu que ce soit dans le vaste champs des idées anarchistes – sans que quiconque ni l'organisation puisse y faire opposition. L'individu ou le groupe n'engage évidemment, dans ce cas, que lui même. Quand une de ces activités est proposée en engagement de la Fédération, il faut qu'elle soit acceptée unanimement. La Fédération anarchiste de France n'accepte pas la « loi des majorités ». Quand l'unité ne se fait pas, il est de fraternelle camaraderie de rechercher un compromis. Et si celui-ci se révèle impossible, la Fédération n'est pas engagée. Ainsi est préservée la pleine liberté de chacun de ses membres. Aucune tendance n'est exclue de la Fédération anarchiste de France : individualiste, communiste, socialiste, syndicaliste ou autre. Quand nos camarades de la F.A.I. firent au congrès de Paris de la F.A. la proposition d'un Congrès anarchiste international, cette proposition fut acceptée à l'unanimité. [...] Dans l'esprit du Congrès de Paris, l'exclusion d'une quelconque tendance ne pouvait se concevoir. En organisant un Congrès de fédérations anarchistes, les organisateurs se mettaient en contradiction avec l'esprit de la F.A.F.. C'est ainsi qu'un Congrès spécial, réuni à Paris, a dû constater cette opposition entre l'esprit, la constitution et le Congrès que voici. Le compromis recherché, accepté par le Congrès, fut qu'une fraction, d'accord avec le Congrès de Fédérations nationales, participerait aux travaux, mais sous sa responsabilité personnelle, sans engager la fédération, tandis qu'une autre fraction, d'accord pour un Congrès de tous les anarchistes et pas pour un Congrès des seules Fédérations nationales, viendrait faire une déclaration – en son nom – sous sa responsabilité, sans engager sa Fédération ; ensuite ses composants ne seront plus que des observateurs ».

Daniel Cohn-Bendit qui a quitté la F.A. l'année précédente et qui est devenu la figure de proue du mouvement étudiant de mai 68 parvient quand même à se faire inviter muni de mandats « d'observateurs » délivrés par la délégation anglaise proche des spontanéistes et arrive accompagné de dizaines de ses amis et admiratrices. Cohn Bendit parvient à exposer ses thèses sur le spontanéisme et le néo-marxisme qui caractérisent selon lui le « nouvel » anarchisme. Il attaque violemment les délégations du mouvement libertaire cubain en exil et des anarcho-syndicalistes suédois les accusant d'être financés par la C.I.A. Il conclut enfin sur un mémorable « Nous ne collaborerons jamais ! » puis une fois dit ces quatre vérités au Congrès il quittera Carrare avec ses amis et les délégations suisse et anglaise qui le soutiennent.

Les vues de Cohn-Bendit sont massivement rejetées par les congressistes. La motion adoptée sur le point 3 de l'ordre du jour : L'anarchisme et le marxisme à l'épreuve de l'expérience des révolutions du XXIème siècle précisera : « Il est nécessaire de préciser que l'anarchisme et le marxisme sont complètement différent et opposés dès l'origine, et qu'on ne peut envisager un bon marxisme avec lequel nous pourrions trouver des terrains d'entente et nous allier. L'application actuelle du marxisme n'est pas une déviation, c'est le marxisme dans sa réalité. Vouloir mélanger l'anarchisme et le marxisme c'est méconnaître profondément l'anarchisme, en avoir une vue superficielle ».

Après une première journée agitée, le Congrès retrouva un certain calme et continua normalement ses travaux. La dernière séance du Congrès aura lieu le 3 septembre alors que le Congrès devA.I.T. se terminer le 5. Réuni à huis-clos, le congrès doit désigner une Commission de relations de l'Internationales des Fédérations anarchistes (C.R.I.F.A.) marquant de fait la naissance de l'Internationale des Fédérations anarchistes (I.F.A.). La C.R.I.F.A. devait initialement être attribuée à une fédération. La candidature de la F.A.F. qui était espérée ne s'étant pas concrétisée et aucune autre fédération ne se portant candidate, la solution improvisée fut d'attribuer la C.R.I.F.A. à la Commission préparatoire composée de Michel Cavellier et de Guy Malouvier, Maurice Joyeux qui

présentent un piège décline cette responsabilité au dernier moment.

Ainsi, la tendance « Région Paris, Banlieue Sud » de la F.A.F., également « Liaison des anarchistes révolutionnaires de France » puis « Tendance socialiste-libertaire et organisationnelle de la F.A.F. » au Congrès de Carrare se trouve désormais responsable du secrétariat de la nouvelle Internationale des Fédérations anarchistes et décide et au cours même du Congrès de se créer en une nouvelle tendance organisée dans la F.A. sous le nom d'Organisation révolutionnaire anarchiste (O.R.A.). Le Congrès de Carrare enregistre l'existence de l'O.R.A. qui devient par la même occasion la section française de l'I.F.A. !

Le 23e Congrès de la F.A.F. à Marseille les 1, 2 et 3 novembre 1968 ne pouvait cautionner une telle désignation et retire toute responsabilité aux membres de l'O.R.A.. Maurice Joyeux qui n' a pas apprécié la manoeuvre de la tendance pro-congrès devenue O.R.A. quitte alors cette dernière.

• 1969

Création de la Fédération Anarchiste Communiste d'Occitanie (F.A.C.O.) par Guy Malouvier, qui adhère à l'O.R.A.

Daniel Guérin écrit « Pour un marxisme libertaire ».

Le 15 décembre, en Italie, Le cheminot Anarchiste et secrétaire de l'Anarchist Black Cross, Giuseppe Pinelli est "accidentellement" défenestré du 4ème étage du commissariat de police de Milan. Valpreda et d'autres seront aussi arrêtés, suivant l'hystérie anti-anarchiste orchestré par le gouvernement et la presse, accusés de l'attentat à la bombe à Milan. Plus tard, il sera révélé que l'attentat de la Piazza Fontana était le fait des mouvements fascistes, en collusion avec le gouvernement réactionnaire. Ces événements marquent le début de la période des "années de plomb" en Italie et en Europe.

• 1970

Le 31 janvier, c'est la création officielle de l'Alliance Syndicaliste Révolutionnaire et Anarcho-Syndicaliste (A.S.R.A.S.), à Paris. Elle deviendra plus tard l'Alliance Syndicaliste avec comme organe Solidarité ouvrière.

L'O.R.A. s'autonomise progressivement de la F.A. pour devenir au cours de l'année une organisation spécifique.

30 septembre : Mort de Maurice Fayolle.

• 1971

Le M.C.L. et l'ORA tentent un rapprochement qui échoue malgré l'intervention et la médiation de Daniel Guérin. En juillet, un groupe du M.C.L. rejoint l'O.R.A. Quatre groupes de l'O.R.A. rejoignent le M.C.L. et donnent naissance à la première Organisation Communiste Libertaire (O.C.L.-1) lors d'un congrès constitutif à Marseille.

L'O.C.L. a des contacts avec la gauche marxiste autour de thèmes favorables au conseillisme. Une Confrontation Anarchiste (C.A.) se met en place à partir de militants de la F.A., rejoints par l'U.F.A. et quelques groupes autonomes.

Les 1er, 2, 4 et 4 août 1971 est organisé à Paris au numéro 44 de la Rue de Rennes dans la salle « Pour l'encouragement de l'Industrie » le second Congrès de l'I.F.A.. La C.R.I.F.A. qui se confond avec l'O.R.A. depuis le congrès de Carrare à tel point que les documents de l'I.F.A. sont signés C.R.I.F.A.-O.R.A. a préparé un ordre du jour ainsi que plusieurs textes qu'elle entend faire adopter comme autant de motions de congrès. Le congrès accueille 223 participants dont 55 délégués représentant 21 pays et 24 organisations ainsi que 168 observateurs. Chaque pays est représenté par une organisation sauf la France qui compte alors 4 délégations issues de 3 organisations et d'un groupe autonome : l'O.R.A., la F.A.F. L'U.F.A. et un « groupe libertaire d'action directe de Limoux » !

L'O.R.A. qui rejette à la fois l'individualisme anarchiste et l'anarchosyndicalisme se fixe pour objectif de fixer une ligne politique anarcho-communiste à la nouvelle Internationale et au nom de l'efficacité, elle entend imposer des mécanismes de votes majoritaires. L'O.R.A. aborde toutefois ce

congrès en mauvaise santé, à la veille du congrès elle atteint son plus bas niveau quantitatif avec une dizaine de groupe et près de 70 militants. L'O.R.A. se caractérise alors par la recherche d'un néo-anarchisme qui, tout en posant des questions pertinentes à l'anarchisme contemporain, n'apportait que des réponses sortant de celui-ci. La réaction des autres sections notamment les fédérations anarchistes ibérique, italienne, mexicaine et l'Union anarchiste bulgare va contrarier la volonté de l'O.R.A. de voir ses théories triompher et s'imposer à l'I.F.A.. L'ensemble des motions présentées par l'O.R.A. est rejeté en bloc, et l'O.R.A. prenant acte de son échec quitte l'Internationale. Ce second Congrès n'adoptera donc aucune motion et n'aura eu pour seul mérite de procéder à une clarification idéologique et politique de l'Internationale et de rejeter définitivement toute déviations possibles vers le marxisme et le situationnisme. La C.R.I.F.A. est alors confiée à la Fédération anarchiste italienne et Umberto Marzocchi devient secrétaire de l'I.F.A..

La F.A.C.O. se retire de l'O.R.A. après des désaccords portant entre autres sur la question de la nationalité. La F.A.C.O. demande son adhésion à l'I.F.A. qui lui est refusée pour cause de désaccord sur les luttes de libération nationale.

A partir de Juillet, création des cercles Front Libertaire qui représentent la structure d'accueil des sympathisants de l'O.R.A.. Leur appartenance n'entraîne pas une adhésion systématique à l'O.R.A. Des militants dont Michel Cavallier quittent l'O.R.A. pour rejoindre l'Union des Communistes de France (groupe maoïste ultra stalinien)..

• 1972

Des groupes quittent la FA pour rejoindre Confrontation Anarchiste. Cette dernière publie un bulletin, Combat anarchiste et un périodique, Commune libre.

De 1971 à 1976, c'est la tendance non organisationnelle qui va être majoritaire dans cette « Confrontation ».

L'O.R.A. exclu des militants qui appuyaient les « candidatures révolutionnaires uniques » aux législatives. Une minorité d'entre eux va renforcer Lutte Ouvrière. Un groupe parisien de l'O.R.A. est exclu pour "trotskisme" et rejoint la Ligue Communiste (L.C.). En fait l'animateur de ce groupe a été démasqué comme un agent franquiste infiltré mais la direction de l'O.R.A. a préféré caché le vrai motif de l'exclusion. Tandis que la LC se félicite dans sa presse d'avoir absorbé un quart des militants de l'O.R.A., celle ci l'avise de la présence d'un agent provocateur. Ce même agent provocateur placera quelques mois plus tard des armes au siège de la L.C., qui seront découvertes par la police suite à une perquisition fort opportune. Cela servira de prétexte au gouvernement pour prononcer la dissolution de la L/C.

Le Libertaire publié par l'U.F.A. cesse de paraître.

• 1973

Rupture du groupe Poing Noir avec la F.A. sur des bases organisationnelles.

Intégration des cercles F.L. à l'O.R.A. L'O.R.A. atteint alors son apogée avec près de 1000 militants.

• 1974

Création du Groupe d'Action et d'Etudes Libertaires (G.A.E.L.) à partir du groupe Poing Noir, rejoint par d'autres libertaires non organisationnels.

En mars, exécution par garrotage de Salvador Puig Antich à Barcelone. En réponse l'O.R.A. et les Groupes d'action révolutionnaire internationaliste (G.A.R.I.) organisent des attentats contre les intérêts espagnols en France. Sur Paris 5 agences bancaires espagnoles seront incendiées.

Parution de Lanterne noire, revue qui accueille des anciens de Noir et Rouge (disparue) et des libertaires d'Informations et Correspondances ouvrières (I.C.O., disparue à ce moment là).

L'O.C.L. éclate définitivement après sa dérive conseilliste qui date de 1971. Le reste de ses militants, renforcé par la venue de deux groupes scissionnistes de l'O.R.A., fonde une nouvelle organisation et une revue, Rupture. Celle-ci veut contribuer à « l'élaboration du projet communiste à l'émergence d'un mouvement communiste radical ». Cette orientation ultra-gauche va les

conduire vers les groupes « autonomes ». Cette organisation disparaîtra très rapidement.

• 1975

Les effectifs militants de l'O.R.A. se sont effondrés à près de 150 militants.

L'I.F.A. étant désormais dépourvue de section française, des contacts furent repris avec la F.A.F. lors du congrès de la F.A.I. de 1973 où furent invitées des délégations françaises et espagnoles et la C.R.I.F.A..

Les débats sur la nature de l'Internationale au sein de la fédération française n'ont cependant toujours pas permis un compromis favorable et l'expérience du Congrès de Carrare a quelque peu refroidie les meilleures volontés. À force de patience et de persévérance, la C.R.I.F.A. réussit à convaincre la F.A.F. qui décide son adhésion à l'Internationale lors de son trentième Congrès de Vendôme des 17, 18 et 19 mai 1975 et devient alors la section française de l'I.F.A..

En novembre, Franco meurt, début de la transition démocratique en Espagne.

• 1976

En avril lors du congrès de l'ORA, deux tendances s'opposent, la tendance majoritaire influencée par le spontanéisme et l'antisindicalisme propose de se transformer en Organisation communiste libertaire. La tendance minoritaire ouvriériste et syndicaliste qui prend le nom d'Union des Travailleurs Communistes Libertaires (U.T.C.L.) défend le texte « de l'O.R.A. à l'U.T.C.L. ».

Lors du congrès tous les militants défendant le texte de l'U.T.C.L. sont exclus soit 15 militants dont Daniel Guérin. L'U.T.C.L. se constitue alors en organisation et se dote d'un organe de presse : Tout Le Pouvoir Aux Travailleurs (T.L.P.A.T.) au début de l'année 1977.

Suite au congrès d'Orléans, l'O.C.L.-2 (dite alors « deuxième manière » puis ensuite simplement O.C.L.) succède à l'O.R.A.. Cette organisation publie Front libertaire et un premier numéro de Pour l'autonomie ouvrière et l'abolition du salariat. L'O.C.L. dérivera rapidement vers l'autonomie et perdra une grande partie de ses groupes et militants.

En novembre, Confrontation Anarchiste éclate et donne naissance à l'Organisation Combat Anarchiste (O.C.A.) sous l'impulsion des organisationnels.

En Belgique, naissance du journal Alternative libertaire qui va réunir le mouvement anarchiste bruxellois pendant une trentaine d'années.

• 1977

En avril, la C.N.T. espagnole est légalisée et connaît un développement fulgurant : en mai un meeting fut organisé près de Madrid, à Sebastián de los Reyes, avec de 30 000 à 40 000 participants. En juillet à Barcelone, un meeting au Montjuich attira entre 300 000 et 500 000 personnes. En août les journées libertaires de Barcelone regroupèrent 100 000 personnes. A la fin de l'année la C.N.T. compte 117 000 adhérents.

Une première scission se crée au sein de la C.N.T. et prend le nom de C.N.T. rénové ou C.N.T. "Congrès de Valence".

Tierra y Libertad, le journal de la Fédération anarchiste ibérique reparaît.

Création du collectif Espagne révolutionnaire avec l'A.S., l'O.C.A., l'O.C.L., l'U.T.C.L., la T.A.C. et Poing noir.

Fin Octobre, se déroule à Paris la Conférence nationale des travailleurs libertaires. Celle-ci est convoquée à l'initiative de l'AS, du Groupe Anarcho-Syndicaliste (GAS) de Rouen et de l'U.T.C.L.. La F.A., la C.N.T. et l'U.A.S. sont présents à titre d'observateurs.

Durant l'année des négociations ont cours entre l'A.S. et le collectif pour une U.T.C.L. pour fusionner. Les militants havrais, bordelais et une majorité des militants parisiens de l'A.S. s'y opposent et le projet échoue.

Scission de la C.N.T. sur Paris, une C.N.T. 2ième U.R. dite C.N.T. "Tour d'Auvergne" prend son autonomie.

Le 31 juillet a lieu un rassemblement contre le projet de centrale nucléaire de Superphénix sur le futur site de Creys-Malville dans l'Isère. près de 60 000 manifestants affrontent 5000 policiers,

militaires et gendarmes. Un jeune militant à la Fédération anarchiste, Vital Michalon est tué touché à bout portant au ventre par une grenade tirée en tir tendu.

Les 28, 29 et 30 mai à Toulon, le 32^e congrès de la FA décide pour octobre le passage hebdomadaire du Monde libertaire qui était mensuel depuis 1954. Ce congrès décide la convocation d'un congrès extraordinaire sur des thèmes organisationnels et idéologiques.

En novembre 1977 la Fédération anarchiste se réunit à Boussy-St-Antoine en congrès extraordinaire. La Fédération anarchiste adopte alors une Résolution sur la lutte des classes qui affirme : « La Fédération anarchiste reconnaît l'existence de classes sociales aux intérêts opposés. »

Dans un Motion de synthèse sur le mouvement ouvrier, la F.A. décide la création de "cercles anarchistes d'entreprises" dans le but de construire un "mouvement autonome révolutionnaire de masse" ayant pour finalité "le communisme-anarchiste et comme moyen la grève gestionnaire expropriatrice".

• 1978

Les 25 et 26 Février, se réunit le congrès constitutif de l'U.T.C.L..

Du 23 au 27 mars 1978 se tient à Carrare le troisième congrès de l'I.F.A.. Pour l'anniversaire des dix ans de la fondation de l'Internationale, les anarchistes italiens ont une fois de plus vu les choses en grand. Il s'agit aussi de relancer la dynamique internationale, près de sept longues années s'étant écoulées depuis un second congrès raté. Ainsi on comptera près de 403 participants venant de quinze pays dont 347 délégués prenant part aux travaux du congrès et 56 observateurs anarchistes admis aux séances plénières du congrès. Les sections adhérentes à l'I.F.A. sont alors : la Fédération anarchiste française, la Fédération anarchiste ibérique, la Fédération anarchiste italienne, l'Union anarchiste bulgare, l'Union anarchiste régionale portugaise – Fédération anarchiste ibérique, la Fédération anarchiste des Pays-Bas, la Fédération anarchiste mexicaine – groupe « Tierra y Libertad », la Fédération anarchiste du Venezuela, la Fédération libertaire argentine, et la Fédération socialiste libertaire australienne.

Le secrétaire général de l'I.F.A., Umberto Marzocchi introduit le congrès par un rapport d'activité de la C.R.I.F.A.. Après avoir dressé le portrait d'une société et d'un monde en pleine évolution et rappeler le rôle et l'implication des anarchistes, des limites et des possibilités du mouvement, Umberto Marzocchi revient sur la difficile construction de l'Internationale : « Avec l'I.F.A., un pas en avant a été fait, par rapport à la situation dans laquelle le mouvement anarchiste International était plongé depuis le congrès de Londres de 1958, et malgré les difficultés que nous avons dû affronter et surmonter : premièrement la tentative, du côté des dissidents d'autres tendances anarchistes, de constituer une deuxième Internationale opposée à l'I.F.A. ; deuxièmement, la tentative de flanquer l'I.F.A. au mouvement de l'O.R.A. ».

Le 30 janvier, en Espagne, À Barcelone 50 anarchistes sont arrêtés, accusés du crime d'essayer de reconstituer la F.A.I. (Fédération anarchiste ibérique).

Lors du 33^e congrès de la F.A. à Ris-Orangis, les principes de base de la F.A. sont modifiés et précisent "qu'en tant qu'individus conscients de leur exploitation, les anarchistes entendent lutter avec tous les exploités contre tous les gouvernements, reconnaissant ainsi l'existence de la lutte des classes dont la finalité doit être l'instauration d'une société anarchiste".

Il s'ensuit le départ de la FA de quelques groupes et militants en désaccords avec la très grande majorité des militants de l'organisation sur le problème de l'intégration du concept de « luttes des classes » dans les principes de base qui régissent le fonctionnement de la Fédération. Ces militants dont Jean-Pierre Jacquinot et Maurice Laisant reprochent alors à la F.A. son évolution vers le "marxisme" ! Ils fondent l'Union des Anarchistes (U.d.A.) avec le Libertaire comme organe.

En septembre, se réunit à Rouen, la Conférence Nationale des Anarcho-Syndicalistes (C.N.A.S.) à l'initiative du G.A.S. de Rouen et de l'A.S. Y sont présents des groupes F.A., la F.A. à titre d'observatrice, ainsi que la C.N.T. (Vignolles), la C.N.T. (Tour d'Auvergne), l'U.A.S., le Syndicat Autonome des Travailleurs (S.A.T.) de Lyon et des individuels.

Naissance de la Fédération libertaire des montagnes (F.L.M.) en Suisse

• 1979

En mars deuxième Conférence Nationale des Anarcho-Syndicalistes à Lyon.

Le 23 mars a lieu à Paris une manifestation de 100 000 personnes en soutien aux luttes des sidérurgistes lorrains. La manifestation tourne en une gigantesque émeute : 60 militants sont inculpés dont 12 militants de la F.A.

En juillet, l'absorption de l'O.C.L. parisienne par le mouvement autonome met fin à la parution du quinzomadaire Front libertaire. Les groupes de province de l'O.C.L. vont lancer en décembre un nouveau mensuel : Courant alternatif.

En novembre, le deuxième congrès de l'U.T.C.L. approuve la fusion avec l'O.C.A..

En novembre, lors du congrès de Nevers, les groupes d'Asnières, groupe Jules Durand du Havre et Germinal de Paris et de personnalités comme Maurice Laisant et Jean-Pierre Jacquinet quittent la F.A. et fondent l'Union des anarchistes (U.d.A.). L'Union des anarchistes dénonce ce qu'elle considère comme des dérives autoritaires de la Fédération anarchiste, notamment, après plusieurs congrès consacrés à ce sujet, la définition dans ses "principes de base" d'adhésion de l'anarchisme comme une position de classe et non simplement comme une position d'esprit. L'U.d.A. reprend alors le titre du Libertaire dont le titre a été abandonné quelques années plus tôt par l'U.F.A..

• 1980

Les contacts entre l'U.T.C.L. et l'O.C.A. aboutissent à l'intégration de cette dernière dans l'U.T.C.L.. Le journal Lutter de l'O.C.A. deviendra par la suite le journal de l'U.T.C.L..

L'O.C.L. publie désormais le mensuel Courant alternatif.

• 1981

C'est le congrès de Neuilly-sur-Marne de la Fédération anarchiste qui, en mai, signe l'acte de naissance de Radio libertaire, en plein boom des radios libres. La première émission commence le 1er Septembre. Ce congrès réaffirme que l'arrivée de la Gauche au pouvoir ne résoudra rien dans le cadre du système inégalitaire actuel.

• 1982

L'AS se dissout et la plupart de ses membres parisiens rejoignent la F.A. en formant le groupe Pierre Besnard.

La Fédération anarchiste tient son 37e congrès au Havre, 260 délégués sont réunis pendant 3 jours. La FA compte alors 75 groupes, 48 liaisons.

En mai, lors du 3e congrès de l'U.T.C.L. le titre Lutter remplace T.L.P.A.T.

Le 6 juillet, le militant belge Roger Noël dit Babar est arrêté en Pologne alors qu'il s'apprêtait à livrer un émetteur radio au syndicat Solidarność. Jugé les 22 et 23 novembre devant un tribunal militaire de Varsovie, il écoperait d'une peine de 3 ans de prison. Une campagne internationale mobilise alors les libertaires. Le 22 novembre un concert de soutien de Léo Ferré à Bruxelles permet de réunir les 400 000 francs de caution, Roger Noël sera libéré en 1983 après 143 jours d'isolement. Naissance en Suisse de l'Organisation socialiste libertaire (O.S.L.) à laquelle se fédère la F.L.M.

• 1983

Le 28 août, à Paris, à 6 heures du matin, le pouvoir socialiste envoie les C.R.S. à l'assaut de Radio Libertaire. Après avoir forcé la porte du studio, ils saccagent une partie du matériel et saisissent l'émetteur. Sept militants anarchistes sont également arrêtés à cette occasion. Depuis le 14 août, c'est en fait une quinzaine de radios libres qui sont réduites au silence par le pouvoir, mais "les bûcherons roses s'avèreront impuissants à abattre le vieux chêne libertaire...". En effet, la riposte ne se fait pas attendre et trouve un écho international: manifestations à Athènes, Barcelone, Bruxelles, Madrid, Montréal, et même Sydney. La manifestation parisienne du 3 septembre quant à elle est suivie par cinq mille personnes, elle se termine au moment où se fait entendre à nouveau "Le Temps des Cerises" indicatif de Radio Libertaire.

• **1984**

Apparition du premier S.C.A.L.P. (Section Carrément Anti Le Pen) le 5 juin à Toulouse lors d'une manifestation contre la venue de Jean-Marie Le Pen et en mai du C.R.A.F.A.R. à Lille (Comité de Résistance Antifasciste et AntiRaciste).

Une rencontre anarchiste internationale a lieu à Venise en Italie et réunit près de 3000 militants anarchistes.

• **1985**

Dans la région de Toulouse entre juin 1984 et avril 1985 plusieurs attentats à l'explosif visent des salles où doivent se tenir des meetings du Front national. le 17 avril, une opération policière arrête une vingtaine de personnes dont 5 sont inculpés. Le procès a lieu au mois de novembre, deux militants écopent de prison ferme, les autres de sursis.

• **1986**

Des groupes antifascistes se réunissent pour constituer la Coordination Nationale Anti-Fasciste (C.N.A.F.).

En mai des militants de la Coordination Libertaire Étudiante (C.L.E.) de Nanterre créent à Paris le Réseau d'Étude, de Formation et de Lutte contre l'Extrême-droite et la Xénophobie - R.E.F.L.E.X. dont le premier bulletin éponyme est publié en juin.

Les succès électoraux du Front national entraînent la multiplication de groupes anti.F.A.scistes souvent en lien avec la scène rock alternative dont le groupe phare de l'époque Bérurier noir. Le besoin de créer une structure permanente et une liaison entre les groupes antifascistes amène le groupe R.E.F.L.E.X. à proposer une Coordination Nationale Antifasciste (C.N.A.F.).

Le 4ième congrès de l'I.F.A. se tient à Paris les 31 Octobre, 1,2,et 3 Novembre, il réunit une quarantaine de délégations, la F.A. Française assume désormais le mandat du secrétariat I.F.A..

Fondation en Grande-Bretagne de l'Anarcho Communist Federation (A.C.F.) sur des bases très platformistes.

Le 1er février, en France. Ouverture du "T.L.P." Théâtre Libertaire de Paris (ancien théâtre Déjazet), avec Léo Ferré. Le théâtre existera jusqu'en 1992.

Lors de son 4e congrès à Orléans, l'U.T.C.L. adopte son Projet communiste libertaire.

• **1987**

Les 31 octobre et 1er novembre se tient à Lyon la seconde rencontre de la C.N.A.F.. elle regroupe alors le S.C.A.L.P. de Toulouse, le Comité de Lutte Antifasciste (C.L.A.F.) de Marseille, le C.R.A.F.A.R. de Lille, le collectif Urgence Lyon et le R.E.F.L.E.X. de Paris. Un appel est rédigé et diffusé lors des marches pour l'égalité le 29 novembre. La C.N.A.F. se dote d'un outil interne : le Bulletin de la C.N.A.F. (24 numéros).

• **1988**

Lors des élections présidentielles, l'U.T.C.L. via les comités d'initiative et de soutien plus connus sous le terme de "comités Juquin" soutient la candidature de Pierre Juquin, dissident du PCF exclu l'année précédente et soutenu par le P.S.U. et la L.C.R. et des maoïstes. Il obtiendra 2,1% des voix.

Les 11 et 12 juin se tient à Toulouse la troisième rencontre de la C.N.A.F. marquée par l'adhésion de nouveaux groupes : Bordeaux, Lyon, Nantes, Rouen, Montauban...

Du 11 au 13 novembre, congrès constitutif du Collectif jeunes libertaires (C.J.L.), organisation de jeunesse de l'U.T.C.L..

• **1989**

L'U.T.C.L. rédige en mai un « Appel pour une Alternative libertaire » qui recueille une centaine de signatures. En juin se tient une première réunion des Collectifs pour une alternative libertaire (C.A.L.)

• 1991

Du 18 au 20 mai à Orléans, L'U.T.C.L. et le C.J.L. fusionnent et se transforment en Alternative Libertaire (A.L.). A.L. adopte son « Manifeste pour une alternative libertaire » et publie désormais le mensuel « Alternative Libertaire, journal des C.A.L. » dont le premier numéro est sorti en mars. S'inspirant des théories de Daniel Guérin cherchant la synthèse entre l'anarchisme et le marxisme, de Castoriadis (Socialisme ou Barbarie)... elle se revendique du communisme libertaire, de l'anarcho-syndicalisme et du syndicalisme révolutionnaire.

Le 16 juin se tient le 5e et dernier congrès de l'U.T.C.L. qui adopte le texte "Les 17 années de l'U.T.C.L." et se dissout.

Du 1er au 4 novembre 1990 est organisé à Valence, en Espagne le cinquième congrès de l'I.F.A..

Deux motions seront adoptées, la première portant sur la construction européenne, et la seconde concernant la « Position des anarchistes sur le mouvement ouvrier ».

La question de l'élargissement de l'I.F.A. à de nouvelles sections est posée et la rédaction d'un nouveau pacte associatif est adoptée. L'Initiative pour une Fédération anarchiste en Allemagne (I-A.F.D.) rejoint l'I.F.A. en 1991 tandis que. L'A.N.O.R.G., petite organisation norvégienne, est refusée, suite à sa position de soutien à l'O.T.A.N.. L'Internationale regroupe alors les FA française, italienne, ibérique, l'Union des anarchistes bulgares devenue la Fédération anarchiste bulgare (F.A.B.), l'I.-A.F.D. allemande et la Fédération libertaire argentine.

La C.N.A.F. qui fédère environ 35 groupes se réunit à Paris les 1er, 2 et 3 novembre. Le réseau est en crise et les divergences s'approfondissent : une position minoritaire veut continuer sur un regroupement spécifiquement anti-I.F.A.sciste (Rouen, Lille...). Une position majoritaire (Paris, Toulouse...) prône l'élargissement et une intervention plus large. L'antifascisme radical doit être dépassé pour prendre en compte la globalité des luttes. Incapable de résoudre ses contradictions, la C.N.A.F. se dissout et de nombreux militants rejoignent la F.A., l'O.C.L. et la C.N.T..

• 1992

Après une crise identitaire et politique - l'antifascisme est nécessaire mais pas suffisant, la volonté de refonder un réseau parmi les groupes antifascistes et alternatifs se matérialise par la création en novembre du réseau No Pasaran qui regroupe alors la Coordination régionale antifasciste Pays de Loire - Bretagne, le groupe politico-culturel Emmetrop de Bourges, les S.C.A.L.P. de Rouen, Besançon et Rodez, le collectif de Mâcon et le groupe Résistance de Chambéry.

Le 2 Mai se tient à Paris une rencontre internationale anarcho-féministe à l'initiative de la commission Femmes de la F.A.

Le 23 décembre 1992, en France, le Journal Officiel publie l'abrogation des "lois scélérates" "ayant pour objet de réprimer les menées anarchistes".

• 1993

La C.N.T. française scissionne sur la base de désaccords sur les élections professionnelles, la majorité des militants rejoignent la C.N.T. « Vignolles », elle regroupe des anarcho-syndicalistes et des syndicalistes révolutionnaires. Une minorité reste à la C.N.T.-A.I.T. et maintient une position anarcho-syndicaliste orthodoxe.

• 1994

Lors de son congrès de Saint Léger-les-Vignes, l'U.d.A. scissionne et le groupe Jules Durand et quelques autres militants fondent la Coordination anarchiste (C.A.) dont le Libertaire devient l'organe non-officiel. L'U.d.A. autour du groupe Germinal de Paris et de Joël Gochot publie le journal Les Nouvelles libertaires, l'U.d.A. disparaîtra quelques années plus tard.

• 1996

Lors du congrès de Barcelone de l'A.I.T., la C.N.T. « Vignolles »(ou C.N.T.-F) est exclue de l'Association Internationale des Travailleurs, la C.N.T.-A.I.T. est reconnue comme la seule section française de l'A.I.T..

• **1997**

Le 6ième congrès de l'Internationale des Fédérations Anarchistes se tient à Lyon, le mandat de secrétaire de l'I.F.A. incombe désormais à Massimo Varengo. L'I.F.A. regroupe la F.A. Française, la F.A. Italienne (F.A.I. - Federazione Anarchisti Italiano), la F.A. Ibérique (Espagne et Portugal, F.A.I. - Federacion Anarquista Iberica), la Fédération Libertaire Argentine (F.L.A. - Federacion Libertaria Argentina), la F.A. Anglaise (A.F. - Anarchist Federation).

• **1999**

L'A.C.F. anglaise se transforme en Anarchist Federation et abandonne ses références platformistes.

• **2000**

Festival Un autre futur de la C.N.T. à Paris. Le 1er mai réunit 5000 libertaires.

• **2001**

Naissance de Solidarité Internationale Libertaire (S.I.L.) à l'initiative de la C.G.T. espagnole, A.L., L'O.C.L. et No Pasaran décident d'y adhérer.

En Janvier 2001, les éditions du Monde libertaire et les éditions Alternative libertaire (Belgique) publient une brochure intitulée : « Unité Pour un mouvement libertaire », signée Jean-Marc Raynaud avec la complicité de Roger Noël dit Babar. Ce texte est accompagné de « La synthèse anarchiste » rédigée par Voline en 1934. Le 22 mars suivant, les deux auteurs rendaient public pour signatures individuelles ou collectives un second texte Unité ! Appel pour un mouvement libertaire, qui annonce une première rencontre à Niort entre signataires pour les 13 et 14 octobre 2001, dans la perspective « d'une initiative pour la tenue des états généraux du mouvement libertaire ».

En 2001, le groupe Jules Durand décide de mettre la Coordination anarchiste en sommeil devant le constat d'échec de cette organisation

• **2002**

l'Union Régionale du Sud-Ouest (U.R.S.O. - Toulouse, Perpignan et Montpellier...) de la F.A. se défédère lors du 59ième congrès de Rouen sur des désaccords organisationnels et se constitue en Coordination des Groupes Anarchistes (C.G.A.). La C.G.A. publie le mensuel Infos et analyses libertaires.

• **2003**

Le réseau No Pasaran se scinde en deux au mois de juin, Offensive libertaire et sociale (O.L.S.) voit le jour et édite un trimestriel Offensive.

La C.G.A. édite ses Statuts et adopte notamment le vote majoritaire aux $\frac{3}{4}$.

La Convergence des Luttes Anti-Autoritaires et Anti-Capitalistes (C.L.A.A.C.) se forme à l'initiative de la F.A., d'A.L., de l'O.C.L., de la C.N.T.-F, la C.G.A., de l'O.S.L. suisse et de No Pasaran en opposition à la tenue du G8 à Evian et participe à la création du Village Alternatif Anticapitaliste et Anti-Guerre (V.A.A.A.G.).

Les mêmes organisations se joignent à l'initiative de la Fédération Anarchiste d'organiser du 12 au 16 Novembre un Forum Social Libertaire à Saint-Ouen en opposition au Forum Social Européen de Saint-Denis.

• **2004**

La C.G.A. tient son premier congrès d'organisation les 30 janvier et 1er Février à Perpignan.

Le 7ième congrès de l'I.F.A. se tient à Besançon les 9,10,11 et 12 Avril. Il entérine l'adhésion de 3 nouvelles sections : l'Anarchist Federation anglaise, l'Association des mouvements anarchistes russes (A.D.A.) et la Fédération anarchiste Tchèque et Slovaque (C.S.A.F.). Une motion d'ouverture de l'I.F.A. est adoptée.

Les 29,30 et 31 Mai, la Fédération Anarchiste se réunit à son 61ième congrès à Rennes, en Octobre

elle fête son cinquantenaire d'existence et également les 50 ans de son journal, le Monde libertaire.

à suivre...

6, 7 octobre et 12 et 13 décembre

1945

Paris

1er congrès de la Fédération anarchiste

La Fédération anarchiste devant les grands problèmes actuels ; les militants anarchistes, réunis en congrès, les 6 et 7 octobre, puis le 12 décembre 1945, ont pris les résolutions suivantes :

Le syndicalisme,

Constatant :

- que les grands courants qui se disputent l'influence au sein de la C.G.T. ont pris une physionomie nettement réformiste ;
- que les mots d'ordre des organisations syndicales s'inspirent de la collaboration avec l'État capitaliste et le patronat ;
- que les politiciens tentent de détourner les luttes des travailleurs au profit de leurs partis respectifs, sans tenir compte des intérêts des syndiqués ;
- que la prédominance de groupes syndicaux puissants représentant des intérêts extrasyndicaux au sein de la F.S.M. risque d'entraîner nos organisations syndicales dans une nouvelle guerre idéologique à la suite des impérialismes se disputant les richesses du monde.

Décident d'appeler tous les travailleurs à la lutte sur les bases suivantes :

- pour un syndicalisme de Revendications et de lutte de classe ;
- pour un syndicalisme antimilitariste et laïc ;
- pour un syndicalisme indépendant des partis politiques ;
- pour un syndicalisme expurgé d'une bureaucratie de carrière ;
- pour un syndicalisme de lutte contre toutes les guerres ;
- pour un syndicalisme militant vers son véritable but, tel que la définit la Charte d'Amiens : abolition du salariat et du patronat en vue de l'émancipation intégrale de tous les travailleurs avec, comme moyen d'action, la grève générale. Le syndicat de groupement de résistance et de combat qu'il est aujourd'hui, étant demain groupe de production et de répartition de l'économie, gérée par les travailleurs eux-mêmes.

L'antimilitarisme

La Fédération anarchiste décide d'intensifier la lutte antimilitariste.

Elle constate :

- que dans tous les pays, quelle que soit la forme de leur gouvernement, le militarisme est le meilleur outil que possède l'appareil d'État pour opprimer les hommes ;
- que l'existence d'une armée engendre la méfiance de l'État voisin dont l'objectif devient alors d'en créer une plus forte et par là même de déclencher cette course aux armements qui amène fatalement la guerre ;
- que l'existence d'une armée est incompatible avec les buts que prétendent se fixer les grandes puissances alliées, signataires de la Charte de l'Atlantique ;
- que l'existence d'une armée est incompatible avec l'esprit internationaliste et la morale révolutionnaire qui doit demain régir les rapports entre les peuples ;
- que l'existence d'une armée est incompatible par les charges qu'elle impose à la nation et par l'esprit de caste qu'elle forge aux militaires, avec les buts des travailleurs du monde entier :

la libération de l'Homme par la suppression de son exploitation par une minorité de privilégiés.

En conséquence, la Fédération anarchiste condamne tous les militarismes, quels qu'ils soient, et demande la suppression de toutes les forces militaristes.

La question coloniale

Les anarchistes, réunis en Conférence nationale, le 2 décembre 1945, après avoir pris connaissance du rapport colonial présenté par la Commission Administrative :

- élèvent une vigoureuse protestation contre les méthodes colonialistes des différents impérialismes ;
- s'indignent que, six mois après la cessation complète des troupes appartenant à des gouvernements signataires de la Charte de l'Atlantique continuent à massacrer des populations soulevées pour défendre leur indépendance ;
- dénoncent à la conscience humaine le jeu des impérialismes libéraux à la recherche de matières premières et de bases stratégiques qui n'hésitent pas à fomenter des troubles et à se servir des légitimes aspirations des peuples coloniaux pour essayer d'évincer la concurrence.

Les anarchistes réclament pour la population d'outre-mer le droit à la liberté, au travail dans l'indépendance, le droit de disposer de leur propre destinée en dehors des rivalités de clans qui déchirent le monde actuel. Ils les assurent de leur solidarité dans la lutte qu'ils doivent mener contre l'oppression de tous les impérialismes, quel que soit le visage qu'ils prennent pour camoufler leurs appétits.

La Liberté individuelle

Constatant que la liberté absolue est un mythe, mais que la vie en société n'exclut pas toute liberté individuelle.

Constatant que la liberté individuelle et d'expression -malgré certaines propagandes et apparences- n'est respectée dans aucun pays du monde.

La Fédération anarchiste engage ses militants à lutter de toute leur force contre la cause d'un tel état de fait, le capitalisme et son moyen d'action : l'État.

La Fédération anarchiste demande que rien ne soit épargné pour que triomphe le fédéralisme libertaire, base de toute liberté ;

Convie ses militants à réagir en tout lieu et tout moment dès qu'une atteinte - si minime soit-elle - est portée à la liberté de la presse, de réunion, du travail ;

S'élève contre l'esprit des nationalisations qui ne font que renforcer les pouvoirs de l'État et demande que lui soit substitué celui des collectivisations sous l'égide des communes libertaires.

La Fédération anarchiste conjure tous ses adhérents à lutter contre le principe d'autorité qui régit l'Enseignement ;

S'élève contre l'école libre génératrice d'obscurantisme et de renoncement à la lutte émancipatrice et le monopole d'État. Elle s'engage à aider par sa propagande l'école rationaliste et les tentatives amorcées par nos camarades instituteurs pour la libération de l'enfant.

Tenant compte des circonstances actuelles et estimant que de deux maux il faut choisir le moindre, la Fédération anarchiste aidera l'école laïque par tous les moyens dont elle dispose momentanément et en faisant des réserves- dans sa lutte contre l'école confessionnelle.

La question Allemande

Les anarchistes, fidèles à leur idéal antimilitariste et internationaliste, déclarent :

- que le prolétariat allemand actuellement aussi enchaîné qu'il y a douze ans, est mis dans l'impossibilité de se libérer et qu'il appartient au prolétariat international de contribuer à cette libération ;
- que les travailleurs du monde entier ne peuvent oublier que le développement du nazisme n'a été rendu possible qu'en raison de la détresse économique dans laquelle le capitalisme mondial avait plongé le peuple allemand ;
- que les premières victimes de la répression hitlérienne dans les camps de concentration allemands ont été d'abord les militants antifascistes et particulièrement les anarchistes allemands, ceci dès l'apparition du nazisme en 1933.

Qu'en conséquence il y a lieu de distinguer dans les responsabilités le peuple allemand et le régime hitlérien.

Ils dénoncent les manœuvres du capitalisme et de l'impérialisme international qui, sous couleur de réparations, se livrent à une exploitation éhontée ; ils démontreront -à l'intérieur des syndicats et dans leur propagande que si le nazisme plaçait le peuple allemand au-dessus des autres peuples, le placer, par contre, au-dessous serait faire revivre le nazisme sous une forme nouvelle.

Ils s'insurgent contre l'emploi de la main-d'œuvre prisonnière qui ne peut profiter qu'au patronat français et concurrencer le prolétariat.

ils demandent aux syndicats d'exiger le retour chez eux des prisonniers, sans s'opposer toutefois à ce que certaines formations de volontaires telles que "S.S.", y compris tous les officiers, soient employés à des travaux dangereux, tels que le déminage.

Les anarchistes affirment aux ouvriers français que les ouvriers allemands sont aussi des victimes de classe et qu'il y a lieu de rétablir en Allemagne la liberté syndicale et d'expression. C'est dans la mesure où le peuple allemand recouvrera sa liberté qu'il pourra être facteur de paix et que les peuples n'auront pas à subir -une troisième guerre mondiale.

Le problème de la Paix

La Fédération anarchiste déclare que le problème de la paix ne peut être utilement examiné que selon les données suivantes :

Les conflits entre individus comme entre nations sont le résultat du système capitaliste et étatique. L'éducation et en général toutes les méthodes d'enseignement employés par les différentes puissances ont pour objet de prédisposer l'ensemble de la population à l'acceptation et à la défense d'un tel régime.

La Fédération anarchiste, tout en n'admettant pas la violence comme principe, considérant qu'il ne doit être perdu de vue que tous les régimes d'exploitation en font leur moyen d'oppression et de conquête ; que la libération économique et sociale des peuples exige une action vigilante de la part des travailleurs et que cette action peut même se présenter sous la forme directe et révolutionnaire des masses, déclare :

- que les guerres (sans prendre en considération les motifs invoqués pour entraîner les peuples à les faire) ne peuvent disparaître que dans la mesure où le capitalisme et l'État auront été détruits sous toutes leurs formes ;
- que les méthodes et l'éducation tendant à faire disparaître l'emploi de la violence ne pourront porter tous leurs fruits que dans une société débarrassée des germes de toute guerre ;
- qu'il appartient aux peuples de présider eux-mêmes à leurs destinées et qu'ils ne doivent plus

s'en remettre à leurs gouvernants - quelles que soient leurs nuances politiques ou religieuses
- pour la sauvegarde de leurs intérêts, de leur sécurité et la garantie de la liberté.

Il importe donc de développer l'action directe révolutionnaire indispensable pour arriver à ces fins. Dans ce domaine, les syndicats ouvriers, en raison de la pression qu'ils peuvent exercer sur l'économie, doivent jouer un rôle prépondérant, décisif dans le sens de l'internationalisation rapide des luttes ouvrières.

La Fédération anarchiste affirme que la guerre n'est pas une fatalité, que le désarmement des esprits est une des conditions indispensables à la paix et à la solidarité humaine; qu'il est nécessaire de rejeter toute idéologie belliciste quelle qu'en soit l'étiquette - employée comme prétexte par les dirigeants, seuls bénéficiaires des conflits internationaux.

Elle demande à tous les militants ouvriers et pacifistes de s'engager délibérément dans la voie révolutionnaire, en opposant l'instauration du fédéralisme libertaire à la guerre; fait un appel pressant au jeunes -qui seraient, les premiers, victimes d'un conflit- en les conviant à prendre puce dans ses rangs pour le grand combat de la liberté.

L'Amnistie

La Fédération anarchiste :

- élève une protestation indignée contre le maintien en prison, un an après la libération, sept mois après la fin des hostilités en Europe, des militants emprisonnés depuis 1939. Elle constate que la guerre qui vient de se terminer continue pour eux ;
- dénonce aux travailleurs la carence des partis qui se réclament du prolétariat dont les congrès viennent de se tenir récemment et qui n'ont pas eu le courage de réclamer au cours de ces congrès l'amnistie pour les victimes des tribunaux militaires, abandonnant là une vieille tradition qui a contribué à la fortune de ces partis.

Le congrès recommande à ses militants, à ses groupes, à ses régions, d'avoir toujours présente à la mémoire la pensée de ceux qui souffrent dans les bagnes militaires d'Eisse, de Montluc, de Nontrond. Il leur recommande de poser devant les auditoires qu'ils pourraient rassembler le problème de l'amnistie totale pour les prisonniers militaires détenus depuis 1939 et d'œuvrer pour que cette amnistie devienne une réalité.

Fédération anarchiste

Déclarations publiées dans *le Libertaire* du 20 décembre 1945

Résolution sur la tactique révolutionnaire

Adoptée au 1er congrès de la Fédération anarchiste réuni le 2 décembre 1945

La Fédération anarchiste, réunie le 2 décembre en conférence nationale, décide d'intensifier la propagande anarchiste par la vulgarisation de la commune libertaire, seule forme d'organisation économique et sociale, pouvant garantir la liberté individuelle sans négliger les intérêts généraux ; décide de participer aux luttes ouvrières en s'inspirant des principes fédéralistes propres au syndicalisme révolutionnaire et en se différenciant nettement de tous les partis politiques.

Les ouvriers et techniciens, par la grève générale insurrectionnelle, déposséderont le patronat de la propriété des moyens de production, de distribution et d'échange, s'en saisiront afin d'organiser eux-mêmes l'économie (production, consommation et crédit), en dehors de l'État, sur la base de la commune libertaire. Ils se substitueront immédiatement au patronat pour mettre en marche toutes les branches d'activité économique à leur propre compte, en s'emparant pour les gérer directement eux-mêmes, des entreprises capitalistes, seule action probatoire de la maturité économique de la classe ouvrière en marche vers sa libération sociale intégrale.

Pour assurer le triomphe de leur cause, ils devront organiser immédiatement à l'échelle locale et régionale, leurs comités de gestion économique et de défense de la révolution.

Fédération anarchiste

13, 14 et 15 septembre

1946

Dijon (Côte d'Or)

2ième congrès de la Fédération anarchiste

9, 10 et 11 novembre

1947

Angers (Maine-et-Loire)

3ième congrès de la Fédération anarchiste

Résolution sur les perspectives et les tâches

In Le Libertaire # 104 du 20 novembre 1947

1. Formes nouvelles de la société autoritaire

Au cours de la période connue de l'histoire de l'humanité, la domination et l'exploitation se sont manifestées, à chaque époque, sous plusieurs formes : politique, économique, culturelle, etc... et d'une époque à l'autre ont varié dans leur aspect et leur importance : l'État moderne et le capitalisme ne sont donc que des aboutissants et ne sont pas définitifs.

Par ailleurs, les formes nouvelles peuvent se développer alors que les formes périmées se survivent un certain temps et d'autres formes d'exploitation et de domination se manifestent alors que l'État du type démocratique et le capitalisme libéral continuent à exister.

Les groupes et castes tenant le pouvoir et détenteurs des capitaux et monopoles se sont, suivant les moments, alliés ou combattus.

Il est certain que dans la première moitié du 19^{ième} siècle, l'État s'est révélé comme « instrument » du capitalisme, en particulier de la Haute-banque.

En est-il encore ainsi ?

Nous constatons que le capitalisme privé proprement dit et l'État simple gendarme ne sont plus que des survivances.

Il semble que l'État ne soit plus le serviteur du capitalisme mais déjà l'appareil d'autres classes ou castes.

Nous assistons à la naissance d'une nouvelle forme de société autoritaire.

Capitalisme et État semblent devoir se résoudre en une seule forme, et la suprématie à la fois politique et économique est recherchée par des formations que nous appelons castes technobureaucratiques, tendant vers « l'ère des Directeurs ».

Le phénomène se traduit partout, mais avec des nuances :

- a) les castes en question sont de composition variable (tantôt états-majors politique dominant les techniciens; tantôt alliance étroite, tantôt suprématie de l'élément technocratique). Bien des éléments de même origine que ces castes demeurent inconscient de leur montée au pouvoir. Ils restent simplement les salariés serviteurs du capitalisme ou de l'État classique : c'est le cas en France de nombreux fonctionnaires, même de haut-grade.
- b) le phénomène est plus ou moins net : dans les pays dits démocratiques où le capitalisme privé reste puissant, il n'est qu'une tendance. Mais il s'exprime déjà aux U.S.A. En France, il se révèle au travers de la dictature des partis, des nationalisations, de la création du Statut des fonctionnaires, de la sécurité sociale. Dans les pays à forme totalitaire, l'ère des « managers » s'ouvre nettement : déjà, en Italie fasciste, et plus encore en Allemagne nazie, mais avec une quasi-perfection en U.R.S.S.

Ces régimes technobureaucratiques se manifestent – comme les États et capitalismes classiques – par le colonialisme et l'impérialisme.

Ils s'appuient sur la puissance militaire et policière, alourdissent les codes et passent des alliances avec les églises.

Pour l'exploité, les tendances vers le nouveau stade de la société autoritaire signifient la militarisation économique dépassant le salariat par toute une série de lois sociales et de « statuts »,

tous liant en fait le travailleur à l'État capitaliste et faisant des syndicats les appendices de l'Etat. Le nouveau régime sous-entend une adhésion populaire plus ou moins consciente et il est ainsi la forme achevée du fascisme se manifestant dans le domaine culturel par l'esprit religieux, la soumission à des credos politiques et moraux et même scientifiques et littéraires.

Le schéma – en vogue chez les marxistes n'envisageant que les deux termes capitalisme et socialisme - est faux et dangereux : les formes d'oppression et d'exploitation sont diverses, et le socialisme ne peut venir que d'une prise de conscience par les masses ; il ne peut être que le fait que d'une volonté lucide.

2.Perspectives immédiates

Il faut considérer que le développement de antagonismes entre les États et les capitalismes, sous les formes anciennes ou nouvelles, crée une situation favorable à une troisième guerre mondiale préparée par les expéditions partielles actuelles et faisant se heurter en premier lieu U.S.A. Et U.R.S.S. Ces deux impérialismes cherchent aujourd'hui en Europe, en Asie, dans les pays coloniaux, des clients, des alliés, des bases militaires, de la main d'oeuvre à bon marché.

Les possibilités de crise et donc de situations révolutionnaires sont marquées par les difficultés de reconstruction des pays d'Europe et d'Asie et par la surproduction déjà manifeste des U.S.A. : contradictions internes du régime.

La reconstruction (en Europe en particulier) ne peut se faire qu'avec l'aide du capitalisme yankee et sur les sacrifices (sur-travail et bas niveau de vie) des masses populaires. Si la reconstruction se faisait enfin, de nouvelles crises de surproduction se déclencheraient et la guerre menacerait toujours.

On peut donc entrevoir la troisième guerre mondiale et plusieurs périodes de crise, mêmes séparées par quelques années d'accalmie.

En France, il faut considérer la situation, non isolément, mais dans l'ensemble des intérêts mondiaux. Plusieurs hypothèses se présentent :

- a) Accélération du mécontentement et des grèves vers une situation révolutionnaire, dans le cas où les révolutionnaires véritables verraient croître rapidement leur influence.
- b) Affaiblissement et démoralisation de la classe ouvrière ouvrant la voie à un État totalitaire stalinien ou réactionnaire.

La prise du pouvoir peut alors être brutale ou constitutionnelle.

Avec le P.C.F. au pouvoir, c'est l'écrasement de toute libération humaine, de toute renaissance ouvrière, et le travail forcé pour l'U.R.S.S. Dans le second cas, c'est l'entrée de la France dans le bloc occidental pour la guerre contre l'U.R.S.S. Le régime au début peut s'exercer avec une apparente démocratie ; mais qu'il soit de type travailliste ou réactionnaire-traditionnel, il évoluerait vers l'étatisme totalitaire et même le fascisme technobureaucratique. Blum, Reynaud ou Henriot en pourraient être les agents aussi bien que De Gaulle.

Un regain d'activité économique pourrait en résulter, c'est à dire une consolidation momentanée du capitalisme, avec, ensuite, surproduction et malthusianisme économique, donc crise... et marche vers la guerre mondiale.

3. Tâches

1) La F.A. entend, comme par le passé, lutter contre les différentes formes d'exploitation et de domination qui se survivent ou qui se créent : capitalisme, États, Églises, juridictions, militarismes, impérialismes, colonialismes, etc... Elle lutte pour la société sans castes.

Devant la montée des divers néo-fascismes, elle fera porter sa propagande et son action en particulier contre l'État et contre les tendances technobureaucratiques. Elle soulignera donc le danger des nationalisations, fera la preuve de la duperie qu'elles représentent, dénoncera l'intégration des syndicats de la C.G.T. dans l'État et le danger des systèmes de protection illusoire, genre « Sécurité sociale », qui poussent le peuple à remettre son sort dans les mains de ses dirigeants étatisés.

Parallèlement, elle fera naître dans la conscience populaire la méfiance envers le paternalisme d'État et la confiance dans les possibilités d'organisation autonome des producteurs et consommateurs.

Face au capitalisme privé décadent et au capitalisme d'État où à la technobureaucratie montante, elle combattra la préparation de la troisième guerre mondiale ; elle représentera la troisième force : le socialisme libertaire ou communisme anarchiste.

2) La F.A. doit utiliser au maximum toutes les possibilités pour développer son influence : crises économiques et sociales, tant dans les moments de paix apparente que de guerre ouverte, et aussi bien par la lutte légale que par l'action clandestine.

Pour cela, pour orienter tout processus social vers une révolution supprimant l'État en lui substituant le communisme libertaire, il faut que soit mené un travail éducatif – mais aussi éducatif par l'action – des nouveaux militants et du public.

La F.A., ses régions, ses groupes, ses militants, se doivent donc de manifester leur présence et leur dynamisme – quelles que soient les circonstances – et en représentant toujours les aspirations des déshérités.

En particulier, la F.A. Doit participer à toutes les luttes populaires (grèves, squatters, grève fiscale, manifestations, etc.), même si des partis essaient d'en tirer profit, même si à l'origine elle sont confuses.

Cependant, dans les cas où une modification des mouvements politisés est absolument impossible, ils devront être combattus et leur caractère politicien dénoncé. La F.A. doit être dans les luttes sociales pour leur donner une inspiration révolutionnaire et proposer les solutions libertaires.

Bien entendu, cela ne signifiera jamais une alliance avec les partis et organisations visant à la prise du pouvoir.

3) Actuellement dans l'agitation et les grèves, la F.A. doit être à l'avant-garde. Lorsqu'elles sont spontanées et dans l'esprit des grévistes (même lorsqu'elles ont une origine politique), les grèves visent à une défense du niveau de vie des travailleurs. Et même si les augmentations de salaires ne sont atteintes que provisoirement, elles sont ressenties comme une nécessité immédiate. D'ailleurs les prix montent même en période de blocage des salaires. S'il est vrai qu'une augmentation accordée à une seule corporation sera supportée par l'ensemble de la société, il est vrai aussi qu'alors les grèves se multiplient vers une recherche d'équilibre, chaque travailleur s'efforçant de maintenir ou de retrouver un niveau de vie le moins bas possible.

Les grèves généralisées permettent de mettre le capitalisme et l'État nationalisateur dans l'embarras et l'obligent à réduire leur appareil parasitaire et défensif.

Par contre, les mouvements partiels et isolés sont vaincus souvent, et les échecs répétés émoussent la combativité des travailleurs ; ils créent l'indifférence et l'inquiétude et font ainsi le lit des pouvoirs totalitaires. Le succès ne peut être réalisé que sur le plan international.

Il faut donc faire renaître la solidarité, et surtout la solidarité internationale (en particulier envers les peuples coloniaux ou vaincus, soumis à une exploitation maximum).

La F.A. doit, en somme, viser à la généralisation, à la simultanéité et à l'internationalisation des grèves et autres mouvements sociaux.

Elle doit agir pour détruire le caractère politique ou réformiste des mouvements actuels : les conduire à la grève générale expropriatrice et gestionnaire de la production et des services publics ; inciter à la création de syndicats et de comités de consommateurs et d'usagers, pour combattre les intermédiaires, le commerce accaparateur et entraîner les consommateurs à la répartition des produits, à l'utilisation sociale des locaux et des services publics.

Le problème de l'internationalisation des luttes pose la nécessité des relations internationales.

Enfin, l'aspect culturel, moral, de la transformation à accomplir, sont à garantir par le fédéralisme de toutes les structures.

La F.A. doit constamment défendre la liberté et la dignité de l'homme pour lequel la société doit être transformée.

4) Les anarchistes considèrent que les organismes (syndicats révolutionnaires par exemple), menant la lutte contre la société actuelle, peuvent préfigurer les organes de la société de demain, ils doivent considérer aussi que la constitution dans le cadre de la société actuelle d'îlots de société libertaire, comme les coopératives et communautés de production et de consommation, ne peuvent avoir que la valeur d'exemples et d'écoles de gestion.

En effet, de même que les grèves gestionnaires partielles, la création de ces organismes n'a en elle-mêmes pas de lendemain. Les sociétés ainsi constituées ne se maintiennent qu'au prix de compromissions ou de soumissions devant le capitalisme et l'État, c'est à dire qu'elles dégèrent. Ou bien encore, elles sont brisées par les coalitions économiques (trusts) ou politiques (pouvoir d'État).

Toutefois, la dégénérescence est moins certaine, moins rapide dans les coopératives de consommation que dans les communautés de production. Elle n'est guère à craindre dans les organismes libres d'éducation, où les conditions économiques se posent, mais ne sont pas la raison d'être.

5) Le travail spécifique de la F.A. est l'élaboration d'accords visant à la conscience des hommes et leur volonté de lutte contre toutes les oppressions.

L'autre tâche de la F.A. est l'élaboration d'accords visant à l'accroissement de l'influence anarchiste dans les diverses organisations de lutte révolutionnaire.

Il ne peut s'agir d'imposer dans ces organisations des directives ou mot d'ordre, mais d'y proposer des idées et d'y généraliser des comportements libertaires.

Les membres de la F.A. ne doivent militer que dans des organisations dont les buts et les principes ne s'opposent pas à ceux de la F.A.

Ils militeront donc dans les syndicats révolutionnaires de la C.N.T. affiliés à l'A.I.T., mais pourront également – dans certains syndicats affiliés par pure forme ou par tradition à la C.G.T. - accomplir un travail syndicaliste-révolutionnaire vers le ralliement à la C.N.T.

Ils militeront également dans les organisations révolutionnaires de consommateurs et usagers.

Ils militeront, enfin, dans les organisations dont le fédéralisme et l'esprit sont garants du travail de libération qu'on peut y mener. En particulier, dans le mouvement laïque des Auberges de jeunesse et dans certaines Maisons de jeunes ou groupements d'éducation physique ou artistique et dans les universités populaires.

Fédération anarchiste

Motion sur la solidarité internationale

In Le Libertaire # 104 du 20 novembre 1947

Le troisième congrès de la fédération anarchiste française, réuni à Angers les 9, 10, 11 novembre 1947, exprime avec force les sentiments de solidarité profonde qui unissent les militants du mouvement anarchiste français aux militants anarchistes et aux hommes du monde entier qui luttent contre toutes les oppressions.

Il salue avec émotion la lutte des compagnons d'Espagne, de Bulgarie, du Portugal, d'Argentine et déclare que la Fédération anarchiste française leur manifesterà sa solidarité effective par tous les moyens en son pouvoir.

Le combat des travailleurs de ces pays est le combat des travailleurs du monde entier.

Le congrès appelle tous les hommes libres à participer à l'action révolutionnaire qui, seule, libérera l'humanité.

Fédération anarchiste

Motion sur l'amnistie

In Le Libertaire # 104 du 20 novembre 1947

Le troisième congrès de la Fédération anarchiste signale le nombre toujours plus grand de travailleurs internés dans les prisons des différents États totalitaires ou prétendus « démocratiques » qui oppriment les populations du monde entier.

Il constate en particulier, que, malgré la prétendue « libération » survenue il y a trois ans, de nombreux insoumis croupissent dans les prisons militaires françaises.

Le congrès s'élève contre la caricature d'amnistie votée par un Parlement où, pourtant, les prétendus représentants de la classe ouvrière sont nombreux.

Il appelle les travailleurs à redoubler leurs efforts en vue d'arracher une véritable amnistie qui libérera de leurs fers toutes les victimes de l'impérialisme et du militarisme français.

Fédération anarchiste

Motion sur le problème colonial

In Le Libertaire # 104 du 20 novembre 1947

Le troisième congrès de la Fédération anarchiste salue les luttes des travailleurs coloniaux et les assure de son entière solidarité dans leurs batailles contre le colonialisme et l'administration française.

Mais il souligne que la libération des peuples coloniaux, pour être totale, doit rejeter, non seulement l'impérialisme français mais aussi les autres impérialismes qui essaient de le supplanter et les diverses féodalités indigènes qui tentent d'imposer leur domination à la faveur des luttes nationalistes.

La seule solution du problème colonial réside dans l'instauration de la société libertaire par la révolution sociale.

Fédération anarchiste

11, 12, 13 et 14 novembre

1948

Lyon (Rhône)

4ième congrès de la Fédération anarchiste

Manifeste de Lyon (1948)

Résolution adoptée au 4ième congrès de la Fédération anarchiste réuni à Lyon les 11, 12, 13 et 14 novembre 1948

Perspectives et tâches

L'année qui vient de s'écouler n'a pas fait disparaître la menace d'une guerre imminente entre les impérialistes des deux blocs. La lutte sanglante est ouverte entre le colosse russe et le colosse américain en Grèce, en Chine, en Malaisie. En ce sens, on peut dire que la Troisième Guerre mondiale est commencée.

La construction de l'Europe sur les bases du système capitaliste d'exploitation a fait faillite. Le plan Marshall, qui tendait à soutenir cette économie en Europe occidentale pour des raisons stratégiques et de profit, se heurte à l'opposition violente du parti stalinien. Le Kominform trompe les revendications légitimes des ouvriers en trahissant leurs grèves et en les utilisant en vue des buts d'expansion de l'impérialisme russe. La Russie a poursuivie son avance en Europe avec le putsch tchécoslovaque, mais l'affaire yougoslave laisse supposer une faiblesse interne de la cohésion du système stalinien.

En France, l'insuffisance chronique du matériel industriel et de la production, la chute de la monnaie, la misère et les duperies idéologiques des politiciens et ministres ont créé un état d'instabilité gouvernementale permanente qui fraye le chemin au fascisme de De Gaulle. Le parti stalinien, plongé dans l'opposition sur les ordres de Moscou, cherche à profiter de cet état de choses pour appuyer sa démagogie.

Entre le fascisme de droite et le fascisme du Kremlin, les partis bourgeois intermédiaires perdent de l'influence et traversent des crises (S.F.I.O., M.R.P.). Ils cherchent à survivre en matraquant les travailleurs. La démocratie pourrie a fait faillite et les totalitarismes lèvent la tête.

Il s'affirme donc qu'il n'y a pas de paix impérialiste, pas de bien-être capitaliste, pas de solution étatique en dehors de l'esclavage, pas de démocratie bourgeoise capable de s'élargir ou de survivre, pas de parti politique qui ne soit tromperie et exploitation de la misère générale.

La seule solution efficace est donc le rejet de l'État, des partis, de la démocratie frelatée, du capitalisme, de l'exploitation. Elle est dans la lutte contre ces idoles que mènent les anarchistes en vue d'inciter les travailleurs à prendre en main les moyens de production, les peuples à s'organiser sur les bases libres et fédérés.

Dans l'immédiat, il est donc plus que jamais nécessaire que les anarchistes du monde entier apparaissent, s'organisent et se lient. C'est pourquoi, sur le plan international, le présent congrès a entendu réaffirmer la nécessité des liaisons avec les organisations et camarades anarchistes étrangers, en même temps que, sur le plan intérieur, il entend continuer les efforts de la Fédération pour apparaître, dans la lutte sociale contre la guerre, le militarisme, l'étatisme, le nationalisme, le colonialisme, la misère, la duperie politique et la prolifération des nouvelles hiérarchies du travail, des syndicats, des partis et de l'État.

Cette lutte incessante n'est pas seulement celle de la Fédération en tant qu'organisation nationale, mais aussi et surtout celle des groupes sur le plan local et celle des individus sur leur lieu de travail, dans leurs organisations culturelles et sociales (syndicats, coopératives, communautés, organisations de jeunesse, etc.). C'est pourquoi le critère de la présence et de l'activité des anarchistes dans ces organisations doit être que ces conditions concrètes leur permettant d'y oeuvrer utilement, librement et de façon constructive en faveur de leurs idées.

Cette tâche les amène nécessairement à y entrer en conflit avec les tentatives politiques de noyautage, les tentatives étatiques de pénétration. Là comme ailleurs, les moyens et buts sont

libertaires et tendent à l'affranchissement de l'homme.

Il faut donc être présent...

... pour pouvoir travailler utilement. Cette présence est, dans les villes, celle de grèves où les anarchistes doivent lutter avec les exploités en les aidant à dépasser des revendications qui ne compromettent pas réellement l'état des choses actuel et servent souvent les buts politiques des grandes centrales syndicales. Elle est aussi dans les campagnes, où les travailleurs ruraux doivent apprendre à s'unir pour conquérir de meilleures conditions de travail et d'existence.

En définitive, le congrès appelle les militants à lutter plus activement que jamais, et tous ceux que frappent la guerre, la misère et l'exploitation, à se joindre aux luttes de la F.A. Aujourd'hui, c'est l'homme lui-même qu'il s'agit de sauver.

Fédération anarchiste

Résolution sur le problème syndical

Résolution adoptée au 4ième congrès de la Fédération anarchiste réuni à Lyon les 11, 12, 13 et 14 novembre 1948

Le quatrième congrès de la Fédération anarchiste constate la transformation progressive des méthodes d'organisation et de lutte du mouvement syndical.

En abandonnant les principes du syndicalisme traditionnel, il est devenu un organisme d'aménagement du capitalisme et de collaboration au maintien de l'autorité de l'État. Son morcellement actuel est le résultat des contradictions qui opposent entre eux les différents partis politiques qui se disputent le privilège de continuer l'exploitation des hommes au profit des castes qu'il représentent.

Devant cet état de faits, le congrès décide de continuer son appui à la C.N.T., celle-ci étant la seule centrale dont les principes sont en accord avec ceux de la Fédération anarchiste.

Il demande aux travailleurs d'être présents dans toutes les luttes ouvrières, en y défendant un programme susceptible d'entamer la structure d'un régime économique qui l'opprime. De se refuser à la solution de facilité qui consiste à accepter et à défendre les revendications des « partis syndicaux » (C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C.).

leurs efforts doivent tendre au contraire à substituer aux augmentations de salaires inefficaces et chiffre au pourcentage, des primes uniformes entamant l'éventail des salaires.

Le congrès recommande l'unité à la base avec les travailleurs à l'exclusion des fonctionnaires syndicaux et dans la mesure où les cahiers de revendication élaborés en commun possèdent des points marquants nettement notre place dans la bataille : resserrement de l'éventail des salaires, gestion directe, etc... revendications attaquant la structure de la société actuelle.

Toutefois, la présence dans les centrales syndicales politisées de minorités révolutionnaires rend souhaitable la coordination de tous les éléments restés en dehors de la servitude des partis. Le congrès s'affirme donc partisan de la réunion en une seule centrale de toutes les organisations vraiment syndicales : C.N.T., syndicat autonome, minorité F.O. ou C.G.T. et donne mandat à ses militants d'oeuvrer à la réalisation de ce projet sur la base des principes définis par l'A.I.T.

Fédération anarchiste

Résolution sur le problème paysan

Résolution adoptée au 4ième congrès de la Fédération anarchiste réuni à Lyon les 11, 12, 13 et 14 novembre 1948

En ce qui concerne la question paysanne, le quatrième congrès national de la Fédération anarchiste considère que notre attitude, quant aux modalités de la propagande et de l'action dans la période pré et post-révolutionnaire, doit s'adapter à la diversité des conditions créées par la structure de la propriété, la psychologie et les coutumes des régions et la technique de production déterminée par les conditions du milieu naturel.

Toutefois, nous pouvons établir les grandes lignes suivantes :

- 1) Notre propagande immédiate doit défendre le communisme libertaire tant comme méthode d'organisation du travail afin de mieux utiliser l'effort des hommes et les moyens techniques de production, que pour l'application du principe de droit que nous avons toujours défini par la formule « à chacun selon ses besoins ».
- 2) Pour la réalisation de ce principe, il faut poser de la façon suivante le problème de la transformation de la propriété :
 - a) Dans les régions de grandes cultures, l'expropriation sera l'oeuvre des syndicats de travailleurs agricoles qui prendront sous leur responsabilité l'organisation et l'intensification de la production.
 - b) Il ne peut être question d'exproprier immédiatement, et par la force, les propriétaires moyens, ce qui provoquerait la réaction violente de la masse numériquement puissante de ces travailleurs de la terre. Mais nous devons affirmer, comme postulat absolu, que le premier geste de la révolution serait de supprimer l'exploitation des travailleurs salariés, quitte à retirer aux propriétaires, aux fermiers locataires et aux métayers la terre qu'ils ne pourraient pas travailler, et à créer, en réunissant les surfaces expropriées, des collectivités agricoles.
 - c) Il ne peut moins encore être question d'exproprier par la force les petits propriétaires se livrant à l'exploitation familiale, ce qui aurait le même inconvénient que celui signalé pour la moyenne propriété. Mais nous n'en devons pas moins tant envers les uns qu'envers les autres, propager la nécessité du communisme libertaire, et l'urgence de sa réalisation pour le plus grand rendement du travail, l'allègement de l'effort et l'élévation du standard de vie des paysans eux-mêmes.
- 3) Pour orienter les paysans petits et moyens propriétaires, vers des buts, il faut en premier lieu leur parler des problèmes qui les touchent directement, en insistant particulièrement sur le rôle funeste de l'État dit communiste, particulièrement de l'État russe, dont les partisans les trompent en les flattant.
- 4) Il faut également tenir compte de la vie sociale des paysans, en particulier des organisations et des pratiques d'entraide : travail en commun, coopératives d'achat, d'exploitation en commun du matériel mécanique, coopératives avicoles, beurrières, vinicoles, de vente ou de conservation des produits, etc... tout en combattant l'esprit de spéculation corporative qui souvent y apparaît. Le rôle des camarades agissant sur le terrain local consiste à influencer ces organisations qui se chiffrent par milliers, en imprégnant le plus possible leur activité d'esprit communiste libertaire et en propageant nos idées par tous les moyens.

Comme instruments immédiats de cette propagande, le congrès décide :

- a) L'édition d'un numéro spécial du « Libertaire » contenant la brochure d'Elisé Reclus « Mon frère le paysan », des articles sur les réalisations de la Révolution espagnole et autres

textes.

- b) La création d'une rubrique paysanne permanente dans le «Libertaire ».
- c) la création d'une Commission d'études paysannes, ou la réunion systématique de matériaux concernant cette question.
- d) La rédaction par le camarade Gaston Leval d'une brochure inspirée par la première partie de son livre « L'indispensable Révolution ».

Fédération anarchiste

27, 28 et 29 mai

1950

Paris

5ième congrès de la Fédération anarchiste

Secrétaire général : Georges Fontenis (Groupe de Paris 19ième, OPB)

Secrétaire de l'Organisation : Etienne Guillemeau (groupe de Toulouse)

Administrateur-gestionnaire : Georges Vincey (Groupe de Paris-Est)

Secrétaire à la propagande : Jo Lanen (groupe de Boulogne-Billancourt)

Secrétaire à l'Education : Devançon (Kramer, groupe de Paris 5-6ièmes, OPB)

Secrétaire aux Relations extérieures : Maurice Fayolle (groupe de Versailles)

Secrétaire aux Archives et à la Documentation (René Lustre (groupe de Paris-Est, OPB)

Secrétaire à l'Entraide : André Moine (groupe de Paris 11ième, OPB)

Conclusion du 5ième congrès de la Fédération anarchiste sur l'état des masses

Le congrès estime :

- qu'il est plus juste de parler de découragement momentané que d'apathie des masses, en France ;
- que ces masses attendent un réveil et qu'elles n'ont pas encore rencontré ou reconnu clairement l'élément qui pourrait les rassembler pour l'action et que le mouvement anarchiste se doit de constituer ;
- que l'expression « masses », bien qu'elle représente une réalité et une unité d'aspirations en certaines périodes, ne rend pas compte de la diversité des milieux et de toutes les couches sociales.

Le congrès décide :

- que l'action de la F.A. devra comporter un programme d'action détaillé et précis orienté en direction des divers milieux, en tenant compte de leur mentalité propre, plan de travail permettant de coordonner les efforts de tous les militants ;
- qu'en conséquence soit établi avec précision, sur chaque point étudié, la méthode d'agitation et le plan de travail.

Fédération anarchiste

12, 13 et 14 mai

1951

Lille (Nord)

6ième congrès de la Fédération anarchiste

Secrétaire général : André Moine (groupe Paris-Est, OPB)

Secrétaire à l'Organisation : Blanchard (groupe Kronstadt, OPB)

Secrétaire aux Relations extérieures : Prol (OPB)

Secrétaire aux Relations internationales : Emery (groupe Kronstadt, OPB)

Administrateur-gestionnaire : René Lustre (groupe de Paris-Est, OPB)

Secrétaire à l'Education : Devançon (Kramer, groupe Kronstadt, OPB)

Secrétaire à la Propagande : Serge Ninn (groupe Kronstadt, OPB)

Secrétaire aux Archives et à la Documentation : Donnet (groupe de Paris 19ième)

Secrétaire à l'Entraide : Yvonne Lanen (groupe de Paris-Est)

6ième congrès de la Fédération anarchiste

Position « Troisième Front »

in le Libertaire # 270 du 25 mai 1951

Le 6ième congrès de la F.A. se prononce en faveur de la position Troisième Front, d'opposition irréductible aux impérialismes russe et américain par un regroupement de tous les hommes exploités contre leurs exploiters capitalistes et étatiques.

La position Troisième Front ne saurait représenter pour la Fédération anarchiste, ni un slogan, ni un cartel permanent d'organisation diverses, mais bien l'expression actuelle du combat anarchiste pour l'avènement d'une société où les principes de liberté et de justice pourraient jouer pleinement.

Le 6ième congrès de la F.A. estime en conséquence que la position Troisième Front doit être défendue sous l'égide exclusive de la F.A., contrôlée et orientée uniquement par elle. Il en découle que la lutte révolutionnaire dans une période donnée contre l'opresseur principal ne peut être menée que dans l'indépendance absolue de toute organisation tenant de l'une ou de l'autre force d'oppression.

En résumé, le 6ième congrès de la F.A. considère que la position Troisième Front, susceptible à ses yeux de donner un relief nouveau à l'aspect pacifiste révolutionnaire de l'anarchisme, est une position qui, définie avec le plus de précision possible, et en associant toujours les aspects « contre Truman sans être pour Staline – contre staline sans être pour Truman » permettra à la F.A. de regrouper autour d'elle et en son sein tous les hommes non encore inféodés aux partis, ou conscients de leur trahison.

6ième congrès de la Fédération anarchiste

L'action ouvrière

Le congrès considérant que le syndicalisme n'est pas une fin en soi, mais un moyen d'action dans le but de réaliser la révolution sociale, estime que les militants de la F.A. peuvent militer dans la centrale de leur choix, s'efforçant d'y oeuvrer dans le sens du syndicalisme révolutionnaire.

Les militants qui répudient (pour des raisons d'efficacité) l'affiliation à toute centrale et préfèrent se consacrer à la propagande spécifiquement anarchiste sur le lieu du travail se doivent toutefois de ne pas se faire les adversaires de l'action syndicale.

Le congrès rejette l'idée du soutien des comités d'entreprise, organismes permanent de collaboration entre le patronat et les salariés, susceptible de faire perdre de vue aux travailleurs les objectifs véritables de toute action ouvrière, dignes d'être soutenus par la F.A.

Il refuse de voir la F.A. faire de la grève gestionnaire le leitmotiv de sa proagande ouvrière ou un thème de propagande spécifique, sans toutefois le répudier comme forme d'action dans des circonstances données.

L'action gestionnaire devra être la formule exprimant le plus parfaitement cette forme d'action.

Il considère, dans les revendications immédiates à formuler :

- 1) la réduction du nombre d'heures de travail ;
- 2) la suppression du travail au rendement sous toutes ses formes ;
- 3) la suppression de toute hiérarchie et zones de salaires qui doit être placée au premier plan.

Tout en ne rejetant pas les revendications portant sur les augmentations de salaires, la F.A. en dénonce la duperie qu'elle constitue pour l'amélioration de la condition des travailleurs.

Fédération anarchiste

31 mai, 1er et 2 juin

1952

Bordeaux (Gironde)

7ième congrès de la Fédération anarchiste

Secrétaire général : Georges Fontenis (groupe de Paris 19ième, OPB)

Secrétaire à l'Organisation : Gilbert Blanchet (Groupe Thomson, OPB)

Secrétaire à la Propagande : Blanchard (groupe Kronstadt , OPB)

Secrétaire aux Relations extérieures : Roger Caron (groupe de Paris-Est, OPB)

Administrateur-gestionnaire : René Lustre (groupe de Paris-Est, OPB)

Secrétaire aux Relations internationales : Jean Laulla (groupe de Paris 19ième, OPB)

Notre 7ième congrès

Résolution sur l'orientation et la tactique de la Fédération anarchiste

in Le Libertaire # 318 du 5 juin 1952

Le 7ième congrès de la Fédération anarchiste vient de se tenir à Bordeaux les 31 mai, 1er et 2 juin. Nos lecteurs liront ci-dessous le texte de la partie générale de la résolution sur l'orientation et les tactiques qui a fait l'objet de la plus grande partie des débats. Cette résolution consacre le caractère réaliste que revêtent de plus en plus les positions et la propagande de la F.A.

Au sein de la société présente, nous assistons au développement de nouvelles formes d'exploitation et de domination, instituant, à côté des survivances du capitalisme proprement dit, le pouvoir de bureaucraties, partis, castes, pouvoir se manifestant sur le plan idéologique par des dogmes divers (la race, la nation, une révélation religieuse, un degré philosophique), sur le plan économique par des formes nouvelles de propriété (propriété dite d'État) ou d'organisation (allure technocratique, importance des bureaux de plan d'État), sur le plan social par une substitution, au salariat proprement dit (qu'a connu l'ère du capitalisme classique) d'une forme moderne de servage hiérarchisé avec, pour l'exploité, une soumission de plus en plus complète au pouvoir d'État et quelques garanties (Sécurité sociale, Statuts, retraites, secours de chômage, etc.), caricatures du socialisme ; forme moderne de servage s'accompagnant de l'étatisation des organismes syndicaux.

Les formes nouvelles d'exploitation et de domination s'observent presque parfaitement en U.R.S.S., mais aussi à côté des survivances capitalistes dans l'Allemagne d'Hitler, l'Argentine de Péron, aux U.S.A., en France, en Grande-Bretagne, Plan Schuman, etc... Les divers fascismes ne sont que des illustrations de ces nouvelles formes d'exploitation avec un vernis socialiste.

Plus clairement que jamais, apparaît la valeur de l'analyse anarchiste donnant toute son importance à l'État (considéré par les marxistes comme instrument pur et simple du capitalisme, sur la base d'une analyse superficielle attachée à certains pays industrialisés à une certaine période : Angleterre du 19ième siècle, par exemple).

Devant la militarisation croissante de l'idéologie, de l'économie, du social, il est plus que jamais nécessaire de proclamer la base même de notre action la formule de Bakounine :

« La liberté sans le socialisme est une duperie, le socialisme sans la liberté, c'est la caserne. »

Dans l'immédiat, et au milieu des querelles entre tous les États, deux grands blocs s'affrontent pour l'hégémonie mondiale : le bloc groupé autour de l'U.R.S.S., le bloc groupé par la force ou l'intérêt des dirigeants autour des U.S.A.

Ces deux blocs impérialistes recherchent des clients, des alliés, des bases militaires, de la main-d'oeuvre à bon marché.

Les peuples paraissent incapables de trouver seuls une voie entre les deux blocs et contre eux, malgré leur profond désir d'éviter la guerre, de même que les classes exploitées restent, au moins en Occident, amorphes devant la montée de la barbarie alors qu'elles désirent profondément le socialisme et la liberté. Elles ont démoralisées par les trahisons et les échecs des partis politiques dits « ouvriers » et par les échecs des grèves partielles, limitées.

1. Le rôle de la Fédération anarchiste

Rassemblant les éléments révolutionnaires conscients de la situation et de l'issue possible, est en fonction des considérations précédentes, tout tracé :

- a) Lutter pour une renaissance et un développement de la conscience et de la volonté révolutionnaire des exploités. Lutter donc contre tous les aspects de la domination, de l'exploitation inhérentes aux sociétés de classes et de castes, ces aspects étant particulièrement : étatismes, capitalisme, cléricisme, militarisme, morales et codes en vigueur.
- b) Lutter donc pour obtenir la confiance des masses par notre présence dans leurs luttes quotidiennes revendicatives mais en dénonçant certains aspects illusoire et en faisant comprendre la nécessité d'une transformation radicale par la révolution libertaire, par l'action directe. Lutter vers la généralisation, la simultanéité et l'internationalisation des grèves et de tous les mouvements d'action directe.

Dans la lutte à mener dans les périodes non révolutionnaires, il faut ne pas négliger le travail à mener dans les syndicats, pour y démontrer pratiquement la valeur de l'action directe, de l'auto-administration, pour arracher le plus possible de pouvoirs à l'État. Les militants de la F.A. seront présents dans les syndicats à caractère révolutionnaire ou dans tous les syndicats où leur présence permet un regroupement ou une expression révolutionnaire au sein des masses. De même, en ce qui concerne les groupements éducatifs, présence dans les groupements à caractère anti-étatique (instituts pédagogiques, , mouvement indépendant des Auberges de jeunesse, etc.) ou dans les organismes même soumis à un contrôle ou à un budget d'État, s'il est possible de l'intérieur de les arracher à l'empire de l'État ou d'y accomplir une tâche révolutionnaire (école laïque, A.J.) Les coopératives de consommation, groupements d'achats, etc. doivent surtout être utilisés pour y développer notre influence ou permettre notre agitation. Il faut montrer une extrême prudence à l'égard des coopératives de production ou des gestions ouvrières à l'intérieur du système capitaliste. L'action gestionnaire ne peut avoir qu'une valeur d'exemple, d'expérimentation. Il n'y a guère que dans le domaine des organismes culturels que la dégénérescence due à l'entourage du monde capitaliste-étatiste, peut être facilement surmontée parce que, dans ce cas, les conditions économiques jouent mais ne sont pas au fond même du problème.

Sur le plan paysan, en dehors de la défense des intérêts des ouvriers agricoles qui reste au premier plan, défense qui rentre dans le cadre des luttes ouvrières, il ne faut pas négliger la défense contre l'État, les trusts, les industriels de la terre, des exploitants familiaux, petits propriétaires, fermiers, métayers n'exploitant pas de personnel. Il ne faut pas oublier que maintes régions ne connaissent que très peu d'ouvriers agricoles, et que là, la base de la transformation révolutionnaire ne pourra être que l'entente coopérative entre les petits exploitants plus que la collectivisation de grandes entreprises.

- c) Il faut aussi, tout en reconnaissant que l'établissement de certaines mesures sociales est un hypocrite hommage aux aspirations révolutionnaires vers le bien-être ou la justice, dénoncer leur caractère étatiste, esclavagiste. C'est donc la forme et non le principe fondamental que la F.A. combat dans la « Sécurité sociale » ou l'aide à la famille, par exemple. Il faut dénoncer catégoriquement les nationalisations.

La F.A. condamne les Comités d'entreprise et l'illusion qui consiste à croire à une possibilité quelconque pour un militant révolutionnaire dans ces organismes de collaboration des salariés et du patronat.

- d) Une des tâches de la F.A. est de montrer comment est exploité le sous-prolétariat qui constituent les masses des pays coloniaux, et de prendre la défense des peuples coloniaux, défense contre tous les impérialismes, mais orientée vers la réalisation du communisme libertaire.

- e) Lutter pour que devienne conscient et efficace le désir profond des grandes masses de sortir de l'emprise des deux blocs. C'est cette lutte « Troisième front », qui doit indiquer ainsi une troisième solution, en dehors de celles proposées par les deux impérialismes.
- f) Orienter tout processus social à travers la lutte contre les dominations et privilèges, contre la hiérarchie, pour l'égalité économique, vers la réalisation du fédéralisme communiste libertaire.

2. Pour remplir ce rôle, la Fédération anarchiste doit agir et s'exprimer dans les conditions suivantes :

- a) La F.A. doit faire connaître les solutions qu'elle préconise, c'est à dire en définitive, accomplir son rôle de propagande et d'éducation en utilisant les ressources de l'actualité, grâce à une presse et des éditions vivantes, tenant compte des grands besoins, des grandes inquiétudes, grâce surtout à la présence de ses militants, dans toutes les revendications, agitations, grèves, etc., qui permettent de faire connaître nos points de vue et de gagner la confiance des exploités.
- b) L'éducation est affaire d'action et de réflexions à propos de l'action, plus que de prêche et de livres, mais la F.A. ne saurait oublier que certains grands problèmes sont traités dans les assemblées, conférences, dans le journal ou les éditions. A ce sujet, elle doit s'efforcer de rééditer les meilleurs ouvrages classiques de l'anarchisme, doit s'efforcer aussi de susciter de nouvelles études et de les publier.
- c) Dans tous les domaines : économique, culturel, social, la F.A. doit s'interdire toute attitude stérile de critique systématique sans propositions constructives. Elle doit éviter un anti-stalinisme facile capable de nous couper définitivement des exploités abusés par les partis communistes. On ne combat bien le stalinisme qu'en se montrant plus dévoué que lui à la cause des exploités

3. Les tâches de la Fédération anarchiste sont de deux sortes :

- a) Le travail de ses organismes, en tant que tels, s'adressant directement à l'extérieur.
- b) Le travail préparé et coordonné en son sein par ses militants et qui doit être accompli dans les organisation de masses : syndicats, associations culturelles, coopératives, etc.

Il ne peut s'agir d'imposer dans ces organisations des directives ou de s'en emparer bureaucratiquement, mais d'y répandre des idées, des exemples et de ne pas se refuser aux responsabilités qui sont normalement proposées aux militants de la F.A.

Ainsi, l'organisation anarchiste révolutionnaire, doit fonctionner, comme émetteur et comme coordinateur.

Fédération anarchiste

25, 26 et 27 décembre

1953

Paris

7ième congrès de la Fédération anarchiste

(aussi marqué 1er congrès de la Fédération anarchiste ou congrès de reconstruction de la Fédération anarchiste)

Secrétaire général : Pierrette Martinez (groupe Louise Michel)

Bulletin intérieur : Roger Pantais (Groupe d'Angers-Trélazé)

Secrétaire aux Relations intérieures : François Robert (groupe Louise Michel)

Secrétaire aux Relations internationales : André Prudhommeaux (groupe de Versailles)

Trésorier : Robert Bonnel (groupe de Lille)

Administrateur du Monde libertaire : Georges Vincey

Déclaration de principes de la Fédération anarchiste

Déclaration adoptée au 7ième congrès de la Fédération anarchiste dit « congrès de reconstruction » réuni à Paris les 25, 26 et 27 décembre 1953

in Le Lien, Bulletin intérieur de la F.A. Numéro 1 de janvier 1954

Base d'accord

La base d'accord entre les anarchistes est la lutte pour :

- 1) promouvoir un milieu social où chaque individu puisse réaliser, au maximum, ses possibilités intellectuelles et matérielles ;
- 2) que soit éliminée entre eux la notion d'autorité et qu'elle soit socialement éliminée, aussi souvent que les circonstances le permettent ;
- 3) que notre action soit basée, avant tout, sur la défense et la revendication révolutionnaire des exploités, mais sans que soit perdu de vue le fait que ce ne sont pas les classes mais les positions d'esprit qui s'opposent à l'Anarchie.
- 4) Que l'action soit menée sur tous les plans de l'activité humaine, selon les vues et les moyens de chaque tendance.

En vertu de ces accords, le congrès se reconnaît comme but :

- a) possibilité et nécessité de toutes les tendances ;
- b) autonomie (c'est à dire absence d'autorité) de chaque groupe ;
- c) suppression de tous les organes centralisateurs (genre Comité national) ;
- d) responsabilité personnelle (jamais collective) ;
- e) l'organe du Mouvement, n'étant jamais l'organe d'une tendance, et liberté pour chaque tendance ou chaque individu, d'éditer des organes particuliers, avec l'assurance que l'organe du Mouvement leur accordera toute publicité, ainsi d'ailleurs qu'à toute activité s'exerçant dans le cadre de la culture, de la recherche, de l'action ou de la propagande anarchiste
- f) relations cordiales, compréhensives, avec les mouvements allant dans le sens anarchiste, sur un point particulier.

Enfin :

Lorsqu'une tendance engage une action, dès que cette action n'est pas contraire aux idées de base de l'Anarchisme, les autres tendances, si elles ne sont pas d'accord pour participer à cette action, observent à son égard une abstention amicale. La critique de cette action demeure libre après l'événement.

Quiconque souscrit à cette Déclaration, peut adhérer à la Fédération soit par le canal d'un groupe, soit individuellement (en raison de son éloignement de tout groupe, ou simplement parce qu'il désire rester isolé).

Un comité de coordination existe dans le but de faire connaître les informations, suggestions, propositions, pouvant émaner d'un individu ou d'un groupe, sans autre droit pour les camarades composant ce comité, que celui de n'import quel autre utilisant de présenter propositions, suggestions, informations.

La seule dérogation à ceci peut-être constituée par des initiatives touchant l'adhésion à un congrès, cartel, comité, exemples : congrès anarchiste international, Forces libres de la Paix...

Il va de soi que dans ces divers organismes le fond même de notre idéologie ne doit pas être mis en cause et que notre présence ne doit viser qu'à des buts précis : opposition à la guerre, arracher des militants à la mort, protester contre une agression faite contre le peuple, etc.

Les groupes ont la faculté de se donner l'orientation de leur choix : anarcho-syndicaliste, communiste-anarchiste, néo-malthusienne, anarcho-pacifiste, etc.

Ils ont naturellement la possibilité de cumuler toutes ces tendances.

Des régions peuvent être formées et ne peuvent l'être que sur l'initiative des groupes la composant, le Comité de relations ne pouvant apporter que des suggestions dans ce domaine.

Organisation

Le Comité de relations est ainsi composé :

Secrétaire général dont le rôle est de répartir le courrier et les responsabilités entre les différents membres, de veiller à la bonne entente au sein de ce Comité, d'assurer la tenue du congrès selon le vœu du précédent, par des rapports en temps voulu avec les camarades qui en sont chargés.

Secrétaire aux relations intérieures dont le rôle est d'assurer la correspondance avec les groupes, de les tenir au courant des lettres de sympathisants de leurs régions désireux de se joindre à nous, de diffuser les suggestions intéressantes, qu'elles émanent d'une région, d'un groupe ou d'une individualité, de renseigner le mouvement dans son entier des possibilités d'action dont il dispose : noms des propagandistes par la parole, leurs sujets de conférences, leurs possibilités de déplacement, d'assurer la propagande par des campagnes dont les thèmes peuvent être suggérés par d'autres militants, comme ils peuvent émaner de lui (les groupes en désaccord sur l'efficacité de telle de celle-ci ont toujours la possibilité de ne pas y participer), de développer partout où il le peut la Fédération anarchiste par la création de nouveaux groupes, de présenter le bilan lors de chaque congrès de la progression, de la stagnation, ou du recul de notre organisation en raison des rapports des groupes.

Secrétaire aux relations extérieures dont le rôle est d'assurer des contacts amicaux avec des mouvements parallèles, sympathisants ou même simplement indépendants, faire connaître dans leur sein notre mouvement, notre journal, nos éditions, en un mot, nous montrer à eux sous notre vrai jour, d'envisager des actions communes avec eux sur des objectifs précis à la faveur de cartels, d'organismes de liaison, ou simplement de campagne sans lendemain. Un tel effort peut nous permettre la diffusion de notre presse à leurs manifestations, l'apposition de nos affiches à leurs locaux, la reproduction de nos communiqués et de nos articles dans leurs journaux, voire notre participation à leurs meetings.

Il va sans dire que de tels résultats ne peuvent être obtenus sans réciprocité.

Les milieux où nos rapports doivent s'exercer le plus rapidement et avec le plus de chances de succès sont : les syndicats, les mouvements pacifistes, les auberges de jeunesse, ceci sans méconnaître les autres.

Secrétaire aux relations internationales, ses contacts s'exercent avec les organisations anarchistes de langues étrangères. Il se tient en rapport avec elles des événements mondiaux et des actions des anarchistes, de la mesure dans laquelle ils ont pu les inspirer et les impulser.

Par le bulletin du C.R.I.A. (Comité de Relations Internationales Anarchistes) qui paraît en plusieurs langues, il renseigne les camarades de tous pays sur le climat et l'activité des anarchistes dans le monde.

Il permet également d'apporter des informations correctives à celles que donne la presse officielle.

Enfin, il peut alimenter la rubrique internationale de notre journal, *Le Monde libertaire*.

Secrétaire à la trésorerie. Le trésorier perçoit directement des groupes ou individualités appartenant à la F.A. Une cotisation d'un minimum de 350 francs par an (somme fixée volontairement peu élevée pour permettre à tous d'y souscrire et généralement de la dépasser).

Le trésorier tient au courant le secrétaire du Bulletin intérieur de la liste des adhérents (groupes ou individualités) à qui adresser ledit Bulletin (réservé aux seuls membres de la F.A.).

La trésorerie permet d'assurer les frais de correspondance des membres du Comité au congrès, l'adhésion à des cartels, d'aider éventuellement à la sortie d'une affiche, à la propagation d'une campagne ou au soutien de notre journal, *le Monde libertaire*.

Fonctionnement du Comité

La lecture de ce qui précède indique assez clairement l'interpénétration des différents postes et notamment la liaison qui ne peut cesser d'exister entre le secrétaire aux relations intérieures et aux relations extérieures, ceci en contact avec le trésorier qui règle par ses possibilités l'envergure et la périodicité des actions à entreprendre.

Ce Comité se réunit soit de façon régulière, soit sur convocations du secrétaire général.

Chaque secrétaire est responsable de son poste et par conséquent est seul à décider des mesures à prendre en ce qui le concerne.

Toutefois il ne peut le faire, tant pour des raisons pratiques que morales, sans en avoir débattu avec tous et sans avoir tenu compte des objections, oppositions qui peuvent lui avoir été apportées.

Ainsi, si le travail s'accomplit en équipe, les décisions en dernier ressort sont prises par les ressortissants à chacun des postes, et seuls responsables devant le congrès pour ce qui le concerne.

Chaque secrétaire peut s'entourer d'une commission de son choix pour l'aider dans sa tâche et dont il prend l'entière responsabilité.

Bulletin intérieur

Le Bulletin intérieur est composé et financé extérieurement au Comité de relations et sans que celui-ci ait à exercer un droit quelconque de censure ou d'interdit.

Son siège est fixé en province tant pour décentraliser la capitale que pour permettre à cet organe une parfaite autonomie.

Il est ouvert à tous sans que joue la moindre censure de la part de ceux qui en ont la charge.

Tous les articles y ont leur place sauf ceux qui pourraient avoir un caractère de calomnie.

Tout article refusé par le comité de lecture du Monde libertaire, peut paraître avec cette mention dans le Bulletin intérieur. Enfin, le Comité de relations y a recours lui-même pour ses communiqués aux groupes, ses suggestions, ses actions, ses rapports d'activités lors de chaque congrès.

Sa trésorerie : tous groupes ou individualités appartenant à la F.A., désireux de le recevoir peuvent en être assurés dès l'instant qu'ils sont signalés comme tels par le trésorier du Comité de relations.

Si une individualité d'un groupe remplissant ces conditions désire le recevoir directement, il le peut, sur assurance de son secrétaire de groupe qu'il appartient effectivement à la F.A.

Étant donné l'irrégularité de ce Bulletin, aussi bien pour sa périodicité que par l'importance de sa copie, un abonnement ne peut être fixé. Les groupes et camarades sont donc tenus de verser des dépôts renouvelables à échéance, à l'administrateur du Bulletin.

28, 29 et 30 mai

1955

Paris

9ième congrès de la Fédération anarchiste

(également marqué comme 2nd congrès de la Fédération anarchiste)

Secrétaire générale : Pierrette Martinez (groupe Louise Michel)

Secrétaire aux Relations intérieures : Raymond Beaulaton (groupe Louise Michel)

Secrétaire aux Relations extérieures : Millot

Secrétaire aux Relations internationales : André Prudhommeaux (groupe de Versailles)

Secrétaire à l'Entraide : Robert Bonnel (groupe de Lille)

Trésorier général : Clément Fournier (groupe Louise Michel)

Secrétaire du Bulletin intérieur : Roger Pantais (groupe d'Angers-Trélazé)

Commission de gestion du Monde libertaire : Georges Vincey, Vieravis, Lucien Hautemulle, Jean-Ferdinand Stas du groupe Louise Michel

Commission de rédaction du Monde libertaire : Charles-Auguste Bontemps, Maurice Laisant (groupe d'Asnières), Suzy Chevet, Jean-Philippe Martin, Raymond Beaulaton, Robert François, et Lesure (groupe Louise Michel)

19, 20 et 21 mai

1956

Vichy (Allier)

10ième congrès de la Fédération anarchiste

(aussi marqué 3ième congrès de la Fédération anarchiste)

Secrétaire général : Jacques Faure (groupe d'Asnières)

Secrétaire aux Relations intérieures : Maurice Laisant (groupe Asnières)

Secrétaire aux Relations extérieures : Milot (groupe d'Alfortville)

Secrétaire aux Relations internationales : André Prudhommeaux (groupe de Versailles)

Trésorier : Clément Fournier (groupe Louise Michel)

Comité d'administration du Monde libertaire : Marcel Dartois (groupe Louise Michel), Jacques Faure (groupe d'Asnières), Clément Fournier, Roger Fresnay et Georges Vincey (groupe Louise Michel)

Comité de rédaction du Monde libertaire : Maurice Fayolle (groupe de Versailles), Maurice Joyeux, René Keravis, Jean-Philippe Martin, Suzy Chevet, Jean-Ferdinand Stas (groupe Louise Michel), Maurice Laisant (groupe d'Asnières), Jo Lanen (groupe de Boulogne-Billancourt)

Résolution sur l'Internationale

In Bulletin intérieur de la Fédération anarchiste nouvelle série numéro 1 de juillet 1956

Le 3^{ème} congrès de la Fédération anarchiste française reconstituée s'est réuni à Vichy, les 19, 20 et 21 mai 1956.

Après avoir pris connaissance des appels et messages provenant des groupements et camarades des autres pays – ainsi que du matériel de la Commission de Relations Internationales Anarchistes (C.R.I.A.) et des rapports du Secrétaire de la F.A.F. Pour les relations internationales – et après en avoir discuté, le congrès en clôturant sa séance du 20 mai après-midi, a adopté à l'unanimité la résolution suivante :

I. Le congrès reconnaît le caractère mondial des tous les grands fléaux et problèmes sociaux du XXI^{ème} siècle :

- pression démographique aigüe ;
- restriction permanente des sources de subsistance ;
- déracinement et déplacements forcés des populations ;
- grégairisme et nomadisme ;
- obstacle à la libre circulation des idées, des personnes et des biens ;
- industrialisation forcenée ;
- impérialisme et colonisation ;
- réactions nationales en chaîne (chauvinisme, fanatisme religieux, racisme, etc.) ;
- militarisation universelle ;
- guerres mondiales ;
- croissance de l'État idole et providence ;
- « civilisation de masse » ;
- croisades idéologiques ;
- avènement général de l'idéotechnobureaucratie, etc.

II. Le congrès réaffirme l'anarchisme comme l'unique adversaire de toutes les structures fondées sur l'intolérance de groupe.

Seul, l'anarchisme tend à l'abolition de toutes les frontières de race, de caste, de religion et de nation, et à la coexistence universelle de toutes les affinités électives dans le respect de toutes les diversités ; il est, à cet égard, le seul mouvement effectivement international ; il lui appartient donc de proposer des solutions radicales aux problèmes mondiaux et des voies d'acheminement pratique vers une humanité à la fois pacifique et libre, en dehors de la guerre des nations ou des classes, et de toute forme de contrainte organisée.

III. Le congrès constate que l'Internationale anarchiste a son existence de fait dans la vie même du mouvement.

Elle consiste dans les rapports fraternels d'information et d'échanges de vues, directs ou par correspondance, ainsi que de solidarité et d'hospitalité personnelles qui unissent les anti-autoritaires sans distinction de pays et de continents ; cette existence, a de plus, été solennellement affirmée et réaffirmée, entre autres, par les congrès tenus à Saint-Imier en 1872, et à Amsterdam en 1907 ; le problème d'un organisme permanent de liaison, déjà résolu en 1907-1914, a été l'objet principal des rencontres de 1946-1949, aboutissant à la création d'une Commission de Relations Internationales Anarchistes qui, depuis lors, a réussi à se maintenir en bon rapports avec le mouvement libertaire tout entier.

IV. Le congrès salue le projet de congrès mondial comme occasion d'une prise de conscience anarchiste.

Il prend acte du fait qu'un vaste congrès mondial de réorientation de l'anarchisme, face aux expériences et aux situations nouvelles d'un demi-siècle de guerres et de révolutions sans précédents, est très généralement désiré par les éléments actifs de notre mouvement, non pas sans doute pour l'efficacité immédiate d'une rencontre de ce genre, qu'en vue du caractère décisif que pourrait prendre sa préparation méthodique et générale, ainsi que son retentissement et ses conséquences intellectuelles et morales.

V. Le congrès propose à l'Internationale et au congrès mondial un classement général des thèmes d'études et de discussion.

Quatre grands cycles seraient prévus :

- a) histoire du milieu social et du mouvement libertaire pendant les cinquantes dernières années (études d'ensemble et monographies) ;
- b) les grands problèmes du Xxième siècle considérés sous l'angle étatiste et sous l'angle anarchiste ;
- c) étude des conditions, modalités et directives d'une intervention anarchiste dans les milieux et organismes non-étatiques (mais non spécifiquement anarchistes) ;
- d) fonctions, principes et structures du mouvement à l'échelle internationale, harmonisation de campagnes menées en commun, etc.

VI. Le congrès précise les modalités d'organisation du congrès mondial sur la base des propositions déjà enregistrées.

Il suggère les modalités suivantes :

- a) Le congrès mondial se teindrait en Italie, au cours de l'été 1957, à l'occasion du 5ième Campement International Anarchiste et pendant une durée de quinze jours ; l'hébergement des participants auraient lieu dans les cadres du campement selon l'offre qui en a été faite par les organisateurs ; le congrès serait placé sous le signe du 50ième anniversaire du congrès d'Amsterdam.
- b) Les travaux seraient de deux sortes : (1) historico-théoriques et (2) pratiques et organisatoires, chaque section comportant ses commissions, son horaire, son ordre du jour, son personnel et son matériel auxiliaires de traduction, impression, etc.
- c) Sur le plan théorique, les participants interviendraient à titre individuel, par des rapports, études et échanges de vues de caractère informatif (cycles a), b) et c) des thèmes d'études) et sans que les opinions émises soient sanctionnées par le congrès.
- d) Sur le plan pratique, des réunions réservées aux délégués mandatés à cet effet auraient lieu afin de prendre, par voie d'engagements mutuels, les résolutions nécessaires pour assurer la coordination organique désirée par les groupements mandataires au sein de l'Internationale anarchiste.

Fédération anarchiste

8, 9 et 10 juin

1957

Nantes (Loire-Atlantique)

11ième congrès de la Fédération anarchiste

(aussi marque 4ième congrès de la Fédération anarchiste)

Secrétaire général : Maurice Laisant (groupe d'Asnières)

Secrétaire aux Relations intérieures : Thomas Garcia (groupe d'Asnières)

Secrétaire aux Relations extérieures : Millot (groupe d'Alfortville)

Trésorier : Clément Fournier (groupe Louise Michel)

Trésorier adjoint : Damatte (groupe Louise Michel)

Comité d'administration du Monde libertaire : Georges Vincey (secrétaire, groupe Louise Michel), Jean-Ferdinand Stas, Marcel Dartois, Clément Fournier, Roger Fresnay (groupe Louise Michel), Jacques Faure et Thomas Garcia (groupe d'Asnières)

Comité de lecture du Monde libertaire : Louis Louvet, Caballero (individuels), Suzy Chevet, Jean-Ferdinand Stas, Jean Martin, Martinet, Albert Sadik, Noël (groupe Louise Michel), Jo Lanen, René Keravis (groupe Paris-Ouest), Maurice Laisant et Thomas Garcia (groupe d'Asnières)

24, 25 et 26 mai

1958

Paris

12ième congrès de la Fédération anarchiste

Secrétaire général et aux Relations intérieures ; Gaugerat

Trésorier : Clément Fournier (groupe Louise Michel)

Trésorier-adjoint : Damade

Délégué à la Commission de Relations Internationales Anarchistes : André Prudhommeaux (groupe de Versailles)

Secrétaire aux Relations internationales : Albert Sadik (groupe Louise Michel)

Comité de lecture du Monde libertaire : Jo Lanen, Maurice Fayolle, Gaugerat, Natsch, Maurice Laisant, Jacques Noël, Maurice Joyeux, Suzy Chevet, Jean-Ferdinand Stas, Martinet

Bulletin intérieur : Aristide Lapeyre (groupe de Bordeaux)

Motion antifasciste

Motion adoptée au « 12ième congrès de la Fédération anarchiste réuni en congrès à Paris les 24, 25 et 26 mai 1958

Le congrès extraordinaire de la Fédération anarchiste, réuni à Paris les 24, 25 et 26 mai 1958, demande à ses groupes et à ses militants de tout mettre en oeuvre pour lutter sans merci contre les fascistes, appuyés par des factions militaires à la faveur d'une guerre absurde que nous n'avons cessé de dénoncer et qu'ils ne veulent pas terminer.

Il les invite expressément à resserrer leurs contacts, à se joindre aux Comités de résistance locaux les moins politisés et surtout, à mener une action décidée dans leurs syndicats pour créer les conditions d'une riposte ouvrière immédiate.

Nos libertés essentielles reposant incontestablement sur le fonctionnement normal et les possibilités d'action des organisations démocratiques, leur défense est pour les libertaires un impératif absolu.

La Fédération anarchiste

16, 17 et 18 mai

1959

Bordeaux (Gironde)

13ième congrès de la Fédération anarchiste

Secrétaire général : Thomas Garcia (groupe d'Asnières)

Secrétaire aux Relations intérieures : Maurice Laisant (groupe d'Asnières)

Secrétaire aux Relations extérieures : Bernard Cnokaert (groupe d'Alfortville)

Secrétaire aux Relations internationales : Clément Fournier (groupe Louise Michel)

Trésoriers : Damade (groupe Sacco et Vanzetti) et Hélène Gouroussy (groupe Louise Michel)

Bulletin intérieur : groupe de Bordeaux

Administrateur-gestionnaire du Monde libertaire : André Devriendt (groupe d'Alfortville)

Comité de lecture du Monde libertaire : Jean-Philippe Martin, Suzy Chevet, Clément Fournier, Monique Bonnichon, Jean-Ferdinand Stas (groupe Louise Michel), Claude Kotelane (groupe du 11ième), Maurice Fayolle (groupe de Versailles), Jo Lanen et Maurice Laisant (groupe d'Asnières)

Motion de la Fédération anarchiste

Motion d'affirmation adoptée au 13ième congrès de la Fédération anarchiste réuni à Bordeaux les 16, 17 et 18 mai 1959

La Fédération anarchiste française, à l'occasion de son congrès tenu à Bordeaux les 16, 17 et 18 mai 1959 réaffirme son attachement à son idéologie, à savoir, que ses membres restent toujours disponibles et se refusent à accepter une vérité, qu'elle quelle soit, comme définitive.

En raison de cette fidélité (et non en opposition à celle-ci), elle pense indispensable d'examiner les événements nouveaux qui ont bouleversé le monde et les répercussions qu'ils ont eues sur les hommes de tous les continents et de toutes conditions.

Elle enregistre que pour ne pas avoir fait montre d'une même sagesse, les nouveaux mouvements révolutionnaires comme leurs devanciers sombrent dans la politique et se cristallisent en des dogmes et des méthodes qui les éloignent de leurs buts initiaux.

Dans l'époque actuelle où l'individu est de plus en plus soumis à la société et au progrès au lieu d'en être le maître, dans cette époque où les dangers de guerres et de guerres inavouées, de fascisme et de fascisme larvé, s'étendent et se concrétisent sur toute la Terre, nous constatons que les anarchistes portent en eux, l'espoir de l'humanité et de l'avenir.

Le congrès de la FA, Bordeaux, 1959.

Motion des jeunes

Motion adoptée au 13ième congrès de la Fédération anarchiste réuni à Bordeaux les 16, 17 et 18 mai 1959

Les jeunes militants présents au congrès de la Fédération anarchiste, à Bordeaux les 16, 17 et 18 mai 1959, lancent un appel vers tous les jeunes qui, en France, se réclament de l'idéal libertaire, ceci dans le but d'étendre notre action dans les milieux jeunes, sur la base d'un travail commun et fraternel.

Ces jeunes militants insistent sur la multiplication des cercles d'études, dans lesquels les participants, qu'ils adhèrent ou non par la suite à la FA, apprendront à vivre et à se comporter en anarchiste.

En guise de conclusion, nous adressons notre salut amical à tous les jeunes qui, militants ou non, spontanément réagissent d'une manière libertaire.

Fédération anarchiste

Résolution sur l'entente des libertaires de langue française

Motion adoptée au 13ième congrès de la Fédération anarchiste réuni à Bordeaux les 16, 17 et 18 mai 1959

Le congrès annuel de la Fédération anarchiste française, réuni à Bordeaux les 16, 17 et 18 mai 1959 a été amené, par la situation actuelle et par l'exemple pratique déjà réalisé en mai 1958, à considérer la nécessité et la possibilité d'un resserrement de liens entre tous les libertaires parlant français de diverses affiliations, et avec ceux qui demeurent dans l'expectative ou la dispersion.

La Fédération anarchiste française réaffirme le caractère largement ouvert à toutes les nuances et tendances de l'anarchisme, de son organisation fédéraliste, antidogmatique et pluraliste ; elle persiste à espérer que cette formule continuera à attirer dans son sein le plus grand nombre possible de camarades ; mais elle tient à préciser que la voie de l'unité passe pour nous par la tolérance, la coexistence fraternelle et la solidarité dans l'action et non pas par l'application de la devise « qui n'est pas avec nous est contre nous ».

Elle reconnaît le caractère authentiquement libertaire – hors de ses groupes et de ses organismes spécifiques, de nombreuses initiatives, publications, associations et activités diverses, auxquelles les camarades de la Fédération anarchiste française participent déjà ou pourront participer dans l'avenir, et qui auraient avantage de leur côté à ne pas ignorer la Fédération.

Comme première étape de rapprochement, un pacte pourrait être conclu, comportant :

1. l'acceptation de l'idée d'arbitrage égalitaire pour régler les différends, dissiper les préventions et établir la vérité des faits sur des points contestés – les parties en cause se faisant une règle de taire les litiges jusqu'à leur règlement à l'amiable ;
2. la publicité mutuelle accordée par les organes et organismes libertaires chacun signalant l'autre à charge de réciprocité ;
3. la consultation réciproque à l'occasion des événements cruciaux de l'actualité ;
4. la reconnaissance mutuelle du principe de la double ou multiple affiliation, les groupements ne se considérant pas comme exclusifs et fermés les uns aux autres.

Fédération anarchiste

Résolution sur l'entente internationale des libertaires

Motion adoptée au 13ième congrès de la Fédération anarchiste réuni à Bordeaux les 16, 17 et 18 mai 1959

Le congrès a pris connaissance avec satisfaction du pas en avant accompli au congrès de Londres par la coopération pratique de tous les secteurs du mouvement international anarchiste sans distinction d'étiquette et de tendance. Il adresse un salut fraternel à tous les anarchistes du monde et en particulier aux groupes et mouvements libertaires de langues étrangères qui voisient avec ceux de langue française. C'est uniquement par inadvertance que ces groupes et mouvements n'ont pas été selon la tradition pressentis pour prendre part au congrès et celui-ci a tenu à leur exprimer ses regrets ainsi que l'affirmation de son entière solidarité.

D'autre part, le congrès salue l'attitude exemplaire des camarades anarchistes de langue allemande (ceux de Berlin-Ouest en particulier) qui, sans se laisser ébranler par les menaces de guerre, lancent un périodique, préparent un congrès d'unité et apportent depuis trois ans un constant appui à la Commission de Relations Internationales Anarchistes.

Fédération anarchiste

4, 5 et 6 juin

1960

Angers-Trélazé (Maine-et-Loire)

14ième congrès de la Fédération anarchiste

20, 21 et 22 mai

1961

Montluçon (Allier)

15ième congrès de la Fédération anarchiste

Secrétaire général : P. Denais (groupe d'Alfortville)

Secrétaire aux Relations extérieures : Maurice Laisant (groupe d'Asnières)

Secrétaire aux Relations intérieures : Malfant (groupe de Commentry)

Secrétaire aux Relations internationales : Clément Fournier (groupe Louise Michel)

Trésorière : Hélène Gouroussy (groupe Louise Michel)

Trésorier-adjoint : Raymond Glock-Samson (groupe Louise Michel)

Bulletin intérieur : groupe de Bordeaux

Administrateur du Monde libertaire : André Devriendt

Comité de lecture du Monde libertaire : Suzy Chevet, Jean-Ferdinand Stas, Monique Bonnichon (groupe Louise Michel), P. Denais, A. Roger (groupe d'Alfortville), Maurice Laisant, Jo Lanen (Groupe d'Asnières), Henri et Paul Zorkine (groupe Kronstadt)

9-10-11 juin

1962

Mâcon (Saône et Loire)

16ième congrès de la Fédération anarchiste

1, 2 et 3 juin

1963

Nantes (Loire-Atlantique)

17ième congrès de la Fédération anarchiste

16-17-18 mai

1964

Paris

18ième congrès de la Fédération anarchiste

5, 6 et 7 juin

1965

Toulouse (Haute-Garonne)

19ième congrès de la Fédération anarchiste

Résolution sur Cuba

Motion d'orientation adoptée au 19ième congrès de la Fédération anarchiste réuni à Toulouse les 5, 6 et 7 juin 1965

Le congrès de la Fédération anarchiste réuni à Toulouse les 5, 6 et 7 juin 1965, après avoir entendu un camarade du Mouvement Libertaire Cubain en exil :

- rappelant les diverses informations parues depuis plusieurs années dans le « Monde libertaire » ;
- considérant que la Révolution qui triompha à Cuba en janvier 1959 fut la conséquence de la volonté et de l'action de l'immense majorité du peuple cubain, exprimées par divers mouvements révolutionnaires qui aspiraient à un régime de liberté et de justice économique ;
- considérant que les aspirations du peuple cubain à la liberté et à la justice et les espérances fondées sur la Révolution cubaine, ont été détournées de leur but par des dirigeants qui ont imposé une contre-révolution marxiste-léniniste ;
- considérant que l'opposition la plus importante et la plus héroïque à ce régime provient des ouvriers et des paysans ;
- confirme sa condamnation de la dictature castro-communiste dont le régime de terreur et d'oppression a étranglé la Révolution et imposé un système contre-révolutionnaire étatique qui étouffe les aspirations du peuple cubain à la liberté ;
- apporte son soutien au Mouvement Libertaire Cubain en exil dans sa lutte contre le régime castriste ;
- appuie la campagne que les camarades anarchistes cubains ont entreprise pour faire cesser les exécutions et obtenir la libération de tous les emprisonnés politiques et sociaux ;
- dénonce ceux qui luttent contre Castro seulement pour rétablir à Cuba une dictature fasciste ou un régime à la solde du gouvernement des U.S.A. ;
- engage les militants de la Fédération anarchiste à faire connaître aux travailleurs français le sort qui est fait à leurs frères cubains.

Fédération anarchiste

28-29-30 mai

1966

Paris

20ième congrès de la Fédération anarchiste

13, 14 et 15 mai

1967

Bordeaux (Gironde)

21ième congrès de la Fédération anarchiste

29 et 30 juin

1968

Paris

22ième congrès de la Fédération anarchiste

1, 2 et 3 novembre

1968

Marseille (Bouches-du-Rhône)

23ième congrès de la Fédération anarchiste

24-25-26 mai

1969

Lorient (Morbihan)

24ième congrès de la Fédération anarchiste

15, 16 et 17 mai

1970

Limoges (Vienne)

25ième congrès de la Fédération anarchiste

29, 30 et 31 mai

1971

Asnières-sur-Seine (Hauts-de-Seine)

26ième congrès de la Fédération anarchiste

20, 21 et 22 mai

1972

Le Havre (Seine-Maritime)

27ième congrès de la Fédération anarchiste

9, 10 et 11 juin

1973

Nantes (Loire-Atlantique)

28ième congrès de la Fédération anarchiste

Congrès de Nantes

in Le Monde libertaire # 192 de juillet-août 1973

Ce congrès est l'un des plus enthousiasmant qui fut, moins peut-être par le nombre des jeunes – qui dit tout l'intérêt suscité par notre philosophie et notre action – que par les perspectives qu'il envisage et par les responsabilités que les événements nous ouvrent et nous imposent.

Responsabilités acceptées avec foi par une assemblée de congressistes conscients des problèmes qui se posent à nous, et des solutions à offrir à une humanité que les politiciens de toutes couleurs ont conduite aux déceptions quand ce n'était pas au désastre.

Après tant de mensonges, d'impostures, une remise en cause des valeurs sacro-saintes, une révolte contre l'ordre établi nous font la partie belle.

Tous les problèmes soulevés aujourd'hui comme autant de nouveautés sont ceux dont depuis quelque cent ans nous ne cessons d'alerter l'opinion.

Il ne se serait pas besoin de soulever la poussière de beaucoup de cartons pour retrouver la définition que l'anarcho-syndicalisme donnait de la gestion ouvrière un ancêtre un peu plus solide que la douteuse autogestion, dont les partis politiques se font un paravent social.

L'on ne pourrait, de même, remonter le cours de l'histoire de notre mouvement sans buter à tout moment sur des déclarations, des campagnes et des actions antimilitaristes, que nous voyons avec joie reflourir sur les lèvres des jeunes et dans le refus de la dégradante armée.

Enfin, peut-on parler de contraception, de droit de la femme à disposer de son corps sans évoquer les luttes que combien des nôtres ont menées, pour ouvrir les yeux et l'intelligence de leurs contemporains ?

Peut-on parler du respect de l'enfance, de l'épanouissement du cerveau humain, des méthodes qui feraient de l'étude autre chose qu'un catéchisme et de l'école autre chose qu'une prison.

Ainsi, dans tous les domaines, tous les problèmes soulevés par nous sont à la pointe de l'actualité et, contrairement à l'affirmation de certains, notre place est fixée dans l'avenir et non pas dans notre passé.

Mais, si nous avons été des devanciers, il importe d'être des continuateurs.

Ces portes entrouvertes sur le futur, il est de notre rôle et de notre devoir d'en faire claquer les battants.

Pour cette lutte, il faut des forces et nous sommes peu, mais notre nombre va grandissant ; il faut des connaissances, mais nous n'en manquons pas, et nous paraissons chaque jour et toujours notre savoir ; il faut du courage et de la ténacité, mais la présence de ceux qui viennent rejoindre les militants qui depuis si longtemps sont sur la brèche est un gage et une raison de plus de poursuivre le plus juste des combats.

Problème de l'antimilitarisme et des objecteurs, problème de l'éducation, fondée sur le respect de l'individu et la collaboration de l'enseignant et de l'enseigné, problème de la démographie et de la pollution, problème de la religion dans un monde où l'Église croule sous ses contradictions, problème de la paysannerie aujourd'hui en lutte contre la dévoreuse armée ont suscité autant de commissions d'études dont failliront demain des campagnes auxquelles d'autres se joindront.

Car il faudra bien que cette société meure, si nous voulons que l'homme vive.

1,2 et 3 juin

1974

Paris

29ième congrès de la Fédération anarchiste

29ième congrès de la Fédération anarchiste

In Le Monde libertaire # 203 de juillet-août 1974

De mémoire de militant, jamais un congrès notre fédération n'avait réuni autant de monde : près de deux cents délégués.

Cet accroissement est dû, non seulement renouveau que connaissent nos idées parmi les générations nouvelles, non seulement à la marche des événements qui, avec la faillite des thèses autoritaires, établit ce que nous disons et redisons depuis des lustres, mais aussi par le caractère méthodique, par le dévouement et le militantisme des comités nommés lors du précédent congrès et par celui des groupes qui ont eu à coeur faire connaître nos idées par la parole, par le tract, par l'affiche et d'étendre, de leur localité à leur région, cette voix libertaire que tant d'hommes attendent et qui pour tant d'autres est une révélation d'eux-mêmes et des possibilités d'une société à leur mesure.

Nous disions plus haut que jamais les circonstances ne nous avaient pareillement donné raison.

Voyons plutôt :

L'antimilitarisme est à l'ordre du jour, toute une portion de la jeunesse se dresse contre la conscription et contre l'armée dans son entier, refuse de servir la propre mort du devenir humain.

D'où vient une telle opposition si elle ne plonge pas ses racines dans les traditions anarchistes dont les militants ont payé de tant de prison et de baigne leur combat contre la caste guerrière.

L'autogestion est le slogan à la mode, espérance d'une nouvelle économie pour les uns, formule gratuite pour les autres, plus soucieux d'offrir des mots en pâture que de les appliquer à des réalités.

Toujours est-il que cette autogestion, telle que la veulent - consciemment ou non - les masses populaires, cette autogestion qui ferait litière de la représentativité, qui rendrait au travailleur sa dignité et à la responsabilité de sa tâche qui briserait les ségrégations des catégories professionnelles (aussi bien matériellement que morale ment), qui écarterait les parasites, cette autogestion ressemble à s'y méprendre à cette gestion ouvrière dont parlaient nos aînés, sous les hausses d'épaules du patronat et, des professionnels de la révolution qui voyaient d'un mauvais oeil une classe ouvrière sans états-majors.

La pédagogie moderne est un des thèmes de revendication d'une jeunesse qui veut participer à l'instruction et non en être gavée comme oie de Noël, qui remet en cause l'enseignement traditionnel et réclame de nouvelles formes de connaissance.

Eh bien ! cette pédagogie moderne quels en sont les pères ? Paul Robin, puis Francisco Ferrer, Sébastien Faure, Madeleine Vernet.

Tout ce qu'innove de nos jours « les esprits avancés » n'est que démarcation de ce que proposaient et réalisaient - les anarchistes de la fin ou siècle dernier. Liberté sexuelle et contraception servent de ralliement à tous les esprits libres et aux femmes particulièrement, victimes des moeurs médiévales régies par la loi de 1920.

Des organisations multiples de docteurs o.u de particuliers : « Choisir », « le Planning familial », « le M.L.A.C. », etc. ... ont vu le jour.

Comment ne pas reconnaître que les anarchistes, en ce domaine comme dans les précédents, ont été des précurseurs ? Comment ne pas le reconnaître alors qu'e c'est contre eux qu'a été promulguée la loi de 1920.

Plus clairvoyants que la plupart de nos contemporains, ils ne- se sont pas limités à réclamer le droit individuel de procréer ou non, ils ont dénoncé une démographie galopante et démente sur un globe qui n'a ni les moyens, ni la place pour recevoir ceux qui viennent au monde.

Enfin, l'un des problèmes capitaux de notre époque est celui de l'environnement et de la pollution.

Outre la surpopulation, indiquée ci-dessus, la cause majeure de cette détérioration de l'environnement, dans un monde qui n'est plus à la mesure de l'homme, n'est-il pas dans le système lui-même, basé non sur les besoins essentiels des individus, mais sur les profits que l'on peut tirer de leur surnombre ?

Or, depuis toujours les anarchistes ont clamé et proclamé que tous les systèmes autoritaires étaient autant de non-sens, que tous aboutissaient à prendre les moyens pour les buts, à prôner l'expansion dans des objectifs concurrentiels, et sans se soucier si cette expansion correspondait de à un besoin vital des hommes.

De toujours les anarchistes ont opposé à la rétribution des moyens, la satisfaction des besoins.

Aujourd'hui où toutes les formes du pouvoir s'effondrent, où non seulement les économies ne sont plus viables, où non seulement les valeurs fictives doivent rendre place aux valeurs réelles, mais où la société est le dos au mur devant un environnement qui ne triche pas et que l'on ne triche pas face à un bilan de faillite d'une planète ruinée dans ses réserves véritables, aujourd'hui c'est aux théories anarchistes que l'on fait des emprunts.

La vérité c'est que dans tous les domaines : militarisme, pédagogie, sexualité, droit de disposer de son corps, démographie, environnement, dont les militants ont payé de tant de prison et de pollution, dans tous ces problèmes, plus sensibles baigne leur combat contre la caste guerrière, chaque jour, et qui ne nous oublierons pas, si nous les oublions, les anarchistes n'ont pas à entrer, ne les ayant pas quittés.

Ils n'ont pas à y venir avec un faux nez, dans l'espoir de récupérer, de noyauter, de s'introduire et « de prendre le train en marche » ; ils sont chez eux.

Le combat que cela implique c'est celui qu'ils mènent depuis toujours.

Tous ces chapitres de notre lutte le congrès les a rappelés, s'est efforcé d'en suivre l'évolution pour mieux les dénoncer et les anéantir.

Il a reconduit ces objectifs de lutte et les a renforcés par un nombre de participants accru aux commissions, dont l'enthousiasme, loin de s'éteindre, a puisé des forces nouvelles.

Hors de cela qu'a décidé le congrès ?

Ainsi que nous l'écrivions il y a un an, ce n'est pas le congrès d'une Fédération anarchiste qui décide et décrète il n'est qu'un aboutissement ; c'est durant toute une année, c'est au cours des luttes que l'actualité impose et que les militants utilisent selon leurs moyens et en les adaptant à l'implantation locale dont ils disposent que la Fédération démontre son existence.

Le congrès ne sert qu'à jeter les grandes lignes des actions possibles, à prévoir et à pressentir les problèmes qui sensibiliseront l'opinion, à établir des liens entre les groupes, à doubler leurs contacts géographiques par des contacts affinitaires (participation à des problèmes spécifiques par le canal des commissions).

Encore une fois, les congrès ne sont que des haltes à la faveur desquelles les compagnons peuvent faire le point.

Cependant il est deux objectifs qui semblent dominer ce congrès de 1974 :

D'abord cette conscience de l'interpénétration des diverses commissions.

Qu'il faille les envisager une à une pour la clarté des choses est sans doute indispensable, mais ignorer le dénominateur commun qui les lie serait puérisant.

Prenons l'exemple de la commission écologique, qui est la plus typique et la plus à l'ordre du jour (un candidat à la présidence de la République ne lui a-t-il pas consacré sa campagne ?).

Elle touche au premier chef au problème démographique, elle s'oppose à l'armée par le refus des expériences nucléaires, par l'opposition aux débordements des états-majors revendiquant toujours plus de place (il est à constater que plus un organisme est parasitaire et plus grande est sa -prétention), elle est en contradiction avec l'Église enfermée dans ses tabous, revendicatrice d'une morale immuable qui condamne les droits de l'homme et de la femme à disposer de leurs corps et, par conséquent, de limiter leur descendance, elle aborde le plan éducatif, car comment espérer le respect de l'environnement d'une humanité qui n'aurait pas accédé à une majorité humaine, enfin elle aboutit à reconsidérer toute la structure sociale des régimes qui sont les nôtres, laquelle débouche et ne peut que déboucher sur la pollution et la dénaturation de l'environnement, par le jeu même de la politique et de l'économie.

Le second point essentiel envisagé est la décision prise d'un congrès international et des bases sur lesquelles il pourrait s'effectuer. Cette mesure s'imposait.

Parmi toutes les écoles socialistes, les anarchistes sont les seuls à nier les nations puisqu'ils sont les seuls à refuser les États.

Par là, ils sont aussi les seuls à prôner avec quelque sérieux l'abolition des frontières.

Eh bien ! par dessus ces frontières, ils se doivent d'établir des contacts et de susciter des rencontres.

Par dessus l'obstacle des langues, par dessus l'obstacle des coutumes de chaque-peuple -qu'une organisation fédéraliste a le devoir de respecter - un vaste rassemblement des anarchistes est envisagé.

Les nombreuses délégations de nations étrangères : belge, hollandaise, allemande, danoise, italienne, espagnole, présentes à notre congrès ont fait transparaître un même désir que le nôtre.

Pour le réaliser, il appartiendra aux différentes fédérations de se mettre à l'ouvrage dans chaque pays, pour le succès de cette entreprise commune, et pour la démonstration de la vie et des possibilités des théories anarchistes, qui dureront aussi longtemps que l'homme.

Maurice Laisant

Motion finale du 29e congrès de la Fédération anarchiste

Face à la gravité de la situation économique présente, reflet des contradictions du système capitaliste français et international,

Inquiète des perspectives économiques et sociales à l'intérieur et à l'extérieur de notre pays favorisé par des structures de classes maintenant l'exploitation de l'homme par l'homme et développant une situation de crise,

La Fédération anarchiste, réunie à Paris dans son 29e congrès,

Réaffirme, face à la faillite des propositions marxistes, sa détermination dans sa lutte pour la suppression du capitalisme national et multinational, des États quel que soit le régime existant,

Propose d'impulser au travers des prochaines luttes sociales ses conceptions autogestionnaires et fédéralistes à partir de la grève gestionnaire expropriatrice,

Entend développer les grands thèmes suivants :

- liberté de la femme ;
- antimilitarisme ;
- anticléricalisme ;
- pédagogie libertaire ;
- problème d'urbanisme ;
- écologie libertaire ;
- problèmes démographiques.

Enfin, la Fédération anarchiste oriente ses grands axes d'action anti-autoritaires sur la lutte contre les institutions militaires et répressives (de la prison à l'asile psychiatrique) et contre la montée internationale du fascisme.

Fédération anarchiste

le 3 juin 1974 à Paris

17, 18 et 19 mai

1975

Vendôme (Loir-et-Cher)

30ième congrès de la Fédération anarchiste

Le trentième congrès de notre Fédération anarchiste s'est déroulé à Vendôme, petite ville de province au passé historique dont les maisons se reflètent dans le Loir, rivière tranquille qui semble avoir échappé à la pollution. Il a réuni cent cinquante délégués représentant tous les groupes du pays. Le programme était chargé et, en dehors des travaux qui ont trait à l'administration de notre mouvement, cinq questions importantes étaient à l'ordre du jour : le syndicalisme, l'antimilitarisme, la crise économique, l'écologie et enfin les rapports de notre organisation avec le mouvement anarchiste international.

La présence au congrès d'un secrétaire confédéral de la C.N.T. donnera une dimension nouvelle aux résolutions sur les luttes syndicales. Elle va permettre aux anarcho-syndicalistes, quelle que soit la Centrale à laquelle ils appartiennent, de définir ensemble les moyens d'actions, d'unifier leurs efforts face à une crise économique qui n'est pas une crise d'adaptation du régime capitaliste libéral, mais une crise organique dont il crèvera. Le congrès a réaffirmé sa volonté de voir s'installer à travers un moyen de lutte défini par la Fédération anarchiste, la grève gestionnaire, une économie autogérée où seront supprimées toutes les différenciations de classes.

Les jeunes militants qui par leur nombre et par leur fougue dominant le congrès, ont réaffirmé leur anti-militarisme militant. Ils ont proclamé leur méfiance envers des militaires qui, comme les curés, se camouflent derrière une phraséologie de circonstance. Et le congrès les suivra car, comme eux, il refusera de se laisser prendre aux mirages des généraux républicains et des prêtres révolutionnaires, car ceux-ci au cours de l'histoire ont suffisamment donné de preuves de leur souplesse d'adaptation aux circonstances économiques et politiques, pour que le mouvement révolutionnaire dénonce leurs palinodies actuelles.

Ce qui fut un instant important de ce congrès, ce fut la définition par les membres d'une commission active et compétente de notre Fédération, des multiples aspects du combat écologique que nous devons mener. Le problème n'est pas simple, les anarchistes qui, bien avant que le mot ne devienne à la mode, ont posé le problème des rapports de l'homme et de son environnement, se sont ces derniers mois étroitement associés aux regroupements importants et souvent spontanés qui se sont développés en dehors et souvent en opposition avec des politiciens enchaînés par leurs intérêts électoraux et attentif à récupérer cette force neuve qui s'exprimait à travers le pays. Leur présence, a constaté le congrès, empêchera que l'action écologique se cantonne dans des actions purement morales, sentimentales, émotionnelles mais elle fera qu'au contraire elle débouche sur un prolongement économique et social qui lui donnera sa vraie dimension qui est une dimension de classe.

Si nos congrès ont pour tâche d'examiner le travail de l'année qui vient de s'écouler et de déterminer les perspectives d'avenir, chacun d'entre eux se distingue des précédents par un thème central qui lui confère son originalité. Le congrès qui vient de se terminer a été marqué par une clarification de nos rapports avec les organisations anarchistes du monde entier. Et il ne pouvait pas en être autrement car tous les problèmes examinés par nos assises, qu'il s'agisse de l'économie d'oppressions, ont des ramifications à l'échelon international à travers une lutte des classes qui a dépassé les frontières. En ce sens, la présence au congrès du secrétaire général de l'internationale des Fédérations anarchistes, notre camarade Umberto Marzocchi, revêtait une signification particulière à une époque où toutes les Fédérations membres comme nous de l'internationale, préparent activement leur troisième congrès mondial.

Mais ce congrès restera important dans l'histoire de notre mouvement pour une autre raison. Nous venons d'assister à l'arrivée aux responsabilités nationales d'éléments jeunes formés dans nos groupes et qui tout naturellement viennent assurer la relève de ceux qui avaient, d'abord dans la clandestinité, puis aussitôt après la guerre, assuré la reconstitution de la Fédération anarchiste. - ils apporteront, nous en sommes sûrs, à notre Organisation un sang nouveau, une vivacité d'esprit, un sens des réalités qui lui permettra de se continuer dans ses principes tout en se transformant dans ses moyens, ce qui est, sans aucun doute, une nécessité pour se continuer dans un monde dont la transformation incessante assure la pérennité. Ils en ont les moyens intellectuels notre mouvement

anarchiste leur donnera les moyens matériels, et les circonstances qui évoluent avec une rapidité un peu déroutante leur permettront de déployer des qualités que le congrès a su déceler chez eux.

La Fédération anarchiste vient d'avoir trente ans, son histoire qui reste à écrire, a été secouée par les soubresauts qui agitaient la société économique de classe. Elle a dû faire face à des situations difficiles. Elle a su résister à bien des assauts, c'est une enclume qui a usé bien des marteaux. Elle sort de son congrès, (un tiers de siècle c'est long) rajeunie et fortifiée, elle va de nouveau repartir pour porter l'anarchisme plus haut ; plus loin, sans en altérer la signification profonde, non pas en allant grappiller des idées chez les autres, mais en tirant de son sein les éléments de son renouvellement.

Maurice JOYEUX in *Le Monde Libertaire* N°213 Juin 1975

Motion contre l'industrie nucléaire

Motion d'orientation adoptée au 30ième congrès de la Fédération anarchiste réuni à Vendôme les 17, 18 et 19 mai 1975

Les camarades réunis dans ce 30ème congrès de la Fédération anarchiste à Vendôme, les 17-18-19 mai 1975, se prononcent en faveur d'un moratoire concernant l'industrie nucléaire, certains qu'ils sont qu'une étude sérieuse sur le problème nucléaire conduira obligatoirement à sa condamnation :

- Elle nécessite un tribut annuel de morts reconnu par le rapport de la Commission de Genève.
- Elle n'est pas rentable sur le plan énergétique.
- Elle ne crée pas l'indépendance, puisque la production d'uranium nous vient pour une grande part de l'étranger.
- Elle nécessite une société centralisée, contrôlant la circulation des produits radioactifs, et donc le renforcement d'un État, parasitaire et policier.
- Elle est utilisée pour produire le plutonium 239 nécessaire à la fabrication des bombes, (à l'inverse des autres sources d'énergie non choisies par l'État, bien que plus économiques, parce qu'elles ne peuvent avoir qu'une utilisation pacifique).

Le congrès s'associe aux grévistes de la faim, Pierre BRESSY, Georges KRASOWSKY,... qui, au péril de leur vie, réclament le moratoire et un débat passant sur les chaînes de la TV et de la radio, dont les opposants au nucléaire seraient désignés par les mouvements écologiques. Il leur adresse la pensée fraternelle de tous les participants.

Fédération anarchiste

5, 6 et 7 juin

1976

Besançon (Doubs)

31ième congrès de la Fédération anarchiste

C'est à Besançon que notre Fédération a tenu son 31^{ème} congrès pendant le week-end de la Pentecôte. Un congrès comme les autres, sans doute, pour ceux qui suivent l'activité de notre mouvement de très loin, mais qui revêt une importance capitale pour les militants qui, par leurs actions, ont marqué tout au long de l'année le caractère volontariste de notre combat.

Chaque fois qu'un grand événement a ponctué cette période de crise, nos groupes, en province comme à Paris, ont réagi vivement en mettant en avant nos solutions révolutionnaires radicales. Cela nous a valu un nombre grandissant de sympathies parmi les couches de la population qui veulent un changement. Par contre, du côté du pouvoir et de ses valets, l'intérêt porté à nos idées est pour le moins malsain. Dans le cadre général d'une répression plus dure, en ces temps incertains, nous sommes particulièrement visés. On sait l'utilisation que le pouvoir fait des média après s'en être assuré l'hégémonie totale. Sa nécessaire tendance à tout contrôler et son impossibilité à y parvenir sans remettre en cause les fondements de sa façade libérale, l'ont amené à une manipulation éhontée de l'opinion. Nous sommes obligés de constater qu'elle s'est faite principalement contre nous, contre le mouvement anarchiste organisé et que ce n'est pas le fait du hasard. Nos groupes les plus actifs ont été victimes de tracasseries à différents niveaux, et nous avons dû redéfinir, au cours de notre congrès, l'attitude générale à adopter et les principes directeurs à suivre. Face à la répression, qui ne manquera pas de se poursuivre et quelle que soit la forme qu'elle se donnera, des liens plus étroits entre nos groupes et un large mouvement de sympathie envers notre organisation nous permettront de réagir efficacement.

D'entrée, les 160 congressistes délégués de toutes les régions de France réaffirmaient le caractère particulier de notre organisation fédéraliste, de l'alternative véritable qu'offrent nos propositions, en dehors des formations politiques d'extrême gauche, de gauche et de droite et de leur course au pouvoir, à la domination, à l'exploitation. A l'occasion des rapports des secrétariats sortants, un débat de fond nous a conduit à examiner le fonctionnement du fédéralisme dans notre organisation, le rôle de chacun, l'importance de l'initiative des groupes, des individus, des secrétariats, et leur répercussion dans tout le mouvement.

Bien que la condamnation de l'autoritarisme et du centralisme ait été prononcée depuis longtemps dans le mouvement anarchiste, notre congrès, en se penchant sur ce sujet, devait répondre aux préoccupations actuelles de bon nombre de personnes dont on retrouve l'essentiel des revendications libertaires dans de nombreux comités ou organisations de défense.

La nécessité de combattre sans cesse l'autoritarisme envahisseur, qui interdit tout espoir de libération, marque la filiation qui existe entre nos anciens et nous. S'il peut prendre des formes variées, il reste toujours l'ennemi de la liberté, qu'il se présente comme le pouvoir d'un chef ou le pouvoir d'une majorité démocratique. Ensemble nous avons opté pour des solutions pratiques, en fonction de moyens nous permettant d'agir en accord avec nos buts.

C'est chez nous un souci constant et qui participe de notre rigueur morale. Tant dans les structures de notre Fédération, dans nos moyens d'action, que dans nos propositions, le but à atteindre, notre idéal, nos principes directeurs déterminent notre comportement. Chaque fois que nous devons chercher le compromis, ce sera, selon la formule de Proudhon, « à la condition que le sacrifice immédiat d'une partie de notre liberté nous permette d'obtenir une partie de liberté plus grande que celle sacrifiée ».

Tout au long des débats, le congrès a réaffirmé avec force nos principes organisationnels intangibles : autonomie des groupes, liaison directe constante avec les secrétariats, initiatives en tous les points de la trame fédéraliste, décisions exécutives pour ceux qui les acceptent seulement, contrôle total et confrontation permanente des idées. L'amélioration des communications à travers nos liens fédéralistes est la garantie d'une harmonie accrue dans l'organisation et, partant, celle d'un développement assuré. Cet outil de travail dont la souplesse autorise une pluralité d'options, toujours dans les limites bien définies de l'anarchisme, nous aura permis de percer le mur du ghetto dans lequel on veut nous maintenir. L'anarchisme est dangereux pour les tenants du pouvoir comme pour l'opposition, laquelle ne peut que perpétuer les mêmes tares, vu qu'elle aspire elle aussi au

pouvoir. C'est au contraire un changement de civilisation que veulent les anarchistes. En cela, nos propositions heurtent les préjugés ; et c'est seulement le travail acharné de nos groupes qui portera notre voix sur l'extérieur et parviendra à inscrire dans la réalité sociale les mots d'ordre du socialisme libertaire.

Les comptes rendus d'activités des groupes nous ont permis de tirer les leçons de l'expérience et d'envisager de manière plus conséquente notre lutte pour l'année à venir. A l'unanimité nous avons décidé d'accroître nos moyens pratiques de propagande, et de nous donner une assise économique qui nous permette d'assumer la dimension nouvelle que prend notre Fédération par sa participation active au sein de l'Internationale des Fédérations Anarchistes (I.F.A.).

La décision la plus importante de ce congrès est sans aucun doute celle se rapportant à notre journal. Elle souligne en effet le caractère offensif de la dynamique que développent nos groupes dans leur lutte. Collectivement, nous pouvons faire plus ! Ensemble, nous avons décidé de porter nos efforts sur le Monde libertaire, moyen collectif privilégié de l'expression diversifiée de notre propagande. Nous avons d'abord réaffirmé le caractère particulier de notre journal, qui doit être maintenu, et qui s'élabore au cours de chaque congrès. Il est la résultante des multiples efforts, individuels ou de groupes, qui viennent se fondre en un tout pour porter vers l'extérieur l'expression du pluralisme fédéraliste. C'est sans doute une oeuvre unique dans le Mouvement révolutionnaire, qui concrétise l'ouverture d'esprit et la tolérance qui nous animent dans le cadre d'un même et généreux idéal. La conscience militante d'appartenir à un ensemble, d'œuvrer collectivement, ne se traduit pas chez les anarchistes par le nivellement de la pensée elle autorise des points de vue différents. Cette richesse se traduit dans l'élaboration du Monde libertaire.

La nécessité de pénétrer plus profondément le fait social, de cerner l'actualité de plus près, de nous prononcer avec des perspectives pratiques sur les événements qui font notre quotidien, nous a amené, dans un enthousiasme réfléchi, à envisager dans les délais les plus courts, une parution hebdomadaire du Monde libertaire. L'objectif ne pourra être atteint que par la volonté de tous. Trop de raisons rendent nécessaire sa réussite, et c'est avec confiance qu'un projet sera élaboré, que les importantes sommes nécessaires à son lancement seront collectées parmi vous tous qui voulez la réalisation d'un monde différent de celui dans lequel nous vivons, de celui que les politiciens vous proposent, un monde libre, égalitaire, que seul l'anarchisme peut offrir. Pour affronter cette tâche ardue, notre congrès a mis en place des équipes de camarades qualifiés. Vous serez tenus au courant de leurs travaux par le « mot des administrateurs ». Des contacts sont déjà pris, par l'intermédiaire du Comité de Relations de l'Internationale des Fédérations Anarchistes, avec les différents hebdomadaires des mouvements frères étrangers.

Notre camarade Marzocchi, secrétaire du C.R.I.F.A. nous apporta le salut des fédérations amies et après avoir remémoré l'internationalisme des anarchistes et leurs glorieux combats nous rappela la solidarité qui, à travers l'I.F.A., nous unit tous. En dehors de toute direction, le C.R.I.F.A. est un lien fédéraliste supplémentaire qui vient parfaire l'information des groupes pour une action plus efficace. Marzocchi devait ensuite nous brosser un tableau de la situation internationale en insistant sur l'Espagne qui reste le centre d'intérêt de nombre de nos groupes, comme on l'a vu tout au long de l'année.

Notre contribution au prochain congrès de l'I.F.A. portera sur l'analyse d'une crise dont le capitalisme international ne se relève pas, et sur celle du rôle des multinationales. De cette confrontation sortiront des axes de lutte utiles pour le mouvement anarchiste international. Notre Fédération a examiné ensuite l'insertion de son antimilitarisme actif dans les luttes actuelles. L'antimilitarisme est partie intégrante de l'anarchisme : notre soutien devra donc s'affirmer au travers des révoltes dans l'armée et par les différents comités d'objection ou d'insoumission. Un travail particulier sera fait par les groupes sur leurs lieux d'implantation et en direction des organisations syndicales ouvrières, grâce au matériel de propagande fourni à cet effet par l'une des commissions de travail.

Un autre thème que nos congrès reconduisent constamment, est l'autogestion ; ce mot, qui est passé

dans le vocabulaire des partis politiques, se trouve aujourd'hui vidé de son sens et de l'enthousiasme qu'il suscita après 68.

L'étude de la situation économique nous a permis d'observer la carence des systèmes d'analyse bourgeois et marxiste et de préciser ce qui, pour nous, s'offre comme la cause essentielle d'une crise qui conduit irrémédiablement à la faillite de l'actuelle société. Aussi devient-il particulièrement urgent de propager l'idée d'autogestion telle que la conçoivent les anarchistes, et l'un des moyens privilégiés pour y aboutir, à savoir la grève générale expropriatrice. Urgent, disons-nous, car cette crise nous conduit tout droit vers les solutions totalitaristes des régimes fascistes ou marxistes.

Enfin, le 31ème congrès de la Fédération anarchiste a proclamé, après Bakounine, Sébastien Faure, Voline, Proudhon, et dans la ville qui a vu naître ce dernier, que l'anarchisme a pour objectifs essentiels l'abolition des classes et l'expropriation des exploités.

Sans jamais dévier des buts intangibles de l'anarchisme, la Fédération anarchiste française, organisation révolutionnaire spécifique, intensifiera sa participation aux luttes sociales au côté des travailleurs, ainsi que son action au sein des organisations de masse, afin d'y développer une dynamique révolutionnaire.

La Rédaction du Monde libertaire in *le Monde libertaire* # 224

28, 29 et 30 mai

1977

Toulon (Var)

32ième congrès de la Fédération anarchiste

Le 32ème congrès de la Fédération Anarchiste s'est tenu cette année sur les bords de la Méditerranée, plus précisément à la Valette, près de Toulon.

Plus de deux cents délégués, venus de tous les coins de l'hexagone, représentaient une trentaine de groupes.

Ce congrès devait marquer le renouveau de la FA, d'importants débats internes devaient se dérouler pendant les trois journées de travail, nous amenant le dimanche soir à tenir une séance de nuit.

L'importance des débats internes n'est en rien surprenante, il est nécessaire à trois mois de la parution hebdomadaire du Monde libertaire que les militants soient prêts à assumer le travail que cela représentera et s'organisent le mieux possible pour cela.

Le bilan qui fut tiré de l'année écoulée par les différents secrétariats, par les délégués de groupes démontra que la parution hebdomadaire du Monde libertaire correspondait bien à une réalité imposée par le dynamisme croissant de l'ensemble de l'organisation.

Le nombre d'affiches éditées et collées, le nombre de meetings, réunions-débats organisés par les groupes localement se sont accrus dans des proportions très appréciables. Ce dynamisme s'est ressenti tout au long des débats et a montré la volonté des militants de s'insérer de manière active dans le contexte social qui les environne.

Ce fut donc un bilan de bonne santé et de développement croissant de l'organisation et des groupes qui fut tiré de ce congrès et marquait le premier jalon de la progression de notre organisation.

Les dernières mises au point pour le Monde libertaire hebdo occupèrent une grande place dans les débats, la conception du journal fut largement débattue, chacun contribuant à l'élaboration de cet outil que nous avons décidé de nous doter lors du congrès de Besançon. Car, là aussi transparaît ce dynamisme que nous notions plus haut : le Monde libertaire hebdo sera, de par la volonté des militants de la F.A., un instrument efficace de propagande et un moyen pour être présents dans tous les secteurs de la vie sociale, dans les luttes des travailleurs contre ceux qui les exploitent, et nous permettra de suivre l'actualité, la commenter, l'analyser, de donner un point de vue anarchiste sur celle-ci.

Nous voyons, grâce aux efforts de tous, le Monde libertaire hebdo se réaliser et dès le mois d'octobre notre espoir se concrétisera.

Mais l'ensemble des délégués présents étaient d'accord pour préciser que le mois d'octobre n'était pas une fin en soi avec la parution hebdomadaire du Monde libertaire, mais seulement un jalon dans notre marche en avant, et des efforts seraient encore nécessaires, indispensables pour lui donner une assise suffisante, une diffusion plus large, etc.

Octobre 1977 n'est qu'une étape dans notre progression, importante il est vrai. Ce développement, ce dynamisme de l'organisation s'est ressenti particulièrement sur les problèmes « idéologiques », thèmes de propagande, axes de luttes, etc.

L'ensemble des délégués décida que pour débattre de toutes les questions à l'ordre du jour, il était nécessaire de convoquer un congrès extraordinaire les 11, 12, 13 novembre 1977. Cela démontre l'importance qu'accordent les militants de la F.A. à ces problèmes. Là aussi transparaît la volonté de l'ensemble de l'organisation de s'insérer de manière efficace dans le contexte politique, économique et social, insertion qui passe obligatoirement par une réactualisation des thèmes traditionnels de propagande, pour une adaptation à la conjoncture actuelle. La nécessité pour l'ensemble des militants de définir une stratégie claire et précise face à l'éventuelle accession au pouvoir de l'Union de la Gauche, une redéfinition du rôle à jouer pour les anarchistes dans les syndicats réformistes, l'élaboration même plus lointaine d'une stratégie pour apparaître dans les luttes sociales au travers de groupes d'usines ou d'un syndicat révolutionnaire anarchiste. Autant de points difficiles qui justifient à eux seuls ce congrès extraordinaire.

Je crois que l'image que certains nous attribuaient et continuent à nous attribuer d'une organisation

de « pêcheurs à la ligne » (dixit) est largement dépassée (a-t-elle été seulement justifiée ?), comme sont dépassés d'ailleurs ceux qui continuent à nous en affubler et qui voudraient nous donner des leçons d'anarchisme.

Le 32ième congrès de la F.A. a donc marqué le terme d'une transformation de « l'état d'esprit » de l'organisation amorcée il y a quelques années.

Cette évolution ira en s'amplifiant car, comme tout être collectif vivant, nous continuerons à évoluer et à nous transformer, à nous adapter aux circonstances imposées par l'évolution de la société globale où nous sommes inscrits. Ceci est la preuve que la F.A. est en très bonne santé et qu'elle continuera de plus en plus à faire parler d'elle.

Ceux qui sont désireux d'abolir la société actuelle d'exploitation de l'homme par l'homme pour que nous puissions un jour vivre dans une société libertaire, doivent savoir que la F.A. poursuit ce but et qu'elle a la volonté de se donner les moyens pour le triomphe de l'anarchie.

AMADOR

Communiqué de presse

La Fédération anarchiste vient de tenir son 32ième congrès à Toulon les 28, 29, 30 mai. Les débats ont porté sur l'organisation interne de la fédération et les dernières mises au point pour la parution hebdomadaire de son organe *Le Monde libertaire* au mois d'octobre 1977.

La Fédération anarchiste considérant l'évolution du contexte politique, économique de notre pays et mondiale, étatisation grandissante des sociétés actuelles, a essayé de définir des axes de luttes et des thèmes de propagandes pour les années à venir. Devant l'importance des débats et le nombre de sujets inscrits à l'ordre du jour, le 32ième congrès a décidé de convoquer un ongrès extraordinaire les 11, 12, 13 novembre 1977 pour permettre d'approfondir les débats ; entre autres thèmes prévus à l'ordre du jour :

- la définition de notre propagande et d'une stratégie face à l'éventualité d'une victoire de la gauche lors des élections législatives de 1978 ;
- le rôle et la position des anarchistes dans les syndicats réformistes inféodés aux partis politiques après cette éventuelle victoire ;
- la réactualisation de thèmes tels que : l'antimilitarisme, l'écologie, le « problème des femmes et leurs luttes » etc, devenue nécessaire face à l'évolution économique, politique et sociale de notre société.

Ce 32ième congrès a permis aux militants de la Fédération anarchiste d'affirmer :

- leur volonté de s'insérer dans les années à venir de manière intensive dans les luttes émancipatrices de la population en essayant de leur donner un caractère libertaire et de créer dans l'avenir une alternative libertaire entre capitalisme privé et capitalisme d'état ; démocratie parlementaire et socialisme autoritaire.

in le Monde libertaire # 235

11, 12 et 13 novembre

1977

Boussy-Saint-Antoine (Essonne)

2ième congrès extraordinaire de la Fédération anarchiste

Congrès extraordinaire de la Fédération anarchiste

Sans essayer de dégager un ordre d'importance entre les différents thèmes abordés par le congrès, ceux qui demeurèrent centraux et qui donnèrent lieu à la plus large confrontation furent l'analyse économique, l'analyse sur le mouvement ouvrier et notre insertion en son sein. Rien d'étonnant que, face à la situation mondiale actuelle, les militants de la Fédération anarchiste axèrent plus particulièrement leurs réflexions sur ces deux points indissociables. Il n'en était pour preuve que le nombre d'analyses préparatoires qui furent élaborés par les groupes et individuels pour la tenue de ce congrès extraordinaire.

Ce travail de réflexion préparatoire situa l'ensemble des débats à un niveau théorique élevé, marquant par là que le dynamisme pratique de l'organisation était sous-tendu par une réflexion profonde de l'ensemble de l'organisation dénotant un dynamisme intellectuel aussi important que celui affirmé sur le plan pratique.

La crise économique

L'économie et notamment la crise économique donna lieu à un débat en profondeur. En résumé, deux points de vue prévalaient ; si les termes des analyses étaient les mêmes, les conclusions différaient. Le rehaussement des prix des matières premières, de l'énergie, l'impossibilité à moyen terme de trouver de nouveaux espaces pour s'implanter, le temps nécessaire actuellement à la rentabilisation des investissements, font que le capitalisme actuellement, en plus de la crise énergétique et des matières premières, n'a plus le temps et l'espace nécessaire pour continuer son expansion.

Si tous étaient d'accord avec cette analyse, les conclusions qui en découlaient étaient différentes.

Pour les uns, cela annonce la fin du capitalisme à plus ou moins brève échéance, l'économie du profit est morte. Elle ne se relèvera pas de cette ultime crise. Ils en concluaient que de par la situation économique, nous vivons une situation révolutionnaire. Les partisans de l'autre point de vue ne voyaient en la crise actuelle qu'une restructuration interne du système, système qui s'adapte à la nouvelle conjoncture. Nous arriverions donc à la fin d'une phase de développement du capitalisme et non pas à la fin du système. Cette crise de restructuration peut favoriser une situation révolutionnaire, mais ne l'est pas en soi.

Ouvrir une brèche dans la crise pour une alternative libertaire

Les partisans de ces deux thèses différentes dans leurs conclusions qui résultent des interprétations différentes de l'analyse, étaient d'accord pour affirmer que pour la situation soit révolutionnaire, ou pour qu'elle ouvre la possibilité à le devenir, il sera nécessaire que le peuple prenne conscience de sa capacité politique à gérer ses propres affaires et ce n'est que cette condition réalisée que nous pourrions aboutir à une révolution qui irait dans le sens que nous souhaitons. Nous étions tous d'accord pour reconnaître que nous abordions, qu'elle qu'en soit l'interprétation, une période très importante pour le développement de nos idées.

L'implantation dans le mouvement ouvrier

Suite au débat sur l'économie, nous abordâmes le mouvement ouvrier. Des conclusions du débat sur l'économie, il s'avérait primordial de définir pour la FA son insertion dans le mouvement ouvrier. Mais cette définition ne pouvait se faire qu'en analysant le rôle des appareils syndicaux et, la possibilité pour les militants anarchistes d'un travail dans les syndicats.

Deux analyses se trouvaient en présence mais n'étaient nullement antagonistes ; elles se présentèrent plutôt comme complémentaires. L'une partant du point de vue global, analysait la place des appareils syndicaux dans le système capitaliste, leur rôle et ce à quoi ils tendent. De cette analyse, il ressortait que les appareils syndicaux se présentent comme régulateurs du système,

courroie de transmission pour les partis politiques, et plus au service du système capitaliste qu'à celui des travailleurs. Les bureaucraties syndicales seront appelées dans la probable évolution du système capitaliste à participer directement à la planification économique, donc de participer plus directement à l'exploitation des travailleurs.

Des cercles anarchistes d'entreprises

De cette première analyse ressortait la condamnation des appareils syndicaux actuels et de leurs bureaucraties. La deuxième analyse, partant non plus du point de vue global, mais se plaçant sur le plan pratique, à l'échelle humaine, affirmait que dans le syndicat à la base où sont rassemblés les travailleurs, il était utile et possible de faire un travail effectif qui permette de développer nos positions parmi les travailleurs.

Selon que l'on se place dans la perspective du système, les appareils syndicaux apparaissent comme intégrés à ce système d'un point de vue pratique et à la base, le syndicat apparaît intéressant car il regroupe les travailleurs et il est possible parfois de faire passer nos positions dans l'appareil syndical jusqu'à un certain niveau. Que l'on se place dans la seconde ou à fortiori dans la première des analyses, la bureaucratie syndicale apparaît comme responsable de la politique d'intégration de l'appareil syndical dans le système capitaliste.

De cette double analyse complémentaire, il apparaît nécessaire aux militants de la Fédération anarchiste, de poursuivre à la fois pour ceux qui le désireraient en fonction des situations particulières auxquelles ils sont confrontés, leur travail au sein des syndicats réformistes, et parallèlement ou indépendamment d'essayer d'impulser en dehors des syndicats, des commissions qui rassembleraient les travailleurs sur des bases libertaires : autonomie de la lutte, décision en assemblée générale, révocation immédiate des délégués en cas de non-respect du mandat, rotation dans les fonctions.

Mais pour parvenir à susciter ces commissions, il apparaît indispensable aux militants de la FA de se regrouper par entreprise en cercles anarchistes spécifiquement FA et que ces cercles se fédèrent en liaisons professionnelles et interprofessionnelles qui permettront à la fois de confronter les pratiques et d'éditer les bulletins permettant de diffuser nos idées et les informations intéressantes tout un secteur d'activité.

Motion sur l'antimilitarisme

Motion adoptée lors du 32e congrès extraordinaire de la Fédération anarchiste réuni à Paris les 11, 12 et 13 Novembre 1977

La Fédération anarchiste réaffirme son antimilitarisme le plus complet et combat par tous les moyens l'armée et sa psychologie.

Principal pilier de l'État, l'armée est le dernier rempart des sociétés tant capitalistes que socialistes étatiques, elle permet de combattre les tendances émancipatrices du prolétariat. Basée sur le principe de l'autorité, elle nie la liberté de l'individu et des groupes.

Elle détourne à son profit une partie des forces productives du pays à des fins militaires donc improductives pour les populations.

Elle détermine l'évolution de certaines recherches scientifiques (pour ses propres fins).

Elle permet, par son appareil juridique, le maintien de juridictions d'exception (TPFA, Cour de sûreté de l'État ...) qui peuvent s'appliquer aux civils, et ce à tous moments (ordonnances de 1959).

La Fédération anarchiste, en plus des moyens individuels qu'elle soutient pour combattre l'armée (objection-insoumission au service civil, insoumission totale, lutte antimilitariste dans les casernes), propose une lutte par des moyens collectifs, sans préjuger de ceux tendant à démoraliser le personnel militaire et civil attaché à l'armée. elle encourage les travailleurs de l'industrie de l'armement à remettre en cause leur production.

La Fédération anarchiste place ses objectifs comme étant un préalable pour l'avènement de la révolution sociale et le passage à une société sans classe ni État.

Fédération anarchiste

Motion sur le problème des femmes

Motion adoptée lors du 32ième congrès extraordinaire de la Fédération anarchiste réuni à Paris les 11, 12 et 13 Novembre 1977

La Fédération anarchiste soutient la révolte des femmes parce que parmi les mouvements de révolte, celle-ci porte en elle une importante potentialité libertaire. Par la double oppression que subissent les femmes dans notre société, exploitation économique et domination phallocratique, leurs luttes remettent en cause les bases fondamentales de la société de domination :

- le patriarcat et son corollaire, la structure familiale,
- les rapports de domination entre individus,
- l'éducation,
- la sexualité.

la Fédération anarchiste incite ses militantes et ses militants à participer aux groupes autonomes de quartier et d'entreprises pour impulser la prise de conscience de remise en cause de la société dans une optique libertaire.

Nous demandons qu'il y ait une prise en charge réelle par les groupes FA des problèmes fondamentaux que posent les femmes à travers leurs luttes.

La Fédération anarchiste ne relègue pas au second plan le problème des femmes et ne se contentera pas d'une discussion théorique sans une application dans la vie quotidienne.

Fédération anarchiste

Résolution sur la lutte des classes

Motion adoptée lors du 32e congrès extraordinaire de la Fédération anarchiste réuni à Paris les 11, 12 et 13 Novembre 1977

La Fédération anarchiste reconnaît l'existence de classes sociales aux intérêts opposés.

Elle constate que tous les pays du monde fonctionnent sur le mode capitaliste. Partout les travailleurs sont exploités. Ce qui change, c'est la manière dont ils le sont.

Nous réaffirmons notre opposition à toutes les formes de capitalisme, privé à l'Ouest, d'État à l'Est.

Le mouvement socialiste autoritaire n'a jamais pu déboucher que sur l'installation d'une nouvelle variante du capitalisme, en URSS comme en Chine, à Cuba comme en Algérie. C'est pourquoi, nous réaffirmons notre volonté de lutter pour l'instauration du Communisme Anarchiste.

Fédération anarchiste

Motion de synthèse sur le mouvement ouvrier

Motion adoptée lors du 32e congrès extraordinaire de la Fédération anarchiste réuni à Paris les 11, 12 et 13 Novembre 1977

Alors que les bureaucraties syndicales et les partis politiques occupés à leur mascarade électorale préparent l'auto-exploitation des travailleurs par leur intégration dans la gestion du système capitaliste, le congrès adopte comme un de ses axes de lutte que soit popularisée et développée l'autonomie des luttes.

Cette autonomie signifie la prise en charge de leurs luttes par les travailleurs eux-mêmes en Assemblée Générales par secteurs coordonnés sur le principe fédéraliste.

Pour dénoncer les bureaucraties syndicales et amener les travailleurs à dépasser leur pratique réformiste par le développement d'une conscience de classe et de l'action révolutionnaire, le congrès entend en particulier renforcer la Fédération anarchiste en créant d'autres cercles anarchistes d'entreprises, fédérés en liaisons professionnelles et interprofessionnelles, spécifiquement Fédération anarchiste.

Le cercle intervient sur son lieu de travail en étroite collaboration avec les autres cercles anarchistes d'entreprises et les groupes de la Fédération anarchiste existant localement.

L'autre objectif de ces cercles est d'impulser si possible l'organisation de commissions larges regroupant les travailleurs, syndiqués ou non, sur des bases libertaires.

Ces commissions larges visent la construction d'un mouvement autonome révolutionnaire de masse dont nous n'avons pas à préjuger ici des structures qu'il se donnera : fédération de conseils ouvriers, centrale anarcho-syndicaliste ou autres.

Ce mouvement adopte pour finalité le communisme-anarchiste et comme moyen la grève gestionnaire expropriatrice.

Fédération anarchiste

Crise du système et alternative anarchiste

Motion adoptée lors du 32e congrès extraordinaire de la Fédération anarchiste réuni à Paris les 11, 12 et 13 Novembre 1977

Le capitalisme a toujours fait preuve d'une grande capacité d'adaptation au travers de toute les crises qu'il a déjà traversées. Nous pensons qu'il lui est toujours possible de se replâtrer pour réamorcer le système économique pendant un certain temps en reprenant ses crises à son avantage (pollution, chômage, etc ...).

Nous arrivons à la fin d'une phase de développement du capitalisme. La crise actuelle est une crise d'adaptation du système qui se restructure pour maintenir sa propre survie.

L'un des axes que peut emprunter le système capitaliste pour sa survie passe par un renforcement notable de l'appareil étatique et suppose une participation effective des bureaucraties syndicales à plus ou moins longue échéance et ce, quelle que soit la couleur politique des gouvernements en place.

En fin de compte, rien dans la crise du système capitaliste ne peut annoncer de quelle façon elle se résoudra, mais il dépendra de la capacité politique des travailleurs d'empêcher le capitalisme de surmonter sa crise et de présenter une alternative révolutionnaire crédible.

Le rôle de la Fédération anarchiste est justement de profiter de cette situation de crise pour propager ses propositions sociales développant parmi les travailleurs la conscience de leur capacité politique.

Fédération anarchiste

Motion sur l'éducation

Motion adoptée lors du 32e congrès extraordinaire de la Fédération anarchiste réuni à Paris les 11, 12 et 13 Novembre 1977

L'illusion que l'école laïque pour tous est une conquête du peuple sur la bourgeoisie doit être détruite. Cette école, au même titre que l'Église, l'Armée, toutes les institutions étatiques, est au service de la classe dirigeante.

L'institution scolaire et toutes les institutions éducatives qui gravitent autour (famille, loisirs, etc.) transmettent les schémas et les structures de l'idéologie dominante et reproduisent les classes sociales.

Tout en dénonçant les pratiques non directives qui ne tendent qu'à perpétuer le système actuel, nous soutenons toutes les formes de lutte à l'intérieur des systèmes éducatifs (institution scolaire, formation permanente, mouvements de loisirs, presse, ateliers éducatifs) qui se situent dans la lutte des classes et dans une perspective révolutionnaire ayant une finalité communiste-anarchiste.

Fédération anarchiste

Motion sur l'écologie

Motion adoptée lors du 32e congrès extraordinaire de la Fédération anarchiste réuni à Paris les 11, 12 et 13 Novembre 1977

Basant la présente résolution sur les deux points suivants :

- l'écologie est la discipline qui étudie l'ensemble des rapports entre les êtres vivants et leur milieu,
- l'Anarchie est la forme d'organisation qui permet d'harmoniser non seulement l'homme et son milieu ambiant, mais également le rapport des hommes entre eux.

Nous n'hésiterons pas à préciser que le problème écologique ne peut pas s'inscrire comme une lutte spécifique visant essentiellement à dénoncer les diverses formes de pollution (nucléaire, urbanisme, etc.). cela laisserait en effet sous-entendre que nous n'admettons pas les autres problèmes que sont :

- le centralisme,
- la division du travail,
- la concentration des moyens d'énergie.

Problèmes qui ne seront résolus isolément au sein d'un système étatique.

Il est clair que la société du programme nucléaire français sera policière et centraliste, mais une société qui utilise l'énergie solaire ou toute autre forme d'énergie alternative, peut tout aussi bien être policière et centraliste.

Notre vie est aujourd'hui en danger. Nous devons nous opposer par tous les moyens à ce péril démentiel (agression biologique et sociale) qui menace la survie de l'humanité.

Si le programme nucléaire aboutit, même une société libertaire future aura à payer, pendant des siècles, le tribut de ce pari (en outre les mutations génétiques et le stockage des déchets).

Nous refusons le productivisme, idéologie par essence totalitaire (ne pas oublier que la phase de transition des bolchéviks, fondée sur un productivisme absolu, enterra la révolution russe).

Si nous ne voulons pas revenir à l'âge des cavernes, si nous ne refusons pas le progrès, nous ne tenons pas à perdre notre vie à la gagner.

Nous croyons fondamentalement que la solution finale ne peut être que l'autogestion mondiale des ressources et la répartition égalitaire et fédéraliste de la production.

Il est évident que la récupération électoraliste des luttes écologiques ne remettra pas en cause cette société. La Fédération anarchiste ne saurait donc pas soutenir d'une façon inconditionnelle le mouvement écologique dont la récupération politique ne fait aucun doute.

Il y va de l'intérêt des travailleurs des villes et des campagnes de refuser le programme nucléaire et d'inscrire dans la lutte écologique, partie intégrante de la lutte des classes.

C'est uniquement dans un processus visant à terme la destruction de l'État, la Révolution libertaire, que les militants de la Fédération anarchiste participeront activement à la lutte écologique. Celle-ci n'est pas un accessoire, elle s'inscrit dans le cadre de la révolution sociale.

Fédération anarchiste

13, 14 et 15 mai

1978

Ris-Orangis (Essonne)

33ième congrès de la Fédération anarchiste

Communiqué

In Le Monde libertaire # 269 du 18 mai 1978

La Fédération anarchiste vient de tenir les 13, 14 et 15 mai 1978 son 33ième congrès à Ris-Orangis. Ce congrès, de part le nombre important de délégués (plus de 250), confirme la progression de la Fédération. Les débats ont porté sur les axes de luttes définis lors du congrès extraordinaire de Boussy-Saint-Antoine, notamment :

- sur l'analyse de la situation générale du pays. Les participants réaffirment que les dernières élections, comme les précédentes ne pourront apporter de réels changements et démontrent qu'il ne peut y avoir de solution véritable à la crise économique et sociale actuelle sans suppression des structures de classes et d'autorité qui régissent le pays ;
- sur les problèmes internationaux. Le congrès a exprimé sa volonté au sein de l'Internationale des Fédérations anarchistes qui vient de tenir son congrès en Italie (Carrare), de consolider ses liens organiques et de développer avec les fédérations adhérentes, ses actions et sa solidarité face à l'accroissement de la répression sévissant dans le monde ;
- sur l'organisation interne du mouvement et de son insertion réelle dans les luttes sociales, urbaines, écologiques, antimilitaristes, etc. Les délégués ont constaté le succès du lancement de leur hebdomadaire, *Le Monde libertaire*, et mirent l'accent sur les moyens de développer son audience et d'améliorer son contenu et l'augmentation de sa pagination, en vue d'un 12 pages. D'ores et déjà, ils ont décidé de la parution mensuelle d'un supplément de 4 pages.

Fédération anarchiste

Comme chaque année durant le week-end de la Pentecôte, la Fédération anarchiste a tenu son congrès. Plus de 250 délégués se sont réunis les 13, 14 et 15 mai à Ris-Orangis. Le nombre croissant des congressistes confirme (pour ceux qui semblent l'ignorer) la progression de notre organisation et l'incontestable accroissement de son audience. Les débats ont porté autant sur les problèmes organisationnels internes que sur le choix de thèmes de propagande et d'action pour les mois à venir.

Une fois les structures fédérales redéfinies pour l'année à venir, les délégués se sont penchés sur les problèmes économiques, politiques et sociaux que pose la structure organisationnelle du capitalisme à tout révolutionnaire, sur l'analyse et les propositions de luttes radicales pouvant se créer et se développer au sein même d'une société de classes. Lors du congrès extraordinaire de Boussy-St-Antoine, la Fédération anarchiste avait déjà jeté les bases de cette analyse politique et envisagé les moyens de lutter dans l'entreprise, le quartier, etc. L'ensemble des discussions a confirmé le contenu des motions parues dans l'un des numéros spéciaux du Monde Libertaire.

L'échec de la gauche aux dernières élections, le laisser-aller des centrales syndicales favorisent le fatalisme et le manque de combativité des travailleurs. L'acceptation de la crise, du non-changement de société est le résultat logique qui suit toute propagande intensive parlementaire marquée par l'échec. Le nombre croissant de fermetures d'usines, la hausse des prix, entrent bien dans le cadre de cet état de fait. Le parlementarisme, dans lequel les ouvriers ont mis tous leurs espoirs de résolution de la crise économique et leur volonté de « changement », ne pouvait pas et ne pourra jamais apporter de réelles transformations économiques et politiques. Les dernières élections législatives ont une fois de plus apporté la preuve qu'une solution véritable à cette crise ne peut se faire sans la suppression définitive des structures de classes qui en sont la cause. C'est pourquoi la Fédération anarchiste s'est refusée et se refusera de tomber dans l'écueil du suivisme de tous ces « grands » partis, comme l'ont fait toutes les organisations d'extrême gauche. Au contraire, nous continuerons à proposer à côté, en dehors de cette politique réformiste, les véritables solutions révolutionnaires nécessaires à une transformation de société qui passe par la réorganisation de la vie sur des bases fédéralistes et libertaires.

Pour ce faire, les militants, dans leur combat quotidien, créent sur leur lieu de travail des liaisons professionnelles qui s'efforcent de sortir la lutte revendicative des travailleurs du cadre restreint proposé par toutes les centrales syndicales. Que cela soit par l'intermédiaire de ces cercles d'entreprises ou les sections syndicales, les anarchistes, au même titre que leurs compagnons de travail, sont mêlés chaque jour à des combats qui, à travers des revendications quotidiennes, tentent d'employer de nouveaux moyens de pression sur le patronat, tels l'action directe ou la grève gestionnaire. La Fédération anarchiste ne se donne pas une seule voie pour entreprendre cette démarche. Il appartient aux travailleurs de déterminer eux-mêmes le type d'organisation le plus favorable pour atteindre les buts qu'ils se sont fixés. La création de nouveaux cercles d'entreprise et le développement des liaisons professionnelles montrent la réelle insertion sociale de la Fédération.

L'ouverture de plus en plus grande de nos groupes sur la vie des quartiers, de la ville, etc. a fait que les débats ont porté sur l'analyse de la propagande menée contre le fichage, le Mondial, la répression, etc. Le congrès a donc déterminé sa volonté de poursuivre ces campagnes où seuls les anarchistes ont su leur donner ce caractère radical qui peut les faire aboutir sans les enfermer, comme beaucoup l'ont fait, dans un cadre réformiste permettant au régime de les digérer et de mieux les intégrer. L'entrée du mouvement écologiste dans le jeu parlementaire est à cet égard très révélateur.

Malgré le silence de la presse bourgeoise et celui des media soi-disant libres et objectifs, l'Internationale des Fédérations anarchistes a tenu son congrès dont vous avez pu lire un compte-rendu dans Le Monde Libertaire. De la 1ère Internationale à l'I.F.A., les anarchistes ont toujours su faire jouer cet esprit de solidarité qui caractérise le mouvement ouvrier radicalisé. Cette solidarité se manifesterait d'ailleurs prochainement à travers un meeting gala, le 16 juin prochain. Il est en effet nécessaire qu'une lutte s'engage pour rompre le silence scandaleux qui entoure la répression que

subissent partout dans le monde de nombreux camarades et qui protège toutes ces dictatures sud américaines et autres, se cachant même parfois derrière le masque de la social-démocratie. L'accent a donc été mis sur l'aspect internationaliste de notre mouvement.

Ce congrès fut également l'occasion de dresser un bilan autour de notre journal Le Monde Libertaire Hebdomadaire, huit mois après son lancement. Sans être spécialiste en la matière, chacun connaît aujourd'hui les difficultés dans lesquelles la presse, dans son ensemble, se débat, difficultés croissantes quand il s'agit de ces journaux qui, comme le nôtre, ne bénéficient d'aucune subvention particulière, si ce n'est l'appui de leurs lecteurs, et dont la mise en vente ne jouit pas des mêmes faveurs que la "grande presse". Malgré cela, Le Monde Libertaire Hebdomadaire va bien, ce qui ne doit pas réjouir un certain nombre de petits chacals que seule la mort des autres fait vivre. Oui, Le Monde Libertaire Hebdomadaire va bien, et cela grâce à l'appui de ses nombreux lecteurs et sympathisants. Il ne s'agit pas pour autant de crier gloire et de s'endormir sur des lauriers pouvant se ternir à tout moment. Une conjoncture économique défavorable (hausse importante du prix du papier, du coût de l'impression, etc.), des interdictions de parution toujours possibles, mettrait sans nul doute notre journal en difficulté.

Les participants au congrès se sont donnés pour objectif le 12 pages hebdomadaires afin de renforcer son audience et de maintenir la place du Monde Libertaire parmi les tout premiers hebdomadaires politiques en France. Objectif ambitieux, mais que nous atteindrons, avec votre soutien, en continuant à travailler chaque jour, dans la rue, dans l'entreprise, pour faire connaître à tous Le Monde Libertaire et par conséquent les propositions économiques, sociales, culturelles du mouvement anarchiste.

Les militants ont proposé, pour cette année, en vue d'un 12 pages régulier, la parution mensuelle d'un supplément de 4 pages (dossiers, articles théoriques, interview, etc.) qui servira, dans un premier temps, à accroître son audience.

Secrétariat aux relations extérieures de la Fédération anarchiste

in Le Monde libertaire # 270 du 25 mai 1978

2, 3 et 4 juin

1979

Tours (Indre-et-Loire)

34ième congrès de la Fédération anarchiste

Le 34e congrès de la F.A. s'est déroulé à Tours, ville connue pour ses quartiers moyenâgeux autant que par le puritanisme de son maire, qui date à peu près de la même époque.

L'analyse de la situation économique européenne, à un moment où le capitalisme se restructure, abandonne ses industries en crise pour devenir compétitif, entretient un nombre croissant de chômeurs, a conduit la F.A., depuis quelques années, à redéfinir ses structures de base. La situation sociale évolutive implique donc un contrat renouvelé entre militants et groupe d'une part, et entre militants et organisation de l'autre.

En effet, le dynamisme interne de la F.A., qui se manifeste de façon accrue depuis quelques années, nécessite ce changement.

L'évolution des structures est par ailleurs possible grâce à la souplesse du fédéralisme défini par Proudhon et Bakounine, et qui se retrouve à l'échelon international au niveau de l'Internationale des Fédérations Anarchistes.

Les militants anarchistes s'implantent de plus en plus dans certains secteurs (PTT, SNCF, banques, assurances, éducation nationale, etc.). Après la tentative d'étouffement des luttes par les syndicats réformistes et électoralistes, après la faillite de la gauche aux élections et la désaffection qui a suivi de la part de l'électorat, à l'instant où les élections européennes se déroulent dans l'indifférence quasi-générale, les idées libertaires ont toutes les chances de gagner du terrain. Des luttes importantes du moment prennent bien souvent un caractère anti-autoritaire (femmes, écologie, antimilitarisme) et conduisent à des propositions de société différente, décentralisée et autogestionnaire. Mais ces mouvements sont rapidement gagnés par la gangrène politicarde qui s'en sert de caution de modernité et de libéralisme. Face à cela, à ces récupérations, la FA s'est dotée d'un hebdomadaire, outil indispensable de propagande de nos idées anarchistes. Cet organe, malgré les grosses difficultés matérielles, est le seul journal d'organisation lu par un nombre de lecteurs plusieurs fois supérieur au nombre de ses militants. Il faut que cela continue.

Le congrès a réaffirmé l'importance du soutien au journal et la nécessité d'acquérir une autonomie d'impression. L'hebdomadaire s'avère de plus indispensable en un moment où les lois à caractère répressif comme la répression elle-même, s'abattent sur les organisations révolutionnaires et en particulier la FA.

D'autre part, s'appuyant sur les motions du congrès de Boussy-St-Antoine et de Ris Orangis (voir ML de l'époque) les congressistes continueront d'engager la FA sur les axes de luttes définis par ces motions.

Malgré tout, de nombreux points inscrits à l'ordre du jour n'ayant pu être traité, il a été décidé d'un congrès extraordinaire qui devrait se tenir en fin d'année à Paris et qui portera sur des points essentiellement idéologiques, l'étude de réorganisation interne de la FA ayant occupé principalement les délégués présents à Tours.

Colette Pibault

1, 2, 3 et 4 novembre

1979

Antony (Hauts-de-Seine)

3ième congrès extraordinaire de la Fédération anarchiste

Deuxième congrès extraordinaire de la Fédération anarchiste

In Le Monde libertaire # 331 du 8 novembre 1979

Les 1, 2, 3 et 4 novembre à Antony, la F.A. a tenu son congrès extraordinaire auquel participaient 200 délégués. Les débats et les analyses ont porté essentiellement sur la nécessité ressentie par l'organisation d'adapter ses structures à un nouveau dynamisme et le besoin des militants de confronter leurs analyses et leurs expériences, afin de mieux développer les propositions anarchistes.

La capacité politique des travailleurs à s'organiser selon les principes anarchistes fondés sur l'abolition du salariat, la destruction de l'État et la construction d'une société autogestionnaire et fédéraliste.

La place et l'intervention des militants anarchistes dans les luttes actuelles : mouvement ouvrier, féminisme, immigration.

Le congrès s'est ensuite penché sur l'indépendance et le renforcement des moyens d'expression de la F.A. qui devra se doter d'ici quelques années de nouveaux locaux.

En définitive, ce congrès se situe dans la droite ligne du congrès extraordinaire de Boussy-Saint-Antoine en 1977 : poursuivre et développer les analyses anarchistes susceptibles de provoquer l'émergence dans les luttes sociales d'un puissant courant anarchiste.

Fédération anarchiste

Dans la lignée du congrès de Boussy

in Le Monde libertaire # 332 du 15 novembre 1979

Plus de deux cents délégués se sont réunis du 1er au quatre novembre à Antony (Hauts-de-Seine) en congrès extraordinaire, afin de débattre des problèmes organisationnels et idéologiques de la Fédération anarchiste. C'est la nécessité d'une profonde réflexion ressentie au congrès de Tours (2, 3, 4 juin 1979), auant devant l'évolution de la situation économique et sociale de ces dernières années, des conséquences pour le prolétariat (1) de la restructuration du capital et de lanouvelle division internationale du travail, que devant la rprogression actuelle de la Fédération anarchiste, qui avait conduit notre organisation à cette décision.

L'organisation anarchiste

Le premier point de l'ordre du jour abordé par les congressistes, a porté sur des problèmes organisationnels. Les délégués ont réaffirmé la nécessité et l'importance de l'organisation anarchiste et la place primordiale qu'elle est appelée à tenir au moment où toutes les organisations, qu'elles soient réformistes ou qu'elles se disent révolutionnaires, font la preuve flagrante de leur incapacité à participer activement à l'émancipation des travailleurs.

Ils se sont ensuite penchés sur le rôle de l'organisation spécifique anarchiste et sa capacité à impulser des luttes à finalité révolutionnaire au sein du prolétariat. C'est au cours de ce débat que la réactualisation des Préambules aux Principes de base de la FA a été envisagée, car il est apparu que ce texte ne satisfaisait plus aux exigences imposées à l'organisation par l'élargissement de sa dynamique. Les congressistes ont alors chargé une commission de travailler sur ce sujet, celle-ci devant opérer une synthèse des textes rédigés par les différents groupes de la FA, afin de présenter un projet nouveau au prochain congrès.

C'est au cours de la discussion sur le rôle de l'organisation, qu'il est apparu que deux groupes s'étaient mis en dehors du contrat qui les liait avec la FA. Cette rupture du lien fédératif est à mettre sur le compte du désaccord de ces groupes avec la position adoptée par l'ensemble des autres groupes sur le rôle de la Fédération anarchiste, et par conséquent sur l'orientation qu'elle a prise depuis deux ans. Les débats ont ensuite porté sur les rapports entre organisation, groupes et militants. Ces discussions ont ensuite permis de réaffirmer la force du fédéralisme qui, par la souplesse de sa structure, à tous les niveaux de l'organisation (aussi bien au niveau des groupes de la FA qu'à l'échelon international dans l'Internationale des Fédérations anarchistes), autant que par sa puissance d'unification, se présente encore aujourd'hui comme le seul mode d'organisation véritablement révolutionnaire.

Enfin, abordant la situation du Monde libertaire, nous avons étudié les moyens qui nous permettrons d'améliorer son contenu et d'augmenter sa diffusion dans le monde du travail. Ceci a posé le problème de Publico. En effet, comme vous avez pu le lire dans les pages de notre journal, le bail du local de notre librairie ne nous est pas renouvelé. Par conséquent, nous avons du prendre la décision de privilégier la recherche de nouveaux locaux par rapport à la nécessaire acquisition d'une autonomie d'impression.

La crise économique

Le deuxième point inscrit à l'ordre du jour portait sur les problèmes idéologiques et tout d'abord sur

l'analyse socio-économique.

L'analyse socio-économique de la crise du monde capitaliste (que l'appropriation des moyens de production y soit privée ou étatique) a permis de mettre en évidence deux types d'explication des origines de la crise et des facteurs qui ont provoqués son déclenchement.

Pour les uns, l'accent a été mis sur le rôle de la structure même des économies nationales comme principal facteur de déstabilisation, alors qu'il était attribué aux matières premières le rôle de détonateur.

Dans cette analyse, la crise est alors une profonde crise structurelle causée par l'augmentation sans cesse croissante de la part prise par le secteur tertiaire, les dépenses publiques et, plus généralement, toutes les dépenses dites « improductives », alors même que l'augmentation de ces dépenses improductives était jusque là utilisées, en effet, pour répondre aux contradictions internes du capitalisme. Elles étaient utilisées, en effet, pour répondre aux conséquences de la baisse de la norme de consommation qui engorgeait les structures d'écoulement de la production. Il devient alors évident que le mécanisme s'est transformé en spirale de crise, accentuant sans cesse les tendances à la déstabilisation de l'économie, puisque la seule réponse utilisée pour pallier les déséquilibres économiques est le facteur principal qui est à l'origine de la crise et qui l'aggrave par conséquent. Dans ce cadre, l'augmentation du prix des matières premières est analysée comme l'élément de déstabilisation supplémentaire que les économies capitalistes n'ont pu supporter.

En revanche, partant de la relative facilité avec laquelle la fraction internationale de la bourgeoisie supporte les conséquences de la crise, d'autres congressistes ont mis l'accent sur l'aspect politique du mécanisme.

Pour eux, l'économie n'est pas aussi gravement perturbée que le prétendent les économistes bourgeois. Il y a déstabilisation certes, mais celle-ci n'a pas atteint le seuil de la crise. C'est pourtant ce qui n'aurait pas manqué de se produire dans 10 à 15 ans, si le développement économique avait suivi la même trajectoire. En fait, l'augmentation conjoncturelle du prix des matières premières a été mise à profit par la bourgeoisie internationale et par la technobureaucratie pour opérer à l'encontre de la fraction nationale de la bourgeoisie (celle dont les intérêts sont liés à des entreprises de plus faible dimension opérant à l'échelle du pays) et surtout à l'encontre du prolétariat pour opérer une vaste restructuration industrielle à l'échelle mondiale. Celle-ci a le triple but d'éliminer un certain nombre de concurrents de petite taille, de faire supporter les frais de la restructuration au prolétariat et profiter de cette occasion pour lui infliger un très grave recul par la remise en cause de tous ses acquis (baisse importante du niveau de vie, insécurité aggravée de l'emploi, remise en cause du droit de grève...), tout en permettant, par l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial, d'éviter une crise économique plus grave qui risquait d'intervenir d'ici 10 à 15 ans.

La restructuration du Capital et la nouvelle division internationale du travail

Si ces deux types d'analyse ont divergé quant aux explications mêmes de la crise, elles ont, en revanche, convergé quant aux conséquences de celle-ci. Tous les congressistes se sont accordés pour reconnaître que les conséquences directes de la crise socio-économique sont la restructuration du Capital au niveau international et sa conséquence directe : la nouvelle division internationale du travail. En effet, contrainte ou profitant de la crise, la bourgeoisie internationale supprime des secteurs entiers de l'économie, principalement les secteurs les plus anciens (textile, sidérurgie...) sur lesquels avait été bâti le mode de production capitaliste, dont l'intensité capitaliste (2) est faible et qui, par conséquent, coûtent très cher en main-d'oeuvre et dont les traditions de luttes ouvrières sont très importantes. Ce sont donc des secteurs entiers de l'économie qui sont détruits en Europe, pour être reconstruits dans les pays du Tiers ou du Quart-Monde, là où la main-d'oeuvre est bon marché et peu politisée et là où le taux d'exploitation est le plus élevé.

Cette restructuration mondiale du Capital se traduit donc à court-terme par une nouvelle division internationale du travail qui impose une spécialisation des tâches de production selon de grands ensembles géographiques. Alors que l'Europe et les pays capitalistes « avancés » se spécialisent dans des tâches d'élaboration (ventes de brevets, d'usines clés-en-mains...), les tâches de production sont déplacées dans les pays du Tiers et du Quart-Monde.

C'est dans ce contexte qu'il faut analyser la situation des travailleurs immigrés en Europe de l'Ouest. En effet, et jusqu'à maintenant, les fonctions de la main-d'oeuvre immigrée étaient :

- de fournir une main-d'oeuvre sous-payée pour les tâches les plus dégradantes. Dans ce cadre, la faible politisation et l'impossibilité objective (expulsions...) dans laquelle se trouvent les travailleurs immigrés de pouvoir véritablement s'organiser, étaient mises à profit par la bourgeoisie pour pratiquer sur leur dos l'exploitation la plus éhontée.
- Créer une pression artificielle sur le « marché de l'emploi » (le rôle de la main-d'oeuvre immigrée est à intégrer à celui du « volant de chômage » » (3)).

Aujourd'hui, alors qu'il existe plus d'un million et demi de chômeurs en France, les immigrés n'ont plus aucun rôle à jouer. C'est pour cela que le gouvernement a entrepris de les expulser en développant une campagne raciste qui lui permet de surcroît de leur imputer les causes du chômage.

Le rôle de l'État, principal outil de la restructuration du Capital

Dans cette situation de crise, l'État, instrument principal de domination de la bourgeoisie, va être amené à intervenir selon deux axes :

- d'une part, la répression physique contre tout mouvement de révolte et de marginalisation des organisations révolutionnaires. Cette marginalisation se fera par le biais de campagnes de calomnies, d'attaques allant jusqu'à la criminalisation des révolutionnaires (cf. RFA) ou l'assassinat pur et simple (P. Mestre, P. Goldman) ;
- d'autre part, une politique de concertation avec les partis de collaboration de classe (PC, PS). Cette politique trouvera son aboutissement dans l'établissement d'une social-démocratie musclée semblable à celle qui existe actuellement en RFA. Il faut en effet avoir à présent à l'esprit que, pour la bourgeoisie en difficulté, l'avant-dernière solution est la social-démocratie, la dernière étant le recours au fascisme (cf. Chili en 1973), ou la guerre.

Quelle intervention dans le milieu ouvrier ?

C'est dans cette optique que nous avons été amenés à nous prononcer pour un renforcement des moyens dont nous nous sommes dotés dans notre intervention au sein de la classe ouvrière. Confirmant les analyses qui avaient été développées au congrès de Boussy (novembre 1977), il s'est dégagé deux positions quant aux syndicats réformistes et au rôle qu'y jouent les appareils syndicaux.

La première analyse considère que « dans le syndicat, à la base, où sont rassemblés les travailleurs, il est utile et possible de faire un travail effectif qui permette de développer nos positions parmi les travailleurs »(4). En effet, malgré le rôle des bureaucraties syndicales, le syndicat apparaît, d'un point de vue pratique et à la base, intéressant « car il regroupe les travailleurs et il est possible parfois de faire passer nos positions jusqu'à un certain point »(5).

la seconde analyse développée par les congressistes n'apparaît nullement contradictoire avec la première. Au contraire, elle lui est complémentaire. Cette analyse met l'accent sur le rôle intégrateur

des syndicats. Ceux-ci apparaissent alors comme étant beaucoup plus au service du système capitaliste qu'à celui des travailleurs : « les bureaucraties appelées dans la probable évolution du système capitaliste à participer directement à la planification de l'économie, donc à participer plus directement à l'exploitation des travailleurs ».

C'est à partir de cette double analyse et en fonction des situations particulières auxquelles ils sont confrontés que les militants anarchistes interviennent dans le milieu ouvrier :

- par l'utilisation des structures syndicales réformistes ;
- par la création et le développement de sections anarcho-syndicalistes ;
- par des pratiques autonomes de lutte.

La cohésion de ces différentes interventions est assurée par l'organisation spécifique.

Les cercles anarchistes d'entreprises

L'intervention spécifique de la FA dans le milieu ouvrier se fait au travers des cercles anarchistes d'entreprises. Le congrès à la suite de celui de Boussy, a montré que pour assurer la cohésion de l'intervention des anarchistes au sein du prolétariat, il est indispensable que les militants se regroupent en cercles anarchistes spécifiquement FA et que ces cercles se fédèrent en liaisons professionnelles et interprofessionnelles, qui permettront à la fois de confronter les pratiques et d'éditer des bulletins dans le but de diffuser nos idées et les informations intéressantes d'un secteur d'activité. Le but assigné à ces liaisons est d'impulser au sein de la classe ouvrière un mouvement de classe révolutionnaire, pour dépasser les pratiques actuelles qui sont issues directement de la collaboration de classe pratiquée par les bureaucraties syndicales. Il n'est évidemment pas question, pour nous, de déterminer par avance la forme future que prendra ce mouvement, si celui-ci se développait et devenait un mouvement de masse. Ce sera à l'ensemble des travailleurs d'en déterminer la forme : fédération de conseils, centrale syndicale ou toute autre forme non expérimentée jusqu'à présent.

Le bilan qui a été fait au cours du congrès n'a pas permis une analyse satisfaisante de la situation, puisque cette initiative n'a été lancée que depuis deux ans. Cependant, il est apparu que les liaisons les plus solides se sont construites dans le secteur public (liaison des postiers, des cheminots) et qu'elles avaient un impact plus grand (parution de Voie libre, Gestion directe), tandis que les liaisons ou cercles qui s'étaient constitués dans le secteur privé (liaison du Livre), étaient plus fragiles et à la merci de déplacements de militants (dispersion de la liaison Calberson).

Pour une nouvelle cohésion du projet anarchiste

La suite des débats a fait apparaître qu'il était nécessaire d'organiser un vaste débat au sein de l'organisation sur l'autogestion et sur la nécessaire réinsertion des principes anarchistes au sein de la réalité socio-économique actuelle, afin d'accentuer la pertinence de nos analyses et de leur impact dans la classe ouvrière. C'est pour cela qu'une Commission a été formée, afin de synthétiser les travaux de tous les groupes et de présenter un projet global au prochain congrès. Ces travaux seront l'un des principaux points de l'ordre du jour du prochain congrès, pour former ensuite l'un des axes de notre propagande.

Pour la libération de l'expression radiophonique

Enfin, ce congrès a réaffirmé sa plus grande attention pour l'un de nos axes de luttes récentes : les radios libres. C'est pour cela que le Meeting organisé à Fresnes vendredi 2 novembre a été retransmis en direct par radio-libre et ce avec succès, durant trois heures, sans avoir été brouillé. C'est aussi pour cela que durant la Conférence de presse organisée dimanche 4 au cours du congrès, il a été diffusé un débat au cours duquel des militants de l'organisation ont expliqué les axes actuels de la propagande de la FA.

Un congrès qui s'inscrit dans la dynamique de Boussy

C'est en effet dans la suite du précédent congrès extraordinaire (novembre 1977) que s'inscrit le congrès d'Antony. Il a permis de poursuivre le nécessaire travail de réajustement théorique entamé à Boussy. Il a surtout permis d'affirmer la dynamique qui permet de confirmer la place de notre organisation au sein du mouvement révolutionnaire.

Fédération anarchiste

- (1) *Nous entendons par « prolétariat » la classe de ceux qui ne possèdent rien d'autre que leur force de travail et par « bourgeoisie » la classe des possesseurs des moyens de production.*
- (2) *Intensité capitaliste : rapport de la quantité de capitaux à la quantité de main-d'œuvre utilisée.*
- (3) *Le volant de chômage est la pratique qui consiste pour la bourgeoisie à toujours posséder une certaine quantité de chômeurs pour l'utiliser comme moyen de pression sur le « marché de l'emploi ».*
- (4) , (5), (6) *Cf. Le Monde libertaire du 24 novembre 1977*

15, 16, 17 et 18 mai

1980

Angers (Maine-et-Loire)

35ième congrès de la Fédération anarchiste

Une seule réponse à l'exploitation et à l'oppression : l'autogestion

C'est à Angers, les 15, 16, 17 et 18 mai 1980, que s'est tenu le 35ème congrès de la Fédération Anarchiste.

Organisé par les groupes angevins dans une région bercée autant par le passé syndicaliste révolutionnaire du syndicat des ardoisiers de Trélazé que par une tradition cléricale entretenue par les grandes familles nobiliaires et poursuivie par les notables, ce congrès a réuni 250 délégués.

En tout premier lieu, les congressistes se sont penchés sur les modifications à apporter aux structures internes de l'organisation. Cette confrontation constructive pour le congrès permet que se côtoient dans la même organisation des courants différents de la pensée anarchiste. A travers ces débats, les délégués ont pu travailler à la réactualisation du préambule des Principes de Base de la Fédération Anarchiste, qui définit les grandes lignes de la pensée anarchiste et la nécessité de s'organiser pour la propager.

Puis, les congressistes ont abordé le débat général sur l'autogestion, qui réunit tous les militants de la Fédération autour d'un projet global de transformation radicale de la société.

La situation économique

Reprenant les thèmes traités par le congrès extraordinaire d'Antony en novembre dernier, le congrès a approfondi l'analyse de la crise structurelle du capitalisme international. Partant de l'étude des facteurs de la crise qui avait été élaborée précédemment, les congressistes se sont penchés sur l'analyse de la période (1945-1980) du déroulement de la crise et de ses conséquences.

L'économie d'après-guerre est marquée par une situation de reconstruction et d'expansion généralisée due à la conjonction de plusieurs facteurs :

- la défaite de la classe ouvrière, provoquée par le fascisme, par la guerre et par l'hégémonie réformiste (répercussion du « Retrouvez vos manches » de Thorez qui a déterminé jusqu'à aujourd'hui l'intégration des syndicats au capitalisme), a amené une surexploitation permettant une hausse du taux de la plus-value ;
- le développement de technologies nouvelles (automation, informatique, télématique, énergie nucléaire...), la recherche accrue de productivité, ont permis la création de nouveaux marchés, cruciaux dans la recherche constante de profits. Pourtant, ce développement présentera, à long terme, un obstacle infranchissable pour les petites et moyennes entreprises, et favorisera, par conséquent, le monopole du marché des produits très élaborés aux multinationales et aux entreprises d'État ;
- la recherche de marchés nouveaux dans les pays du Tiers-Monde et du Quart-Monde en redéfinissant la politique néocolonialiste des grandes puissances et en imposant un nouveau partage du monde, apportera un second souffle à cette économie fondée exclusivement sur la croissance jusqu'à la crise des matières premières ;
- l'intervention accrue des États pour réguler cette recherche de nouveaux marchés a favorisé la concentration du capital pour lutter contre la baisse du taux de profit. Cette présence croissante de l'État pour réguler les mécanismes économiques annonce la situation actuelle dans laquelle des secteurs entiers de l'économie disparaissent malgré l'apport de fonds publics (aide aux investissements, prêts...).

Dès les années 60, de nouveaux soubresauts apparaissent : la combativité grandissante de la classe ouvrière entraîne de nouvelles difficultés pour le capital.

La fin de la période de reconstruction fait entrer directement en concurrence les économies européennes (menée par la RFA) et japonaise à celle des USA. Malgré l'apparition de ces contradictions, l'expansion se poursuit jusqu'en 74. La hausse brutale des matières premières les révèle et les exacerbe jusqu'à leur point de rupture. L'alimentation en matières premières reste le point névralgique pour les économies des grandes puissances, qu'elles essaient de résoudre soit en s'appuyant sur des bourgeoisies nationales dévouées à leur cause, soit dans des guerres locales par pays interposés.

Les économies ne peuvent plus soutenir artificiellement (endettement constant auprès de l'État des secteurs en perte de vitesse) les entreprises en difficulté et préfère donc, à travers des fermetures, l'accroissement du chômage, laisser la loi de la concurrence rééquilibrer les marchés traditionnels (textile, sidérurgie...). La restructuration se fait donc à un niveau mondial et correspond à une nouvelle division internationale du travail reprenant en compte de nouveaux partenaires économiques : les pays en voie de développement et l'URSS. En France, elle s'est faite en deux temps :

- l'élimination des secteurs en perte de vitesse et l'absorption de nombreuses PME par les grandes entreprises ;
- la liquidation différée à cause des élections de 78 de secteurs entiers de l'économie nationale. Le redéploiement industriel se fait sous l'égide de l'État, - mais évolue en fonction des transformations des marchés internationaux et au saupoudrage général de secteurs succède une aide sélective aux industries de pointe. Si la restructuration est nécessaire à la survie du capitalisme, elle a sur la situation sociale des conséquences désastreuses. Mais cette restructuration ne peut en aucun cas circonvenir la crise mondiale du capitalisme qui n'est plus une crise de croissance et de réadaptation, mais bien une crise structurelle. La destruction de secteurs entiers, la mise en valeur des entreprises de pointe, la montée d'une nouvelle couche dirigeante (la technocratie étatique ou des multinationales) ne résoudront pas la crise économique, mais peuvent reculer l'échéance finale de transformation des marchés par l'intermédiaire d'un conflit mondial ou un renversement des rapports économiques par une révolution sociale. Face à cette situation économique, la politique gouvernementale, après des hésitations dues aux élections, coupe à grands coups de licenciements dans les secteurs improductifs et remet en cause les acquis de la classe ouvrière. Le plan Barre a permis au gouvernement en place de cacher derrière un voile expansionniste le déficit constant de la balance des paiements. Mais aujourd'hui, la vapeur est renversée ; aucun artifice politicien, ne peut masquer aux divers clans électoraux (petits artisans, commerçants, PME...) la situation telle qu'elle se présente : accepter la crise dans son entier d'où découle une mort certaine des petits marchés traditionnels et une baisse continue du pouvoir d'achat, ou faire face à une transformation radicale de l'économie qui, dans les faits, ne présente pas un partage du profit entre les divers capitalismes. Le choix de société subit l'évolution des rapports économiques : la bourgeoisie déterminait l'aspect de l'équipe gouvernementale en fonction du maintien et de l'augmentation du taux de profit que celle-ci apportait par ses interventions dans l'économie nationale et sa recherche de marchés internationaux, alors qu'aujourd'hui le choix politique est différent c'est la volonté de maintenir la société de classes, quitte à faire des sacrifices, qui fait face à un clivage politique et économique, ne se faisant qu'en ces termes : maintien du capitalisme ou révolution sociale.

La situation politique et sociale

L'évolution des luttes ouvrières et du contexte politique est déterminée par la situation économique, mais également par le choix de société des équipes dirigeantes en place.

Le tournant des luttes ouvrières qui, d'un syndicalisme offensif de lutte de classe d'avant 1921, est parvenu à un syndicalisme de collaboration de classes, en s'intégrant à une évolution des situations politiques et économiques. Le programme politiques des partis de gauche (SFIO, PS, PC) ne propose pas une transformation radicale des rapports économiques, mais se contente de vouloir gérer la crise, et a amené les syndicats à jouer un rôle régulateur de l'économie nationale. A travers des intérêts politiques divergents, les syndicats ont accepté les structures de l'économie capitaliste en place, et par voie de conséquence ont entraîné avec eux un nombre important de travailleurs.

Le mirage de l'unité ouvrière derrière la révolution russe est le symbole de la représentation des luttes ouvrières de ces dernières années. L'unité de l'après-guerre, celle de l'attentisme de 78 et celle d'appel aux directions syndicales du Premier mai 80 représentent les données de lutte actuelle. L'acceptation des syndicats à co-gérer une société capitaliste florissante puis à accepter une baisse importante du pouvoir d'achat qui entraîne une acceptation inconditionnelle des remises en cause des acquis et une dégradation sociale, n'est pas du seul fait du déterminisme politique des cadres dirigeants, mais également de l'intégration des travailleurs au capitalisme. L'économie d'après-guerre a transformé les rapports sociaux, cette économie dont la base, dans les sociétés avancées, était une consommation accrue des produits courants, d'où découle une amélioration des conditions de vie, a posé comme préalable à la perpétuité, d'une situation sociale calme la fonte en commun des intérêts antagonistes de classes du travailleur et du patron. Le développement du tertiaire, l'ouverture des facultés, des choix d'existence. non plus de survie, mais d'acquisition de produits courants (voiture, électroménager, accession à la propriété) a revalorisé les luttes réformistes et reculé aux calendes grecques les combats radicaux. Et c'est pourquoi nous faisons face, aujourd'hui, à une situation sociale intermédiaire la volonté des travailleurs de trouver les solutions à la conservation de leurs conditions de vie dans le cadre du capitalisme, la peur de perdre des acquis individuels qui leur font accepter la restructuration comme facteur intangible de la société, critères d'intégration qui s'opposent à une analyse radicale des rapports sociaux existants. Les derniers mouvements de grève en sont un exemple frappant. D'un côté la classe ouvrière accepte inconditionnellement la crise économique, de l'autre certaines couches touchées de plus près par la crise emploient des moyens de lutte révolutionnaires. L'après 78 entre dans ce cadre social le mythe de l'unité d'état-major qui promet une transformation politique sans toucher aux particularismes sociaux, le tout ou rien, résultante directe de la restructuration.

Les luttes intestines de la gauche, le consensus enregistré autant par les syndicats que le CNPF, la préparation des présidentielles, maintiennent la société de classes et représentent simplement des intérêts particuliers de telle ou telle couche de la société, dont les angoisses de perte de privilèges, ou les assurances de leur poursuite, déterminent les discours électoraux des partis. Il ne s'agit plus de dénoncer les mensonges électoraux, les scandales politiques et la mise au pas des syndicats et des travailleurs, mais de présenter la situation sociale et économique telle qu'elle se présente : la continuation de l'exploitation et de l'oppression par un gouvernement, Barre ou Rocard, ou la transformation radicale de la société de classes. Il n'y a plus de choix.

L'intervention des militants anarchistes

Les congressistes ont ensuite réaffirmé les axes d'intervention de leur organisation.

Dans les entreprises, à travers les luttes de quartier et les luttes spécifiques, les anarchistes dénoncent les mirages électoraux, s'opposent à la politique d'intégration et de consensus politique et social. Ils interviennent directement pour renverser la société de classes, afin de parvenir à la

construction d'une société fondée sur la libre association des individus. Notre place est au côté des travailleurs en lutte qui mettent sur pied des structures fédéralistes pour s'opposer véritablement à la restructuration et à la gestion de la crise par les réformistes. Il s'agit pour nous d'empêcher l'assimilation des intérêts des travailleurs à ceux de la bourgeoisie et de l'État, et tout faire pour amener les prolétaires sur un terrain révolutionnaire à partir de leurs revendications quotidiennes. Seule la radicalisation des luttes amènera la classe ouvrière à choisir entre l'exploitation que lui réserve la société capitaliste et son émancipation totale.

Ces données déterminent l'activité de la Fédération Anarchiste et de ses militants. En opposant à la société autoritaire d'exploitation un monde sans classes ni État, en posant comme condition première à l'émancipation de tous l'égalité économique et sociale, la Fédération Anarchiste propage dans toutes les luttes la nécessité du refus de la collaboration de classes proposée par les syndicats et les partis politiques, et combat en faveur de la montée de combats radicaux possédant dans leur propre structure la capacité d'imposer une transformation révolutionnaire des rapports sociaux.

Secrétariat aux relations extérieures de la Fédération anarchiste

Nos axes de lutte

Motion d'orientation adoptée au 35ième congrès de la Fédération anarchiste réuni à Angers les 15, 16, 17 et 18 mai 1980

Les luttes ponctuelles, dictées par l'actualité sociale et politique, entrent dans notre combat global contre la société capitaliste. Les congressistes, en intégrant à un projet autogestionnaire de destruction du capitalisme et de construction de rapports économiques égalitaires, les luttes contre les J.O., les présidentielles, l'armée..., ont montré ainsi leur volonté de transformer des luttes spécifiques au combat radical.

Sur les présidentielles

La Fédération Anarchiste a réaffirmé son opposition à toutes les structures étatiques et, par voie de conséquence, appelle à l'abstention révolutionnaire. Elle constate que les divers programmes politiques présentés par les partis de droite, de gauche ou d'extrême-gauche, ne recherchent nullement une transformation de fond de la société, mais représentent la palette politique créée non pas en fonction des intérêts des populations, mais dictée par celui des techno bureaucrates et l'ensemble des notables. La Fédération Anarchiste ne pose pas comme préalable à la fin de l'exploitation un quelconque programme commun, mais bien un projet autogestionnaire révolutionnaire. C'est pourquoi les militants de la Fédération Anarchiste comptent donner le maximum d'ampleur à cette campagne (rencontres nationales et régionales proposant une alternative révolutionnaire au problème électoral).

Sur les Jeux olympiques

Malgré l'appel des États au boycott des J.O. de Moscou, les congressistes prolongent cette campagne définie par le précédent congrès. Car ni les États, ni certains comités, ne s'opposent au fondement même des JO. (idéologie de la compétition, hiérarchie corporelle, aspect commercial de cette fête internationale, maintien des nationalismes) et ne s'opposent au caractère même du régime capitaliste d'État d'URSS. Ils dénoncent le marxisme et le léninisme, fondements idéologiques du régime soviétique, principaux facteurs de l'autoritarisme du socialisme d'État. Tout comme le Mondial fut l'occasion de se solidariser avec les victimes des régimes fascistes d'Amérique du Sud, la Fédération Anarchiste soutient les luttes des travailleurs russes et de la dissidence en butte à la répression étatique soviétique.

A travers l'actualité économique et sociale, les militants réunis en ce 35ième congrès ont également défini des thèmes de campagnes spécifiques telles dénonciation du racisme étatique (lois Imbert, Stoléro), de la remise en cause de la liberté d'expression (loi sur l'affichage, poursuite des antimilitaristes...) et comptent poursuivre une campagne antimilitariste et contre la guerre engagée depuis deux ans par les groupes de la Fédération.

Fédération anarchiste

6, 7 et 8 juin

1981

Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis)

36ième congrès de la Fédération anarchiste

Aucun compromis, activité confirmée

C'est à Neuilly-sur-Marne, les 6, 7 et 8 juin que s'est tenu le 36e congrès de la Fédération anarchiste, organisé par un groupe de banlieue-est parisienne, le groupe Sacco-Vanzetti.

Après avoir travaillé sur les structures internes de l'organisation et tiré le bilan des campagnes menées depuis le congrès d'Angers, les congressistes se sont penchés sur la modification de la vie politique en France depuis la victoire électorale des socialistes.

Pour le congrès, la victoire de Mitterrand est à la fois un vote-sanction et un désir réformiste de changement d'une partie de la population. Ce choix du mode de changement vient du fait que la majorité des gens est réformiste et ne cherche donc pas la révolution, mais désire des améliorations immédiates des conditions de vie et de travail. Nous assistons donc actuellement à une resyndicalisation des travailleurs, découlant de ce même désir de bien-être, bien que déjà les confédérations acceptent une politique d'intégration ou un consensus social. Le congrès a noté que même si le gouvernement Mitterrand Mauroy remplit, et ceci malgré son besoin de ne pas effrayer la bourgeoisie et celui de tenir compte des données internationales, ses promesses électorales, il ne parviendra pas à transformer la société basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

Refus du consensus

Les anarchistes ayant un projet de société différent des socialistes, les congressistes n'acceptent aucun compromis avec le nouveau gouvernement. Opposés à toutes les structures étatiques, ils appellent par conséquent à l'abstention révolutionnaire aux prochaines élections législatives. Ils refusent la politique d'extrême gauche en général qui consiste à coller à la gauche en espérant ramasser des miettes et en pensant la déborder lorsqu'il y aura un mécontentement populaire. En tant qu'anarchistes, les congressistes se démarquent du "oui ! mais..." des organisations gauchistes, en opposant un "non" radical au nouveau gouvernement. En effet, ils ne cherchent pas à déstabiliser la société en débordant les socialistes par la surenchère, mais ils se battent pour construire une société anarchiste, ayant comme buts l'égalité sociale et économique ; la possession collective ou individuelle des moyens de production et de distribution ; le droit à l'éducation pour tous, quels que soient l'âge et le sexe ; l'organisation sociale d'une manière fédéraliste ; l'union-libre et la liberté d'expression.

Véritables « trouble-fête » dans l'immédiat d'une gauche au pouvoir avec ses illusions et ses enthousiasmes, les anarchistes refusent de se voir rejeter (ou récupérer) dans l'opposition avec la droite. Plus que jamais, leur organisation spécifique est nécessaire pour être plus forts dans leurs propositions et leurs actions. Plus que jamais, la librairie et le Monde Libertaire Hebdomadaire sont nécessaires pour faire leurs propositions. Impliqués dans des actions, ils continueront leur propagande dans différents domaines (antimilitarisme liberté d'expression, consommation,...) et travailleront à leur implication effective dans la vie sociale à travers des associations existantes ou qu'ils pourront créer. Les congressistes ont réaffirmé la nécessité de travailler dans le mouvement ouvrier, organisé ou non, afin de participer à la vie sociale et d'être présents dans la société et non dans un fictif ailleurs. Ils continueront à se battre à côté des travailleurs, pour défendre des acquis et pour obtenir des améliorations des conditions des exploités (pouvoir d'achat, 35 heures, etc.) en expliquant ce que doit être l'objectif final, une société sans gouvernement, ce qu'est l'autogestion, comment cela fonctionne et au profit de qui, et ce que sont les moyens pour y parvenir. Pour mener à bien ces campagnes d'aménagement et obtenir satisfaction, ils continueront d'insister sur la nécessité de la lutte, se forme d'organisation et la manière de la mener.

Un programme anarchiste

Le congrès a ressenti aussi le besoin, pour la Fédération anarchiste, de présenter des solutions précises aux différents problèmes, afin que dans un premier temps les travailleurs considèrent

l'anarchisme comme une proposition sérieuse pour la gestion de la société. Il ne s'agit pas que l'anarchisme soit une simple menace, un marginalisme ou une simple philosophie, mais qu'il soit un mouvement appartenant à part entière à la société, accepté et crédible. Pour cela, une commission a été formée afin de synthétiser les travaux de tous les groupes et de présenter un projet global de « programme anarchiste » au prochain congrès. En plus des grands principes, cette commission abordera des domaines restreints afin de donner des solutions précises. Ce ne seront pas des solutions de rechange au système, mais des solutions de rupture avec celui-ci, sachant faire le lien entre l'Idée et le concret que l'on connaît. Ce programme sera donc la présentation d'une proposition concrète et sérieuse (sachant évoluer selon les conditions où l'on se trouve), capable de résoudre les problèmes modernes. Ces travaux seront l'un des principaux points de l'ordre du jour du prochain congrès, pour former ensuite l'un des axes de notre propagande.

Axes de luttes pour 1981-1982

Les congressistes ont ensuite réaffirmé les axes d'intervention de leur organisation. En plus des luttes ponctuelles dictées par l'actualité sociale et politique, les militants réunis en ce 36ème congrès ont défini différents thèmes de campagnes spécifiques qu'ils mèneront. Ce sont des campagnes sur l'informatique, l'immigration, le chômage, la sexualité et l'écologie. Ils comptent aussi poursuivre la campagne antimilitariste engagée depuis trois ans. Ils pensent développer une campagne de solidarité et d'information sur le mouvement libertaire grec, frappé par une sauvage répression actuellement. Ils se sont aussi prononcés pour un renforcement de la propagande anarchiste. Pour cette raison, -un projet de radio sera développé et la possibilité de passer Le Monde Libertaire à 12 pages étudiée.

Ces données déterminent l'activité de la Fédération anarchiste et de ses militants qui propagent dans toutes les luttes auxquelles ils participent leurs spécificités et leurs propositions pour construire une autre société.

Fédération anarchiste

La Fédération anarchiste a tenu son 36ème congrès les 6, 7 et 8 juin à Neuilly-sur-Marne.

Notre organisation a analysé l'accession de la gauche au pouvoir. Le débat a permis d'élaborer une première motion :

"Après la victoire électorale de la gauche, les conditions de la vie politique ont changé : la FA constate que le résultat de ce vote est à la fois l'expression d'un désir de changement et un vote-sanction à l'encontre d'une politique d'austérité. Les électeurs ont choisi l'illusion d'un hypothétique changement des conditions de vie, avec l'espoir d'éviter les risques d'une transformation sociale révolutionnaire. Cette nouvelle majorité paraît bien fragile, compte tenu des aléas d'alliance entre partis de gauche. De plus, les confédérations syndicales sont déjà prêtes à freiner les revendications des travailleurs, sous prétexte d'un réalisme ressemblant à une connivence politique.

Même si le gouvernement de gauche remplit ses engagements électoraux, il n'est pas capable de mener à bien la transformation sociale nécessaire. C'est le système économique capitaliste tout entier qui doit être radicalement renversé, car on ne peut satisfaire à la fois les intérêts de la bourgeoisie et ceux des travailleurs. En réalité, Mitterrand ne pourra pas "changer la vie".

Nous avons ensuite étudié ce que sera notre action dans la nouvelle situation ainsi créée, et adopté une deuxième motion.

"Les anarchistes sont partie prenante des luttes revendicatives pour l'amélioration immédiate des conditions de vie et de travail, mais ils considèrent que ceci n'est qu'un palliatif il faut aller plus loin ! C'est pourquoi ils ne pratiqueront pas l'attentisme.

Pour hâter les mesures sociales de fond qu'espèrent les travailleurs très rapidement, des mouvements et débordements sociaux risquent de se produire.

Les militants de la FA entendent radicaliser ces luttes en les orientant vers :

- la remise en cause des rapports hiérarchiques et la mise en avant de revendications salariales égalitaires ;
- la dénonciation du profit et la préparation à la prise en main de la production et de la distribution par les travailleurs eux-mêmes ;
- en favorisant la création d'une opposition syndicale ou autre aux pratiques bureaucratiques ;
- en développant encore plus les propositions spécifiques pour la révolution sociale."

Il va de soi que la Fédération anarchiste continuera : à mener des campagnes parmi lesquelles l'antimilitarisme, la sexualité, les radios libres, l'écologie, et des études, notamment sur l'informatique. La Fédération anarchiste mènera d'autre part une campagne particulière, axée simultanément contre le refus des licenciements, les problèmes du chômage et de l'immigration et sur la remise en cause de l'exploitation salariale ainsi que les propositions anarchistes concrètes d'organisation de la production et de la consommation, c'est-à-dire l'autogestion, et nos méthodes l'action directe.

Après tous ces débats d'analyse et de propositions d'actions, nous avons abordé nos moyens matériels. La Fédération anarchiste ayant conforté sa position par l'acquisition d'une librairie plus vaste au 145, rue Amelot, à Paris 11e, a décidé d'élargir son audience par l'obtention de 4 pages supplémentaires à son hebdomadaire Le Monde Libertaire et l'utilisation de nouveaux moyens d'expression.

Le congrès n'aurait pu se terminer sans aborder une situation internationale dominée par la répression.

Outre les cas bien connus des anarchistes en Espagne, en Italie, en Allemagne, en Amérique latine, etc., un compagnon nous a rapporté directement d'Athènes la situation catastrophique dans laquelle se trouvent nos compagnons grecs : provocation (deux attentats contre des grands magasins leur

sont attribués) emprisonnements, torture.

La Fédération anarchiste soutient ces compagnons dans leurs combats et appelle à la solidarité effective face au silence général qui les entoure.

Fédération anarchiste

in *le Monde libertaire* # 406

29, 30 et 31 mai

1982

Le Havre (Seine-Maritime)

37ième congrès de la Fédération anarchiste

Cette année, au cours du week-end de la Pentecôte, notre organisation a tenu son 37^e congrès au Havre, ville de tradition anarcho-syndicaliste.

Il y a dix ans, s'est déjà tenu un congrès national, pris en charge par le groupe Jules Durand. Cet événement coïncide avec un changement de local de ce groupe au sein du quartier Franklin, haut lieu des luttes ouvrières havraises. Nouvelle adresse 53, rue Jules Tennier. C'est un moment de croissance, pour une efficacité plus grande de ce groupe !

Ce congrès s'inscrit dans une dynamique nouvelle de notre organisation. Deux cent soixante délégués ont participé aux travaux qui ont porté sur divers points (rappelons que le nombre de participant était trois fois moins élevé en 1972) :

- constat du développement de l'implantation géographique de la Fédération anarchiste sur le plan national ;
- notre organisation compte aujourd'hui 75 groupes sur l'ensemble du territoire (dont 23 en région parisienne) et 48 liaisons départementales ;

Il y a un an, le jour même du premier tour de l'élection présidentielle, nous avons tenu une réunion à la Mutualité qui a regroupé 3 500 personnes. Entre les deux tours, nous avons appelé à l'abstention au moyen de 100 000 affiches et des dizaines de milliers de tracts.

Accroissement des moyens d'expression déterminés au dernier congrès de Neuilly-sur-Marne en 1981 :

- passage du Monde libertaire à 12 pages hebdomadaires depuis le mois de janvier 82 et son amélioration qualitative, tant sur le plan du contenu des articles que sur le plan de la présentation ;
- impact considérable de Radio-Libertaire, première radio fédérale émettant en modulation de fréquence (89,5 MHz) sur la région parisienne.

La création de Radio-Libertaire en septembre 81 aura permis de divulguer et continue de divulguer à des dizaines de milliers d'auditeurs quotidiens les propositions des anarchistes pour leur projet de société.

Notre Fédération est l'une des rares organisations politiques à s'être penchée sur ce problème depuis longtemps. Plusieurs de nos groupes s'en étaient dotés bien avant le 10 mai. Mais ils ont subi la répression et le matériel a été saisi (cf. Radio-Trottoir à Toulon et Radio-Alarme à Evry). Ce matériel ne nous a pas été rendu.

Radio-Libertaire, elle, émet depuis le 1^{er} septembre 81. Dans un premier temps, uniquement avec des militants bénévoles, nous émettions quotidiennement de 18 à 22 heures. Rapidement, nous nous sommes rendus compte de l'importance de son impact, par les appels téléphoniques et le courrier d'auditeurs que nous recevions. Puis nous avons relevé le défi que nous imposait le cahier des charges et nous émettons maintenant 110 heures par semaine. Le 28 juin 82, un gala de soutien à Radio-Libertaire aura lieu à Bobino.

Considérant l'importance de cet événement, les congressistes se sont penchés sur le développement de radios fédérales en province pour l'année à venir.

Après avoir travaillé sur les structures internes de l'organisation et tiré le bilan des campagnes menées depuis le congrès de Neuilly-sur-Marne, les congressistes ont analysé le résultat d'une année de gestion par les socialistes. Confirmant une motion du dernier congrès où il était noté que l'État socialiste ne pourrait pas « changer la vie », car on ne peut à la fois satisfaire les intérêts de la bourgeoisie et ceux des travailleurs, notre organisation constate l'abandon de toutes les promesses électorales, une fois de plus, que ce soit sur les 35 heures, sur l'énergie nucléaire, les réformes de l'armée ou encore sur les libertés individuelles.

De plus, comme nous l'avions prévu, le pouvoir socialiste et communiste étatise de plus en plus la

société par les nationalisations, par sa politique d'intégration des centrales syndicales et par sa vision d' « un service public unifié » pour l'école.

Les anarchistes ayant un projet de société différente des socialistes, les congressistes n'acceptent aucun compromis avec le gouvernement. Opposés à toutes les structures étatiques, ils appellent par conséquent à l'abstention révolutionnaire aux prochaines élections municipales et mèneront particulièrement campagne sur ce sujet, en avançant leurs propositions concrètes de fonctionnement anarchiste des communes pour une société libertaire et fédéraliste.

Ils refusent la politique de l'extrême gauche en général qui consiste à coller à la gauche en espérant ramasser des miettes et en pensant la déborder lorsqu'il y aura un mécontentement populaire.

En effet, les anarchistes ne cherchent pas à déstabiliser la société en débordant les socialistes par la surenchère, mais ils se battent pour construire une société ayant comme buts : l'égalité sociale et économique ; la possession collective ou individuelle des moyens de production et de distribution ; le droit à l'éducation pour tous, quels que soient l'âge et le sexe ; organisation sociale d'une manière fédéraliste ; l'union libre et la liberté d'expression.

Les congressistes ont réaffirmé la nécessité de travailler dans le mouvement ouvrier, organisé ou non, afin de participer à la vie sociale et d'être présents dans la société et non dans un fictif ailleurs. Ils continueront à se battre aux côtés des travailleurs, pour défendre des acquis et pour obtenir des améliorations des conditions de vie des exploités (pouvoir d'achat, 35 heures, etc.), en expliquant ce que doit être l'objectif final, une société sans gouvernement, ce qu'est l'autogestion, comment cela fonctionne et au profit de qui, et ce que sont les moyens pour y parvenir. Pour mener à bien ces campagnes d'amélioration et obtenir satisfaction, les anarchistes continueront d'insister sur la nécessité de la lutte, sa forme d'organisation et la manière de la mener.

Les congressistes ont constaté le phénomène d'intégration des centrales syndicales à l'État, ainsi que la participation des ouvriers et de ces syndicats à la gestion des entreprises qui ne tend nullement à l'autogestion mais au contraire au néo-corporatisme dans lequel les travailleurs participent en réalité à leur propre exploitation.

Dans leurs lieux syndicaux, les anarchistes veulent tout faire pour que les syndicats demeurent indépendants. Les nationalisations ne sont que des étatisations. L'État-patron, c'est un système néo-corporatiste, comparable à une gestion néo-fasciste de la société. Cela nous préoccupe énormément, car il y a des espaces de liberté qui diminuent. Nous pensons qu'un pouvoir comme celui-là, devant la montée du mécontentement populaire, en arrivera à l'utilisation de la force.

L'appareil d'État tente d'intégrer à sa dynamique tout un ensemble d'organisations, ce qui est également dangereux.

Le PS et le PC ont des choix de société bien établis. Le nôtre n'est pas le même. Il s'inscrit dans les revendications légitimes et quotidiennes et fait une large part à l'entraide avec les organisations anarchistes du monde entier, sur les positions de la Première Internationale.

Pour organiser de façon optimum la société, il faut d'abord se débarrasser de l'État. C'est cette structure qui est le principal désorganisateur de la société : On le voit bien dans l'affaire des Malouines ou en Pologne. Ce sont là des preuves de l'échec de la gestion du monde par les États. On peut nous traiter d'utopistes, mais nous constatons pourtant qu'il n'est pas possible de faire pire.

Les congressistes ont ensuite réaffirmé les axes d'intervention de leur organisation. En plus des luttes ponctuelles dictées par l'actualité sociale et politique, les militants réunis en ce 37^e congrès ont défini différents thèmes de campagnes spécifiques qu'ils mèneront.

Ce sont des campagnes : pour l'abstention aux élections municipales, poursuivre la campagne antimilitariste, l'accroissement des moyens d'expression de la Fédération : Publico, Le Monde libertaire et les radios libertaires. Plus que jamais, l'organisation spécifique est nécessaire pour que nous soyons plus forts dans nos propositions et nos actions. Impliqués dans différentes actions, les anarchistes organisés au sein de la Fédération anarchiste continueront leur propagande dans

différents domaines (liberté d'expression, consommation, etc.). et travailleront à leur implication effective dans la vie sociale à travers des associations existantes ou qu'ils pourront créer.

Cette année 1982 aura marqué un net développement de notre organisation. Le point fort de ce congrès - le plus important et fructueux depuis celui de Ris-Orangis et Boussy-Saint-Antoine, aura été la volonté de renforcer les moyens d'expression de la FA et de tendre toujours plus à la construction d'une société anarchiste.

Fédération anarchiste

21, 22 et 23 mai

1983

Besançon (Doubs)

38ième congrès de la Fédération anarchiste

La Fédération anarchiste a tenu son 38e congrès les 21, 22 et 23 mai 1983 à Besançon. Ville historique, cœur de la pensée du XIXe siècle, Besançon, patrie de Tristan Bernard, Charles Fourier, Victor Hugo, des frères Lumière et de Pierre-Joseph Proudhon, vit naître en 1809 le père du fédéralisme et de l'anarchisme. L'homme qui lutta toute sa vie pour l'égalité sociale, ce qui l'amènera à ne jamais souhaiter ni le communisme, ni l'étatisme.

Les 240 congressistes, qui au travers des groupes, liaisons et individuels représentaient 85 départements, se sont penchés sur l'évolution de la FA et les propositions d'action pour les années à venir.

Après avoir travaillé sur les structures internes de l'organisation, défini et approfondi les mandats des différents secrétariats fédéraux (après comptes rendus de leurs rapports d'activités), les congressistes ont abordé le problème de la situation économique et sociale et l'ont analysé.

Bilan de la gestion socialiste et communiste

Deux ans après l'avènement de la gauche au pouvoir, toutes les motions élaborées depuis les derniers congrès de la FA se sont non seulement révélées justes, mais aussi renforcées. Ainsi, lorsqu'en juin 81 le congrès de Neuilly-sur-Marne avait défini une première motion, celle-ci signalait :

- que le nouveau gouvernement ne remplit pas ses engagements électoraux, qu'il n'est pas capable de mener à bien la transformation sociale nécessaire ;
- que c'est le système économique capitaliste tout entier qui doit être radicalement renversé ;
- que les confédérations syndicales sont déjà préparées à freiner les revendications des travailleurs. Nous avons eu « le tort d'avoir raison trop tôt ».

Aujourd'hui, le bilan de la gestion socialiste et communiste est lourd : aggravation de la situation économique, perte considérable du pouvoir d'achat (blocage des salaires, hausse des prix, hausse des impôts et diverses taxes), mise en place de l'emprunt obligatoire, remise en cause de certains acquis sociaux (Sécurité sociale), tentative sans cesse renouvelée de participation des salariés à la gestion patronale, réformes visant à l'assujettissement de l'éducation aux exigences du pouvoir, accroissement de la militarisation de la société (développement de l'armement nucléaire, protocoles d'accord Défense / Education et Défense / Culture, etc.), atteinte à la liberté d'expression et au pluralisme (interdiction des radios libres, par exemple), etc.

Le congrès a donc ressenti l'importance de présenter des solutions précises aux différents problèmes posés par la détérioration du système économique actuel.

Evidemment, pour les anarchistes, la solution se pose en termes globaux par opposition à toutes les structures et organisations politiques telle l'extrême gauche qui colle à la gauche, espérant déstabiliser la société en débordant le gouvernement par la surenchère.

La campagne sur les élections municipales

C'est ainsi que les militants de la FA ont mené une campagne lors des élections municipales et présenté un projet de commune libre. A travers toute la France, des débats et des meetings se sont déroulés pour proposer à la population notre conception de la gestion de la société et pour montrer que si nous rejetons le système actuel, c'est pour y lui opposer une société égalitaire. Lors de cette campagne fédérale, l'accent a été mis sur la différence entre la commune autonome et libertaire et la commune centralisée, administrée. Il faut se garder de confondre la municipalisation, qui n'est rien d'autre qu'une délégation de pouvoir, et cette commune libertaire qui est le creuset où viennent se mêler toutes les forces vives de la population. Il est donc nécessaire de refuser de déléguer aux conseils municipaux de nos villes des pouvoirs qui doivent appartenir tout entiers et de façon permanente aux citoyens.

La militarisation de la société

Autre temps fort du congrès : l'analyse des réformes engagées par l'État au sein de l'Éducation nationale et au sein du service national qui projettent à court terme, l'unification de secteurs clés de la société et qui cherchent, à long terme, à s'assurer un véritable contrôle social de la population (notion qui s'apparente à celle du fascisme tel qu'il a été défini par Mussolini). Ceci se concrétise en particulier par le fameux protocole d'accord entre la Défense et l'Éducation nationale signé le 23 septembre 83, qui tend à une symbiose entre l'armée et le secteur éducatif. Cet accord a provoqué de nombreuses oppositions parmi les libertaires, libres-penseurs et pacifistes. Ceux-ci ont entamé une vaste campagne d'information et de dénonciation visant à l'abrogation du protocole (à ce jour, 90 départements sont touchés par l'action des comités impulsés bien souvent par les militants de la Fédération anarchiste).

Les congressistes ont réaffirmé leurs axes d'intervention pour l'année à venir et intensifieront leurs luttes au sein de leurs groupes respectifs, luttes qui viseront d'autre part ce nouveau protocole qui vient d'être conclu entre messieurs Hernu et Lang, le 24 mai 83, à Orange, et la nouvelle réforme du service national (augmentation du volontariat, répression plus forte envers les réfractaires à l'armée...).

La mainmise de l'appareil d'État sur les syndicats

Le congrès a dénoncé la mainmise de l'appareil d'État sur les syndicats, notamment à travers l'attribution de certains postes de responsabilité politiques à des cadres syndicaux et au travers de ces commissions de concertation où les patrons, les responsables de l'État et les délégués syndicaux siègent à la même table. La FA réaffirme que l'organisation syndicale doit être au seul service des travailleurs et qu'il doit être un moyen d'action des salariés pour réaliser leur émancipation économique et politique.

Les anarcho-syndicalistes de la FA continueront, au sein des divers syndicats et confédérations, à enrayer ce processus d'intégration et à propager les propositions anarchistes.

Le combat pour la liberté d'expression

L'interdiction de Radio Libertaire, formulée par le gouvernement par le biais de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle est une mesure politique. L'apparition et la persistance des radios libres pour émettre ne sont pas des volontés délibérées de l'État socialiste. Elles sont le fait d'un combat commencé sous le gouvernement de droite précédent. La FA mènera une campagne pour la défense du regroupement Radio-Libertaire, la liberté d'expression, et par conséquent pour le respect du pluralisme bafoué par des gens qui se targuent fièrement de le respecter et de l'appliquer.

La nécessité de l'internationalisme

Le représentant de l'I.F.A. (Internationale des Fédérations anarchistes) est intervenu lors de ce 38e congrès, insistant sur la nécessité et le rôle de l'internationalisme, sans lequel un changement profond de la société ne pourrait se réaliser. La FA, adhérente à l'I.F.A., développera ses rapports avec les organisations anarchistes à travers le monde et insistera auprès des groupes sur l'importance de se fédérer dans leurs pays et régions respectifs. Les congressistes ont apprécié le travail mené par le groupe Proudhon de Besançon sur l'organisation du congrès et du meeting-gala qui s'est tenu le samedi soir et dont la partie artistique a été assurée par notre compagnon Serge Utgé-Royo devant un large public.

Ce 38e congrès aura permis de confirmer le développement des activités entamées par les militants de la FA dans toutes les luttes auxquelles ils participent, propageant leurs propositions pour construire une autre société, face au désordre engagé par les États à travers le monde. L'Utopie ne consiste pas à vouloir une société juste, égalitaire et fédéraliste, mais bel et bien de persister à croire que les États amélioreront les rapports humains et feront disparaître les injustices et les inégalités sociales.

Fédération anarchiste

9, 10 et 11 juin

1984

Toulouse (Haute-Garonne)

39ième congrès de la Fédération anarchiste

À Toulouse, le 39^{ième} congrès de la Fédération anarchiste fut le congrès de la sérénité.

Le congrès de la Fédération anarchiste est l'endroit où se mesure l'état de santé de notre mouvement libertaire, mais également les évolutions économiques et sociales de la société en place et leurs répercussions sur la formation intellectuelle des hommes et sur leur comportement. Chacune de ces assemblées rassemble des militants qui veulent changer le monde mais qui sont le reflet, non seulement de leurs espoirs, mais du milieu où ils vivent et qu'inconsciemment ils épousent. Ces colloques suivent à la trace le mouvement des êtres et des choses.

Depuis des dizaines d'années, j'assiste à des congrès ouvriers et j'ai vu, au fil des ans, leurs composantes intellectuelles et sociales se modifier, s'inscrivant dans l'évolution de l'histoire. Et à chaque fois ce n'est pas sans un sourire attendri que j'évoque les congrès d'antan. Ceux de mes vingt ans, composés en majorité de travailleurs pauvres, en bleus de travail, propres, coiffés de casquettes à pont, en Laffont, chaussés de godillots solides, qui dessinaient un type d'homme dont seules les moustaches ont survécues et dont la sensibilité à fleur de peau faisait un triomphe à l'éloquence lyrique, redondante, qui faisait »pleurer dans les chaumières. (J'ai l'impression, parfois, d'avoir gardé quelque chose de ce style désuet et attendrissant qui fit la joie de ma jeunesse.) Les hommes vivaient alors dans un monde plus simple et ni la presse, qui était grise, ni la radio, ni la télévision qui n'existait pas, n'introduisaient le militant moyen dont j'étais dans les secrets de l'économie, réservés aux « grosses têtes ». « Arrière les canons ! » simplifiait un politicien en vogue (Aristide Briand). « Arrière les bourgeois I », lui répondait en écho le militant syndicaliste. Alors, la propagande s'adressait au cœur, à partir de la morale classique, et les mystères de l'économie étaient réduits à une simplicité biblique.

Oui, pendant notre dernier congrès, je pensais à ces temps enfuis - en essayant de les retrouver - ; à ces économies qui évoluent ; à ces classes qui se font, se défont, puis se refont ; à ces êtres qui se transforment ; à cet homme moderne qui se forge chaque jour et dont il faudra emprunter le langage et les habitudes pour le convaincre que l'anarchie est une vérité éternelle. L'anarchie qu'il faudra inscrire dans un monde chaque jour différent, ce qui exclut les évangiles et les dogmes ; nous interdit toute paresse intellectuelle et nous oblige chaque année, au cours de nos assises à remettre, tels les bons ouvriers, notre travail sur le métier. Naturellement, au cours de l'évolution, il se crée des modes auxquelles on doit s'efforcer d'échapper ; mais il y a des modifications souvent imperceptibles qui seront les comportements de demain et qu'il faudra prendre en compte si on veut rester dans la course.

Le congrès de Toulouse fut bien conscient de la marche du temps et de la transformation d'un milieu rongé par la crise ; et si le projet anarchiste est inaliénable, les analyses des militants comme les moyens dégagés pour faire face aux problèmes multiples qui assaillent les hommes se sont inscrits dans les évolutions qui créent des conditions d'existence différentes.

Pour faire face, cette fin du XX^e siècle a construit un militant nouveau à qui le discours révolutionnaire enflammé ne suffit plus et dont les propos mesurés s'appuient sur une connaissance approfondie des ramifications économiques et politiques qui gouvernent nos sociétés ; et c'est dans ce sens qu'on peut prétendre que notre organisation anarchiste est jeune, moderne, avertie, et que si elle continue à donner des coups de chapeau à son histoire et à ceux qui l'ont construit, elle les installe dans leur temps en se gardant bien d'ériger leurs propos en dogmes ou en évangiles. Deux éléments ont constitué la trame sur laquelle se sont construites les résolutions du congrès dont nos lecteurs ont pu prendre connaissance la semaine dernière. La première consistait à parfaire l'organisation de notre fédération et à consolider ses oeuvres, les meilleurs outils de son combat, qui sont son journal, sa radio, son siège la rue Amelot ; et d'étendre leur pénétration à travers les provinces, ce qui, j'en conviens, est un travail ardu, mais qui est le tremplin solide sur lequel le second de ces éléments - la propagande - s'arqueboute pour répandre nos idées à travers la population.

Et c'est dans ce style concis et sobre que les orateurs se sont succédés à la tribune pour aborder ces problèmes de notre temps que sont la crise économique, le chômage, les menaces internationales,

les difficultés de la paysannerie française et du monde ouvrier, fragmentés en classes économiques différentes, que la bourgeoisie essaye de rameuter pour défendre ses intérêts qui ne sont pas les leurs mais ceux de la classe dominante ; sans négliger naturellement les problèmes de l'école, de la presse, en un mot de toutes ces libertés qui sont limitées par l'absence de moyens financiers pour en faire des réalités concrètes. Certes, dans le cadre de la société hiérarchisée et à une époque où la crise diminue le volume des affaires, il n'existe pas de solutions à la désagrégation de la société ; mais le congrès a bien compris que connaître parfaitement les rouages permettait aux militants de se battre aux côtés des travailleurs et de les éclairer sur leurs conditions réelles d'existence. congrès de la sérénité et de la réflexion, disais-je ? Attitude d'autant plus indispensable que ces assises se déroulaient dans un contexte politique et économique difficile dont les récentes élections ont souligné le caractère inquiétant et qui entre dans une phase de turbulences imprévisibles. Ce congrès fut celui de la prise en considération de la situation précaire où se trouvait la classe politique incapable de maîtriser la situation économique et dans ce sens, ce fut un congrès de la modernité et de la lucidité. Il a pressenti les remous agitant la société et qui quelques jours plus tard éclateront à la suite d'une consultation électorale médiocre, sans enjeux majeurs, déchirant la trame derrière laquelle la classe dirigeante camouflait une administration avachie, une classe politique vieillotte et archaïque, une économie en liquéfaction et à bout de souffle.

Au cours de ce cirque électoral, les populations ont emmêlé leurs bulletins de vote, les politiciens leurs discours, les directeurs de conscience leurs théories ! Les communistes ont vu s'envoler leurs illusions, les socialistes se rétrécir l'union de la gauche et la bourgeoisie douillette, apparaître le grand méchant loup ! Pour la classe dirigeante, la mansuétude envers les couches populaires c'est fini ! On va la voir s'avancer sur le devant de la scène, le sourire aux lèvres, avec dans le dos une trique dont le pommeau a la gueule de Le Pen ! Face à cette merde qui n'en finit pas d'empuantir l'atmosphère, une seule solution l'anarchie. Le 39e congrès de la Fédération anarchiste l'a proclamé à Toulouse et il a eu raison !

Maurice Joyeux

Le congrès nous permet de faire le bilan de l'année écoulée, de dégager des axes de lutte et de réflexion. Nous ne pouvons pas faire ici une liste exhaustive de ce qui s'est fait, tant la liste est longue et variée. C'est un des avantages d'une organisation fédéraliste telle que la nôtre, où tous les groupes ont la possibilité de s'orienter vers les luttes de leur choix selon leurs capacités et les localités dans les quelles ils se trouvent. Il y a bien sûr, des actions qui regroupent tout le monde, parce que décidées en congrès, relayées par la fédération ou relevant d'une œuvre collective de notre Fédération anarchiste.

À côté de la lutte que nous avons menée autour de Radio Libertaire et de sa saisie a eu notamment pour conséquences la plus importante et sérieuse manifestation que nous ayons eue depuis longtemps ainsi que des journées de propagande et des galas exceptionnels, c'est la place de l'anarchisme en France qui est en jeu. Une radio différente qui rapidement a su s'imposer et dépasser un auditoire libertaire de par les thèmes abordés et sa programmation musicale) ; sa lutte basée sur les mêmes principes depuis le début et sa manière de faire participer l'auditoire à des actions directes, tout cela a redonné un sérieux à l'anarchisme et à la Fédération anarchiste à qui on demandait son avis sur les radios libres, la venue du pape en France, les élections, etc.

Cela est un pas, mais loin d'être définitif, vers la reconnaissance par tous de l'anarchisme comme étant une proposition sérieuse et réaliste de société. C'est une condition indispensable pour la réussite de nos luttes et de notre propagande. Cela nécessite le renforcement de la qualité de Radio-Libertaire sous tous ses aspects afin que tous sachent ce qu'est l'anarchisme, en continuant sa programmation musicale et artistique qui ont fait sa notoriété, en montrant qu'une radio peut avoir des idées, appartenir à son temps et être agréable et divertissante. Cela passe aussi par la multiplication, déjà bien engagée, de l'intervention des groupes dans les vraies radios libres de province, en attendant d'autres radios libertaires. À côté des, radios, le congrès - s'est d'ailleurs penché sur tous les moyens d'expression de la Fédération anarchiste : Le Monde libertaire hebdomadaire, la librairie, l'édition, les locaux de groupes, afin d'accroître l'efficacité de ces moyens de manière coordonnée et les multiplier le plus possible.

C'est cela qui donnera du poids à notre propagande qui a porté essentiellement cette année sur trois points L'antimilitarisme est une préoccupation constante de notre organisation, tant au travers des problèmes d'objection et d'insoumission que par rapport aux protocoles interministériels militaristes : Armée-Éducation, Armée-Culture, Armée-Jeunesse et Sport. Nous nous sentons souvent bien seul dans ce combat qui prend toute sa signification lorsqu'on additionne les guerres et les menaces de guerre de par le monde ; et là, Radio-Libertaire nous est indispensable pour casser le mur du silence.

Un autre point traditionnel de notre propagande est l'antiracisme, le vrai, pas celui dont on se pare pour des victoires électorales. Beaucoup de groupes s'y sont investis, menant une lutte difficile entre l'extrême droite qui en fait son cheval de bataille et ratisse large, et la gauche au pouvoir qui expulse et qui banalise le racisme au travers des notions de quotas. L'antiracisme est le thème d'une de nos motions importante de congrès. Enfin, c'est la laïcité, projetée sur le devant de la scène grâce au projet Savary, qui sera le thème d'une autre de nos motions. Si tout le monde est d'accord contre la propagande religieuse à l'école, au nom de la liberté des enfants, les moyens pratiques à opposer au gouvernement ne sont pas simples. Si l'école confessionnelle fait l'unanimité contre elle, l'école laïque d'État est loin de faire l'unanimité pour elle. Cette motion décidée à l'unanimité essaie de présenter ces problèmes.

C'est la situation actuelle qui a mis sur le devant de la scène ces trois axes qui se relient antimilitarisme, antiracisme et la laïcité, que l'on peut présenter sous la forme de la revendication d'une société non guerrière, non religieuse, sans frontières et pour tout le monde. Si nous n'en sommes pas là, ce sont ces principes qu'il faut avancer dans la réalité d'aujourd'hui, par leur mise en pratique.

Ce ne sont pas les élections européennes qui changeront quoi que ce soit. S'y côtoient, tous partis confondus, nationalisme refus de solidarité, volonté au travers d'un État européen ou d'une entente entre États nationaux de résoudre la crise du capitalisme et de concurrencer économiquement et militairement les deux blocs constitués autour des États-Unis et de l'URSS. Notre opposition au capitalisme, aux États, aux guerres et aux frontières sont des raisons avec bien d'autres pour ne pas participer à ces élections qui ne visent qu'à renforcer sur une plus grande échelle notre exploitation.

Mais notre refus de participer aux élections politiques ne doit pas s'arrêter là, car la politique s'occupe de nous. Notre mot d'ordre d'abstention révolutionnaire veut dire que nous nous opposons à l'État par notre participation même à la société. Les organisations où nous sommes présents doivent nous permettre de nous battre contre la mainmise de l'État et des politiciens, et de pratiquer nos principes d'organisation (associations sportives et culturelles, de consommateurs, de locataires, différents comités de soutien, les lieux de vie, les mutuelles, etc.). L'anarcho-syndicalisme a occupé une place importante dans ce congrès à côté de travaux sur la crise économique et l'autogestion, même si tous les anarchistes ne sont pas anarcho-syndicalistes. Les conditions du militantisme dans les confédérations syndicales actuelles, les conditions du militantisme dans l'entreprise (délégués du personnel, comité d'entreprise, etc.), les principes de l'anarcho-syndicalisme à l'intérieur du syndicat et dans l'entreprise, voilà quelques uns des thèmes abordés. Le débat est important car c'est lier l'action dans la réalité avec nos principes qui est en jeu : oublier l'un c'est ne rien faire, oublier l'autre c'est la collaboration de classe. D'ailleurs le débat sur « Où commence la collaboration de classes ? », est souvent posé avec la nécessité de faire une différence entre ce que l'on peut proposer aujourd'hui et ce que l'on veut dans une société anarchiste : ainsi les « îlots d'autogestion » dans le système capitaliste ne peuvent être en mesure de résoudre tous les problèmes.

Nous sommes les seuls à proposer autre chose, mais cela n'est pas suffisamment ancré dans les réalités pour que cela soit pris en compte actuellement. Au travers de nos moyens : radios, journaux, éditions, librairie, et de notre militantisme, il est urgent que nous fassions cette démonstration pratique : l'anarchisme est une proposition sérieuse de société, mais aussi un moyen de combat c'est maintenant qu'il faut le pratiquer avec ses principes : action directe, fédéralisme, entraide, pour regrouper l'exigence de cette révolution.

Fédération anarchiste

in *le Monde libertaire* # 536

Le 39e congrès de Toulouse en chiffres

- Nombre de délégations : 65 groupes sur 80
- Répartition géographique : Province 39 groupes, région parisienne 26 groupes
- Nombre de délégués : 248
- Délégations étrangères : Fédération anarchiste italienne, Fédération anarchiste ibérique, Fédération anarchiste bulgare, A.N.O.R.G. (Norvège), Comité de Relations de l'Internationale des fédérations Anarchistes (C.R.I.F.A.).

Motion sur la laïcité

Motion d'orientation adoptée au 39e congrès de la Fédération anarchiste réuni à Toulouse les 9, 10 et 11 Juin 1984

La laïcité a toujours été au cœur du combat anarchiste. L'école privée, religieuse à plus de 90% ; est avant tout porteuse de l'idéologie cléricale, ce qui est inacceptable dans un service public visant à l'éducation. c'est aussi par excellence l'école du capitalisme. Ceci est mis en évidence par le financement à outrance des écoles techniques privées par les patrons, par le biais de la taxe d'apprentissage.

C'est donc sans ambiguïté que nous nous prononçons pour la défense des acquis, quoique insuffisants, de l'école laïque :

- gratuité de l'enseignement ;
- garantie statutaire pour les enseignants qui permet une certaine indépendance pédagogique.

Nous rejetons toute école privée confessionnelle. Qu'aucun financement public n'aille à l'école privée, qu'aucun enseignement religieux ne soit permis dans l'enceinte d'une école ou dans son cadre à l'extérieur de cette enceinte et ceci au nom du respect de la liberté de l'enfant.

Cependant :

- le statut particulier d'Alsace-Moselle n' a pas été remis en cause ;
- pire, les lois Savary et les lois de décentralisation vont étendre la notion de « caractère propre » de l'enseignement privé (défini par la loi Guerneur-Debré) à l'enseignement public, mettant l'ensemble des enseignants à la merci des pressions de groupes extérieurs : notables locaux, patronat, organisations de parents d'élèves (si cette intervention tend à se substituer à l'indépendance pédagogique de l'enseignant). nous ne sommes pas pour auant oppsés, bien au contraire, à ce que les enseignants, sur la base du volontariat, mettent en place une stratégie contre l'échec scolaire, sous la forme d'un projet pédagogique ;
- le protocole Hernu-Savary offre à l'armée la possibilité d'intervenir à l'intérieur des établissements scolaires.

L'école public ne reçoit toujours pas les moyens de remplir ses fonctions de service public (budget, formation des enseignants, auxilariat ...) alors que le financement de l'enseignement privé devient obligatoire (loi Savary aggravant la loi Guerneur).

En avançant et défendant de tels projets, la gauche s'est, comme sur les autres terrains, totalement disqualifiée dans le domaine scolaire. Ces projets (Savary, décentralisation ...) entrant dans un projet global de société que nous combattons.

Les anarchistes ne confondent pas décentralisation et fédéralisme, ni cogestion et gestion directe.

Pour autant, nous restons tout à fait lucides sur la réalité de classe de l'école publique (reproduction des classes sociales et du schéma social existant).

Ainsi, les anarchistes ont leur propre idée de la laïcité : c'est l'éducation qui tend à la disparition de toute tutelle religieuse, bourgeois et étatique ; éducation qui ne se réalisera que dans une société sans État et sans classes : une société socialiste libertaire et qui sera l'œuvre de toutes les parties concernées (enseignants, enseignés et parents).

Fédération anarchiste

Motion contre le racisme

Motion d'orientation du 39e congrès de la Fédération anarchiste réuni à Toulouse les 9,10 et 11 Juin 1984

La Fédération anarchiste continue son combat antiraciste et lutte pour l'égalité de tous les droits entre les français et les immigrés, sans perdre de vue qu'ils ne suffisent pas à leur émancipation.

La Fédération anarchiste considère que la fermeture des frontières est inacceptable, la libre circulation des hommes et des idées impliquant le droit de vivre dans le pays de son choix.

La Fédération anarchiste s'oppose aux expulsions, à l'instauration des quotas dans les villes et les écoles.

La Fédération anarchiste dénonce l'aide au retour qui n'est qu'une expulsion déguisée et un facteur de division des travailleurs.

Donc :

- la Fédération anarchiste encourage les associations d'immigrés en lutte contre le racisme. Elle est présente dans les collectifs antiracistes pour faire entendre sa voix et contrer toutes les récupérations politiques, confessionnelles ou cléricales ;
- la Fédération anarchiste s'engage à tout mettre en œuvre pour combattre tout mouvement incitant à la haine raciale et à la discrimination ;
- la Fédération anarchiste s'engage donc à développer activement une propagande antiraciste et antifasciste.

Fédération anarchiste

25, 26 et 27 mai

1985

Paris

40ième congrès de la Fédération anarchiste

Souveraineté, mandatement, révocabilité, autant de termes chers aux militants libertaires, termes qui, au-delà des définitions précises et que nous savons appliquer, sont des concepts garantissant contre une possible prise de pouvoir personnel ou d'une fraction. La Fédération anarchiste vient de clore son 40e congrès. Il nous est apparu intéressant non de décortiquer, mais de montrer comment les militants de la Fédération anarchiste font fonctionner leur organisation.

Les sympathisants qui lisent le Monde libertaire, écoutent Radio-Libertaire ou discutent avec les militants F.A. dans leur entreprise, leur ville ou leurs associations, distinguent les deux grands courants historiques du socialisme. Le socialisme autoritaire et, celui dont nous nous réclamons, le socialisme libertaire. De ces deux courants historiques et irréconciliables découlent une explication et une appréhension du monde dans lequel chaque homme et femme évoluent. Plus prosaïquement et revenant à nos moutons, ces deux courants ont engendré, entre autres, deux manières, absolument contradictoires, de prendre des décisions. L'une orientant l'ensemble des militants vers une direction imposée, schéma centraliste et autoritaire. Dans l'autre cas, le corps constitué de l'organisation oriente celle-ci selon des moyens et principes qu'il a lui-même définis.

Les décisions prises par l'ensemble des militants de la Fédération anarchiste résultent des choix effectués après discussions et infirment de façon magistrale l'idée selon laquelle tout anarchiste qui se respecte doit être « génétiquement » opposé à toute forme de coordination ou bien incapable de réaliser un semblant d'organisation. Là encore, le congrès, souverain, puisque lui seul sanctionne le travail effectué durant l'année écoulée et oriente par son dynamisme l'organisation vers des options qu'il a choisies, apporte un démenti catégorique à ces assertions caricaturales.

Évidemment, l'actualité n'est pas figée et les mouvements sociaux, politiques, culturels, économiques nous amènent à prendre des décisions aux moments opportuns. Des militants désignés à l'unanimité (et donc avec l'accord de tous les congressistes eux-mêmes mandatés par leurs groupes) auront pour tâche, il est vrai importante, de décider en cours d'année. Là encore, libre initiative est laissée à ces secrétaires. Toutefois ils agissent après concertation avec d'autres militants, auprès desquels ils prennent avis. Leur travail, leurs analyses et leurs décisions restent, en règle générale, subordonnés aux orientations que le congrès leur a fixées. Le bilan annuel que tire chaque secrétaire expose l'activité dans laquelle s'est engagé son secrétariat en la restituant dans le cadre de l'ensemble de la fédération. Ainsi, la totalité des bilans forme un tout cohérent et reflète la réalité de nos activités. Les militants mandatés par leurs groupes (250 en moyenne) ont un contrôle total sur chaque secrétaire. Contrairement aux autres organisations se prévalant d'une représentation populaire qui, comme chacun sait, réduit l'individu à un poids dans la balance des choix politiques, le congrès garantit à n'importe quel individu la possibilité d'exposer son point de vue, d'émettre des désaccords qui, s'ils sont fondés, provoquent un débat dont l'issue est le plus souvent un consensus de multiples positions. Nous ne sommes absolument pas effrayés comme le sont les organisations marxistes de l'importance donnée à l'individu en tant que tel.

La Fédération anarchiste se revendique dans ses congrès de la richesse des interventions et positions qui, si elle permet l'autonomie des individus et groupes la composant, représente une réelle cohésion. Du congrès 84-85, des motions ont été adoptées. Toutes ne l'ont pas été sans débats houleux. Des coups de gueule se sont fait entendre. Débats passionnés qui valent largement le ronronnement, la somnolence des congrès des "grands partis démocratiques" où tout est fixé d'avance, une bonne fois pour toutes. Certaines motions adoptées à l'unanimité vous sont présentées dans ce numéro. Elles serviront de base de travail aux militants de la Fédération anarchiste dans le cadre de leur propagande.

D'autres, comme celle se rapportant à la campagne contre les élections législatives de 1986 ne vous sont pas soumises. Rassurez-vous, il s'agit uniquement d'un manque de place. L'actualité ne s'arrête pas lors de nos congrès. Cette campagne aura pour but, outre mettre l'accent sur la démission politique que représentent ces élections législatives, de dénoncer les interdictions qui nous sont faites, qui s'opposent à notre passage dans les médias. Rappeler également aux travailleurs leur force et leur capacité propositionnelle lors du Front populaire ou de la révolution

espagnole. Cette année 1986 sera également un anniversaire pour les anarchistes. L'abstention révolutionnaire sera proposée. Option qui sera développée lors de meetings-débats, colloques, pendant les semaines préélectorales par les militants de la fédération, aidés en cela par leurs sympathisants, qui s'attacheront à exposer leurs propositions de transformation sociale et économique de la société.

Voilà, un congrès s'achève. Il reste du pain sur la planche pour les révolutionnaires qui se meuvent dans une société de classes dont les piliers se désagrègent inexorablement. Nous ne reconstruirons qu'en nous organisant.

Salut et anarchie.

Fédération anarchiste

Réflexions autour d'un congrès

La Fédération anarchiste a réuni le week-end dernier son congrès annuel. Bien sûr, un congrès sert à gérer le présent : qui, pourtant, de date en événement, comme sur les pierres d'un chemin, n'a pas la tentation de mesurer le temps parcouru ? D'où faire commencer le long combat des libertaires ? Des présocratiques ? Diogène ? Les Frères du Libre Esprit ? Du Premier Mémoire sur la propriété ? Du congrès de Saint-Imier ? Goodwin, peut-être ? On ne sait trop... Apparemment, à toutes les périodes de l'histoire connue, des hommes et des femmes, quelquefois en petit nombre et parfois par millions, ont tenté de construire une société humaine qui unirait à la fois l'égalité des conditions de vie et la liberté individuelle.

On retrouve, par bribes, par citations, par allusions, étouffée, gommée, calomniée, la rumeur sociale des combats qu'ils ont menés contre les propriétaires, les marchands et les États. La revendication égalitaire et libertaire s'entrevoit semblable à elle-même au cours du temps, et qu'elles que soient les conditions matérielles d'existence de l'instant. Au XIXe siècle, on a pu croire que l'histoire avait un sens, que l'enchaînement conflictuel des actions humaines n'était que passages obligés vers l'homme nouveau et la société harmonieuse. Il apparaît aujourd'hui que le problème est à la fois moins métaphysique et plus difficile. La simple accumulation des moyens de transformer la nature n'engendre pas un individu modifié : les déterminismes successifs ont pétri toujours la même pâte humaine et rien ne suggère une mutation biologique - ou psychologique de l'espèce ; pas de surhomme, individualiste ou socialiste, à l'horizon de l'histoire. La disparition de la pénurie matérielle pour une fraction de l'espèce et le développement prodigieux de l'appareil scientifique et technique n'augure pas d'une abondance même relative pour tous, la pauvreté est consubstantielle de la société inégalitaire, indépendamment de son niveau de développement matériel. Sa cause est la domination de l'homme sur l'homme et non pas la manière de fabriquer des calories alimentaires ou des kilowatts. Et cela malgré la quantité énorme de produits fabriqués. La disparition des famines et des épidémies en Europe et en Amérique du Nord ne doit pas nous faire oublier la permanence de l'indigence sous la richesse occidentale, et de la sous-alimentation et des disettes dans le restant du monde.

De l'air du temps à l'organisation Plus difficile, disions-nous, puisque nous n'avons rien à attendre de l'histoire et tout de nous-mêmes. Les échecs des révolutions de 1871, de 1917, et de 1936, avec leurs conséquences, ont affaibli la revendication égalitaire et libertaire, mais ils n'en ont pas fait disparaître les causes, et des mouvements révolutionnaires futurs mûrissent un peu partout dans le monde. « Il ne viendra à l'esprit d'aucun homme sérieux d'indiquer à l'avance les voies et les moyens par lesquels doit s'accomplir la révolution, prologue de la rénovation sociale. Une révolution est un fait naturel, et non l'acte d'une ou plusieurs volontés individuelles : elle ne s'opère pas en vertu d'un plan préconçu, elle se produit sous l'impulsion incontrôlable de nécessités auxquelles nul ne peut commander. », exposait James Guillaume (1), condamnant toute activité de type blanquiste, nous dirions avant-gardiste, dans les bouleversements sociaux.

Trop de nos camarades ont lu ces quelques phrases comme une condamnation de toute organisation. Toute la vie de Guillaume, comme de son ami Bakounine, prouve que s'ils pensaient l'un comme l'autre qu'on ne pouvait anticiper ou hâter les grands bouleversements, il est indispensable de s'y préparer, notamment par l'organisation. Le mouvement libertaire n'a réussi à incliner les choses vers plus de liberté et plus d'égalité que là où il était associé, où des liens de solidarité liaient entre eux les militants, les groupes, les régions, voire- les groupements de plusieurs nations. Cette fédéralisation des libertaires avec eux-mêmes est un problème constant, que nous devons constamment étudier, pour qu'ensemble nous soyons plus forts.

L'air du temps, après 1968, était porteur de germes libertaires ; nous n'avons peut-être pas su les mener à l'éclosion. Aujourd'hui, on parle beaucoup de réconciliation du mouvement comme récemment aux Journées libertaires de Lyon ; souhaitons-nous assez de conscience pour mener à

bien la construction d'un grand mouvement libertaire, ici et ailleurs.

Jacques Toublet

in le Monde libertaire # 577

(1) James Guillaume, « Idées SUT l'organisation sociale », in « Ni Dieu ni maître, anthologie de l'anarchisme », recueillie par D. Guérin.

Les congressistes et l'action directe...

Ce dimanche 26 mai vers 19 heures, la place ensoleillée des Abbesses à Montmartre grouillait, comme toujours, de touristes. Ces derniers, par groupes de trois ou quatre, vaquaient, désœuvrés, à de creuses conversations. Comme toujours, à l'angle de la rue La Vieuville, le commissariat ne biglait rien de mieux qu'à l'ordinaire. Et pourtant. Ces deux cents touristes-là attendent un signal, celui de l'occupation de l'hôtel dit du Bouquet de Montmartre. Ces deux cents touristes sont des congressistes de la Fédération anarchiste. Décidés à affirmer bien haut Radio-Libertaire ne se taira pas ! Il faut bien rappeler que ledit Bouquet de Montmartre abrite l'émetteur (il en supporte aussi l'antenne) de Radio-Métropolis, station qui cherche à se vendre et s'est installée pour « exister » sur la fréquence de la Voix sans maître. Ce qui explique notre irruption dans l'hôtel, sans casse, et de l'installation sur le toit, au pied de l'antenne, d'une banderole « Fédération anarchiste ». Montmartre redevenu quelques heures commune libre a vu pâlir ce Bouquet-là, et en rit encore.

Pupuce

in le Monde libertaire # 578

Motion sur les luttes d'indépendance et la Nouvelle-Calédonie

Motion d'orientation adoptée au 40e congrès de la Fédération anarchiste réuni à Paris les 25, 26 et 27 mai 1985

La Nouvelle-Calédonie est une colonie française depuis que les français s'y sont installés en 1853. Si le terme de colonie a été remplacé par « territoire d'outre-mer », la politique sociale qui y est menée n'en est pas moins un apartheid à la française. L'île a d'abord intéressé l'État français pour ses richesses minières, désormais, elle l'intéresse davantage pour sa position stratégique, économique et militaire dans le Pacifique : si les socialistes partisans de l'indépendance parlent « d'indépendance-association », n'est ce pas aussi pour préserver une base militaire ? cela est si vrai que, récemment, le gouvernement annonçait le renforcement de la présence militaire française en Nouvelle-Calédonie. Ceci explique le louvoiement du gouvernement et l'établissement d'une « période de transition ».

La France était et reste un pays colonialiste. Le cas de la Nouvelle-Calédonie n'est pas unique. Dans d'autres parties du monde, d'autres populations continuent de subir encore le joug colonial (Antilles, Réunion, Polynésie, Guyane ...) et les événements actuels auxquels nous sommes confrontés sont destinés probablement, à terme, à se répéter en ce qui concerne la France. Nous assistons aux dernières manifestations d'un phénomène irréversible de la décolonisation que les tentatives nationalistes et chauvines d'une grande partie de la classe politique métropolitaine ne pourront pas enrayer.

La Fédération anarchiste constate que la lutte menée par la population kanake en vue de son indépendance. Opposée par principe à toute forme de colonisation, elle s'associe et soutient cette lutte en tant que lutte anticoloniale. Elle estime qu'aujourd'hui la construction en France d'un courant d'opinion l'appuyant et prêt à s'opposer à tout recours à la violence, qu'elle vienne de la droite ou de la direction de l'État, sera déterminante. Il est nécessaire de mettre en échec toute tentative d'étouffement de cette lutte par la répression ou les manœuvres électorales.

C'est aux populations opprimées de Nouvelle-calédonie seules qu'il appartient de décider ce que sera une Nouvelle-Calédonie indépendante, mais, anarchistes partisans d'une société sans classes ni État, nous ne pouvons pas ne pas tenir compte dans notre soutien des conditions dans lesquelles l'indépendance va se réaliser.

Nous savons que les différentes luttes anticoloniales et de libération nationale, telles qu'elles se sont déroulées, ont toutes donné jusqu'à ce jour naissance à un nouvel État. Bien plus : elles ont accompagné le mouvement d'étatisation de la société à l'échelle mondiale. La volonté de se débarrasser d'un oppresseur étranger a toujours été payée par la mise en place d'une nouvelle bourgeoisie nationale, c'est-à-dire d'une nouvelle classe exploitante, au détriment des travailleurs. Quant aux tentatives gauchistes d'utiliser ces luttes dans un but anti-impérialistes ou « progressiste », elles ont toutes échoué puisque renfermées dans un cadre étatique et nationaliste. A l'indépendance et à la décolonisation « formelles » a succédé une situation de dépendance ou de tutelle à caractère néo-colonial, soit vis-à-vis de l'ancienne métropole, soit par rapport à l'une des puissances impérialistes.

Nous ne pouvons pas faire abstraction de tant de faits majeurs dont nous devons tenir compte dans notre soutien aux Kanaks en lutte. Ainsi, nous ne pouvons pas négliger les conditions dans lesquelles l'indépendance pourra être réalisée.

La Fédération anarchiste estime qu'aujourd'hui, une indépendance kanake qui se bornerait à la mise en place d'un nouvel État, fût-il démocratique voire socialiste, se révélerait être une nouvelle mystification pour les travailleurs. La revendication d'une liberté politique n'est pas suffisante à l'obtention d'une émancipation économique et sociale pour l'ensemble de la population. La lutte

pour l'indépendance ne doit pas être dissociée d'une lutte pour l'égalité économique et sociale de tous les individus. Et cela ne peut se faire qu'en dehors et contre toute forme de pouvoir politique, de tout État.

En conséquence, la sympathie que nous pouvons éprouver envers tous ceux qui se battent aujourd'hui pour l'indépendance immédiate du peuple kanak ne peut pas signifier une adhésion ou un soutien aux organisations politiques qui entendent diriger cette lutte.

Fédéralistes libertaires, nous ne pouvons que reconnaître le droit à l'autonomie de tous ensemble humains quels qu'ils soient. Internationalistes, nous sommes solidaires et nous apportons notre soutien à toutes les luttes anticoloniales. Révolutionnaires anarchistes, nous ne pouvons pas faire confiance aux réalisations politiques des dirigeants kanaks et oublier les distinctions de classes existantes et celles qui naîtraient d'un État kanak. En Nouvelle-Calédonie comme ailleurs, il ne s'agit pas d'un problème d'ethnies mais d'un problème de classes.

Fédération anarchiste

Motion sur les lois anti-anarchistes

Motion d'orientation adoptée au 40e congrès de la Fédération anarchiste réuni à Paris les 25, 26 et 27 mai 1985

En 1894, le Parlement promulgue une loi contre toute propagande anarchiste, supprimant tout droit à l'expression pour tout un courant de pensée du mouvement ouvrier. Dès ce moment, l'émission de cette loi désigne les anarchistes comme individus professant la désertion dans l'armée mais surtout assimile les anarchistes aux « voleurs » et considère tout regroupement comme association de malfaiteurs ; arrestation lors de meetings, déportation à la suite de manifestations ont été les résultats immédiats de l'application de cette loi.

1985. Les anarchistes sont toujours présents dans les luttes économiques et sociales. La Fédération anarchiste réaffirme toujours les principes inaliénables de l'anarchisme : fédéralisme, gestion directe, égalité économique, conditions nécessaires à la construction d'une société sans classes ni État.

Quatre-vingt-onze ans après, l'anarchisme gêne toujours autant le pouvoir et cette loi qui n'a jamais été abrogée peut à tout moment être appliquée.

Alors qu'un ministre dit : « Le mouvement anarchiste fait partie du patrimoine historique et culturel français », nous nous étonnons de la persistance de cette épée de Damoclès. La reconnaissance de Radio libertaire par l'État doit entraîner la suppression de ces lois anti-anarchistes.

A l'heure où l'anarchisme se développe en France, il est important de dénoncer vigoureusement cette loi. Le moment nous semble propice pour développer une campagne de défense et d'explication de nos idées.

Sensibiliser, entre autres actions, tous les mouvements sociaux, humanistes est un gage de réussite de cette campagne.

Fédération anarchiste

Motion sur le Tiers-monde

Motion d'orientation adoptée au 40e congrès de la Fédération anarchiste réuni à Paris les 25, 26 et 27 mai 1985

Face à l'aggravation du problème de la faim dans le monde, utilisé par les médias pour culpabiliser les exploités, qualifiés de « nantis » des pays développés, nous réaffirmons que les besoins fondamentaux de tous les individus ne sauraient être satisfaits sous la tutelle des États et de l'économie de marché.

Nous avons donc conscience que l'hécatombe humaine dans les pays du Tiers-Monde et la « crise » que nous vivons ont une même cause : un système de profit basé sur l'exploitation d'une majorité par une minorité dont la dégénérescence actuelle ne fait qu'accentuer les vicissitudes.

Ainsi, nous dénonçons non seulement le capitalisme (privé ou d'État) et sa logique, mais aussi les pouvoirs étatiques qui ne sont (et qui ne peuvent être) que les chiens de garde du système à l'intérieur des frontières où ils sévissent.

C'est pourquoi l'aide institutionnelle apportée par les États dits « riches », qui pillent les pays du tiers monde par l'intermédiaire des multinationales, aux pays dits « sous-développés » ou « en voie de développement » n'est en fait qu'une manière de le faire perdurer tout en accentuant la division internationale du travail. Sans oublier la redoutable efficacité des ventes d'armes.

Ainsi, nous ne pouvons qu'être solidaires avec les groupes de base qui s'organisent dans les trois continents pour prendre en charge le secteur économique et social en accord avec les idées que nous avons toujours défendues, ainsi qu'avec l'action des organisations non gouvernementales qui les soutiennent, sans intérêts politiques ou religieux.

Face à l'idéologie néo-libérale montante et à l'offensive de la droite dans les milieux tiers-mondistes, nous insistons sur le fait que la liberté d'expression ne peut être dissociée de l'émancipation économique et sociale.

Fédération anarchiste

Motion sur le mouvement ouvrier

Motion d'orientation adoptée au 40e congrès de la Fédération anarchiste réuni à Paris les 25, 26 et 27 mai 1985

La Fédération anarchiste constate qu'à la faveur des mutations socio-économiques, le mouvement ouvrier ne parvient pas à contrer les objectifs du patronat. Le grand nombre des sans-emploi, la précarité des emplois créés, la perte des acquis, notamment dans le domaine de la protection sociale, la disparition des minimums garantis de salaire sont des objectifs du patronat et du gouvernement que les travailleurs doivent contrer en s'organisant directement sur leur lieu de travail avec l'aide de leur syndicat ou en dehors.

La Fédération anarchiste constate dans de nombreux endroits la création d'associations, de groupes de chômeurs. Elle appelle ses militants à participer à ce mouvement dont elle souligne l'importance par la résistance qu'il peut opposer aux empiètements de l'État et du capitalisme. L'intervention des anarchistes dans ce mouvement est déterminante pour empêcher toute récupération politicienne ou fascisante.

Les militants de la Fédération anarchiste préconisent la participation aux luttes des salariés en faisant valoir des propositions concrètes de gestion directe. Ils insistent particulièrement sur la prise en charge par le mouvement ouvrier de la formation professionnelle qui déterminera la place des travailleurs dans la société. Ils invitent tous les militants syndicaux à défendre l'indépendance du mouvement syndical vis-à-vis des partis politiques, de l'État et du patronat.

Fédération anarchiste

5 et 6 octobre

1985

Paris

41ième congrès de la Fédération anarchiste

17, 18 et 19 mai

1986

Perpignan (Pyrénées-Orientales)

42ième congrès de la Fédération anarchiste

Autour d'un congrès

Le quarante-deuxième congrès de la Fédération anarchiste s'est tenu les 17,18 et 19 mai derniers. Cent cinquante délégués représentant les quatre-vingt groupes, cinquante liaisons et la centaine de militants individuels qui composent l'organisation se sont réunis à Perpignan durant trois jours afin de dresser le bilan des campagnes menées au cours de l'année écoulée et les moyens nécessaires pour y parvenir.

Quarante-deuxième congrès

Trente-deux ans se sont maintenant écoulés depuis ce jour lointain qui vit la reconstitution de la Fédération anarchiste, après le naufrage de la jeune organisation qui avait été créée à la Libération et qui fut engloutie dans ce qui fut l'« affaire Fontenis ».

Ces trente-deux années écoulées sanctionnent la capacité de la Fédération à s'inscrire dans la durée. Elles constituent la marque indéniable de la stabilité de la F.A. dont l'assise fut plus récemment consolidée par la parution hebdomadaire du Monde libertaire en 1977, l'acquisition de la librairie du 145 rue Amelot, en 1980 et la création de Radio libertaire en 1981.

C'est aussi la stabilité qui caractérise le mieux le dernier congrès : principalement centré sur le développement interne et le renforcement de l'organisation, les thèmes d'analyse qui y furent débattus tournèrent essentiellement autour des conséquences sociales de la crise et de la dégradation des conditions de vie, marquées par le terrorisme, l'accentuation de la répression et l'augmentation des forces répressives.

Renforcement interne

Le congrès annuel est la seule instance qui soit véritablement décisionnelle au sein de l'organisation. Après avoir contrôlé la bonne exécution des mandats attribués aux responsables fédéraux nommés par le congrès précédent, les délégués représentant l'ensemble de l'organisation firent le bilan des actions engagées au cours de l'année écoulée. Ils débattirent ensuite des orientations à donner à l'organisation et des actions envisagées et arrêtèrent les moyens nécessaires.

Cette année, les principales décisions qui furent prises quant au fonctionnement des instances de la Fédération concernèrent l'imprimerie fédérale (augmentation de ses capacités par la dotation de matériels récents et plus performants, amélioration de son fonctionnement par la transformation de sa structure) et Radio libertaire (actualité de la lutte pour imposer la pérennité de son existence et adaptation du secrétariat à la programmation afin de faire face à l'immensité de la tâche que représente la gestion de la grille d'émission).

Contre la répression

Des débats qui suivirent, portant sur l'analyse de la période, deux thèmes furent retenus. Le premier qui traitait du terrorisme fut l'occasion d'un vif débat à propos des conséquences désastreuses au plan de la répression que les actions terroristes entraînent inéluctablement pour le mouvement ouvrier et pour les organisations révolutionnaires. La discussion fut close par la confirmation de la position adoptée par la Fédération : refus de l'action terroriste et de toute ambiguïté entre notre projet révolutionnaire et les idéologies terroristes actuelles d'une part, et dénonciation d'autre part de la répression étatique et de la propagande sécuritaire qui, pour l'État, est prétexte à accroître et perfectionner son appareil répressif.

Le deuxième thème marquant de ces journées abordait le problème de solidarité internationale (le rapport du secrétaire aux Relations Internationales mit l'accent sur la répression syndicale subie en Espagne par les militants anarchistes et anarcho-syndicalistes) et la question du prochain congrès de l'Internationale des Fédérations Anarchistes qui doit avoir lieu en France à la fin de l'année ; la Fédération anarchiste ayant la charge de son organisation. Le moment venu, nous vous informerons des décisions prises et des motions adoptées par ce congrès de l'I.F.A.

Philippe Boubet

Motion de solidarité internationale

Motion adoptée au 42e congrès de la Fédération anarchiste réuni à Perpignan les 17, 18 et 19 mai 1986

Fidèle à sa tradition de solidarité internationale, la Fédération anarchiste apporte son soutien à tous les anarchistes et anarcho-syndicalistes victimes de la répression. Dans les mois à venir, une campagne va être entamée sur ce thème, notamment à propos de l'Espagne.

Le régime espagnol n'a pas rompu pleinement avec tout ce qui avait été mis en place sous Franco. La police continue à torturer, la justice continue à inculper et condamner des militants ouvriers, en s'appuyant sur des provocations policières et des manipulations.

Il y a quelques années, nous avons connu l'affaire de la Scala, à Barcelone, où la police avait organisé l'incendie du théâtre, utilisant ensuite cet accident au cours duquel des militants de la C.N.T. avaient péri pour inculper de nombreux cénétistes.

Aujourd'hui, c'est dans une autre région d'Espagne, à Vitoria, que six militants de la C.N.T. sont victimes d'une machination policière.

A l'occasion d'un long conflit à l'usine Michelin en 1980, la C.N.T. s'était fortement implantée dans cette entreprise, prenant la majorité au comité d'entreprise. aussi, lorsque des attentats furent perpétrés contre deux responsables de Michelin, en mai et juin 1984, par les commandos autonomes anticapitalistes et l'E.T.A.-P.M., la police n'hésita pas à profiter de l'occasion pour frapper la C.N.T. en tentant d'établir une relation entre les luttes ouvrières de Michelin et le terrorisme basque.

Six militants de la C.N.T. furent arrêtés :

- Guillermo Guerrero, ancien membre du comité d'entreprise de Michelin, licencié en 1981 ;
- Santiago Abad, ancien délégué de la C.N.T. chez Michelin en 1980 ;
- José Manuel Collado, délégué de la C.N.T. de Michelin ;
- Vincente Alvarado, secrétaire du syndicat des industries chimiques de Vitoria ;
- Andrés Sanchez, récemment licencié de chez Canon ;
- Guillermo Argos, employé de la société Explosivos Rio Tinto.

Au cours d'une journée de grève de protestation, le 28 Novembre 1984, la C.N.T. paralysait Michelin, Explosivos Rio Tinto, C.E.S.P.A. et d'autres usines de Vitoria, ce qui montre que les camarades de travail des inculpés n'étaient pas dupes.

Depuis toujours, la C.N.T. est très claire à ce sujet. Elle ne soutient pas l'action violente de l'E.T.A. et situe son action dans le cadre de la défense des intérêts ouvriers.

Aujourd'hui, tous les inculpés ont été libérés contre le paiement de cautions élevées, mais ils vont prochainement passer en procès sous les inculpations les plus diverses ayant toutes rapport avec l'action terroriste (vols à main armée, attentats, etc ...). Le ministère de la Justice requiert contre eux un total de 107 années de prison, pour des faits qu'ils n'ont pas commis et pour lesquels il n'existe pas la moindre preuve.

Au cours de leur détention, ils ont subi des tortures diverses, depuis les multiples coups (coups de pied, coup de poing, coups portés avec des objets contondants) jusqu'aux tortures psychologiques (menaces de mort et de représailles contre les membres de leur famille). Le pouvoir a gardé le silence sur ces faits accablants.

Dans cette affaire, le pouvoir espagnol mène une attaque en règle contre une organisation syndicale

qui a participé avec vigueur aux luttes sociales de ces dernières années en Euzkadi contre les restructurations industrielles qui ont particulièrement affecté cette région. Le développement d'une alternative syndicale, face à l'U.G.T. qui pratique la collaboration la plus ouverte avec le gouvernement, constitue le véritable enjeu du procès qui va s'ouvrir.

La Fédération anarchiste assure les inculpés de son entière solidarité.

Fédération anarchiste

6, 7 et 8 juin

1987

Angers (Maine-et-Loire)

43ième congrès de la Fédération anarchiste

Motion économique

Motion d'orientation du 43ième congrès de la Fédération anarchiste réuni à Angers les 6, 7 et 8 Juin 1987

Face à la restructuration du capitalisme dans son mode de régulation et d'exploitation, la Fédération anarchiste réaffirme la nécessité de rompre avec un système fondamentalement inégalitaire. On assiste à un accroissement des privilèges des couches dominantes et surtout à une remise en cause des garanties sociales, et des acquis sociaux en général.

Sur ces différents points, le gouvernement Chirac poursuit et amplifie la politique menée par les socialistes au pouvoir. Il mène une politique de cadeaux massifs et systématiques aux privilégiés. Notons entre autres :

- 1) Le démantèlement du Code du travail, avec d'une part la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, et d'autre part le projet Séguin d'aménagement du temps de travail à la discrétion des patrons.
- 2) La réforme de l'A.N.P.E., qui va dans le même sens puisqu'elle donne aux maires et aux organisations patronales la possibilité de gérer l'emploi à leur avantage.
- 3) La suppression de l'impôt sur les grandes fortunes et l'amnistie sur les fuites de capitaux.
- 4) Le démantèlement de la Sécurité sociale.

En outre, on observe une évolution vers l'individualisation de la protection sociale, la remettant en cause dans son principe. Au terme du budget 1986, les 100 000 personnes percevant les revenus les plus élevés (plus de 55 000 francs par mois) paieront 7 milliards de francs en moins, les autres 7 milliards de prélèvements sociaux en plus (sources I.N.S.E.E.).

Ces attaques ne laissent pas de doutes, nous assistons aujourd'hui à un véritable démantèlement de l'ensemble des acquis économiques et sociaux. Après le mythe de la croissance, on assiste aujourd'hui à la mise en place d'une société à deux vitesses, caractérisée par l'exclusion d'une couche de plus en plus grande de la population.

Aujourd'hui, pour beaucoup, il ne s'agit plus de se battre pour l'augmentation du pouvoir d'achat, mais pour assurer leur survie. Dans ces conditions, nous assistons à l'émergence de luttes sur des thèmes tels que : le logement, les transports, l'alimentation, un revenu minimum garanti (luttes qui sont déjà vitales pour beaucoup de gens).

La Fédération anarchiste ne peut que se solidariser avec tous ceux qui, par ce type de résistance, refusent d'accepter cet état de chose, elle appuie ses luttes pour la satisfaction des besoins de chacun. Mais, ne nous trompons pas : ce que cherche aujourd'hui la bourgeoisie, c'est légitimer ce nouvel ordre économique et social issu de la crise.

Plus que jamais, nous pensons qu'il est indispensable de rompre avec cette logique de restructuration du capitalisme. Pour nous, il est prioritaire de refuser les conditions que patronat et gouvernement nous imposent par un chantage à la crise. L'élargissement des luttes anticapitalistes associant travailleurs, chômeurs et précaires constituent aujourd'hui une nécessité impérieuse.

Cet élargissement des luttes de classes doit conduire à l'expropriation des détenteurs des moyens de production, à l'abolition du salariat, et à la gestion directe visant à l'égalité économique et sociale.

Fédération anarchiste

Motion anarcho-syndicaliste

Motion d'orientation du 43ième congrès de la Fédération anarchiste réuni à Angers les 6, 7 et 8 Juin 1987

Les anarcho-syndicalistes de la Fédération anarchiste ont, lors de son 43ième congrès, élaboré la motion suivante :

Tour d'horizon de la situation sociale

La fameuse crise du syndicalisme dont tout le monde parle ne semble pas avoir incité les diverses confédérations à changer d'attitude.

Suspecte d'alignement gouvernemental jusqu'en 1983, la C.G.T. va ensuite tenté de redorer son blason avec le retour à une ligne revendicative dure qui n'est en fait que le reflet fidèle de l'évolution du Parti communiste français. Si elle semble effectivement bénéficier d'un léger regain de popularité chez les travailleurs, comme en témoignent les dernières élections professionnelles, elle n'a pas pour autant réussi à briser l'image d'un syndicat courroie de transmission et n'a pas enrayer la chute du nombre de ses adhérents.

La C.F.D.T. poursuit plus que jamais dans la voie de ce qu'elle appelle l' «adaptation» qui la mène, après avoir joué le calme social sous la gauche, à se retrouver piégée par sa volonté modératrice entre un pouvoir qui frappe de plus en plus fort et une base de moins en moins convaincue. Considérée à juste titre comme le syndicat le plus engagé dans la collaboration gouvernementale sous la gauche, elle est la grande perdante de la période récente et voit décroître son influence après avoir rêvé de dépasser la C.G.T.

Force ouvrière poursuit tranquillement sa route entre la recherche d'un consensus social largement mis à mal par la dévalorisation de la politique contractuelle et les fréquents appels incantatoires à la raison pour éviter l'explosion sociale. Mais les sonneurs de tocsin évitent toujours de se lancer dans une bataille dont ils n'ont pas la volonté.

Quant à la F.E.N., elle se sent particulièrement menacée dans son existence après la mise en cause du «Yalta syndical» de 1947, avec la création de syndicats F.O. dans l'enseignement. Cette nouvelle situation a poussé certains de ses dirigeants à engager dans le plus grand secret une réflexion sur l'avenir de la F.E.N., qui envisage sa transformation en une confédération de la fonction publique qui pourrait à l'occasion rassembler de larges fractions de F.O. et de la C.F.D.T., autour de quelques syndicats très puissants (impôts, police, etc...).

La situation revendicative

Les conflits sociaux de l'hiver ont remis en cause bien des certitudes. En premier lieu, le consensus social qui tendait à se renforcer sous les gouvernements de gauche ne paraissait pas pouvoir être remis en question facilement, tant la politique sociale de la droite pouvait apparaître dans une certaine continuité, aussi bien sous l'aspect du recul du pouvoir d'achat des salariés que dans le domaine des attaques répétées contre la législation du travail. La diminution des mouvements de grève (moins d'un million de journées de travail perdues en 1986, le plus bas niveau depuis vingt ans) était analysé souvent comme le signe d'une évolution irréversible, tant par les dirigeants politiques que par certains syndicalistes.

Les mouvements sociaux récents ont donc montré que rien n'est irréversible et que l'esprit de révolte peut ressurgir au moment où on s'y attend le moins. Tous ceux qui élaboraient des théories douteuses sur la montée de l'individualisme social et la fin des grandes actions collectives et sur la nécessité de s'adapter à cette nouvelle réalité en sont donc pour leurs frais.

Il serait néanmoins prématuré de conclure à une remontée inexorable des luttes sociales, tant les aspects des mouvements récents sont parfois contradictoires. La longue grève des cheminots, tout comme la grève à la R.A.T.P., a révélé le côté corporatiste de certaines revendications très mobilisatrices. La volonté d'agir en dehors des confédérations syndicales procédait certes d'un souci légitime de ne pas se faire récupérer par des appareils largement discrédités et de maintenir l'unité la plus large à la base, mais cette attitude n'est sans doute pas étrangère à ces réflexes corporatistes qui ont souvent mené, par exemple, à refuser une extension du mouvement à d'autres secteurs d'activités de peur de voir les revendications spécifiques à une catégorie bien précise noyée dans la masse.

Les récentes formes de luttes présentent des aspects intéressants : le refus de la passivité et le souci unitaire en sont deux exemples, ainsi que l'organisation de coordinations nationales pour assurer la cohésion du mouvement. La résurgence de ces méthodes de luttes, qui s'apparentent fortement à l'idée de l'action directe que nous défendons, laisse entrevoir de larges possibilités de développer notre point de vue dans toutes les luttes sociales à venir.

Cela s'est vérifié au travers de la lutte engagée par les instituteurs sur un thème nettement anti-autoritaire. Le fait que le S.N.I. ait eu toutes les peines du monde à enterrer le mouvement ne peut que confirmer cette analyse. Il existe aujourd'hui une volonté de lutte sur des sujets aussi variés que les salaires, les rapports hiérarchiques dans le travail et la sauvegarde de la protection sociale. Il existe également des attaques du gouvernement pour démanteler les conventions collectives nationales et le Statut de la Fonction publique qui peuvent déboucher sur des mouvements importants.

Le rôle des anarcho-syndicalistes

Le débordement des confédérations syndicales ne doit cependant pas être analysé à la légère. Elles ont payé le tribut de leur passivité antérieure et leur refus d'action unitaire. Les travailleurs ne leur ont pas pardonné de continuer à faire passer leurs intérêts de boutique, qui s'apparentent trop souvent aux intérêts des fractions politiques, avant les intérêts des travailleurs dont elles sont sensées être l'expression ; mais ils n'ont pas pour autant condamné ces organisations en ne remettant pas en cause la nécessité de leur existence.

- **Pour l'action directe.**

Les anarcho-syndicalistes continueront à développer cette idée qui ne signifie rien d'autre que la nécessité pour les travailleurs de céder eux-mêmes des actions qu'ils entendent mener et de la façon dont ils entendent les conduire à leur terme. Dans ce sens, les anarcho-syndicalistes ne peuvent que se faire les interprètes du souci d'unité des travailleurs, aussi bien développant ce thème dans leurs organisations syndicales respectives qu'en favorisant, chaque fois que la situation s'y prête, la mise en place de coordinations de lutte pour peu que ces structures répondent à une réelle volonté unitaire, de refus de toutes manipulations extérieures et qu'elles n'agissent pas à l'encontre des intérêts de l'ensemble des travailleurs.

- **Pour l'indépendance totale des organisations syndicales à l'égard des partis politiques, des Églises, de l'État et du patronat.**

En agissant ainsi, les anarch-syndicalistes ont conscience de contribuer à redonner aux travailleurs des outils de lutte permanente dont ils ont besoin. C'est dans ce sens qu'ils réaffirment leur volonté de ne jamais se comporter comme une fraction organisée à l'extérieur des syndicats, mais comme un courant de pensée portant le débat à l'intérieur des syndicats sur ses bases propres.

- **Pour le fédéralisme, aussi bien au sein des organisations syndicales que des coordinations de lutte.**

Le respect de l'autonomie des structures de base, garant du pluralisme le plus large, constitue le meilleur moyen d'avancer dans le sens du renforcement de l'auto-organisation des travailleurs.

Conclusion

Quelle que soit l'organisation syndicale dans laquelle nous militons, nous devons essayer de développer les pratiques et les propositions anarcho-syndicalistes et ne pas jouer le jeu des appareils syndicaux.

Il faut rompre avec l'attitude de repli sur la seule défense des acquis qui conduit à une succession de défaites. Certaines revendications immédiates, telle la réduction massive du temps de travail sans réduction de salaire, liées à des augmentations anti-hiérarchiques permettent de développer des mobilisations offensives.

Le projet de société anarchiste sert de guide à la pratique et aux propositions des anarcho-syndicalistes sur les lieux de travail.

Fédération anarchiste

Motion antifasciste

Motion d'orientation du 43ième congrès de la Fédération anarchiste réuni à Angers les 6, 7 et 8 Juin 1987

1) Pour lutter, il faut comprendre.

La Fédération anarchiste poursuit son analyse du phénomène de l'extrême-droite en France. À l'occasion de son 43ième congrès, elle constate qu'il ne s'agit plus d'une simple montée conjoncturelle, mais bien d'une tendance à l'enracinement des idées et de pratiques d'ultra-droite.

La stratégie de l'extrême-droite en France se situe aujourd'hui sur deux plans :

- acquisition d'une légitimité et d'une notoriété par le biais d'une institutionnalisation ;
- structuration de pratiques semi et para-clandestines ou terroristes (attentats, ratonnades, provocations, etc.).

Il y a face à cela une ambiguïté de la classe politique, qui pratique le double langage, oscillant entre tolérance et dénonciation, par souci électoralistes entre autres. Cette ambiguïté entraîne dangereusement la banalisation de l'idéologie et des pratiques d'ultra-droite. Ce phénomène est favorisé par un climat de démagogie raciste, sécuritaire, moraliste et discriminatoire. La gauche au pouvoir et dans l'opposition, quand elle n'est pas elle-même perméable aux thèses de l'extrême-droite, en favorise le développement.

Il reste à analyser clairement en quoi la façade néo-libérale d'une partie de l'extrême-droite correspond à un projet politico-économique véritable, et en quoi elle se combine ou non à une intégration néo-corporatiste totalitaire.

La riposte

2) Pour comprendre, il faut lutter.

Seul s'impose une riposte de masse. Elle passe par une occupation de Toulouse résolue du terrain militant et la construction d'un rapport de force antifasciste. Elle sera impulsée dans la mesure de nos moyens et de nos volontés à travers les alliances ponctuelles qui s'avéreront nécessaires sans faire abstraction de notre spécificité anarchiste. Elle passera entre autres par une mobilisation sur le terrain syndical ou d'autres interventions dans le monde du travail.

La seule issue sera de créer une dynamique qui intègre la dimension révolutionnaire du combat antifasciste.

Fédération anarchiste

Motion sur l'immigration

Motion d'orientation du 43ième congrès de la Fédération anarchiste réuni à Angers les 6, 7 et 8 Juin 1987

La Fédération anarchiste accueille favorablement les propositions avancées par de nombreuses associations issues de l'immigration, concernant les notions d'égalité des droits et de citoyenneté. Toutefois, la Fédération anarchiste met en garde contre les dérives et récupérations électorales tentées par certains pour constituer un illusoire lobby de l'immigration ou de récupérer un électorat potentiel.

La Fédération anarchiste s'oppose au projet de réforme du Code de la nationalité, clairement liberticide et discriminatoire ; tout en constatant que l'actuel Code est loin de répondre aux aspirations individuelles et collectives. La Fédération anarchiste réaffirme son soutien et sa participation aux luttes menées contre toutes les mesures discriminatoires et répressives, notamment les expulsions et les quotas (logement, scolaires et sanitaires).

En conclusion, la Fédération anarchiste rappelle que l'anarchisme a pour but de faire disparaître les États-nations et de rendre ainsi caduques les notions de nationalités et les codes les régissant.

Fédération anarchiste

Motion sur la Nouvelle-Calédonie

Motion de solidarité du 43ième congrès de la Fédération anarchiste réuni à Angers les 6, 7 et 8 Juin 1987

La Fédération anarchiste réaffirme son attachement indéfectible à la lutte des hommes pour leur émancipation économique, politique et sociale.

À ce titre, la Fédération anarchiste, réunie en son 43ième congrès, soutient la lutte anticoloniale et anticapitaliste de tous les opprimés de Nouvelle-Calédonie. En particulier, devant la farce politique que sera le référendum : dictature d'ela majorité des groupes de l'extrême-droite, face à la militarisation et à la nucléarisation du Pacifique.

La Fédération anarchiste appelle à la solidarité active envers toute action visant à la suppression de tous pouvoirs, et au développement de structures de gestion directe et fédéralistes.

Fédération anarchiste

Motion sur les élections

Motion d'orientation du 43ième congrès de la Fédération anarchiste réuni à Angers les 6, 7 et 8 Juin 1987

Face à la montée des forces politiques autoritaires et à la dégradation des conditions de vie : chômage, pauvreté, conditions de travail, la participation aux élections va, encore une fois, être présentée comme la seule solution politique au chômage et à la misère.

La Fédération anarchiste réaffirme son opposition au système parlementaire et à la délégation de pouvoir incontrôlée qui fonde l'autorité de l'État et la soumission des individus.

C'est le système économique lui-même qu'il faut transformer. La Fédération anarchiste se prononce donc pour l'abstention révolutionnaire et pour la lutte émancipatrice dans les domaines sociaux et économiques.

Contre le bulletin de vote qui n'a jamais empêché l'installation d'un pouvoir autoritaire, nous savons que seule la lutte organisée des exploités est le moyen le plus efficace de transformation de la société.

Fédération anarchiste

Motion antinucléaire

Motion d'orientation du 43ième congrès de la Fédération anarchiste réuni à Angers les 6, 7 et 8 juin 1987

La Fédération anarchiste a toujours dénoncé et lutté contre les dangers du nucléaire civil et militaire, dont les populations ont été récemment victimes.

Fidèle à ses principes, ses militants s'investissent dans le « Réseau pour un avenir sans nucléaire ». Ils agissent pour le désengagement complet du nucléaire et la promotion d'énergies dites douces. Ils feront tout pour que le mouvement antinucléaire renaissant ne soit pas compromis par des menées électorales. La Fédération anarchiste appelle à manifester le 20 Juin 1987, lors du rassemblement européen pour un avenir sans nucléaire.

Fédération anarchiste

Motion antimilitariste

Motion de soutien adoptée au 43ième congrès de la Fédération anarchiste réuni à Angers les 6, 7 et 8 juin 1987

Aujourd'hui, plus que jamais, l'armée est omniprésente et omnipotente ; aucun domaine de la vie économique et sociale n'échappe à son contrôle. La Fédération anarchiste réaffirme ses positions antimilitaristes et antipatriotiques, continue à dénoncer l'armée comme l'un des principaux piliers permettant à l'État d'assurer la pérennité du système.

Elle dénonce la répression qui s'abat sur les réfractaires. Elle appelle ses militants et plus généralement l'ensemble de la population à tout mettre en œuvre pour obtenir la libération d'Eric Hébert, insoumis, actuellement incarcéré à la maison d'arrêt de Loos-Lès-lille et l'arrêt des poursuites contre ceux qui marquent en acte leur opposition à l'armée.

Fédération anarchiste

21, 22 et 23 mai

1988

Rouen (Seine-Maritime)

44ième congrès de la Fédération anarchiste

Ce 44^{ème} congrès de la Fédération anarchiste se tint à Rouen du 21 au 23 mai 1988, dans une magnifique salle de la Halle aux Toiles, près du coeur de la vieille ville. Très bien organisé par le groupe local (que l'on peut féliciter pour son efficacité) il permit, comme chaque année, à quelques 50 groupes et liaisons et à des individuels de toute la France de se rencontrer pour faire le point.

Un congrès de la Fédération anarchiste est le lieu où des compagnons dispersés, parfois isolés, peuvent se retremper dans une atmosphère qui se doit d'être fraternelle et, néanmoins, de travail. Car c'est également le pivot de tout notre système d'organisation fédéraliste : là sont étudiés les rapports annuels des secrétariats, là sont confrontées les analyses et les activités des différents groupes et individus composant la Fédération, là sont prises les grandes décisions et choisis les axes de lutte pour l'année à venir.

Tout en étant préparé, dans le Bulletin intérieur, par des rapports et des textes, rien n'est décidé d'avance dans un Congrès de la Fédération anarchiste (contrairement à bien d'autres organisations, politiques ou syndicales) et c'est vraiment l'ensemble des compagnons présents qui détermine l'orientation générale de notre organisation.

Cette année, outre l'aspect administratif et traditionnel de l'examen et de la gestion de chaque secrétariat, la nomination de nouveaux responsables et la détermination de leur mandat pour l'exercice prochain, les congressistes devaient se pencher sur quatre thèmes principaux :

- 1) analyse de la situation politique et sociale française ;
- 2) analyse des axes d'intervention et de lutte de l'organisation ;
- 3) Internationale des Fédérations anarchistes et relations avec d'autres organisations ;
- 4) considérations et réflexions sur l'état actuel de l'organisation.

Malgré le travail effectué par les commissions concernées, regroupant des représentants de divers groupes, tous les points de l'ordre du jour n'ont pu donner lieu à une motion d'orientation de la Fédération anarchiste. Cela, sans nul doute, résultant d'une préparation insuffisante du congrès, ne permettant pas d'élaborer la nécessaire synthèse. Tout en se rejoignant sur le fond, différentes pratiques ont pu se confronter à cette occasion, preuve de la richesse d'expression de notre organisation.

Des positions unanimes ont été adoptées sur des points tels que la réaction face au consensus politique, la solidarité à apporter à des camarades emprisonnés ou la volonté de collaborer avec l'ensemble des composantes syndicales espagnoles se réclamant des principes et de la pratique de l'anarcho-syndicalisme. En revanche, d'autres n'ont pu être dégagées, laissant ainsi toute latitude aux groupes et individus pour mener selon leur analyse les luttes en question, incitant à poursuivre le débat tout au cours de l'année dans les diverses instances de la Fédération anarchiste.

Si une discussion a suscité l'intérêt de l'ensemble de la Fédération anarchiste, c'est bien celle à propos du constat de développement de notre mouvement. Constat sérieux et quelques fois sévère, mettant en parallèle l'accroissement important des oeuvres de groupes (locaux, revues, etc.) et fédérales (librairie, imprimerie, radio, hebdomadaire) et la crise du militantisme (crise du militantisme ou militantisme de crise ?) qui atteint toutes les organisations. D'autre part, l'intérêt que nos positions et analyses recueillent ne se traduit pas forcément par un renforcement de l'organisation parce que nous n'arrivons pas toujours à transformer l'approbation partielle ou générale de nos idées en éléments de transformation de la société actuelle.

Des raisons externes peuvent être évoquées, mais il s'agit bien plutôt d'examiner avec lucidité les défauts de notre Fédération et d'y remédier. Les enjeux essentiels pour un développement, tant quantitatif que qualitatif, de l'anarchisme portent en effet sur la formation ; l'élaboration de propositions révolutionnaires pour construire l'anarchie ; l'intervention plus effective dans les luttes

des militants, groupes et de l'organisation ; et l'affirmation du fédéralisme interne à la Fédération anarchiste.

La mise en place, à l'heure de la faillite des idéologies et de la constitution d'un consensus de type social-démocrate, d'une dynamique de développement de l'organisation des anarchistes pour offrir une alternative crédible à l'ensemble de la population est primordiale. Les congressistes en furent conscients et ont commencé à se donner les moyens de cette ambition, persuadés de se trouver à une époque charnière.

P.B.

Réponse au consensus

Motion d'orientation du 44ième congrès de la Fédération anarchiste réuni à Rouen les 21,22 et 23 Mai 1988

En 1981, l'objectif des socialistes était de casser le gaullisme en France, c'est à dire qu'ils voulaient introduire l'alternance comme mode de gestion.

En 1988, on assiste à l'édification d'un glacis social-démocrate, de type américain ou allemand, où l'alternance s'effectuerait en son sein.

A côté de cette composante essentielle de la vie politique, émerge une extrême-droite envahissante. Ses thèmes vont jusqu'à aimer une partie de la droite traditionnelle.

A gauche des sociaux-démocrates, des groupes moribonds ont tendance à perdre toute influence.

En outre, force est de constater que le tissu social est en complète déliquescence. En effet, toute notion de solidarité qui pouvait garantir le ciment entre les individus disparaît.

Malgré ce tableau très sombre, la passivité ne règne pas totalement. Des luttes en témoignent, comme les revendications salariales uniformes (1500 fr d'augmentation pour tout le monde), les luttes anticolonialistes ... Même si cela reste marginal, c'est à notre avis le levier par lequel on pourra briser le consensus social.

Il faut tirer de la situation politique la nécessité de coupler la lutte antifasciste avec un réinvestissement dans le tissu social.

c'est la garantie de résultats probants à condition de ne pas retomber dans les errements du passé : il convient que les acteurs sociaux se prennent en main eux-mêmes.

Quelles sont les luttes sociales ?

Elles s'inscrivent dans le combat des immigrés, des chômeurs et des précaires, des locataires, des jeunes scolarisés, des peuples colonisés... L'objectif est de créer une autre forme de solidarité fondée sur les communautés d'intérêt.

La situation actuelle est la sanction de l'électorisme. Les anarchistes se doivent de tout mettre en oeuvre pour développer la solidarité à travers les luttes :

- pas un tract, pas une affiche fasciste dans nos quartiers ;
- boycott des commerçants racistes ;
- création et participation à des comités antifascistes (sans faire abstraction de notre spécificité anarchiste), des comités de chômeurs et de précaires, de locataires ;
- popularisation et soutien des luttes des salariés par l'augmentation uniforme des salaires et la réduction massive du temps de travail.

En bref, toutes les luttes qui pourront mettre à bas le consensus.

Fédération anarchiste

Motion anticarcérale

Motion adoptée au 44ième congrès de Rouen de la Fédération anarchiste les 21, 22 et 23 Mai 1988

Nous, anarchistes , luttons pour une société sans classe ni État, donc sans prison.

Nous dénonçons toute légitimité à la justice de classe et contestons cette société qui gère ses déviances politiques, économiques et sociales, sur le mode de l'exclusion et de l'enfermement.

En conséquence, la Fédération anarchiste entend soutenir la lutte des prisonniers, notamment par l'amélioration de leurs conditions de détention, sans perdre de vue que c'est la prison et la société qui l'engendrent qui sont à détruire.

Si la Fédération anarchiste reconnaît l'existence de prisonniers politiques, elle se refuse cependant à soutenir les revendications visant à l'obtention d'un statut particulier pour ces prisonniers, estimant que celle-ci ne peut qu'accentuer les divisions dans les luttes au bénéfice unique de l'institution pénitentiaire.

Fédération anarchiste

Motion internationale

Motion adoptée au 44ième congrès de Rouen de la Fédération anarchiste des 21,22 et 23 Mai 1988

La Fédération anarchiste réaffirme sa volonté de collaboration avec l'ensemble des composantes syndicales espagnoles se réclamant des principes et de la pratique de l'anarcho-syndicalisme (tels qu'ils ont été définis dans la motion du congrès de Toulouse en 1984) ainsi que sa solidarité active envers tous les travailleurs victimes de la répression étatique et patronale.

La Fédération anarchiste tient aussi à souligner comment, conformément à tout véritable internationalisme, elle n'entend d'aucune manière prendre partie dans les affaires internes des camarades espagnols. Elle donne donc mandat au Secrétariat aux Relations Internationales de veiller à ce que les prises de position ou les participations publiques de la Fédération anarchiste ne soient pas utilisées à des fins partisans par l'une ou l'autre des deux C.N.T.

Le Secrétariat aux Relations Internationales garde toutefois la possibilité d'intervenir selon les circonstances, soit pour recueillir les informations, soit pour d'autres cadres particuliers, dans le cadre de son mandat ordinaire.

Fédération anarchiste

Motion de solidarité à Mario Ines Torres

Motion de soutien adoptée au 44ième congrès de Rouen de la Fédération anarchiste des 21,22 et 23 Mai 1988

Mario Ines Torres a été extradé de Finlande vers l'Espagne le 22 Mars 1988 et, depuis, il est détenu à la prison d'Alcala de Méco. Il est évident que les faits reprochés à Mario sont un prétexte visant son action de militant libertaire et antifranquiste tant en Espagne qu'en France.

L'acharnement des autorités espagnoles, la complicité de l'État finlandais montrent clairement la connivence qui existe au niveau international entre les États et leurs polices.

On constate, une fois de plus, que la répression étatique sait être internationale quand il s'agit de briser un individu qui s'attaque au consensus social-démocrate sur des bases libertaires.

La Fédération anarchiste, dans son 44e congrès, réaffirmant sa tradition de solidarité internationale, appelle au soutien de ce compagnon persécuté, ainsi qu'elle l'a toujours fait quand la machine étatique bafoue les principes les plus élémentaires des droits de l'homme.

Fédération anarchiste

25 et 26 juin

1988

Paris

45ième congrès de la Fédération anarchiste

13, 14 et 15 mai

1989

Rennes (Ille-et-Villaine)

46ième congrès de la Fédération anarchiste

46ième congrès de la Fédération anarchiste

In le Monde libertaire # 753 du 25 mai 1989

Le quarante-sixième congrès de la Fédération anarchiste vient de se tenir à Rennes les 13, 14 et 15 mai. Plus de cent-cinquante délégués, représentant la quasi-totalité des groupes et des individuels adhérant à la Fédération anarchiste se sont retrouvés pour trois jours afin de discuter, d'orienter, de proposer et de continuer à mettre en place tous les moyens nécessaires à la propagation de nos idées.

A travers l'expérience de cette année, notamment dans les luttes dans les PTT, dans le secteur santé et dans l'Education nationale, notre congrès fut le lieu de la confrontation fraternelle de nos tentatives radicales de faire éclater le vernis consensuel du Parti socialiste au pouvoir.

Ce fut également l'occasion de rencontrer les membres de délégations étrangères, notamment anglaise (pour la Black Cross), portugaise, espagnole, italienne et même coréenne, venues témoigner de leurs réalités locales et de leur esprit de solidarité et d'entraide. Ces deux principes auxquels nous réaffirmons notre profond attachement, aussi bien au niveau national qu'a niveau international.

Faire avancer nos oeuvres (*Monde libertaire*, Radio libertaire, librairie du Monde libertaire, Editions du Monde libertaire) ; faire avancer nos idées et nos principes à travers la lutte au quotidien, dans les syndicats, dans les associations, dans les comités ; réaffirmer notre internationalisme ; une longue et lourde tâche nous attend. An nous de la mener à terme, ensemble, avec tous les libertaires, vers le fédéralisme...

Fédération anarchiste

Motion antimilitariste

Motion d'orientation adoptée au 46e congrès de la Fédération anarchiste réuni à Rennes les 13, 14 et 15 mai 1989

La Fédération anarchiste constate qu'aujourd'hui, le mouvement antimilitariste reste une force peu importante et souvent éparpillée.

La Fédération anarchiste constate que l'expression du rejet du système militaire reste diverse et pour des motivations, sinon toujours opposées, du moins différentes (politiques, philosophiques, humanitaires et même religieuses).

La Fédération anarchiste constate que le choix, pour les antimilitaristes de s'opposer au service national dépend pour l'essentiel de leur situation individuelle et de la solidarité qu'ils peuvent attendre de leur entourage ou de leur organisation, en prenant la forme : de la solution individuelle (réforme) ; de l'objection de conscience ; de l'insoumission partielle (5 jours tous les six mois, au bout d'un an) ; de l'objection de conscience ou encore de l'insoumission totale. La lutte à l'intérieur des casernes restant à nos yeux vouée à l'échec, et ne pouvant déboucher sur une remise en cause du système militariste, étatique et capitaliste.

Pourtant, l'avancée du militarisme dans les structures économiques, dans l'éducation et dans le contrôle de la société dans son ensemble est une évidence qu'il semble difficile de nier. Le développement d'une identité nationale, de la théorie du citoyen-soldat (avec pour prétexte la sauvegarde de la démocratie, sous couvert de commémoration du bicentenaire de la révolution de 1789) ; l'utilisation de l'armée dans la lutte contre les conflits sociaux, en particulier lors de la grève des transports ; le pseudo-désarmement des États-Unis et de l'URSS, qui préfèrent exporter la guerre dans les pays sous-développés plutôt que de la faire sur leur territoire, ou des conférences sur la production et l'utilisation des armes chimiques (dont l'État français est d'ailleurs largement responsable), doivent mobiliser notre attention et notre action pour que l'Europe de 1993 ne devienne pas l'Europe de la répression et du militarisme en plus d'être, c'est en bonne voie, celle du capitalisme et de l'inégalité.

En conséquence, les militants de la Fédération anarchiste s'engagent à collecter et diffuser l'information relative aux luttes antimilitaristes auprès de tous les groupes et individus, en France et à l'étranger, impliqués dans celles-ci. Les militants de la Fédération anarchiste s'engagent à organiser de manière effective le soutien des réfractaires par tous les moyens dont ils disposent, l'information étant, dans ce domaine, un moyen efficace et non négligeable.

La Fédération anarchiste réaffirme donc sa participation active à un mouvement antimilitariste dans l'optique d'une lutte contre l'État et le capitalisme pour une société égalitaire et libre, la « mobilisation » des militants et sympathisants de notre organisation est nécessaire et urgente.

L'objectif immédiat est la libération de Bruno Guilloré, qui s'inscrit dans le cadre d'une campagne pour l'abolition de la conscription.

Fédération anarchiste

Motion sur la prison

Motion adoptée lors du 46e congrès de la Fédération anarchiste, réuni à Rennes les 13, 14 et 15 Mai 1989

Nous anarchistes, luttons pour une société sans classes, ni État, ni prisons. Nous dénonçons toute légitimité à la justice de classe et contestons cette société qui gère ses déviances politiques, économiques et sociales sur le mode de l'exclusion et de l'enfermement.

C'est dans ce cadre entend soutenir les luttes des prisonniers. La prison a de tout temps engendré la lutte de milliers de prisonniers :

- amnistie des mutins quels qu'ils soient ;
- abolition des quartiers d'isolement ;
- autorisation des « parloirs sexuels » sans conditions ;
- salaires et couvertures sociales conformes à la réglementation en vigueur à l'extérieur des prisons ;
- amélioration générale des conditions de détention, en centrales comme en maisons d'arrêt ;
- droit d'organisation et de structuration (associations selon les formes qu'ils décideront).

S'engageant à soutenir les prisonniers en lutte, la Fédération anarchiste ne perd pas de vue pour autant que c'est la prison et la société qui l'engendre qui sont à détruire. Nous considérons l'immense majorité des prisonniers comme des hommes et des femmes exclus par la logique de la société capitaliste. C'est au nom de notre idéal de liberté, au nom de la dignité humaine et au nom de la lutte contre l'oppression de la démocratie française que nous réaffirmons notre engagement aux côtés des prisonniers en lutte, qui constituent un mouvement social. Ces revendications pour légitimes qu'elles soient, vont dans le sens de l'aménagement des conditions de vie en prison. N'oublions pas que ces luttes ne suffiront pas à abattre les murs.

En cette année du bicentenaire, nous réaffirmerons, par tous les moyens dont nous disposons, notre combat contre les privilèges et l'arbitraire, la misère et la prison.

Fédération anarchiste

Motion de soutien à Bruno Guilloché

Motion adoptée au 46e congrès de la Fédération anarchiste réuni à Rennes les 13, 14 et 15 mai 1989

Bruno Guilloché, militant du groupe d'Anizy-le-Château de la Fédération anarchiste, est incarcéré depuis le 1er mai 1989 à la maison d'arrêt d'Amiens, suite à une condamnation à un an de prison ferme pour insoumission.

A l'heure où le battage médiatique sur le bicentenaire des droits de l'homme bat son plein, un militant libertaire se trouve incarcéré pour délit d'opinion.

Cela est intolérable, preuve s'il en est que la liberté d'opinion, ici comme ailleurs, est toujours à défendre et les armées et la conscription plus que jamais à abolir.

La Fédération anarchiste réunie en congrès à Rennes apporte son soutien total à Bruno Guilloché et invite toutes les organisations humanitaires, politiques, syndicales et tous les individus à se joindre à elle pour obtenir sa libération.

Fédération anarchiste

2, 3 et 4 juin

1990

Villeurbanne (Rhône)

47ième congrès de la Fédération anarchiste

47ième congrès de la Fédération anarchiste : Luttons contre toutes les exclusions !

In le Monde libertaire # 789 du 14 juin 1990

Cent-soixante délégués de la Fédération anarchiste se sont réunis à Villeurbanne (Rhônes) pour leur 47ième congrès, les 2, 3 et 4 juin derniers. Des représentants des diverses sections de l'Internationale des fédérations anarchistes (I.F.A.) étaient présents ainsi que des groupes des membres belges, hongrois, chilien et soviétique. Un tour d'horizon de l'état du mouvement anarchiste mondial a pu être fait et les congressistes se sont particulièrement attachés au renforcement de l'I.F.A. et à l'aide à apporter aux mouvements qui se structurent notamment en Europe de l'Est et en Amérique du Sud.

L'Europe au coeur des débats

L'Europe a été au coeur des débats et l'ensemble des analyses convergeaient pour condamner les buts et méthodes de l'intégration économique, ce sera pour l'année à venir un sujet d'intervention important de la FA. La fracture Nord-Sud elle aussi été débattue dans la perspective des mobilisations contre la « dette » du sommet franco-africain de la Baule, mais également dans l'optique d'échanger des informations, d'affiner nos analyses et surtout d'esquisser les voies possibles d'entraide. Cette question est d'une gravité extrême et l'ensemble des congressistes était convaincu de l'urgence qu'il y a à réunir toutes les volontés pour combattre les fléaux qui ravagent le Sud.

Enfermement et logement ont été deux autres thèmes abordés lors de ce congrès.

Il a été noté le cynisme de notre société où d'une part on enferme dans des conditions de plus en plus déplorables les délinquants et où d'autre part, on expulse et on prive de logements décentes des familles de plus en plus nombreuses. Les échanges ont été riches et fructueux, où les différentes expériences ont pu être confrontées, et qui ont abouti à la création de groupes de travail permanents qui se donneront pour tâche de faire circuler les informations et de coordonner les actions, tant pour la question carcérale que pour celle du logement. L'enfermement fera par ailleurs l'objet de travaux critiques et théoriques à partir desquels seront édités des brochures d'analyse de la situation actuelle et de prospective sur la notion de délinquance, de sa gestion en société anarchiste.

Les situations politiques française et internationale avec les remontées nationalistes et xénophobes qui secouent l'Europe, n'ont pas plus échappé à ce congrès. Quatre heures de débats ont été réservées à ces dossiers, où des appréciations nuancées mais non contradictoires se sont exprimées. Les congressistes ont insisté sur la nécessité de combattre, avec la plus grande énergie, le racisme, qu'il émane de l'extrême-droite, du gouvernement, ou de tout autre groupe politique. Par ailleurs, ils ont ajouté qu'il n'y avait pas de distinction à faire entre des propos racistes et une politique de fait raciste. Le congrès a cependant stigmatisé l'extrême-droite française en tentant de cerner les dangers réels qu'elle représentait et aussi de définir les mesures qu'il convenait de prendre. Le congrès, conscient des risques véritables d'une pénétration durable et large de l'extrême-droite, a affirmé sa volonté de mobiliser le plus largement possible la population pour contrer les manoeuvres politiciennes des uns et des autres, et pour combattre toute forme d'exclusion qu'elle soit sociale ou due au faciès.

La FA et le mouvement libertaire français

Enfin, ce qui va de pair avec notre idéal de transformation sociale, le congrès a réouvert un volet particulier aux relations de la FA avec l'ensemble du mouvement libertaire français. Tant pour des raisons de clarifications idéologiques par souci d'efficacité, que pour consolider les liens qui unissent les différentes composantes, le congrès a émis le souhait de voir se renforcer les structures de débats propres à l'ensemble du mouvement et que soient démultipliées les initiatives communes.

Par ailleurs, le congrès s'est prononcé fermement pour la dénonciation de toute dérive politicienne qui pourrait infiltrer le mouvement et qui donc, l'affaiblirait.

Pour conclure, on notera le souci qu'on eut les délégués de consolider les oeuvres de la FA, une satisfaction pour beaucoup a été de constater le sérieux de nombreuses interventions et aussi le fait d'avoir pu sérier les débats pour faire le tour des questions brûlantes où une large identité de vue et d'analyse s'est affirmée. Reste que l'année à venir est chargée, en plus des sujets évoqués ici, nous nous attacherons à soutenir et à promouvoir des initiatives qui défendent les luttes féministes et anti-sexistes, les femmes faisant les frais des reculs sociaux et aussi des intégrismes religieux et politiques. Nous nous réserverons une large mobilité d'intervention sur les divers conflits sociaux mais aussi sur nos thèmes préférés comme l'antimilitarisme et l'écologie.

L'idéal anarchiste qui nous a réunis, loin de se poser au dessus des hommes ou en-dehors du temps, trouve chaque jour sa confirmation et apparaît, malgré l'immensité de notre tâche, comme unique voie vers la libération sociale. En cela, nous restons d'irréductibles ennemis de l'autorité, qu'elle soit divine ou étatique.

Fédération anarchiste

Motion antifasciste

Motion d'orientation du 47e congrès de la Fédération anarchiste réuni à Villeurbanne les 2, 3 et 4 Juin 1990

La Fédération anarchiste ne s'y trompera pas : les discours consensuels actuels ne servent guère qu'à dédouaner une classe politique largement responsable de la montée du racisme et de la poussée de l'extrême-droite.

En effet, comment oublier les bulldozers de Vitry envoyés par le PCF contre les foyers Sonacotra ? Comment oublier les alliances électorales toujours actuelles de la droite avec le Front national ? Comment oublier surtout, cette stratégie criminelle du PS qui consista à favoriser le développement d'un pôle d'extrême-droite afin d'accélérer l'éclatement de la droite parlementaire : introduction politicienne de la proportionnelle, développement des camps de rétention, arrêt du regroupement familial, mansuétude à l'égard des auteurs de violences racistes, couverture des bavures policières. Aujourd'hui Mitterrand va jusqu'à parler du seuil de tolérance, et Rocard multiplie les mesures de traque à l'encontre des immigrés, clandestins ou non. C'est le fonctionnement du jeu politique institutionnel, relayé médiatiquement, qui s'avère très largement responsable de l'audience de Le Pen.

Mais il faut bien reconnaître aussi que la pénétration des thèses du Front national tient soit à la désertion des associations et organisations sociales sur le terrain, en particulier dans les quartiers les plus défavorisés, soit à leur institutionnalisation qui, en les fossilisant, les empêche de prendre en compte les problèmes réels des populations concernées. Dans le même temps, le FN investit ces terrains.

D'autre part, la politique économique des années Mitterrand n'a cessé d'accroître la précarisation et la paupérisation de larges fractions de la population, qui trouvèrent alors dans les thèses du FN la possibilité d'exprimer leurs frustrations, alors que les thèses du FN en matière économique sont ultra-libérales. D'autant, que depuis dix ans, les stratégies capitalistes et gouvernementales visant à l'éclatement du monde du travail (par diverses lois de flexibilité) ont rendu très difficile la compréhension par les salariés de leurs intérêts communs.

Depuis longtemps, les thèses de l'exclusion n'avaient rencontré une telle audience, et joui d'une telle prétendue légitimité. Ce racisme est désormais général, il ne s'attaque pas seulement aux immigrés, mais aussi aux femmes (sur le marché du travail notamment), aux personnes touchées par les virus du Sida ou encore aux homosexuels. De même l'antisémitisme retrouve une seconde jeunesse, notamment grâce au révisionnisme. La Fédération anarchiste ne peut que condamner ce confusionnisme historique qui en traversant l'Histoire, tend à justifier toutes les pratiques racistes et antisémites.

Face à ces dangers, la FA réaffirme la nécessité d'un antifascisme radical, qui va au-delà d'un antiracisme consensuel. Et, dans cette perspective, la FA se fixe plusieurs axes de luttes. Tout d'abord une campagne fédérale mobilisant tous nos instruments d'information et de propagande : elle visera à faire comprendre à tous que l'exclusion ne sert qu'à diviser pour mieux exploiter. Elle réaffirmera aussi la liberté pour chacun d'exprimer sa différence, et ce principe essentiel de l'égalité des droits qu'ils soient sociaux ou politiques.

Mais les mots ne vaudraient rien sans un réinvestissement concret des terrains de lutte (monde du travail, quartiers, vie associative et vie culturelle, réseaux d'entraide, lutte pour un logement décent, etc .), c'est la recomposition du tissu social qu'il faut travailler autour de pratiques alternatives.

La Fédération anarchiste décide de la création d'une commission permanente chargée de répertorier toutes les techniques de lutte qui peuvent constituer des ressources efficaces contre l'extrême-

droite. Cette commission coordonnera et animera les luttes antifascistes des groupes et des individus, elle mettra en relation les expériences de résistance concrète au fascisme.

La Fédération anarchiste réaffirme que ce n'est pas à l'État d'interdire les meetings du FN, ou même le Front national, mais à nous de nous organiser pour nous opposer à la banalisation de l'expression du parti de Jean-Marie Le Pen, ainsi qu'à toute mesure discriminatoire d'où qu'elle vienne.

Fédération anarchiste

18-19-20 juin

1991

Angoulême (Charente)

48ième congrès de la Fédération anarchiste

6-7-8 juin

1992

Lille (Nord)

49ième congrès de la Fédération anarchiste

29, 30 et 31 mai

1993

Bordeaux-Cenon (Gironde)

50ième congrès de la Fédération anarchiste

Partager les richesses contre les guerres et contre l'ordre moral

Le 50e congrès de la Fédération anarchiste s'est réuni à Cénon, dans la banlieue de Bordeaux, les 29,30 et 31 Mai 1993. Les 200 délégué-e-s présent-e-s ont longuement débattu des questions d'actualité : situation en ex-Yougoslavie - débat sur le nationalisme, « ordre moral et sécuritaire » (droit des minorités, femmes, immigrés ...), « partage des richesses et réduction du temps de travail salarié », « antimilitarisme » (sous l'angle du commerce des armes ...) ...Débats riches en points de vue qui vont permettre d'engager pour l'année à venir plusieurs « campagnes fédérales ».

Les tragiques événements en ex-Yougoslavie ont été l'occasion de réaffirmer l'engagement de la Fédération anarchiste contre tous les nationalismes. En aucun cas « la Fédération anarchiste ne peut défendre des positions nationalistes » a indiqué le rapporteur de la commission sur le nationalisme. Par contre, les congressistes ont rappelé que la Fédération anarchiste s'implique dans les « luttes contre toutes les oppressions » et les injustices de quelque nature qu'elles soient. Le débat et la réflexion sur ces questions va se poursuivre.

« Pour la paix, contre l'épuration ethnique, contre les viols, contre les ventes et le trafic d'armes », la Fédération anarchiste envisage d'organiser une manifestation européenne le 11 Novembre 1993.

Contre le nouvel « ordre moral et sécuritaire », la Fédération anarchiste a décidé d'entreprendre, également, une campagne pour dénoncer les pratiques et discours en vogue aujourd'hui. Salariés, chômeurs, immigrés, hommes et femmes sont de plus en plus contraints à un retour à des valeurs soutenues par les Églises et la frange la plus réactionnaire des partis politiques. Certaines catégories sociales redeviennent la cible de politiques d'exclusion, avec la libéralisation des contrôles d'identité, les contrôles renforcés aux frontières ...

Le refus du commerce des armes, la dénonciation du complexe militaro-industriel sera aussi l'objet d'une campagne de la F.A. autour de l'antimilitarisme. un soutien aux groupes, associations, organisations menant des initiatives antimilitaristes a été proposé.

Enfin, sur la question du travail, la Fédération anarchiste s'oppose à la logique patronale et étatique qui consiste à « partager la misère en partageant le travail ». plutôt que de parler de « partage du travail », les militants ont préféré évoquer le sujet autour des notions suivantes : « partage des richesses, abolition du chômage, réduction du temps de travail salarié. » (sans oublier aussi notre objectif d'abolir à terme le salariat !). La Fédération anarchiste rencontrera, en septembre les organisations libertaires et les associations intéressées pour co-organiser des états-généraux, en octobre sur ce thème. Au-delà de cette initiative, nous voulons, autour du problème du travail, faire entendre nos propositions et intervenir concrètement par rapport à cet enjeu de société : travailler comment, pourquoi et pour qui ?

Dans les prochains mois, il y aura du boulot ... pour les militants, les sympathisants et, pourquoi pas, les lecteurs du Monde libertaire !

A.D.

In le Monde libertaire # 917 du 3 au 9 juin 1993

21, 22 et 23 mai

1994

Ris-Orangis (Essonne)

51ième congrès de la Fédération anarchiste

Motion sur le travail

Motion adoptée au 51^{ème} congrès de la Fédération anarchiste réuni à Ris-Orangis les 21, 22 et 23 Mai 1994

La Fédération anarchiste est une organisation révolutionnaire dont le projet est une société égalitaire fondée sur le fédéralisme et la gestion directe. Dans ce cadre, elle lutte pour :

L'abolition de la propriété privée des moyens de production, propriété qui permet l'appropriation par les capitalistes des richesses créées par tous ;

- l'abolition du salariat et de l'exploitation qui est son corollaire ;
- le chômage, la précarité et le productivisme aliénant sont la conséquence du salariat.

Nous prônons la répartition égalitaire du travail liée à la suppression des activités dont l'utilité n'est que la perpétuation de l'ordre capitaliste et étatique (production militaire, publicité ...).

La Fédération anarchiste constate qu'à la faveur des mutations socio-économiques du capitalisme mondial, le mouvement ouvrier est confronté à des attaques convergentes du patronat et des États, quels que soient les gouvernements en place. Pour eux, l'objectif est clairement d'abaisser les coûts salariaux pour maintenir les marges du profit.

Pour les travailleurs et travailleuses, cette logique se concrétise par l'accroissement de la flexibilité, de la précarité et finalement la généralisation du chômage et de la misère.

Dans le cadre du système capitaliste, où le travail salarié est une marchandise soumise aux aléas du marché, les travailleurs et travailleuses sont mis en concurrence entre eux : jeunes et vieux-vieilles, français-françaises et immigré-e-s, femmes et hommes, salarié-e-s- qui ont un emploi, et ceux ou celles qui en sont privés, auxquels le système se propose uniquement d'octroyer les moyens minimums nécessaires à leur subsistance voire leur survie.

Cette division est entretenue de plus par un rideau de fumée idéologique quia pour but de masquer l'évidence de la lutte des classes :

- ainsi, dans la société actuelle, la notion et l'application de l'idée du partage de travail lié au partage de l'emploi, instrument de chantage et de culpabilisation des salarié-e-s est une arme de guerre contre les travailleurs et les travailleuses ;
- dans la même logique, l'idée de référendum, opposée aux luttes sociales, est un moyen pour le patronat et pour l'État de casser l'action collective des salarié-e-s et de court-circuiter tous les éléments de contestation.

Les travailleurs et travailleuses doivent contrer ces attaques en s'organisant directement sur leur lieu de travail avec l'aide de leur syndicat ou en dehors.

La fédération anarchiste constate dans de nombreux endroits la création d'associations, de groupes de chômeurs-chômeuses. Elle appelle ses militant-e-s à intervenir par rapport à ces mouvements dont elle souligne l'importance par la résistance qu'ils ou elles peuvent opposer aux empiètements de l'État et du capitalisme.

L'intervention des anarchistes dans ce mouvement est déterminante pour empêcher toute récupération politicienne ou fascisante et pour s'opposer à la division entre salarié-e-s privé-e-s d'emploi ou non et d'impulser la nécessaire solidarité de lutte (gratuité des soins, du logement, des transports, de la formation ...).

Les militants et militantes de la Fédération anarchiste invitent tous les militants syndicaux et toutes les militantes syndicales à agir pour l'indépendance du mouvement syndical vis-à-vis des partis politiques, de l'État et du patronat. Ils et elles préconisent la participation aux luttes des salarié-e-s,

chômeurs, chômeuses et précaires, en faisant valoir des revendications en rupture avec la logique du capital tout en étant des propositions sociales concrètes dont :

- La réduction massive du temps de travail sans perte de salaire ;
- Le refus des licenciements et réductions d'effectifs ;
- Le refus du travail précaire.

En luttant pour l'égalité économique et sociale., combattons le chômage, l'exploitation et la misère !

Fédération anarchiste

Motion sur les nationalismes

Motion adoptée au 51e congrès de la Fédération anarchiste réuni à Ris-Orangis les 21, 22 et 23 Mai 1994

L'État-Nation a été le cadre privilégié dans lequel le capitalisme a pu se développer (marché intérieur unifié, langue officielle ...). D'abord circonscrit à l'Europe occidentale, ce phénomène est devenu universel à travers l'extension impérialiste mondiale du système capitaliste.

La constitution des ces États-Nations, qui n'a été possible que par l'élimination ou la répression-intégration des cultures régionales et minoritaires, est inséparable du développement de l'idéologie nationaliste.

La culture est une production de la vie sociale et naît des échanges et des communications entre individus et groupes d'individus. Les cultures, qui sont donc multiples et également relatives aux classes sociales, ne peuvent être définies dans des quadrillages artificiels, frontaliers, ou cataloguées par le biais de critères réducteurs comme la langue, les religions, les coutumes.

La « Nation » est une construction imaginaire de caractère politique et idéologique. Le concept de nation est l'un des moyens utilisés par les États et les bourgeoisies pour faire accepter un consensus minimum aux classes sociales exploitées. Il permet ainsi au nom d'une entité personnelle et concrètement indéfinissable, la « collectivité nationale » (substituée au Dieu de l'Ancien Régime), d'asseoir la légitimité de l'Autorité gouvernementale qui exerce le pouvoir au nom de la « souveraineté du peuple », le « corps de la Nation ».

L'État-Nation est un indispensable garant d'un ordre social dont la finalité première est l'exploitation du prolétariat au profit de la bourgeoisie.

De manière globale, la représentation nationaliste de la société, en omettant de façon volontaire des différences et des antagonismes existants à l'intérieur de la société « nationale », en omettant aussi des similitudes d'importance majeure, existantes dans les systèmes sociaux « extérieurs », suppose que toutes les composantes d'une « nation » ont plus de liens entre elles qu'avec des composantes d'autres nations. Elle suppose par conséquent que les êtres doivent s'identifier d'abord par l'appartenance à la « nation », en tant que communauté supérieure d'intérêt, transcendant les classes sociales.

Nous constatons que les dirigeants des grandes puissances politiques (États unis, Japon, Russie, CEE) et économiques (FMI, Banque mondiale, entreprises multinationales) ont bien compris l'intérêt qu'elles avaient à laisser s'exprimer, à encourager et à manipuler les pulsions identitaires des populations désemparées ; à flatter les revendications nationalitaires pour multiplier une pléiade de micro-États faciles à dominer de fait ; dans l'ex-Yougoslavie, nous nous retrouvons devant la constitution d'États-Nations (serbe, croate, bosniaque ...), y compris contre la volonté des populations.

En Palestine, la constitution d'un État, d'un territoire national palestinien, d'une armée régulière, et d'une politique palestinienne ne peut représenter aucun acquis pour la révolution sociale !

La création d'un tel État ne saurait par ailleurs garantir la paix dans cette région et ce sont toujours les classes dominées, « palestiniennes » et « israéliennes » et les individus qui subissent l'exploitation de leur bourgeoisie respective.

Pour prendre un dernier exemple en Irlande du Nord, la résistance menée par l'IRA face au colonialisme britannique, au nom d'une prétendue nation irlandaise à réunifier, dans une logique fratricide et étrangère à la lutte de classes, a abouti à une impasse. Nous condamnons ici la politique et les méthodes de cette armée qui constitue une force allant à l'encontre de l'émergence d'une révolution sociale.

Dans les situations de colonialisme, il va de soi que notre action doit se diriger contre les États colonisateurs (revendication portant sur le retrait des troupes, actions contre la répression ...).

Mais si le nationalisme des oppresseurs et celui des opprimés se distinguent par leur genèse (l'un est une idéologie légitimant l'oppression, l'autre est une réaction contre cette oppression), et les dynamiques qu'elles induisent, on ne peut, dans le même temps, faire l'impasse sur les intérêts divergents des classes sociales existant dans les espaces colonisés (bourgeoisie, intelligentsia et la grande masse des opprimés).

La constitution d'un État-Nation dans le pays colonisé, s'avère être la conséquence de l'incapacité ou de l'inexistence d'un mouvement révolutionnaire et ne peut constituer une de nos revendications.

Ces revendications sont :

- le droit inaliénable de chaque individu à l'auto-organisation dans des structures non autoritaires ;
- l'autonomie de tout individu et de tout groupement non autoritaire qui pour nous ne se réaliserait que sous la forme d'un fédéralisme volontaire et libertaire de ces groupements et individus.

Les militants et militantes de la Fédération anarchiste ne peuvent que soutenir les luttes qui vont dans ce sens et se doivent d'aider à les transformer en luttes de libération sociale.

Contre les guerres, menées et organisées par les États-Nations, en fonction des enjeux économiques capitalistes, la Fédération anarchiste refuse toute adhésion au schéma dominant d'analyses de type nationaliste des conflits guerriers. C'est-à-dire que prendre parti pour une soi-disant « Nation » contre une autre serait en contradiction fondamentale avec les objectifs qu'elle se donne.

Elle ne peut en aucune manière cautionner des « unions sacrées ».

C'est contre l'oppression et l'exploitation que lutte la Fédération anarchiste et elle s'opposera systématiquement à tous les États et à l'emploi de leurs forces armées. Son rôle consiste entre autres à épauler les mouvements de désertion de part et d'autre, à lutter pour que naissent des résistances aux gouvernements, aux États-Nations et aux bourgeoisies.

L'anarchisme militant a essentiellement deux tâches dans les luttes anti-impérialistes :

- propager les luttes anti-impérialistes révolutionnaires, en mettant au centre de celles-ci la question sociale, sans oublier le combat contre les organisations supra-nationales du type FMI ou ONU...
- activer la solidarité internationale en recherchant la communauté d'intérêt entre les différents opprimés. Quelle que soit leur oppression (étatique, culturelle, sociale, économique), tout en œuvrant dans le sens d'une mise en échec de la logique de domination qui anime les courants politiques autoritaires de ces mouvements.

Fédération anarchiste

6, 7 et 8 mai

1995

Rouen (Seine-Maritime)

52ième congrès de la Fédération anarchiste

Pas de liberté, pas d'égalité sans égalité sociale

in le Monde libertaire # 1000 du 18 au 24 Mai 1995

Le hasard (salles disponibles) avait fixé notre congrès durant le week-end du deuxième tour de l'élection présidentielle. Cette symbolique allait, pour une fois, être confirmée par les faits : les anarchistes, très présents dans la réalité des luttes quotidiennes, proposent un projet en rupture totale avec le système économique et politique actuel. Pendant trois jours, les délégué-e-s ont planché sur la stratégie de développement des idées et des pratiques libertaires, premiers pas indispensables pour une transformation radicale de la société. Seule concession à la politique « politicienne » : une heure à regarder les résultats à travers l'émission ... des Guignols.

Mais revenons au congrès. Il se déroule en trois parties distinctes : bilan des activités et contrôle des mandats donnés pour l'année écoulée ; débat sur l'orientation des activités et le développement des œuvres de la Fédération anarchiste ; mandatement pour 'année à venir. Cette année, le congrès a été marqué par un début d'évaluation des stratégies mises en œuvre depuis deux ou trois ans.

Nos outils de propagande - radio libertaire, le Monde libertaire, les éditions du même nom, la librairie Publico - ont des finances assainies (mais toujours précaires), par contre leur audience n'est pas à la hauteur de nos ambitions. D'où la nécessité d'une part de se doter de moyens plus importants (nouveau local, équipes renforcées ...) et d'autre part de développer la propagande en leur faveur et d'améliorer leur contenu, leur diffusion. Pour notre journal, la sortie du numéro « hors série » consacré à la fois au centenaire du titre et au numéro 1000 est une occasion de mettre en pratique rapidement cette volonté.

Ces outils ne sont rien s'ils ne sont pas au service d'une stratégie d'intervention sociale. Ces temps-ci, beaucoup de commentateurs parlent de troisième tour. Les congressistes pensent qu'il serait juste de parler d'un avant-tour social. En effet, tout le monde a pu constater que la période électorale, loin de suspendre l'action a été marquée par une recrudescence des luttes dans les entreprises et dans les quartiers. La présence des idées et des pratiques libertaires mors de ces luttes ont reconforté les congressistes. « Agir au lieu d'élire », voilà un slogan qui pour une fois a été mis en pratique à grande échelle.

Dans cette perspective, le congrès a travaillé sur des thèmes décidés pour certains depuis plusieurs années :

- le retour de l'ordre moral ;
- le partage des richesses et du temps libre ;
- la solidarité internationale (avec le peuple algérien) ;
- mais aussi le problème du logement (dans tous ses aspects) .

De manière plus générale, tous et toutes étions d'accord pour continuer à mettre en œuvre une stratégie comprenant deux axes principaux :

Ne pouvant que constater la faillite idéologique du marxisme et de la social-démocratie, les anarchistes doivent ré-affirmer haut et fort l'originalité, la modernité et la cohérence de leur projet. Ils représentent une rupture totale avec le capitalisme et ceux qui le servent ou se contentent de l'aménager ;

Les belles idées ne servent à rien si elles ne trouvent une application concrète qui les crédibilisent. Pour les militants anarchistes, s'organiser, mettre en place des pratiques libertaires, n'est plus une utopie, mais une réalité et une nécessité. Cela ne se conçoit que dans la durée, par un travail de proximité, au quotidien et non par la gesticulation.

Dans ces conditions, il est clair que les détenteurs des pouvoirs économique, politique et moral ont

toutes leurs chances de se trouver face au mouvement libertaire organisé, plus souvent qu'ils ne le souhaiteraient.

Wally - Groupe Louise Michel - Paris

Solidarité internationale pour les algériens et algériennes

Motion adoptée au 52ième congrès de la Fédération anarchiste à Rouen les 6,7 et 8 Mai 1995

Au vu de la situation algérienne, nous devons ré-affirmer notre solidarité avec les personnes en Algérie victimes de la répression.

Aujourd'hui, les associations qui aident concrètement les algériennes et les algériens, ou d'autres personnes déboutées du droit d'asile, commencent à avoir des problèmes avec la justice.

La Fédération anarchiste s'engage à impulser toute campagne de désobéissance civile quant au droit d'asile qui se mettrait en place durant l'année.

Nous le revendiquerons comme choix politique de l'organisation.

Fédération anarchiste

La propriété, c'est le vol !

Proposition de campagne fédérale au 52ième congrès de la Fédération anarchiste de Rouen des 6, 7 et 8 mai 1995

Le respect absolu de la propriété privée est la clé de voute du système capitaliste.

Dans ce système, le propriétaire d'un immeuble vide (souvent motivé par la recherche du profit maximum via la spéculation) vole la possibilité de se loger à des familles ou des individus jetés à la rue ...

Dans ce système, le propriétaire des moyens de production, qui sous prétexte d'augmenter la rentabilité de son entreprise licencie un travailleur, lui vole par là même les moyens de sa survie ...

Droit de propriété privée et valeur d'usage social des biens sociaux et des moyens de production sont au centre de la contradiction qui génère aujourd'hui ceux que certains appellent hypocritement la fracture sociale.

La Fédération anarchiste, à l'occasion de son congrès de Rouen, appelle tous ses membres à organiser pour l'année qui vient une campagne d'actions et de réflexions autour de cette contradiction fondatrice du système capitaliste, par la réappropriation des logements vides et le refus radical du système poubelle qui exclue les humains devenus inutiles à la production de toujours plus de marchandises.

Sans céder aux sirènes d'un phénomène de mode, ni tomber dans les logiques caritatives des professionnels de l'indignation médiatique, la Fédération anarchiste se propose :

- de coordonner de façon permanente les actions entamées sur ces terrains sociaux par les individus ou les groupes fédérés (par exemple : Bordeaux, Nantes, Tours, Bruxelles ...) ;
- de soutenir toute initiative de ses membres qui viserait à élargir pratiquement la faille ouverte dans le droit bourgeois par les "réquisitions"- occupations de l'hiver 1994-1995.

Il ne s'agit pas pour nous de nous substituer aux acteurs sociaux, mais d'apporter un soutien politique et/ou logistique à celles et ceux qui décident de prendre leur sort en main.

Fédération anarchiste

Pour supprimer la misère, l'exploitation, l'oppression ... c'est la société qu'il faut changer !

Motion adoptée au 52ième congrès de la Fédération anarchiste réuni à Rouen les 6, 7 et 8 Mai 1995

La Fédération anarchiste réunie en congrès à Rouen considère que l'élection de Jacques Chirac n'apportera à l'évidence aucune solution réelle et acceptable aux problèmes économiques et sociaux actuels.

En effet, Jacques Chirac, comme Lionel Jospin, n'a jamais envisagé de rupture avec un système générateur d'inégalités. Elu pour être gestionnaire de la misère, il tentera comme son prédécesseur de gérer et de pérenniser le capitalisme, en veillant au maintien d'un consensus qui s'effrite tous les jours un peu plus.

D'une part, le désintérêt marqué pour cette farce électorale et, d'autre part, la montée des luttes sociales durant la campagne électorale imposent à terme des solutions radicales.

La Fédération anarchiste considère qu'il n'y a pas de solution à la question sociale autre qu'une rupture révolutionnaire libertaire. Ses militants prendront toute leur place dans les combats futurs qu'ils susciteront dans un climat propice aux idées et aux pratiques libertaires.

Pas d'égalité sans égalité économique et sociale !

Fédération anarchiste

Solidarité avec Pierre Serres, objecteur insoumis

Motion de solidarité adoptée au 52ième congrès de Rouen de la Fédération anarchiste des 6,7 et 8 mai 1995

Après neuf ans de procédure et pas moins de huit procès, Pierre Serres vient de voir rejeter son recours en grâce auprès du Président de la République.

Condamné à une peine de six mois de prison ferme, il court le risque d'être arrêté et emprisonné à tout instant.

fidèle à son engagement contre la conscription et le militarisme, la Fédération anarchiste se joint au Collectif des objecteurs tarnais pour exiger l'arrêt des poursuites à l'encontre de Pierre Serres.

Sa liberté dépend de notre solidarité. Nous ne pouvons tolérer que Pierre soit emprisonné pour avoir simplement défendu continuellement ses convictions antimilitaristes.

Plus largement, la Fédération anarchiste se joint à l'initiative lancée par Avis de Recherche et le COT pour demander l'amnistie de tous les réfractaires.

Fédération anarchiste

17, 18 et 19 mai

1996

Toulouse (Garonne)

53ième congrès de la Fédération anarchiste

Motion de soutien aux interpellés des manifestations de décembre à Montpellier

Motion de soutien adoptée au 53ième congrès dela Fédération anarchiste réuni à Toulouse les 17, 18 et 19 Mai 1996

La Fédération anarchiste, réunie en congrès les 17, 18 et 19 Mai 1996 à Toulouse, affirme son entière solidarité avec les personnes encore incarcérées à la suite des manifestations de décembre dernier à Montpellier.

Nous nous opposons aux mesures d'expulsion vers leurs pays d'origine qu'encourent deux de ces prisonniers et condamnons la volonté du pouvoir d'écraser des êtres humains dont le seul tort est de ne pas accepter leur sort.

Nous réprouvons également les tentatives de criminalisation du comité de soutien aux emprisonnés de Montpellier dont un certain nombre de militants ont subi, le 14 Mai, des perquisitions, interpellations et mises en garde à vue, sous le fallacieux prétexte qu'ils avaient tenté de jeter le discrédit sur des décisions de justice.

Dans le cas où les pouvoirs publics engageraient des poursuites judiciaires à l'encontre de ces personnes, la Fédération anarchiste apportera tout son soutien à ceux que l'appareil répressif entend ainsi museler.

Fédération anarchiste

Contraception et avortement

Motion de soutien adoptée au 53ième congrès de la Fédération anarchiste réunie à Toulouse les 17, 18 et 19 Mai 1996

Depuis la reconnaissance légale, bien que restrictive du droit à l'IVG, obtenu après de longues années de lutte des femmes, les intégristes de tout poil et de toute obédience n'ont jamais cessé de s'y opposer par tous les moyens. Ces nouveaux croisés, par leurs attaques incessantes tant contre les centres d'IVG que par les pressions au sein du parlement (amendement Boutin, par exemple), prétendent nous imposer leur ordre moral et détruire nos libertés. Face au refus d'agir des gouvernements successifs pour améliorer la situation, il est nécessaire que nous continuions à nous mobiliser.

C'est dans ce contexte que la Fédération anarchiste francophone, réunie du 17 au 19 Mai 1996 à Toulouse, pour son 53e congrès, réaffirme son entière solidarité avec ceux et celles qui luttent pour le libre choix de la sexualité, de la contraception et de l'IVG notamment :

- Frédéric, Manu et Inty qui passent en procès le 21 Mai 1996 à Versailles, pour avoir fait face aux intégristes devant l'hôpital Mignot au Chesnay, les 27 Janvier et 9 Mars derniers.
- Paul Cesbron, qui risque d'être poursuivi en diffamation par ceux qu'il a fort justement dénoncés comme fascistes et antisémites e direct sur un plateau de télévision.
- Et à tous ceux et celles à venir.

Nous les soutiendrons comme nous avons déjà soutenu Fiammetta Venner.

Nous dénonçons la criminalisation grandissante dont sont victimes ceux et celles qui défendent la liberté de choisir, entre autres par l'amalgame entretenu par les médias entre « pro » et « anti » -IVG. Ces derniers voudraient tout imposer aux autres ; nous nous voulons pouvoir choisir nous mêmes. A leur violence physique et morale, nous opposerons partout où cela sera nécessaire notre volonté de vivre librement.

Fédération anarchiste

17, 18 et 19 mai

1997

Rennes (Ille-et-Villaine)

54ième congrès de la Fédération anarchiste

Des stratégies d'intervention de la Fédération anarchiste

Motion adoptée au 54ième Congrès de la Fédération anarchiste réuni à Rennes les 17, 18 et 19 mai 1997

Pour notre organisation il s'agit de définir une stratégie politique adaptée d'une part aux principes fondamentaux qui marquent la spécificité et l'ancrage de l'anarchisme et, d'autre part, aux manifestations particulières et aux mécanismes sociétaux :

- Perte de confiance vis-à-vis de l'alternative politique ;
- Montée des exclusions et de la misère : économiques, sociales ;
- Chute du " communisme " ;
- Critique de l'idéologie.

Mais avant tout, nous devons répondre collectivement et de manière unanime, en tant que militant(e)s de l'organisation politique " Fédération anarchiste " [... Et non Fédération " des " anarchiste(s)] à la question : " Est-il nécessaire de mettre en place une quelconque stratégie globale ? " En effet, la stratégie nous renvoie explicitement à la science ou l'art de combiner les forces qui sont les nôtres, forces qui se trouvent impliquées dans la lutte sociale, afin de (les) (nous) mener à des résultats positifs, voire même à la victoire [De quelle victoire peut-il s'agir ? Peut-être celle qui consisterait à aider les individus à se passer des " professionnels " de la politique...]...

La stratégie est donc : action conjuguée, réfléchie et menée collectivement afin de réaliser un but commun défini lui-même collectivement.

La confrontation sociétaire - quelle que soit la nature profonde de cette confrontation - passe par des étapes et des moments qu'il n'est pas bon de subir mais plutôt de maîtriser. La stratégie aide à approcher cette maîtrise nécessaire au cœur de la confrontation. La tactique, les tactiques devrions-nous écrire, représentent la configuration des moyens employés et des différentes propositions faites en vue d'obtenir le maximum d'efficacité et ce, afin d'ancrer totalement notre stratégie dans le réel.

Stratégie et tactique (à un degré moindre) semblent donc répondre plus à une nécessité qu'à un besoin marginal. Sauf à vouloir n'être que des témoins de notre temps, aptes seulement à indiquer à partir de la marge la voie à suivre, nous nous devons de mettre en œuvre les grands axes d'une stratégie anarchiste de transformation de la société.

Appliquons-nous donc à débattre de certains axes stratégiques fondamentaux :

- stratégie anarchiste alternative à l'électoralisme ;
- stratégie anarchiste de lutte contre le fascisme ;
- stratégie de développement d'un anarchisme ouvrier.

Fédération anarchiste

Stratégie anarchiste alternative à l'électoratisme

Motion adoptée au 54ième Congrès de la Fédération anarchiste réuni à Rennes les 17, 18 et 19 mai 1997

Face à l'électoratisme

Il ne s'agit pas ici de redéfinir les différentes propositions idéologiques, philosophiques et historiques de l'anarchisme en matière d'anti-étatisme, d'antipolitisme, d'anti-électoratisme ou d'antiparlementarisme. Elles représentent notre patrimoine idéologique commun. Elles sont connues de toutes et de tous dans notre organisation et dans les organisations libertaires et les mouvances anti-autoritaires amies. En revanche, il paraît nécessaire d'axer nos efforts d'information vers l'extérieur :

- Campagne vers le " grand public " ;
- Campagne vers les médias d'information (nationalement, régionale et localement) ;
- Meetings et conférences de presse... intégrant des personnalités qui nous sont proches.

Idéologiquement notre anti-électoratisme doit passer du stade du simple rejet - même explicité - d'un système (acte à connotation négative), au stade de la proposition alternative : développement des initiatives " citoyennes " multiples, diversifiées qui assument officiellement en leur sein ce rejet : " Nous pratiquons cette forme alternative de l'engagement car nous nous refusons à reproduire un acte d'abandon de souveraineté : en l'occurrence voter... ".

Voter un peu c'est abdiquer beaucoup !... pourrait s'avérer être un slogan intéressant qui indiquerait que l'individu se réapproprie sa souveraineté et se remet à " bouger " au moment où il abandonne l'acte de voter, acte d'abandon par excellence.

Un second point mérite d'être abordé. La propagande diffusée par la classe politique, toutes tendances confondues à gauche, propagande relayée le plus souvent par les médias, voire même les associations dites " citoyennes ", s'emploie à dénoncer notre abstentionnisme comme étant de nature à favoriser le Front national. Il n'est nullement question d'abandonner la plus petite parcelle de nos convictions anarchistes en matière d'anti-électoratisme. Il est en revanche nécessaire de répondre à nos détracteurs au moyen d'arguments différents de ceux employés en matière de perte de souveraineté individuelle ou collective.

Il est bon de montrer et de démontrer qu'historiquement, sociologiquement et même culturellement l'électoratisme conduit, par le jeu des alliances et des rapports de force inhérents à ce système, à une impasse : l'avènement à terme du totalitarisme politique. Ajoutons que le fascisme, " les " fascismes, se nourrissent de l'arithmétique politicienne tout en s'appuyant sur les déséquilibres sociaux.

L'alternative sociale tant prônée par les anarchistes et par notre fédération doit trouver un ancrage stratégique fort autour d'un vaste regroupement, à notre initiative, d'individus et de groupes locaux, régionaux et européens qui proposent de nouvelles formes de vie, sociales et culturelles...

Des individus et des groupes qui se regroupent sur la base de revendications intégrant des dimensions de dignité, de solidarité et d'égalité tels que :

- Le droit à l'usage d'un logement pour chaque individu ;
- Le droit de se déplacer sans tracasseries administratives et policières à l'intérieur et à l'extérieur de la C.E.E. ;
- La possibilité offerte à chacun de s'informer et de se former tout au long de son existence ;
- Le respect des droits fondamentaux des êtres humains et... notamment des enfants ;

- La possibilité, offerte à chaque individu, de subvenir à ses besoins physiologiques, psychologiques et culturels ;
- La possibilité pour chaque individu de se coaliser dans des comités de quartiers, d'usines, de villages, ou dans des lieux culturels.

La fédération de ces comités représente la véritable alternative fonctionnelle à la gestion administrative social-démocrate actuelle.

Fédération anarchiste

Stratégie anarchiste de lutte contre le fascisme

Motion adoptée au 54^{ième} Congrès de la Fédération anarchiste réuni à Rennes les 17, 18 et 19 mai 1997

Notre organisation doit, dans les circonstances actuelles, offrir le cadre d'une perspective antifasciste rupturiste :

- A l'éruption " civique " et populaire qui se développe ;
- Au retour vers le " politique " paradoxalement méfiant à l'égard des " politiques "...

La stratégie de notre organisation en matière d'antifascisme doit, en tout état de cause :

1. Ne pas limiter l'affrontement au seul Front national. Ce parti s'appuie en effet sur des valeurs identitaires, de fierté d'appartenance nationale, sur des valeurs d'ordre et de sécurité, sur des valeurs de hiérarchie et de méritocratie, sur des idées inscrites dans la " culture nationale ". Or, ces valeurs sont assez largement partagées par des individus, groupes et partis au-delà du Front national.
2. Ne pas tomber dans la politique de l'amalgame - théorique et idéologique - qui tend à ranger sur un même plan par exemple, le FN et le PS. Le FN n'est ni le jouet, ni la " création " du Parti socialiste (de l'ère mitterrandienne) pas plus que l'épouvantail agité par une droite revancharde... Aussi devons-nous dénoncer simultanément et de manière différenciée :
 - le programme xénophobe et antisocial du parti de l'extrême-droite ;
 - la politique économique et sociale du gouvernement actuel ;
 - les perspectives - ou plutôt l'absence de perspectives - du changement sociétal réel, dans les divers programmes et propositions de la social-démocratie, humaniste ou dite " révolutionnaire ".
3. Eviter de réduire la lutte antifasciste à la seule lutte anti-capitaliste. Le fascisme recouvre des réalités diverses, des types de société qui peuvent être différents, même si, fondamentalement, ils reproduisent des fonctionnements similaires au quotidien : notamment l'absence de libertés individuelles et l'absence de respect de la personne humaine...

Nous devons :

- combattre le fascisme sur le terrain de l'idéologie et du programme ;
- affirmer d'autres valeurs ;
- reconstituer autour de ces valeurs un courant d'opinion large ;
- Mettre en place des pratiques alternatives...

Il ne faut pas reconstituer un Front uni des démocrates contre Le Pen, récurrence dans l'histoire d'une tradition antifasciste qui n'a réussi au mieux qu'à faire reculer les échéances de prises du pouvoir, mais jamais n'a opéré un réel barrage à ce même fascisme, pas même à sa légitimation populaire...

Nous devons proposer la fédération du niveau local jusqu'au niveau européen d'une force antifasciste :

1. Autour d'une plate-forme définissant des objectifs concrets évitant ainsi l'écueil des collectifs " unitaires " dans lesquels la largesse des idées vaut surtout pour absence d'idées et le flou idéologique gomme toute idée sérieuse de changement ;

2. Autour de l'affirmation de l'identité libertaire, de nos analyses, de nos pratiques permettant ainsi de développer et renforcer le courant antifasciste libertaire en même temps que de nouveaux lieux et espaces d'intervention ;
3. Capable de fournir à tout un ensemble de personnes qui rejettent consciemment ou inconsciemment le fascisme, un cadre concret et militant favorisant ce rejet tout en renouant avec le " politique " et l'idée d'action collective, autour de valeurs d'égalité, de solidarité, d'entraide ;
4. Oeuvrant pour des conquêtes sociales et culturelles qui investissent divers lieux de vie : associations, concerts, circuits indépendants, quartiers, villages, entreprises... Cette reconquête doit passer par un travail à l'intérieur des structures syndicales existantes afin d'y mener le débat et la confrontation des points de vue ;
5. Susceptible d'éviter la compromission politicienne favorisée par les autres opérations antifascistes déjà existantes ou qui vont se créer à l'approche des échéances électorales à venir ;
6. En ne leur prêtant pas plus d'importance qu'à de simples opérations à caractère ou à but politicien ;
7. En ne s'associant que de manière conjoncturelle avec ces autres composantes de " l'antifascisme " - ou plutôt anti- lepénisme - afin de sauvegarder à l'intérieur de la lutte sociale des espaces d'intervention, d'information et de lutte radicaux.

Fédération anarchiste

Stratégie de développement d'un anarchisme ouvrier

Motion adoptée au 54ième Congrès de la Fédération anarchiste réuni à Rennes les 17, 18 et 19 mai 1997

L'anarchisme ouvrier

Nous avons choisi à dessein ce titre afin de bien établir ce que représente l'intervention anarchiste dans le monde du travail dans un premier temps et dans le mouvement ouvrier dans un second temps.

Le monde du travail est une réalité socio-économique évolutive. En revanche cette réalité reproduit depuis l'origine quelques récurrences susceptibles de retenir toute notre attention :

1. Le monde du travail regroupe deux mondes qui s'opposent sur la base d'intérêts divergents et irréconciliables : les exploités et les exploités.
2. La lutte qui s'en suit et qui oppose ces deux mondes peut prendre un caractère révolutionnaire dès lors que la classe des dépossédés se donne comme but le renversement du pouvoir des possédants et la mise en place d'un système débarrassé de toutes références aux notions de propriété, de hiérarchie, d'exploitation et de pouvoir. Le mouvement ouvrier réalise le second objectif et tend à regrouper la classe de celles et ceux qui subissent (à des degrés divers) le salariat, l'humiliation du lien de subordination et de l'exploitation capitaliste. A tous ceux-là il faut ajouter celles et ceux qui, privés de salaires (les exclus du travail), subissent l'exploitation et l'humiliation du capitalisme de manière indirecte et l'humiliation quotidienne de l'État, garant de la paix sociale bourgeoise. Le regroupement en syndicats ou bien en collectifs de travailleurs a suscité dans l'histoire (et il en va de même aujourd'hui), l'intérêt des anarchistes quant à la forme de la lutte à mener contre l'exploitation, contre le capitalisme, contre l'aliénation et contre l'État.

Le syndicalisme révolutionnaire de la fin du XIXe siècle (jusqu'en 1902), représente l'apport idéologique et pratique de l'anarchisme au mouvement ouvrier révolutionnaire.

Les limites du modèle syndicaliste révolutionnaire sont apparues avec le dévoiement des idées d'origine. " Tout le pouvoir aux syndicats " [La Révolution prolétarienne n° 168 et 169 - février 1934] a même remplacé un temps " Tout le pouvoir au parti " n'offrant ainsi aux travailleurs révolutionnaires qu'une seule perspective : débattre uniquement des rôles respectifs des uns et des autres mais ne permettant aucunement de résoudre la quadrature du cercle : la gestion d'une société communiste libertaire une fois la révolution en marche...

L'expérience historique est là pour nous rappeler, si besoin était, que la lutte contre l'influence anarchiste dans le mouvement ouvrier a profité aux étatistes - social-démocrates de tous ordres - et a été facilité entre 1918 et 1926 [Création par P. Besnard de la C.G.T.-S.R.] - et même ultérieurement - par une fraction d'hommes se réclamant du syndicalisme révolutionnaire, mais peu enclins à défendre une société communiste libertaire, anarchiste...

Le communisme libertaire, qui s'intéresse aux divers aspects de la vie en société aborde de manière globale la lutte révolutionnaire.

1. Le syndicat peut être l'un des organes de lutte et de gestion dans le secteur de la production.
2. La commune est l'organe de lutte et de gestion dans les secteurs de la distribution, de l'administration, de la culture, etc.

La fédération intelligente et opérationnelle de ces deux entités étroitement imbriquées peut éviter les déviations auxquelles ont abouti la plupart des parenthèses " révolutionnaires " opérées par le haut : Russie, Cuba [Il s'agit de pays ou de régions du monde dans lesquels le système a changé (ça

ne concerne pas l'Ukraine de 1917-1921 ou l'Espagne de 1936-37).], Chine, etc.

A partir de ces éléments, la Fédération anarchiste doit développer une stratégie pluri-directionnelle d'investissement du mouvement ouvrier (travailleurs et chômeurs compris).

1. Nous devons favoriser le développement de toutes les expériences :
 - qui tendent à mettre en avant l'autonomie de réflexion et d'action des salariés ;
 - qui dépassent le cadre de la simple revendication corporatiste ou catégorielle afin d'intégrer celui de l'agencement sociétaire.
2. Nous devons renforcer - quand ils existent -, les syndicats se réclamant expressément de l'anarcho-syndicalisme et rejetant l'électoratisme bourgeois sans aucune réserve, ainsi que l'ensemble des organisations adhérant aux finalités et fonctionnements libertaires.
3. Dans la mesure où le mouvement révolutionnaire ouvrier nous offre des espaces militants de réflexion et de lutte, nous devons les investir individuellement et collectivement en tant que F.A. sans jamais omettre que la révolution sociale recouvre une multitude de remises en cause, dont certaines n'ont aucun lien objectif avec la question de la production.

Les anarchistes ont de ce fait une place centrale dans le combat ouvrier !

Nous devons :

- favoriser l'émergence de tous les aspects de la contestation sociale ;
- nous opposer à toute forme de recomposition de l'État une fois la révolution sociale entamée.

Fédération anarchiste

30, 31 et 1er juin

1998

Montpellier (Hérault)

55ième congrès de la Fédération anarchiste

55ième congrès de la Fédération anarchiste

in le Monde libertaire # 1127 du 11 juin 1998

Les 30, 31 mai et 1er juin dernier s'est tenu à Montpellier le 55 congrès de la Fédération anarchiste. Ce fut l'occasion durant ces trois jours de faire le point sur une année riche en événements et luttes sociales. Au centre des débats se trouvaient la lutte des sans-papiers, la montée des idées fascisantes et un état des lieux du mouvement des chômeurs et de notre investissement dans celui-ci. À cet effet, le congrès reçut les salutations de plusieurs délégués de collectifs de chômeurs du sud de la France. En terme de perspectives, nous nous sommes surtout efforcés, dans un contexte de gauche au pouvoir, de réfléchir au renforcement d'un mouvement social autonome par rapport à toute représentation politique en favorisant essentiellement la pratique de l'action directe. Il fut aussi abordé l'importance de la redéfinition et de la popularisation du projet social libertaire. Enfin, la question de la promotion et de la défense de nos œuvres pris une place dominante dans ce congrès. Il ne faut pas oublier que Radio libertaire comme notre hebdomadaire Le Monde libertaire subissent des attaques sous la forme de procès.

Ni fascisme ni post-fascisme

Motion adoptée au 55ième congrès de la Fédération anarchiste réuni à Montpellier les 30, 31 mai et 1er juin 1998)

Le changement proposé par le Front national n'apporte pas une voie politique et sociétale nouvelle mais vise à mettre en pratique de vieilles idées déjà éprouvées douloureusement, en particulier en France :

- 10 Juillet 1940 : l'assemblée nationale vote les pleins pouvoirs à Pétain (y compris une majorité d'entre les socialistes). C'est le début de la " révolution nationale ", puis " la voie de la collaboration " ;
- avril 1998, les élus du centre et de droite pactisent avec le Front national lors des élections régionales.

Le FN a désormais enraciné son électorat et profite du jeu politicien pour s'ancrer dans les institutions. On peut s'attendre à ce qu'il s'affirme à nouveau à l'occasion des prochaines élections, les européennes, puisque le thème de l'Europe divise la droite comme la gauche.

Aucun parti politique ne peut passer pour un rempart crédible contre la progression du FN. Pas le PS qui est pour beaucoup dans sa médiatisation, se conduisant en pompier pyromane. La préférence nationale ne s'exprime pas seulement à Vitrolles mais aussi dans les lois Chevènement. Pas le PC dont les thèmes nationalistes et autoritaires ont permis le transfert de nombre de ses électeurs vers le parti qui se prétend faussement être aujourd'hui " premier parti ouvrier de France ". Pas non plus les politiciens de droite qui en sont venus à composer puis à pactiser plus ou moins secrètement avec les néo fascistes et n'ont pas rendu ceux-ci plus respectables mais se sont simplement révélés plus malhonnêtes que ne le croyaient les électeurs. Les partis de droite comme de gauche souhaitent en vérité maintenir l'ordre établi.

Lutter contre le FN ne suffit pas. Il faut surtout lutter contre ses idées, ses valeurs et ses pratiques. Celles-ci se diffusent à tous les niveaux de la société, par les discriminations de toutes ordres (chômeurs, immigrés femmes, homosexuels....) ; la banalisation de la xénophobie et de l'antisémitisme, l'exploitation de la délinquance et du chômage dans un discours terrorisant sur " l'insécurité ", liant presque toujours délinquance et immigration. Tout parti politique a maintenant inscrit un chapitre " sécurité " dans son programme.

La fédération anarchiste entend donc s'inscrire non pas dans un " Front républicain " électoraliste mais dans un front des luttes. Les anarchistes appellent à investir toutes les luttes qui sont non seulement sociales mais visent à repousser toute expression de xénophobie, à déconstruire les slogans simplistes, à dénoncer le double langage qui vise à faire passer pour respectable un parti dont les fondements idéologiques sont parmi les pires que l'ont ait connus dans le monde et à déjouer ses tactiques opportunistes.

Fédération anarchiste

22, 23 et 24 mai

1999

Lorient (Morbihan)

56ième congrès de la Fédération anarchiste

La guerre : un crime contre l'humanité

Motion du 56ième congrès de la Fédération anarchiste réuni à Lorient les 22, 23 et 24 Mai 1999

Depuis deux mois maintenant, l'intervention militaire de l'OTAN n'a fait que renforcer l'épuration ethnique menée au Kosovo par le régime serbe. De plus, les dépenses pharaoniques de la guerre sont autant de richesses gâchées par des pays où les sans-abri sont toujours plus nombreux, où la misère et la précarité sont toujours plus criantes ... Il est bien évident que la guerre ne fait pas simplement des dégâts économiques accompagnés de "dommages collatéraux" mais provoque de véritables drames humains : déportations, exécutions sommaires, viols systématisés, exil.

La guerre est une horreur et l'État français est aujourd'hui co-responsable de cette honte.

Depuis deux mois, l'OTAN, bras armé du capitalisme mondial s'arroge un droit d'ingérence, réclamé depuis des années par certains intellectuels, au nom d'un droit international, lequel est d'ailleurs de toutes façons le droit du plus fort.

Le prétexte humanitaire est appliqué en fonction des intérêts du capitalisme, gendarme du monde. L'arbitraire du choix de l'intervention en ex-Yougoslavie et non ailleurs (Afghanistan, Chine-Tibet, Turquie-Kurdistan ...) en est la preuve.

Les anarchistes ont toujours dénoncé le nationalisme comme absurde et générateur de guerre.

Nous condamnons le régime de type fasciste de Milosevic, régime issu de la faillite du communisme, ainsi que la mise en avant d'un système social démocrate qui serait la panacée où l'option d'une alternative nationaliste telle que proposée par l'UCK. Depuis près de dix ans le conflit yougoslave s'est nourri de l'exacerbation du nationalisme des peuples des Balkans. Nous constatons une fois de plus les conséquences désastreuses du nationalisme, du militarisme et de la xénophobie. En opposition, nous proposons le fédéralisme libertaire afin de permettre que les identités s'affirment et s'émancipent, dépassant ainsi le cadre des nationalismes et des frontières, à travers la solidarité, l'entraide et l'interculturalité.

La Fédération anarchiste continue sa lutte contre les marchands d'armes, les militaristes et les nationalistes ici et partout ailleurs.

La Fédération anarchiste, qui réclame l'ouverture de toutes les frontières afin d'accueillir les populations fuyant la guerre, apporte son soutien aux déserteurs de toutes les armées impliquées dans ce conflit.

Alors qu'on nous appelle à voter pour une construction européenne qui non seulement ne garantit pas la paix en Europe mais participe à la guerre, la Fédération anarchiste fidèle à son principe "agir au lieu d'élire" appelle à manifester contre toutes les armées et les nationalismes.

Fédération anarchiste

Initiative pour l'accueil des déserteurs et des insoumis

56ième congrès de la Fédération anarchiste réuni à Lorient les 22, 23 et 24 Mai 1999

Il est des yougoslaves de Serbie, du Montenegro, et d'ailleurs ... qui refusent de participer aux opérations de purification ethnique menées par le gouvernement serbe au Kosovo et qui s'insoumettent à l'ordre de mobilisation qui leur est notifié ou qui désertent.

Il est des Kosovars qui refusent la logique du nationalisme "grand albanais" et de l'affrontement guerrier et qui s'insoumettent à l'ordre de mobilisation qui leur est notifié par l'UCK ou qui désertent.

Il est des Algériens, des Turcs, des Kurdes, des Chinois, des Tibétains, des Sénégalais, des Palestiniens, des Israéliens ... et même des Français, qui refusent de choisir un camp nationaliste contre un autre, un camp religieux contre un autre, un camp militaire contre un autre, un camp étatique contre un autre ... et qui, pour échapper aux bourreaux d'aujourd'hui ou de demain, ont le courage de fuir.

Ceux là sont l'honneur d'une humanité sans frontières de quelque ordre que ce soit, d'une citoyenneté du monde et d'une civilisation basée sur le respect de la personne humaine, le refus des névroses nationaliste, religieuse, étatique, exploitatrice, oppressive ... et le devoir imprescriptible de s'insurger contre l'intolérable.

Ceux là, que tous les gouvernements du monde capitaliste à la mode d'ici et d'ailleurs refuseront toujours d'aider et d'encourager (pas fous !), méritent assurément notre respect.

Ceux là méritent davantage !

Parce que nous sommes quelques uns et quelques unes à estimer que si les osts ne sont pas obligatoirement des nains, les exemples, quant à eux seront toujours des géants, nous avons fait le choix d'appeler tous les citoyens du monde à désertre les intolérables en tout genres, de les aider (financièrement en montant des réseaux leur permettant de franchir les frontières et en leur offrant les moyens d'une insertion économique, politique et sociale), de les accueillir et de faire tout cela au grand jour.

Prolétaires de tous les pays, braves gens de tous les espoirs et chevaliers de tous les rêves...

Rejoignez-nous et organisons, haut et clair, l'accueil de tous les insoumis et de tous les déserteurs du monde.

Fédération anarchiste

10, 11 et 12 juin

2000

Perpignan (Pyrénées-Orientales)

57ième congrès de la Fédération anarchiste

La Fédération anarchiste a tenu, du 10 au 12 juin, son congrès annuel à Perpignan. Pour une organisation anarchiste qui se veut vraiment anarchiste, et vraiment organisée, le congrès est le moment fort de la vie fédérale. À l'occasion du congrès, quelques 150 à 200 militants et militantes se retrouvent pendant deux journées et demie. Leur programme comporte un certain nombre de passages obligés.

À l'ordre du jour : fonctionnement interne...

- Le point sur l'état de la Fédération. C'est le moment de vérifier si les mandats des précédents congrès ont été correctement remplis ; d'avoir une vue panoramique sur le développement de la FA, sur son action durant l'année passée, sur ses relations avec les mouvements politiques et sociaux, sur ses liens avec le mouvement anarchiste international ; de sonder la santé politique et financière de nos outils fédéraux : Monde libertaire, Radio libertaire, Éditions du Monde libertaire, librairie du Monde libertaire...
- Les perspectives de développement qualitatif et quantitatif. Cette année, nous nous sommes particulièrement penchés sur notre (et votre) hebdomadaire. Le Monde libertaire est écrit par des militants et des militantes, son Comité de rédaction est composé de camarades bénévoles pour qui il représente un lourd investissement. Il ne reçoit évidemment aucun autre apport financier que celui de ses lecteurs et lectrices, mais subit de plein fouet chaque hausse du papier, du timbrage ou du transport. D'où une précarité financière chronique, et la nécessité permanente de redoubler d'efforts et d'ingéniosité pour que le Monde libertaire soit chaque semaine dans votre kiosque, sur votre marché ou (c'est le mieux) dans votre boîte aux lettres. En outre, notre maquette a dix ans, et commence à vieillir : il est donc temps de penser à la changer.
- La désignation des camarades qui mettront en œuvre, au niveau fédéral, les résolutions approuvées par le congrès et coordonneront la Fédération jusqu'au congrès suivant. Et comme nous refusons par principe de donner des chèques en blanc, il revient au congrès de cadrer leur action par l'adoption de mandats aussi précis et fonctionnels que possible. Là encore, nos mandatés et mandatées le sont à titre purement bénévole, et nous n'avons bien entendu aucune mairie ni mutuelle à notre botte pour leur trouver des emplois fictifs ! Comme de surcroît ces postes techniques ou politiques représentent souvent des charges assez lourdes, mais ne sont pas des postes de pouvoir, les candidatures ne se bousculent pas toujours...

...et luttes sociales

On en oublierait presque que, outre ces aspects essentiellement internes, le congrès est, de manière essentielle, un endroit de discussion et de décision politiques. C'est le lieu où tirer un bilan des luttes sociales et émancipatrices en cours, où prendre des positions fédérales, et où prévoir, dans la mesure où ils sont prévisibles, les axes majeurs de notre intervention future. Ainsi cette année, vous trouvez dans cette page deux motions adoptées au congrès de Perpignan : une motion sur le féminisme anarchiste qui exprime notre positionnement face à une société loin d'être débarrassée du patriarcat, et envers un mouvement féministe qui se fait de plus en plus instrumentaliser par des enjeux purement politiques ; et par ailleurs une motion rappelant notre analyse et notre implication dans les luttes sociales, comme ne peuvent l'ignorer les fidèles du Monde libertaire.

Bien entendu, nous avons aussi mis à jour notre réflexion et élaboré nos axes d'intervention en vue de l'année électorale à venir. À l'heure où l'on nous sert, sous le nom de démocratie participative, une invitation à participer à notre propre exploitation, où un Le Braouzec se prétend communiste libertaire, où un quelconque énarque Vert se réclame de Proudhon et Bakounine, nous nous devons plus que jamais d'être présents pour dénoncer l'imposture électoraliste, quels que soient les oripeaux dont elle se pare ; pour impulser là où c'est possible une pratique libertaire dans les structures de bases telles que les comités de quartier ; et pour y dénoncer dès qu'ils se produiront les blocages et les impasses que la société de classes et la municipalité politicienne ne manqueront pas de créer.

Enfin, un congrès, c'est aussi l'endroit où l'on se retrouve. L'endroit, pourquoi le nier, où l'on

s'engueule (le caractère « entier » des anarchistes est légendaire...) ; l'endroit aussi où l'on prend le temps de découvrir et de parler à des camarades formidables, mais dont on pourrait ignorer jusqu'à l'existence si on restait confiné dans son petit groupe, sa petite localité, sa petite coterie. L'endroit où une communauté humaine comme il en existe des centaines d'autres vérifie que, fût-elle anarchiste, elle reste une communauté humaine, avec sa chaleur, ses élans et ses faiblesses. Avec, en plus, juste en commun cette idée qu'un autre futur est possible.

Et tout cela doit tenir en deux journées et demie. Avant de repartir pour une nouvelle année de discussions, de luttes, de collages, de solidarités diverses, bref une nouvelle année d'intervention anarchiste vers cette émancipation qui, nous en sommes conscients, ne viendra certainement pas toute seule si nous ne nous battons pas pour aller la chercher...

Le secrétaire général de la FA

Contre la démolition sociale

Motion d'analyse économique et sociale adoptée au 57ième congrès de la Fédération anarchiste réuni à Perpignan les 10, 11 et 12 juin 2000

Ce n'est pas les gouvernements qu'il faut remplacer

Ce n'est pas le capitalisme qu'il faut « humaniser »

C'est la société qu'il faut changer !

Les riches n'ont jamais été aussi riches, les pauvres sont de plus en plus nombreux. Les « violences sociales » dont les médias sont si prompts à parler prennent leur source dans la misère et le manque de perspectives de tout un pan de la jeunesse. Les plans sociaux se succèdent, les « chômeur-e-s » sont transformé-e-s en précaires permanent-e-s. Les patrons cumulent les salaires exorbitants et les bénéfices qu'ils tirent en Bourse de leurs stocks options. Par ailleurs, l'État, au service du libéralisme démantèle les services publics (santé, éducation...). Conjointement, l'État et les patrons veulent casser toutes luttes de classes en nous invitant à devenir petits actionnaires ou en usant d'artifices (économie solidaire, démocratie participative, emplois-jeunes...). Enfin la production intensive dictée par le profit n'a que faire de notre qualité de vie (marées noires, vaches folles, organismes génétiquement modifiés...).

Contre tous ces mauvais coups, la Fédération anarchiste appelle à réagir :

- parce qu'au jeu de la Bourse, les salarié-e-s seront toujours perdant-e-s, il nous faut dénoncer toutes les tentatives de mise en oeuvre de collaboration de classes, par le biais de politiques tentant d'allier le Capital et le Travail ;
- parce que la participation, l'intéressement, l'épargne salariale et les « fonds de pension », quelles que soient leurs formes ou leurs appellations du moment, sont des marchés de dupes ;
- parce que la réponse sécuritaire de l'État à la misère (flotage, police de proximité, vidéo surveillance, construction de nouvelles prisons) ne doit pas faire oublier que la première violence, celle dont découlent toutes les autres, c'est l'exploitation et l'oppression, qu'elle soit capitaliste, étatique, patriarcale, religieuse... Parce que la Loi Aubry (la première comme la seconde), dite des 35 h est de la pure arnaque (flexibilité, annualisation, partage de la misère salariale), Parce que les cliniques de luxe sont réservées pour les riches et que des millions de pauvres doivent se contenter de la CMU et du RMI ou d'encore moins - et parce que notre santé n'est pas à vendre ;
- parce que l'éducation, aujourd'hui, est un apprentissage de la compétition et de la loi du marché alors que, pour nous, elle doit avoir pour but l'épanouissement des femmes et des hommes ;
- parce qu'il ne peut être question d'accepter la remise en question des droits les plus élémentaires des chômeur-euse-s ;
- parce que patron-e-s et salarié-e-s, nous n'aurons jamais les mêmes intérêts et parce que la lutte de classes reste plus que jamais d'actualité !

Les avancées sociales ont toujours été gagnées par les luttes, c'est pourquoi nous ne devons rien attendre de l'État et prendre nos affaires en main. Face à l'arrogance du patronat, de ceux et celles qui prétendent vouloir nous gouverner, il s'agit de riposter massivement en développant à la fois des revendications immédiates et un projet sociétair.

Anarchistes, nous avons des propositions de luttes à construire ensemble :

- pour une réelle réduction du temps de travail massive et sans concession ;
- pour une remise en cause du salariat, des rapports hiérarchiques et des discriminations racistes et sexistes ;
- pour une sécurité sociale et un système de retraite par répartition autogéré, égalitaire et solidaire ;
- pour défendre et développer des services publics sur la base de la gratuité, de l'égalité, de l'entraide et de la gestion directe, pour leur extension à l'ensemble de la production des biens et des services ;
- pour construire et développer un mouvement social au niveau international, seul capable de faire contre-poids à la mondialisation.

Et à terme :

- Une société sans classes et sans État ;
- l'autogestion généralisée de la production et de la distribution ;
- pour mettre l'économie au service de nos besoins, sur la base de l'égalité économique et sociale.

Nous militerons dans les quartiers, les lieux de travail pour organiser une riposte de classes à la hauteur de l'enjeu que constitue le vaste chantier de la Démolition sociale entrepris par le MEDEF en partenariat avec le gouvernement de gauche plurielle.

Fédération anarchiste

Stratégie fédérale féministe anarchiste

Motion d'orientation adoptée au 57ième congrès de la Fédération anarchiste réuni à Perpignan les 10, 11 et 12 juin 2000

On ne peut que constater l'évolution du mouvement des femmes vers un féminisme institutionnel, lié peu ou prou à l'arrivée de la gauche au pouvoir, lié aussi à l'émergence de meneuses qui ont vu dans cette gauche un salut pour leur combat puis pour leur carrière. Celles-ci se sont appliquées à réduire à la parité politique l'aspiration des femmes à la participation sociale. Le mouvement des femmes, mouvement de société dans son ensemble dans les années 70, connaît aujourd'hui un reflux vers un mouvement féministe élitare.

C'est dans ce contexte qu'arrive " La Marche Mondiale des femmes de l'an 2000 " ; elle nous semble inacceptable, en particulier sur les points suivants :

1. elle a été élaborée depuis 1998 par une élite de 140 femmes à travers le monde (65 pays) ;
2. son objectif avoué est l'interpellation des instances internationales institutionnelles (ONU, Parlement européen, etc.) afin que celles-ci légifèrent en faveur des femmes ;
3. elle appuie explicitement la campagne du Jubilé 2000 ;
4. elle entraîne un nivellement par le bas des différentes revendications. Le droit à la contraception, à l'avortement et au libre choix sexuel (droit d'être lesbienne, gay, ...) sont conditionnés aux rapports de force dans les différents pays.

Si nous nous accordons sans peine à constater, avec les animatrices de la Marche Mondiale, la tragédie de la condition faite aux femmes dans le monde, l'écueil, que nous relevons, dans cette mobilisation mondiale, est le choix stratégique de refuser de se donner les moyens de faire diffuser le débat le plus largement possible dans la société.

Nous proposons donc :

1. de réaffirmer la nécessité de définir des droits qui soient universels et non déclinables en fonction de spécificités géographiques, politiques ou religieuses ;
2. de s'engager à lutter contre les actes anti-féministes, lesbophobes et homophobes ;
3. d'organiser des contre pouvoirs : cela passe par la coordination planétaire des informations
4. d'inviter partout à l'organisation de débats pour continuer la réflexion et le combat menés autour de la « Contribution aux débats - Réflexion pour une autre démarche pour le droit des femmes » diffusée à l'occasion de la " Marche Mondiale " le 17 juin 2000 à Paris et publiée, entre autre, dans le Hors-série estival de l'année 2000 du Monde Libertaire ;
5. la signature fédérale (FA- Signature Fédérale) pour la « Contribution aux débats - Réflexion pour une autre démarche pour le droit des femmes » éditée à l'occasion de la « Marche mondiale des femmes de l'an 2000 ».

Fédération anarchiste

2, 3 et 4 juin

2001

Besançon (Doubs)

58ième congrès de la Fédération anarchiste

Les anarchistes dans le monde du travail

Motion adoptée au 58ième congrès de la Fédération anarchiste réuni à Besançon les 2, 3 et 4 Juin 2001

Depuis la fin des Trente glorieuses et de l'État providence, le capitalisme connaît une nouvelle phase de mutation. Depuis le début des années 90, ce qu'il est convenu d'appeler la "mondialisation" nous impose de nouvelles conditions dans l'organisation du monde du travail et de l'exploitation capitaliste.

Aujourd'hui, le patronat, ne sacrifiant en rien ses profits, et les augmentant encore sous la pression des investisseurs, des bourses et des banques, a pour objectif de faire voler en éclats les acquis sociaux, structurant ainsi une ère nouvelle, celle de la précarité généralisée.

Situation nous ramenant à celle du 19e siècle, où le travailleur, totalement dépendant du patron, est condamné à accepter l'innacceptable tant dans ses conditions de travail que dans sa vie quotidienne.

C'est dans ce contexte, qu'au niveau national, le MEDEF se permet aujourd'hui d'avancer ses pions avec sa fameuse refondation sociale. Une totale remise en cause :

- du droit des chômeurs en les astreignant au PARE : véritable police des chômeurs utilisant le chantage à la rémunération en cas de refus d'un poste proposé et donne les "pleins pouvoirs" aux ASSEDIC ;
- du droit à la retraite : en voulant imposer une durée de cotisation de 42,5 annuités pour les retraites complémentaires, les patrons remettent en cause le droit de partir avec une retraite complète à 60 ans. Il est bien sûr question sur le fond d'en finir avec le système des retraites par répartition.

C'est aussi dans ce contexte que Danone, Marks & Spencer, C&A, AOM, ... n'hésitent pas à licencier des milliers de salariés au profit de leurs actionnaires.

L'État, de son côté, s'il tente de se faire passer pour un médiateur favorable aux travailleurs en faisant voter des lois dites sociales contre les licenciements, n'en reste pas moins un État-patron de 5 millions de fonctionnaires et agents de la fonction publique, le premier à recourir abusivement aux contrats précaires. Des salaires augmentés seulement de 0,5% puis de 1,2% sur deux ans et l'organisation d'une RTT engendrant gel des salaires, annualisation du temps de travail ... voilà les questions qui sont au cœur des luttes menées dans la fonction publique.

Nous constatons aujourd'hui que les salariés n'en sont plus à lutter pour arracher de nouveaux droits, mais à se mobiliser pour défendre nos acquis régulièrement menacés par le patronat et l'État. Seule une véritable mobilisation interprofessionnelle et la grève générale feront reculer nos exploités.

Nous, militants anarchistes, si nous n'avons pas les moyens d'impulser, seuls, ces luttes, ni d'en être les moteurs, nous n'en sommes pas moins des acteurs. Notre organisation a toute sa place dans la construction de ce mouvement social.

Fédération anarchiste

18, 19 et 20 mai

2002

Rouen (Seine-Maritime)

59ième congrès de la Fédération anarchiste

Adresse aux libertaires

Motion d'orientation adoptée au 59ième congrès de la Fédération anarchiste réuni à rouen les 18, 19 et 20 mai 2002

Aujourd'hui, les idées anarchistes refont surface partout sur la planète, ce qui ne peut que nous réjouir. Pour étendre au plus profond dans la société nos convictions, pour engranger l'avancée de nos idées et de nos pratiques, il est indispensable de mettre en commun nos réflexions et nos expériences.

La mise en réseau du mouvement libertaire est le défi de la décennie qui vient. Cette mise en réseau se fera dans le respect de la spécificité de chaque composante du mouvement libertaire. Elle se construira dans les luttes sociales et dans les localités, où les exemples de pratiques communes des libertaires se multiplient déjà.

A tous les niveaux, nous entendons dépasser les conflits qui ont trop longtemps déchiré et affaibli le mouvement libertaire, agir et nous exprimer ensemble chaque fois que cela sera possible, avoir des initiatives communes, bref, aller nettement de l'avant dans la voie d'une réelle coordination des libertaires, en France comme au niveau international.

Cette recherche de coordination ne signifie pas une uniformité de pensée ou une fusion organisationnelle. Des différences d'orientation existent entre les courants du mouvement libertaire. Nous ne disons pas qu'il faut taire ces différences, mais au contraire qu'il est temps de les accepter sans qu'elles soient un obstacle aux débats et à l'action. Car les divergences ne doivent pas masquer l'essentiel : aboutir à une société sans état, sans classe, basée sur le fédéralisme.

De ces échanges pourront naître des idées nouvelles, utiles à l'affirmation d'un combat libertaire contemporain. Les libertaires entendent en effet peser ensemble dans les débats de société. Ils veulent gagner à leurs idées de nombreux nouveaux militants -es- et sympathisants -es-, et évoluer grâce à elles et eux. Contribuant ensemble à l'affirmation d'un projet libertaire de société sans classe. Ils combattront également les honteuses récupérations et les amalgames démagogiques des soi-disant « libéraux-libertaires" ou des « anarcho-capitalistes".

Pour avancer vers cette coordination du mouvement libertaire, nous adoptons une première série de résolutions :

1. Solidarité des libertaires face à la répression

Alors que le pouvoir tente de criminaliser les mouvements sociaux et que la répression frappe durement de nombreux militants -es-, l'affirmation d'une solidarité est plus que jamais nécessaire. Solidarité réciproque des militants -es- et des courants libertaires. Solidarité des libertaires en direction de toutes et tous les militantes -s- du mouvement social.

2. Mutualisation des informations

Les composantes s'engagent à se tenir mutuellement et régulièrement au courant des mobilisations auxquelles elles sont amenées à participer. Cet échange d'informations peut prendre également d'autres formes : diffusion réciproque des publications dans les librairies, écho fait dans les journaux respectifs des communiqués...

3. S'exprimer ensemble

Des interventions communes des libertaires, tant locales qu'à tous les niveaux, sont souhaitables : tracts, affiches, déclarations, cortèges ou pôles communs dans les manifestations... Autant de possibilités à discuter avant chaque initiative, ces expressions communes ne revêtant aucun caractère "obligatoire" ou "exclusif", elles n'interdisent

nullement les expressions et les choix propres à chaque composante.

4. Mener le débat

Loin de vouloir faire taire l'expression d'opinions différentes et même divergentes entre libertaires, cette motion tend à ce que les composantes s'engagent à se voir et entendent contribuer à de véritables débats, y compris contradictoires au sein du mouvement libertaire, mais menés dans l'esprit d'écoute et de respect mutuel. Les attaques malveillantes, les critiques non étayées, les mises en cause des personnes seront évitées. Et, si de graves différends apparaissaient, les militants -es- impliqués -ées- veilleront à chercher ensemble les meilleures solutions.

5. Conduire et coordonner des actions

Cette motion, sans prétendre décider de ce que l'avenir permettra de construire, incite l'ensemble des composantes du mouvement libertaire à agir de manière coordonnée contre le système de soumission et de domination aujourd'hui en place. Elle propose ainsi de participer à la construction de forces décisives de transformation sociale reposant sur la solidarité, l'égalité économique et sociale et l'anti-étatisme.

Fédération anarchiste

Motion anti-électorale

Motion d'orientation adoptée au 59^{ième} congrès de la Fédération anarchiste réuni à rouen les 18, 19 et 20 mai 2002

La Fédération anarchiste ne peut se féliciter de la victoire d'un Chirac, tout comme elle n'aurait pu se réjouir de celle d'un Jospin ou de qui que ce soit de plus fasciste. Nous rappelons que le principe de la démocratie représentative est d'abandonner sa voix et son pouvoir au profit d'un politicien. À cet égard, rien n'a changé : malgré les taux d'abstention records jusqu'à ce pathétique second tour (les politiques antisociales de droite comme de gauche et l'impunité des élus en sont la cause principale), les élections passent et les problèmes restent...

La majeure partie des partis politiques, des organisations syndicales et des associations a voulu nous faire croire qu'il fallait sauver la République ; celle-là même qui, pilotée de nouveau par Chirac, met en danger nos libertés fondamentales.

À gauche ou à droite, plus personne ne remet en cause une société fondée sur les inégalités économiques et sociales : tous défendent le droit d'opprimer et d'exploiter autrui. Nous n'avons rien à attendre d'eux. À coups de privatisations, de casses du service public, de lois sécuritaires, les gouvernements successifs sont responsables et coupables. Qu'ils ne comptent pas sur le mouvement social pour les sortir du gouffre.

La démocratie ne protège pas de l'extrême-droite. Aujourd'hui en Europe, cette dernière est présente dans de nombreux gouvernements : Italie, Autriche, Danemark, Pays-Bas... Les élections n'ont jamais barré la route au fascisme, très souvent, le vote a légitimé les pires canailles ; Hitler et Mussolini sont arrivés au pouvoir par les urnes et c'est la chambre des députés qui a investi Pétain des pleins pouvoirs.

Les abstentionnistes ont toujours été calomnié-e-s. Quand ils/elles ne sont pas accusé-e-s de faire le jeu de la droite, ils/elles sont désigné-e-s comme les responsables des scores de l'extrême-droite.

Depuis des années, la social-démocratie et l'extrême-gauche parlementaire ont toujours muselé les mouvements sociaux en présentant comme seul débouché possible aux luttes, l'échéance électorale. Aujourd'hui, l'échec de cette stratégie attentiste est patent. Il faut sortir de l'impasse : pied à pied, dans les luttes sociales, dans tous les lieux et espaces, et au quotidien, nous devons développer collectivement des alternatives au capitalisme, au nationalisme, à la xénophobie, à l'État et au patriarcat et proposer un autre projet de société.

Ce projet devra remplacer l'exploitation de tous par la gestion directe de la production et de la distribution des richesses, par et pour la population. Ce projet, au lieu de confier la gestion des intérêts de la population à une minorité de privilégié-e-s, devra structurer l'intervention directe de chacun-e dans les décisions le/la concernant. Il est de la responsabilité de chacun-e de le faire vivre partout.

Partout, affirmons notre présence. Occupons le terrain, soyons actifs, manifestons. Avec toutes celles et ceux qui aspirent à une autre société, construisons une alternative sociale, d'émancipation, de liberté et de justice.

Fédération anarchiste

Motion pour un Front Social Anticapitaliste, antifascite et Antipatriarcal

Motion d'orientation adoptée au 59^{ième} congrès de la Fédération anarchiste réuni à rouen les 18, 19 et 20 mai 2002

Quels que soient les résultats des échéances électorales passées et à venir, nous constatons que les politiques menées en France et en Europe intensifient les logiques de régression sociale et de répression déjà mises en œuvre par les gouvernements de droite comme de gauche.

Cette situation nous conduit à réaffirmer la nécessité pour le mouvement social de reprendre l'offensive. C'est en ce sens que nous appelons à la création ou au renforcement d'un large Front Social Anticapitaliste seul rempart au fascisme, aux dérives sécuritaires, à la misère sociale et au patriarcat car aucune solution réelle ne sortira des urnes.

Nous envisageons ce front social dans une véritable dynamique de rupture, c'est à dire anticapitaliste, anti-sécuritaire et assurant l'autonomie du mouvement social. Si ce front social doit être le plus large possible sur ces bases, il se devra donc d'être déconnecté des logiques et échéances électorales.

Ce front social doit servir de base à la constitution de réseaux d'acteurs et d'actrices du mouvement social dans une logique de solidarité et de convergence des luttes.

Nous pensons qu'un certain nombre de revendications à court terme peuvent être fédératrices, tout autant qu'elles rentrent en rupture avec les logiques capitalistes, patriarcales et étatiques :

- gestion directe des retraites dans une logique de répartition égalitaire ;
- amélioration et gestion collective des services publics (eau, électricité, éducation, transport, santé...) pour aller vers l'extension de la notion de service public à l'ensembles des besoins individuels et sociaux (accès aux logements, aux moyens de subsistance essentiels...) ;
- revalorisation des salaires et des minima sociaux avec une véritable réduction du temps de travail et sans contrepartie de précarité, de flexibilité et de compressions salariales ;
- refus du tout sécuritaire comme organisation des relations sociales ;
- véritable égalité économique et sociale entre hommes et femmes.

Cet ensemble d'exigences impératives à court terme doit aussi nous permettre de substituer à la logique du profit et de la domination, celle de l'entraide sociale.

Ce front social et ces revendications ne seront développés et ne progresseront que par l'action sociale et syndicale directe à toutes les échelles (quartier, lieu de travail, communes...). C'est par la construction d'un rapport de force, s'appuyant sur des pratiques d'autogestion des luttes, de grève générale, de modes d'organisations alternatifs,...., qu'une véritable alternative crédible au système capitaliste, patriarcal et étatique tout autant qu'au fascisme verra le jour.

Fédération anarchiste

Abstention révolutionnaire !

Tract de la campagne fédérale abstentionniste pour l'élection présidentielle de 2002

Les abstentionnistes ont toujours été voués aux gémonies. Quand ils ne sont pas accusés de « faire le jeu de la droite », ils sont désignés comme les responsables des scores extrémistes.

Les abstentionnistes devraient faire l'objet de plus de considération de la part de nos politiciens. En effet, ils représentent une partie de la population autrement plus importante que celle de chaque courant politique participant à la mascarade. Les abstentionnistes ont toujours servi d'exutoire à la colère du « syndicat des perdants » en matière électorale.

Ce discours est aussi tenu par les partis de la gauche « plurielle » ou de l'extrême gauche d'une part parce qu'ils sont des défenseurs du système parlementariste et bourgeois, et d'autre part parce qu'ils n'ignorent pas qu'un courant du Mouvement ouvrier rejette l'électoratisme comme moyen de parvenir à une société de paix, libre, égalitaire et solidaire. Ce courant c'est l'anarchisme. Aussi, quand les politiciens fustigent les abstentionnistes, c'est surtout aux anarchistes qu'ils adressent leurs plus vifs reproches !

Quelques précisions...

Les abstentionnistes d'aujourd'hui peuvent être classés en trois catégories distinctes :

Ceux qui sont désignés sous le vocable de « pêcheurs à la ligne » par les politiciens et qui ne font aucune propagande pour l'abstention. De ce fait ils ne désirent entraîner personne derrière eux et ne se sentent pas concernés par la vie politique.

Ceux qui, déçus des partis de gauche depuis 1981, se sont éloignés soit définitivement, soit provisoirement des urnes. Cependant, ils n'ont pas pour autant repris à leur compte la dimension révolutionnaire du discours sur le refus de vote, sur l'abstention engagée et sur la nécessaire mobilisation dans les luttes.

Les anarchistes ont opté pour le choix de l'anti-électoratisme afin de ne pas tomber dans les rets du pouvoir. Ce choix, loin d'entretenir l'immobilisme, conduit celles et ceux qui refusent le vote comme instrument de transformation sociétariaire à s'inscrire totalement au sein du Mouvement social pour changer la société actuelle.

Partout les hommes d'Etat, les hommes d'argent, les hommes de répression ont toujours assouvi leur soif de pouvoir sur les masses par le truchement des urnes. Ce moyen légal, contre-révolutionnaire, est défendu par l'ensemble des idéologies qui se réclament peu ou prou de l'Etatisme. Pourtant vous pouvez constater que les isolements n'ont accouché que d'illusions... Très souvent même le vote a légitimé les pires canailles : Pinochet le massacreur d'Allende, Mussolini et ses centurions fascistes, Hitler et son N.S.D.A.P., Pétain et ses pleins pouvoirs, le F.I.S. et son intégrisme... La liste est longue... Les élections n'ont jamais barré la route au fascisme. Pas plus, d'ailleurs, que la politique politicienne ne propose une alternative crédible et efficace à cette société de sinistrose, inégalitaire et anti-humaniste. En réalité, ce ne sont pas tant les idées de Le Pen qui interpellent les bonnes consciences de nos politiciens, mais plutôt les scores que les fascistes atteignent... Ces scores se sont toujours nourris des politiques suivies : le seuil de tolérance des socialistes, les odeurs à Chirac, les rodomontades à Pasqua, les circulaires à Chevènement, les reculades de la gauche, les coups de gueule de la droite... les affaires et les scandales financiers de tous bords !

Complètement discrédité, enfoncé dans des scandales, financiers ou autres, le personnel politique ne pense qu'à défendre ses intérêts particuliers, individuels ou de clan. La politique et l'électoratisme n'intègrent aucune dimension de morale. Et quand il est question de morale, il s'agit d'une morale

de comportement... Une éthique des rapports individuels et collectifs, basée sur la Sincérité, la Justice, la Solidarité et l'Égalité : toutes choses qui s'écrivent avec une majuscule et que la classe politique ignore superbement.

L'abstentionnisme comme alternative...

C'est dans ce cadre que l'abstentionnisme prend une dimension alternative. Son corollaire, l'action directe donne des résultats plus probants que le « chèque en blanc » attribué aux politiciens... En opérant le choix politique de ne pas voter, les anarchistes mettent en évidence l'inutilité du « vote ». En effet, les anarchistes ne peuvent entretenir l'illusion des changements qui sont proposés pour plus tard... après... La misère et les inégalités, solidement installées dans notre pays, ne sont que la résultante de la passivité de larges couches de la population qui choisissent de voter plutôt que de lutter. Cette passivité est savamment entretenue par la classe politique, toutes tendances confondues, dont les intérêts se nourrissent de la démission électorale...

Pendant que certains votent...

Et pendant ce temps, Ernest-Antoine Seillière, le 15 janvier 2002 à Lyon, a fait entériner son programme très libéral par 2000 patrons officialisant ainsi l'entrée du patronat dans l'arène présidentielle. A un C.N.P.F. du compromis social a succédé un M.E.D.E.F. du combat politique. Quelques jours seulement après que Michelin ait annoncé la progression de ses bénéfices en même temps que 7000 suppressions d'emplois, la gauche plurielle, P.C.F. en tête, a rappelé Jospin à ses devoirs d'homme du "camp du progrès" et a exigé de lui que la loi donne un coup d'arrêt à ces « licenciements boursiers ». La politique, en l'occurrence la cohésion de la majorité gouvernementale, a vite repris le dessus et tout est rentré dans l'ordre... Les patrons ont pu poursuivre leurs mauvais coups en toute impunité. Jospin, dans le rôle dangereux du pompier chargé d'éteindre tous les incendies ? même quand ils éclataient dans le privé (Michelin, Danone, Moulinex) - a bradé l'héritage d'une gauche convertie à l'idée de compromis social. Au plan européen, la social-démocratie française et son homologue allemande ont, le 20 janvier 2002 à Berlin, mis la dernière main à un texte d'orientation commun intitulé : « Bâtir ensemble l'avenir de l'Union européenne ». Une récente réunion, à St Jacques de Compostelle, des ministres de l'Intérieur et de leurs homologues de la Justice des 15 de la C.E.E., a permis la mise en place du mandat d'arrêt européen... le ministre ibérique de la justice a déclaré : « Un pas important a été franchi vers l'Europe des libertés, de la sécurité et de la justice ». En fait il s'agit là de mesures communautaires tendant à réguler les flux migratoires, de blinder la porte sud de l'Europe. Une future police commune des frontières est envisagée à moyen terme.

En conclusion... Pendant que vous votez , ils profitent ! Pendant que les travailleurs et les exploités délaissent le terrain des luttes sociales pour devenir de dociles électeurs, les politiciens et leur alliés capitalistes préparent des lendemains qui déchantent... Les patrons s'emploient à faire progresser leurs marges bénéficiaires, au besoin en licenciant tous ceux qu'ils jugent "non rentables" et les édiles européens bâtissent des murailles pour protéger leurs prébendes... Loin de promouvoir la démocratie, la classe politique la réprime constamment. Les mobilisations contre la mondialisation, contre les politiques sécuritaires, contre les O.G.M., le nucléaire et les risques industriels, les luttes aux côtés des Sans Papiers se retrouvent le plus souvent en butte aux condamnations de l'injustice bourgeoise. L'illusion électorale retarde la prise de conscience qui ne peut naître que de la pratique de l'action revendicative et collective. Loin des urnes, c'est en agissant au sein des luttes sociales que nous favoriserons le développement d'une véritable démocratie.

Fédération anarchiste

Communiqué de la Fédération anarchiste du 7 mai 2002

La Fédération anarchiste ne peut se féliciter de la victoire d'un Chirac, tout comme elle n'aurait pu se réjouir de celle d'un Jospin ou de qui que ce soit de plus fasciste.

Nous rappelons que le principe de la démocratie représentative est d'abandonner sa voix et son pouvoir au profit d'un politicien. A cet égard rien n'a changé : malgré les taux d'abstention records jusqu'à ce pathétique second tour (les politiques antisociales de droite comme de gauche et l'impunité des élus en sont la cause principale) : les élections passent et les problèmes restent...

Seule les luttes sociales permettront de contrer la montée du fascisme : les expulsions arbitraires de sans papiers ou de squatteurs, la chasse aux pauvres dans les centres villes, les discriminations de toutes sortes...

Nous appelons à de fortes mobilisations aux futures échéances sociales, car les prochains gouvernements ne manqueront pas de s'attaquer aux derniers acquis sociaux (retraites, système éducatif, santé...) et aux libertés fondamentales, déjà bien remises en question par les gouvernements précédents : liberté de circuler, de manifester...

7, 8 et 9 juin

2003

Besançon (Doubs)

63ième congrès de la Fédération anarchiste

Motion antipatriarcale

Motion d'orientation adoptée au 63ième congrès de la Fédération anarchiste réuni à Besançon les 7, 8 et 9 juin 2003

Le 60e congrès de la Fédération anarchiste réaffirme la nécessité de la lutte antipatriarcale, définie comme la lutte contre le système social qui organise la domination politique, économique, culturelle et sociale des hommes sur les femmes au travers des constructions sociales que sont la « féminité » et la « masculinité », intégrées à grand renfort de modèles éducatifs sexistes.

Inégalités de salaires, d'accès à la parole, domination et violence physique, psychologique et sexuelle, exploitation économique des femmes et des enfants au moyen du travail domestique, homophobie, lesbophobie et transphobie, aliénation individuelle par les schémas virilité/soumission, déni du droit des individu-e-s à disposer de leur corps, restent la triste réalité sociale.

Afin de reprendre l'offensive sur le sujet, il convient d'agir selon deux axes :

1. Sur le plan social :

- s'attaquer aux fondements du patriarcat et sa matérialisation, le sexisme, de manière collective et organisée ;
- contre le publisexisme ; contre les modèles sociaux masculins/féminins obligatoires ;
- contre l'homophobie, la lesbophobie et la transphobie ;
- contre la prostitution et la pornographie ; pour le droit des femmes à disposer de leur corps ;
- contre l'exploitation économique (utilisation du travail gratuit des femmes dans la sphère domestique, inégalités des salaires).

Pour cela, dans la mesure du possible, des outils collectifs (campagnes, affiches, autocollants) seront mis en place sur proposition notamment de la commission antipatriarcale.

- ### 2. Assurer la place des femmes et des féministes au sein des organisations dans lesquelles nous sommes investi-e-s.
- Pour cela, nous devons être particulièrement vigilant-e-s quant à nos pratiques individuelles et collectives : remise en cause des fonctionnements et comportements sexistes intégrés du fait de l'éducation, création d'un cadre fraternel et sororal de discussion permettant un accès égal et réel des femmes à la parole. De même, la féminisation des textes, autocollants et affiches produites est souhaitable, en ce que le langage est l'intermédiaire par lequel nous donnons sens aux choses et aux phénomènes sociaux, économiques, culturels, politiques, etc. Sous-estimer l'importance du langage et surtout du langage genré, c'est renoncer à s'attaquer à un facteur important de reproduction sociale de l'ordre patriarcal.

En tant que femmes et hommes militant à la Fédération anarchiste, nous savons que nous ne nous situons pas en dehors des rapports de domination qui structurent cette société, même si nous aspirons à en sortir afin de réaliser la liberté réelle et l'égalité politique, économique et sociale. Nous devons donc nous donner les moyens de les déconstruire au niveau individuel et de les abolir au niveau collectif, par l'action individuelle et la lutte sociale, qui sont complémentaires et en rien contradictoires.

C'est donc à l'ensemble des militants et militantes de la Fédération anarchiste de faire exister cette problématique et ces pratiques, en ce que nous refusons toute hiérarchie entre les luttes.

Fédération anarchiste

Construisons la grève générale !

Motion politique et sociale adoptée au 63ième congrès de la Fédération anarchiste réuni à Besançon les 7, 8 et 9 juin 2003

Le mouvement social actuel, avant de devenir massif, fut impulsé par les maîtres d'internat-surveillants d'externat (MI-SE), les aides-éducateurs et les emplois-jeunes. Le conflit, entamé en octobre 2002, trouva un souffle nouveau lorsque l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale réagirent à la loi sur la décentralisation (plan Ferry).

Puis, l'annonce du plan Fillon mobilisa plus largement encore. Elle entraîna la jonction de la lutte avec le secteur privé, et avec une dimension interprofessionnelle. La décentralisation de l'État, initiée par la gauche en 1983, et la casse du service public répondent à une maximisation des profits, voulue par le capital. Elle passe par l'abaissement du coût global du travail (licenciements, précarité, flexibilité) et la recherche de nouvelles sources de profits à des fins de spéculation (privatisation des services publics, remise en cause des retraites et de la protection sociale)

Parallèlement à cela, les gouvernements successifs ont adopté des dispositifs sécuritaires (loi sur la sécurité quotidienne et loi sur la sécurité intérieure) dont les travailleurs et les travailleuses en lutte subissent les effets de plein fouet. Face à la répression, l'entraide et la solidarité doivent être nos réponses.

Malgré la montée en puissance du mouvement et la généralisation de la grève reconductible, les directions syndicales n'ont pas entendu les attentes des salariés en lutte : pas d'appel à la grève générale, journées d'action éparées. Sur le fond même, les trahisons attendues et l'absence de positions lisibles des confédérations majoritaires sont les éléments supplémentaires qui freinent les dynamiques de lutte. D'autre part, toujours soucieux de préserver les intérêts du patronat et de l'État, les médias après avoir les avoir tues, minorent maintenant les mobilisations.

L'effervescence du mouvement a permis des liens entre différentes catégories de personnels, la mise en cause de la hiérarchie syndicale, la volonté d'échanger de l'information, l'émergence de créativité solidaire, des actes de désobéissance et, surtout, la constitution et la pérennisation d'assemblées générales et de comités de grève souverains. C'est ce type de pratique libertaire qui a seul permis la continuité de la mobilisation.

Quelles que soient les concessions qui seraient faites par l'État, la logique capitaliste sera toujours à l'œuvre, comme cela se passe aussi dans d'autres pays (Autriche, Allemagne, Portugal, etc.). Seule la grève générale autogestionnaire et l'extension du conflit, y compris en dehors du monde du travail, permettront non seulement de mettre à bas les plans patronaux et gouvernementaux, mais aussi d'ouvrir les perspectives d'une autre société.

Les militant-e-s de la Fédération anarchiste investi-e-s dans les luttes sociales en cours appellent :

- à intensifier et étendre le mouvement sur des bases autogestionnaires ;
- à généraliser la grève interprofessionnelle public-privé ;
- à construire les bases d'une société libertaire fondée sur le partage égalitaire des richesses dans une optique émancipatrice qui passe par l'abolition du salariat et du capitalisme.

Fédération anarchiste

29, 30 et 31 mai

2004

Rennes (Ille-et Villaine)

61ième congrès de la Fédération anarchiste

Motion de soutien aux salariés licenciés de STMicroelectronics

Motion de soutien adoptée au 61^{ème} congrès de la Fédération anarchiste réuni à Rennes les 29, 30 et 31 mai 2004

Le 61^{ème} congrès de la Fédération anarchiste apporte son soutien aux salarié.e.s de STM en lutte depuis plus de neuf mois contre le plan de licenciement qui les jette à la rue et la délocalisation de leur outil de travail.

Face au capitalisme qui broie les individus, la Fédération anarchiste considère que seule une égalité économique et sociale, passant par l'abolition du salariat, sera à même de construire un autre futur par la gestion directe des salarié.e.s eux-mêmes. Cela nécessite une révolution libertaire, solidaire et égalitaire.

Fédération anarchiste

Du développement à la décroissance

Motion de soutien adoptée au 61^{ème} congrès de la Fédération anarchiste réuni à Rennes les 29, 30 et 31 mai 2004

Le développement des forces « productives », conçu par le capitalisme comme la finalité de l'histoire, a engendré une nouvelle religion, celle de la croissance économique. Selon les promesses de l'idéologie libérale, le bonheur devait se mesurer à l'aune du PNB.

Après un demi-siècle de « progrès », le vaste chantier des « modernistes » prend des allures de ruines. L'homme est atteint dans sa chair et dans sa dignité : aliénation par le travail, chômage, précarité, stress, solitude, mal-être, etc. Les inégalités sociales, tant entre pays riches et pays pauvres qu'à l'intérieur de chaque nation, n'ont jamais été aussi fortes. Allumés et entretenus essentiellement pour des enjeux stratégiques, les conflits armés germent sur tous les continents.

Mais, surtout, parce qu'il met gravement en péril les générations futures, le bilan lié à l'environnement s'avère proprement désastreux. L'empreinte écologique globale de l'humanité (c'est-à-dire le niveau d'épuisement des ressources et de perturbation des mécanismes régulateurs) dépasse d'ores et déjà de 20 % les capacités biologiques de la Terre. À plus ou moins long terme, si l'on maintenait les tendances actuelles, il nous faudrait des ressources équivalant à plusieurs planètes. La croissance n'est plus possible.

Pour remédier à cette situation, le « développement durable » est désigné par les détenteurs du pouvoir (politique, économique, médiatique, etc.), ainsi que par la fraction altermondialiste qui rêve d'« humaniser » le capitalisme, comme la panacée. Mais la supercherie ne résiste pas à une réflexion un peu sérieuse. L'ambiguïté même du terme en assure le succès : elle masque le problème en donnant l'impression de le résoudre. Pis, elle déplace un problème pour en créer un autre, plus épineux. Pour les bénéficiaires de la « mondialisation », il ne s'agit nullement de remettre en cause le principe d'économie libérale, mais de faire accepter les règles de l'Organisation mondiale du commerce, avec la perspective, pour quelques centaines de multinationales, de privatiser un peu plus des domaines vitaux comme l'eau, l'alimentation, la santé. Le marché est chargé de remédier à la destruction de la planète infligée par... le marché, la seule concession consistant à en atténuer les dégâts les plus visibles, pour autant que subsistent les profits.

Puisque l'impact écologique met en évidence un « sur-régime » par rapport aux ressources de la planète, il faut s'orienter vers une décroissance physique, c'est-à-dire réduire progressivement la quantité de matières premières et d'énergie mise en jeu. La décroissance n'est pas un choix idéologique ; elle est une nécessité absolue.

Si aucune société n'est écologiquement innocente, c'est-à-dire si le développement de l'humanité s'accompagne toujours d'une transformation du milieu, c'est bien la course au profit, à l'accumulation, avec la création continue de besoins artificiels, qui produit une accélération fulgurante de la dégradation des écosystèmes. Le préalable à la mise en œuvre de cette décroissance est donc la disparition du capitalisme. Parce que ce système a besoin d'une croissance pour survivre, parce que sa logique propre est une dynamique suicidaire, il ne peut accomplir cette décroissance... sauf à supprimer massivement les populations pauvres, c'est-à-dire à perpétrer des génocides.

La deuxième condition est la suppression de l'État, dans la mesure où cette dynamique capitaliste ne s'accélère qu'avec la collaboration des différents gouvernements : multiples subventions, mise en place d'infrastructures, prise en charge par la puissance publique de la formation, de la recherche, des coûts environnementaux, des pertes financières, cadre juridique sur mesure... Ne pas s'atteler à la disparition de l'État reviendrait à épargner un pilier fondamental du système et un

adversaire redoutable, et donc à rendre impossible la transformation profonde de la société.

Toute solution qui ferait l'économie d'une redistribution des richesses serait fatalement vouée à l'échec. Pour que la décroissance puisse être maîtrisée par les différentes populations, pour qu'elle n'ouvre pas la voie à la barbarie des conflits pour l'appropriation des ressources ou aux mesures draconiennes d'un totalitarisme, le problème doit impérativement être posé dans une perspective d'égalité économique et sociale, la gratuité des services publics pouvant constituer un levier essentiel dans cette construction.

Si la démarche individuelle de simplicité volontaire, c'est-à-dire l'adoption d'un mode de vie différent peut représenter la base « philosophique » d'une société soucieuse des générations futures, il est clair que la somme des comportements individuels écologiquement « responsables » ne saurait suffire, loin s'en faut, à édifier une société de décroissance. Ne serait-ce que parce que les domaines les plus dévoreurs d'énergie et de matières premières (complexe militaro-industriel, transports, agriculture, etc.) relèvent de politiques globales, et donc de décisions collectives. Il serait illusoire de penser que nous pourrions faire l'économie d'une révolution.

Parce que la maîtrise par chacun de sa propre existence, parce que la définition par chacun de ses propres besoins ne peuvent en aucun cas justifier une production boulimique, source d'un travail aliénant, seule une société fédéraliste, autogestionnaire peut assurer conjointement l'égalité économique, la justice sociale et la préservation des ressources naturelles.

Fédération anarchiste

Le Monde libertaire souffle sa cinquantième bougie

Le Monde libertaire hors-série n° 26 « spécial 50 ans »

En 1995, la Fédération anarchiste fêtait la centième année d'existence de son journal. Neuf ans plus tard, *Le Monde libertaire* souffle sa cinquantième bougie.

Paradoxe de l'existence qui ne manquera pas de surprendre. Comment donc ? Est-ce à dire que le journal de la Fédération anarchiste rajeunit à mesure que passent les années ?

Le prodige mérite un éclaircissement.

La parution de notre hebdo commence effectivement en 1895, sous l'impulsion de Sébastien Faure et Louise Michel. Le journal s'appelle, à l'époque, *Le Libertaire*. Il est de tous les combats menés par le mouvement anarchiste et connaît diverses périodicités selon les circonstances (quotidienne, notamment, durant l'affaire Sacco et Vanzetti, pendant un peu plus d'un an). Il cesse de paraître durant les deux guerres mondiales, ses positions antimilitaristes, entre autres, lui valant d'être interdit par les pouvoirs publics. Vers la fin des années 40, la Fédération anarchiste s'étant patiemment et solidement reconstituée, il compte même parmi les principaux hebdomadaires politiques édités en France : son tirage avoisine les 35 000 exemplaires, parfois même 100 000 exemplaires ! (à l'occasion des grèves chez Renault en 1947 par exemple).

Mais au début des années 50, un danger invisible plane sur les destinées pourtant prometteuses du mouvement anarchiste et de son journal. Un groupuscule aussi secret qu'improbable mine depuis quelque temps déjà la Fédération anarchiste : l'O.P.B. (Organisation Pensée-Bataille).

Improbable : elle tente l'impossible mariage du marxisme et de l'anarchisme, est obnubilée par l'ordre et la discipline, exige l'efficacité révolutionnaire à tout prix, même à celui des pires reniements (on le vérifiera plus tard).

Secrète : agissant dans l'opacité la plus totale, elle impose à ses membres un silence absolu sur sa nature et ses buts (ses statuts vont jusqu'à prévoir l'élimination physique des agents dont le manquement à cette discipline de fer mettrait en danger l'organisation...).

Son but ? Membres de la Fédération anarchiste, les agents de l'O.P.B. ont pour consigne d'en contrôler la structure pour mieux lui faire prendre le virage « marxiste-libertaire » qu'ils appellent de leurs vœux à peine muets.

Au sein de la Fédération anarchiste, on est de moins en moins dupe de la manœuvre et, en 1953, la rupture est inévitable. Mais le mal a déjà bien avancé. Si les anarchistes réunis autour de Maurice Joyeux provoquent la scission et le départ de ceux qui, entraînés par Georges Fontenis, formeront bientôt la F.C.L. (Fédération communiste libertaire), ils voient partir du même coup leur propre journal, *Le Libertaire*, hélas noyauté depuis un moment.

Il faut repartir de zéro, ou presque. Nous sommes en 1954. Tout manque sauf l'énergie et le courage et en octobre de la même année, le flambeau allumé il y a presque 60 ans est dignement repris par la Fédération anarchiste : le premier numéro du *Monde libertaire* paraît !

La suite, la connaissez-vous ? Plutôt que de vous conter le reste de l'histoire... nous vous en proposons un aperçu, à travers cette sélection d'articles parus dans *Le Monde libertaire*, qui suit chronologiquement la vie du journal, de 1954 à aujourd'hui.

Plus de 1 300 numéros passés en revue et tant de thèmes abordés, de luttes portées et analysées, d'événements abordés du point de vue libertaire, tant de cris de colère, d'indignation, d'espoir... Il a fallu sélectionner, retenir, trancher. Cela ne s'est pas fait sans une certaine douleur, ou plus précisément sans une certaine frustration : il y a bien des écrits que nous aurions aimé reproduire ici, mais que nous avons dû laisser de côté faute de place. Pardon à ces beaux traits de plume qui ont fait les frais de notre scalpel, nous ne désespérons pas de leur donner une nouvelle vie un jour

(pourquoi pas, en effet, la collection intégrale du *Monde libertaire* librement consultable sur notre site internet ?).

Mais, si la sélection est quelque peu frustrante, elle reste cependant source d'un certain plaisir. Allez, disons-le, d'une certaine fierté. Les idées anarchistes, qui reposent sur le respect absolu de la liberté de l'individu et le rejet de toute autorité, forment la seule philosophie de vie, le seul projet social et politique dont on n'aura pas à rougir dans l'avenir. Cette conviction qui est la nôtre trouve un écho particulier dans les pages qui suivent.

Le temps sanctionne toujours, d'une certaine façon, nos choix de paroles et d'actes. Ce que nous avons porté à travers notre *Monde libertaire*, nous pouvons le reproduire sans un changement de virgule, avec la certitude toujours intacte d'avoir dit les choses avec force, honnêteté, passion, sans compromission d'aucune sorte.

D'autres titres de la presse politique, qui prétendent défendre un certain sens de l'humanité et qui à l'occasion célèbrent sans vergogne un anniversaire soigneusement débarrassé de tout élément gênant, ne peuvent pas en dire autant.

Le Monde libertaire

11 et 12 juin

2005

Rouen (Seine-Maritime)

62ième congrès de la Fédération anarchiste

Emeutes et répression partout en France : Pas de justice, pas de paix !

Communiqué de la Fédération anarchiste du mardi 8 novembre 2005

Les événements qui agitent les banlieues françaises depuis près de deux semaines sont bien l'expression d'une révolte dont on ne peut nier l'aspect politique. On ne peut nier l'existence d'une situation émeutière contre des représentants ou des symboles d'un ordre social inégalitaire, raciste et oppressant qui considèrent la jeunesse des quartiers populaires comme une « racaille » devant être nettoyée au « Kärcher » puis moisir en prison. Dans ce contexte, mettre le feu à une voiture, à un bâtiment public ou à des commerces est un acte politique, qui même si nous pouvons nous interroger sur le bien fondé de ces actions, notamment sur le fait qu'elles nuisent plus aux classes populaires qu'à la bourgeoisie et aux vrais responsables de cette situation sociale, reste le seul moyen d'expression d'une jeunesse à qui la société n'offre aucune autre perspective que la galère, la frustration et le flicage. Nier les origines sociales de cette violence est le premier outil qui permet de mettre en place des politiques répressives de criminalisation de la misère et des banlieues.

A force d'ignorer que c'étaient des humains qui vivaient dans ces cités dortoirs construites à la va-vite hors des villes où furent parqués les immigrés et les pauvres. Ces cités qui sont un condensé de toutes les erreurs urbanistiques et donc de toutes les difficultés de vie pour les individus. Ces cités où il n'y a aucun espace de socialisation pour se retrouver. Ces cités où le chômage et la misère sont le quotidien des adultes et le devenir des enfants. Il n'était pas nécessaire d'être sociologue ou devin pour prévoir ce qui se passe aujourd'hui. Quand on nie l'individu à ce point il est naturel qu'il se révolte. Quand les politiques se scandalisent du non respect des jeunes de banlieue pour les institutions républicaines ils semblent oublier que la République ne les a guère pris en considération depuis des décennies.

Mais au fil de déconvenues électorales et de provocations d'un Ministre de l'intérieur qui a le « sens du dialogue », ces êtres marginalisés, bafoués et sans cesse montrés du doigt se sont révoltés spontanément. Il n'y a guère que le Ministre de l'intérieur pour croire à une organisation structurée. Les responsables ce sont bien ceux qui ont permis la construction de telles « cités » et ceux qui ont laissé se dégrader les conditions de vie de ces populations en ne leur apportant pas l'aide et le soutien dont elles avaient besoin.

Le quadrillage des quartiers par les forces anti-émeutes et par les unités de choc de la police appuyés par des hélicoptères volant toute la nuit au ras des habitations ainsi que le rappel de réservistes ne sont qu'une surenchère militaire du gouvernement qui ne contribuera qu'à attiser le feu et la colère. Des milliers d'interpellations et de gardes à vue, plus de 700 mises en examen pour des motifs fréquemment farfelus et des preuves le plus souvent inexistantes dans des conditions de défense désastreuses ne régleront en aucune façon le malaise social des banlieues et de la jeunesse.

L'application de mesures légales exceptionnelles comme le couvre-feu relevant des lois spéciales datant de la guerre d'Algérie est une véritable provocation à l'adresse de la jeunesse en colère ainsi qu'un danger fondamental pour les libertés publiques. Le texte de loi prévoit sur simple ordre des préfets l'instauration de couvre-feux, des perquisitions de jour et de nuit, l'interdiction de séjour ou l'assignation à résidence pour toute personne menaçant, selon les critères du gouvernement, l'ordre public, l'interdiction de rassemblement, la fermeture des cinémas, des théâtres, des cafés, et des lieux de réunion, mais aussi le contrôle de la presse écrite, télévisuelle et radiophonique ainsi que le web.

Après la répression systématique des mouvements sociaux et syndicaux (intervention du G.I.P.N. contre les postiers de Bègles, inculpations massives des anti-O.G.M., l'assaut hélicoptéré du G.I.G.N. et des commandos-marine contre les mutins du « Pascal Paoli »), l'Etat prépare la guerre sociale contre les pauvres et contre tous les résistants à cette société de classes. La fuite en avant du gouvernement dans une dérive fascisante inquiétante doit mobiliser toutes les composantes du

mouvement social et syndical pour organiser la défense de nos libertés et de nos conquêtes sociales.

Oui il y a des raisons de se révolter, mais brûler des voitures (appartenant à des personnes parfois aussi pauvres), frapper au hasard ne fait que du tort et ne fait que renforcer tous les replis identitaires (qu'ils soient nationalistes ou religieux). Notre révolte doit prendre sa source contre les véritables responsables de la misère et de la précarité installée : le capitalisme et l'Etat. Et notre révolte ne prendra de sens qu'en s'organisant contre le capitalisme et ses effets destructeurs, en s'organisant dans les quartiers contre les huissiers, contre des logements trop chers, pour des vrais services publics (égalité d'accès passant par la gratuité des transports...)...

La Fédération anarchiste exige le retrait des forces répressives, le retrait et l'abrogation des mesures d'urgence et des lois d'exception, l'arrêt des poursuites judiciaires contre les jeunes révoltés, la libération de toutes les personnes emprisonnés ainsi que la lumière sur les circonstances de la mort de Ziad Benna et Bouna Traoré. La Fédération anarchiste tient à témoigner son soutien aux habitants, aux familles, ainsi qu'aux travailleurs des quartiers victimes de la violence sociale de certains émeutiers comme celle de la police.

Mettre en échec ce gouvernement fascisant, méprisant et arrogant ne pourra se faire que sur le terrain du rapport de force : la construction d'un mouvement social débarrassé des parasites politiciens et bureaucrates, fonctionnant et se coordonnant sur la base du fédéralisme libertaire, de la gestion et de la démocratie directe dans une perspective de transformation révolutionnaire de la société constitue la condition indispensable à la conquête de l'égalité économique et sociale, gage de la liberté et de la sécurité pour toutes et pour tous !

Qui sème la misère récolte la colère !

Pour une société égalitaire et libertaire

La révolution reste à faire !

Secrétariat aux relations extérieures de la Fédération anarchiste

3, 4 et 5 juin

2006

Merlieux (Aisne)

63ième congrès de la Fédération anarchiste

Motion "Seule la lutte paie"

Motion politique adoptée au 63ième congrès de la Fédération anarchiste réuni à Merlieux les 3, 4 et 5 juin 2005

Le mouvement dit « anti-CPE » du printemps dernier a, une fois de plus, démontré que seule la lutte payait. A la suite des émeutes de banlieues en novembre 2005, ce mouvement a représenté un grave danger politique pour le gouvernement. En effet, nous avons constaté par endroit une convergence réelle entre la révolte des jeunes en banlieue, au lycée et à l'université.

Ces luttes sont une réponse adaptée à la paupérisation, à la précarisation et à la répression. Ce processus d'accroissement de l'exploitation se développe depuis des années, sous tous les gouvernements, et renforce la domination économique et sociale.

Au cours de la lutte « anti-CPE », des modes d'organisation, basés sur des assemblées générales souveraines et décisionnelles, des occupations et des blocages de l'économie se sont développés. Ils préfigurent les luttes de demain et même une nouvelle façon d'appréhender l'organisation sociale. Par ces recours à des formes d'action directe, les jeunes et les moins jeunes renouent avec les principes et les pratiques de la lutte collective initiés, il y a 100 ans par la Charte d'Amiens, et mis en œuvre, notamment lors des grèves et occupations de 1936.

Il reste que, si le gouvernement a reculé sur la question du CPE, il s'agit d'une victoire socialement importante mais relative. Les mesures anti-sociales continuent de s'appliquer, à commencer par ce qui reste de la loi dite « d'égalité des chances » (apprentissage dès 14 ans, travail de nuit dès 15 ans...).

Manifestement, les salarié.e.s, même très massivement présent.e.s dans les rues, ne sont pas entré.e.s dans une logique de grève reconductible et d'affrontement avec l'État. De leur côté, les organisations syndicales, par un mot d'ordre très réducteur (retrait du CPE), des moyens d'action volontairement très limités (journées d'action) et les arrières-pensées électorales, n'ont pas permis non plus la généralisation du mouvement.

Les militant.e.s de la Fédération Anarchiste, massivement impliqué.e.s dans cette lutte contre la précarisation, affirment que cette victoire partielle n'est qu'un début. Elle doit déboucher sur d'autres luttes, plus fortes et plus déterminées pour offrir d'autres débouchés.

Cette lutte montre également qu'il est inutile de se fourvoyer dans les urnes, tant il est vrai que ce ne sont pas les barricades de bulletins de vote qui permettront une transformation sociale significative.

Enfin, la Fédération Anarchiste rappelle que la Grève Générale ne prend sens que si elle est autogestionnaire et expropriatrice, seule condition pour détruire le capitalisme qui n'est ni réformable ni amendable.

Fédération anarchiste

Motion « Agir au lieu d'élire »

Motion d'orientation adoptée au 63ième congrès de la Fédération anarchiste réuni à Merlieux les 3, 4 et 5 juin 2006

Les militants et militantes de la Fédération anarchiste, réunis en leur 63ième congrès à Merlieux les 3, 4 et 5 juin 2006, réaffirment leur ferme opposition à la soumission électorale.

Nous rejetons ce système dit représentatif de délégation de pouvoir sans contrôle réel (absence de mandats impératifs, contrôlables et révocables), intimement lié à l'exploitation capitaliste auquel il sert d'alibi.

Il importe aux anarchistes de lutter contre toute forme d'aliénation de l'autonomie des individus et contre toute médiation qui va à l'encontre des intérêts de la classe dominée et ce au moment où une campagne d'intoxication culpabilise ceux et celles qui refusent d'adhérer par un acte de délégation de pouvoir à un système républicain perpétuant l'injustice sociale sur laquelle il est basé.

Il importe également de lier ce combat à toutes les luttes d'émancipation, contre l'ordre sécuritaire et toutes les formes de domination.

Au-delà d'une position anti-électorale construite et confortée par des constats et analyses successifs tout au long de l'histoire, il nous semble crucial de réaffirmer cet engagement à un moment où sur des thèmes comme la sécurité, l'immigration, la famille... nous vivons la montée d'un discours réactionnaire transcendant le clivage gauche-droite. Face à ceci, aux côtés d'une campagne de sensibilisation sur cette dérive, il est important de refuser de cautionner un processus électoral qui se nourrit de ces discours et conforte l'exploitation capitaliste et l'oppression étatique, sources réelles des problèmes auxquels il prétend s'attaquer. Enfin, il nous faut plus que jamais dénoncer les mascarades électorales de tous types qui tuent dans l'œuf tout développement d'un mouvement social autonome.

Les anarchistes entendent, par le développement des pratiques et des idées libertaires dans le mouvement social et syndical s'opposer à cette logique de délégation de pouvoir.

Pour contrer l'argument récurrent voulant que le système représentatif, malgré tous ses défauts, est le seul moyen viable d'organisation, il est impératif d'opposer des alternatives concrètes et crédibles.

La Fédération anarchiste :

- incite tous les exploité-e-s et opprimé-e-s à rejeter les illusions électorales et à opter pour l'action directe et sa coordination sur le mode fédéraliste ;
- défend l'autonomie des luttes et des organisations du mouvement social contre les intérêts politiques des partis ;
- soutient toutes les expériences d'autogestion et de libre fédération permettant aux individus et groupes d'individus de se réapproprier localement la gestion de leurs communes, de leurs lieux de travail et de leurs environnements.

La généralisation des pratiques fédéralistes et autogestionnaires, permettant une véritable gestion collective, locale et globale de la société, constitue un cadre rendant possible la décroissance. Ce n'est qu'en laissant les individus décider eux-mêmes de l'utilité commune que l'on parviendra à construire une société respectueuse de l'être humain et de l'environnement.

La Fédération anarchiste s'associera aux actions des individus et organisations poursuivant le même but et développant les mêmes pratiques.

Fédération anarchiste

26, 27 et 28 mai

2007

Ganges (Var)

64ième congrès de la Fédération anarchiste

Motion “auto-organisation des luttes”

Motion d'orientation adoptée au 64ième congrès de la Fédération anarchiste réuni à Ganges les 26, 27 et 28 mai 2007

Auto-organisation des travailleurs-euses, Auto-organisation des lieux de vie !

Aujourd'hui plus que jamais le capitalisme précarise et parque les travailleurs-euses. Sous couvert de rénovations urbaines et de Grands plans de ville, les politiques, de gauche comme de droite, n'ont eu qu'un seul but : la gestion sécuritaire de l'espace urbain et rural. Habitat social, HLM et zones pavillonnaires ne sont là que pour mieux contrôler les groupes sociaux. Un exemple parmi tant d'autres : si les banlieues protestent, on les karchérise.

L'espace géographique n'est plus le résultat d'une politique, plus ou moins vague, d'urbanisme, mais bel et bien une construction intentionnée de l'État pour contrôler au mieux, efficacement, les populations enclines à la révolte : expulsions de squats politiques à travers l'Europe, répression des sans domicile fixe (lois anti-mendicité, anti-bivouac,...), gestion para-militaire des banlieues (renforcement des milices appelées « municipales », création de la police régionale des transports, utilisation massive des CRS,...)... Répression à tous les étages !

Même les couches moyennes commencent à en sentir l'effet... Avec la multiplication des zones et banlieues pavillonnaires où la voiture est essentielle ! Là se retrouvent des politiques régressives. Politique sécuritaire : caméras de surveillance, interventions brutales des forces de l'ordre, transports en commun desservant très mal les banlieues populaires, tarifs exorbitants, propagande publicitaire du tout voiture,... Politique économique libérale : endettement des foyers, destruction du tissu socio-économique, ventes à la découpe,... De même, les sans logis et les sans logés* sont une variable d'ajustement du marché immobilier, tout comme les chômeurs-euses pour le marché de l'emploi.

Le/la locataire n'est finalement qu'un-e travailleur-euse. Flexibilité au travail : flexibilité géographique. Lors de certaines délocalisations, n'explique-t-on pas aux salarié-e-s qu'ils /elles peuvent garder leur travail... à condition qu'ils/elles déménagent à l'autre bout de l'Europe ? Et que penser des zones franches urbaines (et autres manipulations) qui réduisent les charges sociales et fiscales que les entreprises payent à la collectivité ? Et les centres villes, où habitent souvent les plus riches, qui font s'envoler le prix de l'immobilier ? Sous couvert de rénovation, ils/elles créent une plus value financière et donc des loyers hors de prix pour les précaires et les travailleurs-euses modestes.

Nous proposons de nous organiser collectivement, sur les lieux de travail... et nos lieux de vie ! Nous ne devons plus laisser le terrain de certaines luttes, comme celles du logement. Quand nous parlons de luttes sur le logement, nous n'entendons pas les seules luttes des sans-logis ou mal logés, mais bien de toutes les luttes qui remettent en question continuellement la spéculation du logement : auto-réquisition, squats artistiques, habitats alternatifs, nomadisme, gratuité des transports urbains, lieux associatifs et syndicaux autonomes des institutions publiques, etc... Nous devons développer les liens, et bien plus, entre les « précarisé-e-s du logement ». Concrètement, cela peut passer par un travail de terrain. En s'associant à des initiatives de résistances et de solidarités, à des comités de sans-logis, des collectifs de dénonciation de la politique urbaine. En réquisitionnant des bâtiments pour et avec les sans-logis et les mal logés, en s'opposant aux expulsions. Il n'y a pas un chemin unique vers l'autogestion ; mais l'autogestion sera le chemin vers l'émancipation de chacun et chacune. Dans chacune de nos démarches, nous devons appliquer, expliquer et démontrer nos valeurs politiques : libertés, émancipation, autogestion, fédéralisme,... Ce n'est qu'en mettant en pratique nos fonctionnements collectifs (rencontres, débats, dialogue, démocratie directe,...) que l'on peut convaincre et fédérer, que l'on pourra créer la solidarité... par le fait ! Créons, Re-créons, développons des lieux de vie autonomes pouvant regrouper les travailleurs-euses, les prolétaires, les

artistes, les étudiant-e-s, etc... Discutons et débattons d'alternatives à l'habitat que l'on nous propose. Portons hors de l'entreprise et des mouvements sociaux nos pratiques autogestionnaires.

* Bâtiments vides

Fédération anarchiste

Motion « Urgence sociale »

Motion d'orientation adoptée au 64ième congrès de la Fédération anarchiste réuni à Ganges les 26, 27 et 28 mai 2007

Avec 85 % de participation à la dernière élection, le programme de casse sociale et de répression mis en place par le capital, déjà bien initié par les gouvernements précédents, de droite comme de gauche, se retrouve encore plus en position de force.

Les plus précaires, les immigrés avec ou sans papiers, les sans domicile, les mal logés vont être particulièrement touchés par la radicalisation de la répression et la suppression du peu de droits à l'accès à la solidarité (CMU ...).

Les perspectives dans le monde du travail ne sont guère brillantes. Les centrales syndicales, loin de construire la mobilisation sociale, se résignent en échange de leur survie à négocier la remise en cause du droit de grève, du code du travail, du contrat de travail et de faire passer pour de nouveaux droits la flexisécurité qui n'est que la perte des acquis collectifs de la classe ouvrière. L'application de l'accord majoritaire entre syndicats dans les entreprises s'assortit de la dérogation à la hiérarchie des normes inscrite dans le droit du travail, le patronat pourrait faire entériner par les syndicats eux-mêmes des mesures régressives : augmentation du temps de travail sans rémunération supplémentaire, travail le dimanche... Encore plus vite qu'hier, les salariés se retrouvent dans l'isolement, la mise en concurrence, la précarité. Par cette nouvelle organisation du travail, les possibilités de s'organiser et de se défendre vont très vite être réduites à néant.

Avec la mise en place du programme ultra-sécuritaire qui nous est promis, l'état va exercer une répression sans frein et sans contrôle de tous les mouvements de contestation s'échappant des manifestations encadrées par les partis ou les syndicats institutionnels. La justice pourra condamner très sévèrement (peines de prison ferme) les manifestants ou militants « serrés » par les flics et accusés sans preuve (pour outrage ou rébellion). Ces condamnations serviront d'exemple pour tenter de faire taire toute velléité de révolte des opprimés.

En contraste avec la résignation d'une majorité de la population, qui n'a pour alternative politique qu'une gauche idéologiquement moribonde, une gauche de la gauche de plus en plus consensuelle et éclatée, des centrales syndicales s'enfonçant encore plus dans la cogestion et abandonnant la lutte de classe, la bataille contre le CPE ou celle des ouvriers d'Airbus Industries par leur dynamisme et leur auto-organisation (action directe) nous ont montré que des leviers existent pour faire basculer la situation et faire échouer les attaques qui nous sont lancées.

Organisons-nous dès maintenant contre le boulot de sape des directions des centrales syndicales et des partis, nous devons engager la résistance sur des bases autogestionnaires. Nous, militants anarchistes, nous nous trouverons aux côtés de tous ceux qui luttent contre l'exploitation et l'oppression.

L'urgence sociale est à la lutte !

Fédération anarchiste

10, 11 et 12 mai

2008

Le Villard (Creuse)

65ième congrès de la Fédération anarchiste

Motion sur la lutte antireligieuse

Motion d'orientation adoptée au 65ième congrès de la Fédération anarchiste réuni au Villard les 10, 11 et 12 mai 2008

La Fédération anarchiste, regroupée lors de son 65e congrès à Le Villard (Creuse), adopte la motion suivante :

Nous constatons aujourd'hui la résurgence du religieux, compagnon et outil du capitalisme/néo-libéralisme, dans la vie sociale, politique et économique. Le développement du prosélytisme religieux, se manifestant en particulier dans le repli communautaire de fractions de plus en plus importantes de la population, donne un regain de vigueur à l'obscurantisme. L'érection d'une statue représentant l'ancien pape à Ploërmel, le retour prononcé du créationnisme comme matière universitaire, le développement des églises évangélistes, etc. sont des symptômes parmi tant d'autres de ce renforcement et de l'invasion du religieux dans la sphère publique. Au niveau international, les oppositions religieuses engendrent de plus en plus de conflits, jetant quotidiennement des centaines d'individus dans des guerres de fanatisme. Les attaques contre la liberté des femmes à disposer de leur corps et les actes homophobes se font plus virulents. La réaction des États est une complicité active. Le récent discours du président français, au Latran, a réaffirmé la supériorité du curé sur l'instituteur ; l'Union européenne continue de se construire sous les auspices de la chrétienté et des autres religions, et, en plus du développement des institutions privées confessionnelles, les intrusions des références religieuses dans les écoles et l'éducation se font de plus en plus fréquentes ; des maires PCF posent les premières des mosquées...

Cette offensive de la religion, assurant son rôle traditionnel de contrôle social de la soumission, rencontre une opposition qui n'est pas à la hauteur du danger. Cette quasi-indifférence permettra, si rien n'est fait, aux religions et aux sectes de tous poils d'imprégner pernicieusement les esprits et de retrouver une influence que nous pensions disparue.

Il nous semble impératif de réagir de façon énergique. La venue en France du pape, dans ce contexte, constitue une occasion pour nous d'affirmer notre volonté de s'émanciper et de s'épanouir hors du joug aliénant et oppressant des religions.

A bas l'obscurantisme ! A bas toutes les religions ! Vive l'anarchie !

Fédération anarchiste

Motion sur la décroissance

Motion d'orientation adoptée au 65ième congrès de la Fédération anarchiste réuni au Villard les 10, 11 et 12 mai 2008

En 2008, le constat d'une crise environnementale globale (épuisement des ressources, effet de serre, déforestation, dégradation de la biodiversité...) est désormais largement partagé.

Partout, la réponse des tenants du système capitaliste consiste à désamorcer la contestation en organisant le consensus autour de fausses solutions. En France, cette stratégie s'est traduite par l'organisation d'un Grenelle de l'Environnement. Les solutions proposées visent avant tout à offrir de nouveaux débouchés au complexe industriel. La fuite en avant technologique aboutit à des aberrations, comme les agrocarburants, dont le développement entre directement en concurrence avec la production alimentaire et accélère la déforestation.

Face aux ravages causés par le développement durable... du système capitaliste, les populations en sont réduites en France à contester la baisse de leur pouvoir d'achat tandis que dans plusieurs pays éclatent des émeutes de la faim.

Le système connaît aujourd'hui un basculement. Si aucun gouvernement ne le reconnaît encore, ce sont bien les limites physiques de la planète qui sont largement dépassées : nous savons que, désormais, le coût du pétrole ne baissera plus.

Le discours dominant s'enferme dans une attitude schizophrène : poursuivre la logique productiviste en accélérant la croissance (rapport Attali) tout en culpabilisant les individus par rapport à leur consommation (discours de Nicolas Hulot). Le démantèlement des services publics participe en ce sens à la disparition de toute gestion collective en limitant ses prestations aux seuls individus solvables.

Insister sur les solutions technologiques et entretenir l'illusion d'une croissance propre permet à la classe dirigeante d'éviter le niveau politique, notamment les questions explosives de la répartition et de la redéfinition des richesses. En effet, le capitalisme, qui tire profit du gaspillage des ressources, est condamné à la croissance.

Sur une planète peuplée de neuf milliards d'individus en 2050, il n'y aura pas d'avenir durable, sans un ralentissement du cycle production-consommation. La seule perspective est une forte réduction de la sphère marchande et donc une diminution du temps de travail (travailler moins pour vivre mieux), bénéfique tant pour l'individu que pour la société : développement du relationnel, usage optimal, social et économe des biens et des services produits.

La relocalisation de l'activité économique doit permettre de renforcer l'autonomie des individus. Toutefois, il faut se garder de toute tentation autarcique de repli sur soi : aucun îlot écologiste ne pouvant survivre dans un océan capitaliste, l'objectif reste l'élimination du système capitaliste.

Contrairement au projet réformiste de décroissance soutenable, nous réaffirmons qu'il est parfaitement illusoire de s'en remettre à l'État, alors que celui-ci depuis toujours concentre les moyens et oriente la production au service des multinationales (subventions, infrastructures, recherche et développement, crédits de formation, privatisations, externalisation des coûts, prise en charge des pertes financières, etc.).

La participation d'écologistes dans les institutions montre que les étapes vers l'accession au pouvoir sont jalonnées de tous les renoncements et de toutes les trahisons.

L'autolimitation de l'activité humaine tenant compte des capacités de la planète ne peut résulter que des individus eux-mêmes, s'autogérant et se fédérant entre eux : c'est justement le projet de société libertaire !

La croissance est vitale pour le capitalisme, la décroissance lui est mortelle.

Un certain nombre de pratiques alternatives existent dans la société actuelle, préfigurant un autre futur. Mais aucune autre société ne sera possible tant que ne sera pas mis fin à l'exploitation capitaliste.

Aujourd'hui, les pays riches se satisfont de pseudo-progrès en matière d'environnement alors qu'ils tirent leur niveau de consommation insoutenable de l'exploitation des pays du Sud.

Désormais, nous savons que la décroissance est inévitable, et l'humanité se trouve face à un choix décisif, l'organiser ou la subir : écologie sociale ou barbarie !

Ne pas rompre définitivement avec la croissance, c'est condamner les populations à un avenir proche dans lequel les classes dirigeantes imposeront des restrictions toujours plus sévères au prix d'un contrôle social toujours plus fort et de populations livrées à toutes les guerres et à toutes les pénuries.

A l'opposé, la Fédération anarchiste est porteuse d'un projet qui permet aux individus de gérer la société eux-mêmes : une révolution sociale, écologique et libertaire !

Fédération anarchiste

Les arrêter, et prendre l'offensive !

Motion politique et sociale adoptée au 65ième congrès de la Fédération anarchiste réuni au Villard les 10, 11 et 12 mai 2008

Le 65e congrès de la Fédération anarchiste constate que l'analyse faite lors de son congrès de 2007, dans la motion « Urgence sociale » se retrouve totalement confirmée par les faits : « Le programme de casse sociale et de répression mis en place par le capital, déjà bien initié par les gouvernements précédents, de droite comme de gauche, se retrouve encore plus en position de force »... « Les plus précaires, les immigrés avec ou sans papiers, les sans-domicile vont être particulièrement touchés par la radicalisation de la répression. »

« Les centrales syndicales, loin de construire la mobilisation sociale se résignent, en échange de leur survie, à négocier la remise en cause du droit de grève, du Code du travail, du contrat de travail ; à faire passer pour de nouveaux droits la fléxisécurité qui n'est que la perte des acquis collectifs de la classe ouvrière »... « L'application de l'accord majoritaire dans les entreprises s'assortit de la dérogation à la hiérarchie des normes. »

Il faut d'abord arrêter de toute urgence ce rouleau compresseur. Sinon, il ne restera rien, avec les franchises médicales, de l'esprit de la Sécurité Sociale, il ne restera rien des services publics et des statuts des personnels avec la « Révision générale des politiques publiques » et les propositions Attali (ancien conseiller de Mitterrand). Il ne restera rien du système des retraites par répartition. Il ne restera rien de la laïcité, alors même que Sarkozy déclare que la « question sociale est subsidiaire » mais que celle de Dieu est fondamentale.

L'issue ne peut relever des élections. L'évidence devrait s'imposer : la raclée prise par l'UMP aux élections municipales n'a pas changé d'un iota les orientations pour lesquelles Sarkozy a été missionné par les marchés. Pas plus qu'en 2004 après la débâcle de la droite aux régionales ou qu'en 2005 après le non au référendum sur le Traité constitutionnel européen.

La solution ne viendra pas non plus des combinaisons politiciennes : qu'attendre du PS alors même que son secrétaire général déclare, au lendemain des municipales : « Nous ne sommes pas là pour contredire ou rendre illisible la politique du gouvernement » ? Qu'attendre d'une énième mouture d'un parti pseudo anticapitaliste, mais qui se situe déjà clairement dans une logique électorale, sinon confusion politique, opportunisme et perte de temps ?

Comment compter sur les directions des confédérations syndicales alors même que la bagarre des cheminots (régimes spéciaux) d'octobre 2007 a été sabotée, que l'accord sur la « modernisation du marché du travail » a été signé par quatre confédérations et que la position commune sur la représentativité syndicale constitue une étape décisive pour l'intégration, au détriment de sa combativité, du syndicalisme dans l'appareil d'État.

Face à ce plan politico-syndical bien huilé qui s'organise un peu partout, et jusque dans les Centres de rétention administrative, il existe tout de même des grains de sable : les luttes des sans-papiers (salariés ou non) qui s'organisent partout, les bagarres contre les plans de licenciements, contre les suppressions de postes dans les écoles, dans les hôpitaux, pour la hausse des salaires, pour le retour aux 37,5 annuités...

Dans le monde, le capitalisme, pour maintenir son taux de profit, doit sans cesse augmenter le taux d'exploitation des ressources humaines et naturelles. Les récentes émeutes de la faim attestent du caractère explosif de la situation, même si les résistances sociales restent globalement aujourd'hui dans le cadre du système.

La croissance économique utilisée comme fuite en avant par le capitalisme pour masquer les inégalités sociales et la pauvreté a accéléré l'épuisement des ressources et fait atteindre les limites

physiques de la planète. Renforcée par la spéculation, c'est bien l'augmentation du prix du pétrole devenu rare - et donc aussi de l'ensemble des produits manufacturés - qui rogne sérieusement le pouvoir d'achat au Nord et déclenche des famines au Sud.

Face à ces attaques concertées du patronat et de l'État, qui ne visent qu'à enrichir les actionnaires au détriment des travailleurs, il faut une réponse commune des exploités. Il reste donc à fédérer ces mouvements sociaux épars dans un mouvement d'ensemble qui s'appelle la grève générale autogestionnaire.

Le 65e congrès de la Fédération anarchiste appelle à la tenue dans les ateliers, les services, les bureaux, d'assemblées générales décisionnaires avec des mandats révocables, pour préparer la lutte, d'une part contre chacune des mesures régressives prises par leur patron ou le gouvernement, et d'autre part plus globalement contre la politique d'appauvrissement généralisé des populations. Face à l'État et au patronat, les travailleurs du secteur public et du privé doivent pouvoir conduire et contrôler leurs propres luttes sans se préoccuper de ceux qui n'aspirent qu'à les diriger.

Le congrès appelle les jeunes, les chômeurs, les retraités à se joindre aux luttes interprofessionnelles, professionnelles et spécifiques.

Alors, de ces résistances et de ces pratiques pourra naître la perspective d'une grève expropriatrice et gestionnaire : gérons nous-mêmes nos entreprises puisque c'est nous qui y créons les richesses, gérons nous-mêmes la sécurité sociale, les écoles, les hôpitaux et les caisses de retraites, solidairement, avec de vrais moyens gérés collectivement, puisque nous sommes les premiers concernés, gérons nous-mêmes nos quartiers, nos villes, nos zones rurales puisque c'est nous qui y vivons.

C'est la seule issue à l'impasse suicidaire du capitalisme.

Fédération anarchiste

Motion de campagne contre les centres de rétention

Motion de campagne adoptée au 65ième congrès de la Fédération anarchiste réuni au Villard les 10, 11 et 12 mai 2008

Les politiques migratoires continuent de se durcir, en France comme dans la plupart des autres pays riches (et de manière coordonnée pour l'Union européenne) : le nouveau gouvernement met en place un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, promulgue de nouvelles lois rendant encore plus difficiles le regroupement familial et la régularisation des sans-papiers, crée des brigades entièrement dédiées à la chasse aux sans-papiers, annonce des objectifs chiffrés en termes d'expulsion... L'État réduit ainsi les personnes à des chiffres, à la manière d'un stock de marchandise. Interviennent d'ailleurs aussi des enjeux économiques : côté pile, « immigration choisie »... par les (et au profit des) patrons ; côté face, l'État place les travailleurs sans papiers dans une situation de fragilité administrative qui les met à la merci des exploiters. Cette politique a des accents xénophobes et racistes, flagrants lors des contrôles au faciès.

Suite à ces contrôles - et rafles - les migrants sans papiers, majeurs comme mineurs, sont souvent placés en rétention. Les centres de rétention sont des lieux d'enfermement administratif réservés aux sans-papiers. En 2007, plus de 35 000 personnes ont été enfermées dans les centres de rétention français, ceux des DOM-TOM étant particulièrement abjects. Dans ces centres, pour la plupart saturés, les détenus peuvent être fortement réprimés, leurs droits sont bafoués.

La nourriture parfois périmée, les conditions d'hygiène parfois douteuses, notamment à Nanterre et à Marseille, la chaleur étouffante en été, le froid glacial en hiver, l'absence d'espaces de promenades, aucun cadre médical ni psychologique et l'inexistence de recours de manière générale engendrent chez certains retenus un désespoir les poussant à l'automutilation, à la grève de la faim et parfois même au suicide. Suite à la vague de révoltes de début 2008, les mesures de répression ont été durcies : humiliations quotidiennes, fouilles permanentes, tabassage et gazage. A l'échelle européenne, le prétexte de l'harmonisation est avancé dans le but de porter la durée légale de rétention à 18 mois. Il existe également le problème des zones d'attente internationales dans les aéroports, où les retenus sont soumis aux seules lois de la police de l'air et des frontières. En cas d'expulsion, quasi systématique, elle se fait vers le dernier pays de transit, parfois inconnu du migrant.

En tant qu'anarchistes, nous sommes opposés à toute forme d'enfermement (prisons, hôpitaux psychiatriques, centres de rétention...). Priver un être de liberté est un acte barbare, avilissant et constitue une torture physique et psychologique. L'enfermement à long terme conduit à une mort lente, et même à court terme les dégâts sont considérables, voire irréversibles. Il prive l'individu et ses proches de droits fondamentaux comme le droit à une vie sociale et familiale, le droit à l'intimité, le droit à la sexualité. Il s'accompagne, en plus, généralement de brimades, coups et humiliations. L'enfermement est à ce point insupportable qu'il pousse nombre de détenus à attenter à leur vie, la mort représentant une échappatoire à une vie inhumaine. C'est une des pires formes d'oppression.

Ni patries ni frontières ! Liberté de circulation et d'installation pour tous ! Stop au pillage des pays pauvres ! Arrêt des rafles ! Arrêt des expulsions ! Fermeture des centres de rétention ! A bas les prisons, toutes les prisons !

Fédération anarchiste

30, 31 mai et 1er juin

2009

Besançon (Doubs)

66ième congrès de la Fédération anarchiste

Motion économique et sociale

La Fédération anarchiste réunie à Besançon à l'occasion de son soixante-sixième congrès les 30, 31 mai et 1er juin 2009 tient à réaffirmer son engagement révolutionnaire en vue d'une rupture avec tous les systèmes fondés sur l'exploitation et la domination, qu'ils soient politiques, économiques, ou sociaux.

Nous subissons depuis plusieurs mois les conséquences d'une crise qui a accéléré les effets dévastateurs du capitalisme financier. Elle a eu pour effet d'entraîner avec elle une nouvelle et violente phase de désindustrialisation générant une accentuation de la précarisation et de la paupérisation des classes laborieuses. Il est visible qu'à l'occasion de cette « crise », les capitalistes en profitent pour se restructurer, se redéployer, et ainsi faire perdurer leur système d'oppression, éventuellement en cherchant à nous rendre acceptable l'idée d'un capitalisme vert. Il en va de la défense de leurs intérêts.

Face à cette situation, le mouvement social jusqu'à présent a été atomisé à l'extrême ; cependant les conflits sociaux se multiplient, prennent une tonalité de plus en plus radicale, mais la jonction des luttes ne s'opère que dans le cadre sclérosant des journées d'action étroitement contrôlées dans leur déroulement et dans leur calendrier par les hiérarchies des centrales syndicales institutionnalisées. Pourtant la perspective d'une action d'ampleur décisive pourrait se dessiner au regard des événements récents : grèves et actions de résistance en Guadeloupe, Martinique ou encore sur des sites industriels comme ceux de Caterpillar à Grenoble, Continental à Clairoix et Goodyear à Amiens...

Les services publics, de plus en plus menacés par la privatisation, ont connu de fortes mobilisations, que ce soit dans la santé contre la loi Bachelot, dans l'université contre les décrets Pécresse et la LRU, à La Poste, à GDF... Mais ces mouvements n'ont pas connu de développements immédiats, pas plus que les importantes journées d'action des 29 janvier et 19 mars qui demeurent sans lendemain et sans perspectives.

La Fédération anarchiste estime que ces mouvements pourraient être de nature à créer les conditions d'un mouvement social d'ampleur, débouchant sur des pratiques d'action et de gestion directes significatives, telles qu'elles ont par exemple existé à Lip en 1972, en Argentine en 2002 ou au Mexique à Oaxaca en 2006. La Fédération anarchiste juge nécessaire leur généralisation et appelle ceux et celles qui y prendront part à ne pas se soumettre aux volontés des bureaucraties syndicales ou politiques. Elle les invite à rejoindre ou à créer des collectifs interprofessionnels afin d'œuvrer à la convergence des luttes. Elle appelle également à ne pas céder à l'illusion des d'une résolution de la situation par les urnes et à développer des pratiques alternatives et anti-autoritaires. Par ailleurs, elle engage ses militantes et militants, et l'ensemble de la militance libertaire à relancer les liaisons d'entreprise ou de branche dans tous les secteurs où ils sont présents.

Fédération anarchiste

Motion contre l'enfermement

Motion d'orientation adoptée au 66ième congrès de la Fédération anarchiste réuni à Besançon les 30, 31 mai et 1er juin 2009

Tout anarchiste est contre l'enfermement qu'il soit carcéral, psychiatrique, sexiste, raciste, homophobe, économique ou politique.

C'est pourquoi nous revendiquons l'abolition de la prison (Motion du congrès de Rouen, en 1988). Aucun enfermement n'est légitime. Par conséquent, nous refusons la distinction entre prisonnier politique et prisonnier de droit commun ; ce qu'avaient fait les prisonniers en lutte des années 1980 en créant le concept de « prisonnier social » !

Tout prisonnier est politique, en raison des conditions psychologiques, sociales, ethniques, religieuses, économiques et politiques qui sont à l'origine de son enfermement.

La gestion de la délinquance et de la criminalité par l'enfermement est aussi une question de choix politique. C'est un crime d'Etat !

La prison doit être détruite. Elle a fait son temps, qu'elle crève !

Fédération anarchiste

22, 23 et 24 mai

2010

Rennes (Ille-et-Vilaine)

67ième congrès de la Fédération anarchiste

Motion Luites sociales : Balayons les affameurs, sortons de l'impasse suicidaire du capitalisme !

Motion adoptée lors du 67ième Congrès de la Fédération anarchiste réuni à Rennes les 22, 23 et 24 mai 2010

En France comme ailleurs, les grands patrons ne s'en cachent même plus : ils mènent une véritable guerre de classe contre le monde du travail et mettent tout en œuvre pour la gagner avec la complicité active des Etats.

Ils font payer aux salarié-e-s, chômeur-se-s, jeunes, retraité-e-s... l'addition de la crise de leur système économique et financier, le système capitaliste, liquidant ainsi un siècle de conquêtes sociales. Ils affirment leur volonté de maintenir et d'augmenter sans cesse leurs profits et de récupérer ce qu'ils ont été obligés de céder.

A les entendre, il n'y aurait plus d'argent pour le service public, les retraites, les aides sociales alors même que des milliards d'euros ont été trouvés pour les banques et certains secteurs du capitalisme ; et que 30 milliards d'exonération sont accordés par an aux patrons au prix du pillage de notre Sécurité Sociale, fondée sur nos salaires directs et différés.

La propagande gouvernementale et le matraquage médiatique ne changeront pas les faits : la spéculation et les profits explosent alors que parallèlement la pauvreté, la précarité, l'exploitation forcenée se développent partout et que les tentatives de résistance sont criminalisées (lutte des sans-papiers, grévistes soi-disant preneurs d'otage, etc.).

Aucune solution ne viendra des combinaisons politiciennes. L'abstention massive aux dernières élections, notamment dans les quartiers populaires, montre que les exploité-e-s n'espèrent rien de ce qui constitue, pour les anarchistes, une impasse.

Dans le même temps, les bureaucraties syndicales mènent un véritable travail de sape, d'émiettement (journées d'actions sans perspective) et d'anesthésie des luites sociales et accompagnent plus ou moins directement les contre-réformes en cours ou en projet comme celle des retraites. L'unité d'action absolument nécessaire n'a de sens que sur des bases décidées et organisées par ceux et celles qui luttent.

Face au consensus politico-syndical qui tente de tout verrouiller, face à la résignation entretenue par l'idée fausse que le capitalisme est indépassable, les militants et militantes de la Fédération Anarchiste s'engagent résolument dans la bagarre avec tous ceux et celles qui veulent se réapproprier leurs luites ou faire vivre les alternatives en actes, notamment avec les luites sur les transports gratuits, la réappropriation des logements, l'éducation populaire... Ils opposent à la résignation la volonté de comprendre et d'agir.

Nous décidons d'expliquer notre point de vue le plus largement possible, avec d'autres organisations lorsque les conditions le permettent.

Nos analyses, nos propositions, notre projet de société seront présentés et débattus lors de réunions, débats, meetings, qui seront organisés partout en France et diffusés avec tous les moyens d'information dont la Fédération Anarchiste dispose (le Monde libertaire, Radio libertaire...).

Fédération Anarchiste

Ni religion ni racisme ni xénophobie

Motion adoptée au 67e Congrès de la Fédération anarchiste réuni à Rennes les 22, 23 et 24 mai 2010

La lutte antireligieuse est plus que jamais à mener : face au retour en force des communautarismes religieux, à la revendication d'une « laïcité ouverte » ou « laïcité positive » où hiérarchies et appareils religieux interviendraient directement dans les institutions, attaques contre le droit à l'avortement orchestrées par des lobbys religieux, financements publics des institutions religieuses notamment dans l'Education ... les religions font un retour en force dans la vie politique française.

De plus le gouvernement utilise le combat pour la laïcité, celle qui retire aux religieux leur droit d'action obscurantiste et irrationnel, notamment contre les plus jeunes, afin de faire des amalgames xénophobes contre certaines personnes, de confessions et plus généralement de cultures différentes. D'une part, l'Etat instrumentalise les fondamentalismes religieux afin d'instaurer sa politique sécuritaire, d'autre part, il veut faire croire que ces mêmes religions dans leurs versions « soft » seraient nécessaires à la société. Selon nous, le retour du religieux révèle surtout l'exclusion croissante d'une part importante de la société.

En conséquence la Fédération anarchiste rappelle : qu'elle combat, a combattu et combattra toujours toutes les religions quelles qu'elles soient. que les religions n'ont jamais, ne sont pas et ne seront jamais des facteurs d'émancipation : qu'elles instaurent un rapport de domination politique, sexuelle, économique et nationaliste.

Pour cette même raison : nous refusons tout amalgame entre les religions et les origines. nous affirmons que les interdictions et répressions perpétrées par l'Etat contre certaines religions, qui sont souvent le prétexte à des politiques xénophobes, ne peuvent être un moyen souhaitable de combattre la religion. que ceux qui, sous couvert d'un nécessaire combat antireligieux, véhiculent des idées racistes, xénophobes et nauséabondes, seront toujours les ennemis de la Fédération anarchiste.

Fédération anarchiste

11, 12 et 13 juin

2011

Corbigny (Nièvre)

68ième congrès de la Fédération anarchiste

Quelles énergies pour quelle société ?

Motion adoptée au 68e Congrès de Corbigny de la Fédération anarchiste des 11, 12 et 13 juin 2011

Le 25ème anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl et l'accident de Fukushima le 11 mars 2011 font revenir sur le devant de la scène les risques inhérents au nucléaire et au modèle qui l'a imposé. Pour nous, anarchistes organisés au sein de la Fédération Anarchiste, il est plus que temps que chacun s'approprie les choix en matière de production et de distribution, en particulier de l'énergie. Cela implique la prise de décision collective et immédiate de l'arrêt des centrales nucléaires et de leur démantèlement. Les contraintes techniques sont telles que plusieurs décennies seront vraisemblablement nécessaires aux travailleurs de la filière pour le mener à bien.

Mais on ne peut se contenter d'une simple sortie du nucléaire, et la fuite en avant que constituent les gaz de schiste n'est pas une solution. Les besoins en énergie dans le monde sont croissants. Cela n'est pas une fatalité si l'on considère la quantité des besoins factices produits par le système capitaliste.

La ressource énergétique échappe aux populations, dépossédées par les Etats et les firmes privées qui font de l'énergie un enjeu commercial et géopolitique. Les populations les plus pauvres ont très difficilement accès à l'énergie produite. Il faut aller vers une réorganisation autogestionnaire, fédéraliste et égalitaire de la production et de la distribution des énergies.

Fédération anarchiste

26, 27 et 28 mai

2012

Rouen (Seine-maritime)

70ième congrès de la Fédération anarchiste

Partout, en lutte contre l'oppression étatique, économique et religieuse

Motion adoptée à l'unanimité lors du 70e congrès de la Fédération anarchiste, 27 mai 2012

Un an après le début des révolutions dans les pays du Maghreb et du Moyen-Orient, avec le mouvement des Indignés, avec le mouvement Occupy, avec les mouvements étudiants en Angleterre, au Chili, au Québec, avec les mouvements de luttes sociales, populaires en Espagne, en Grèce, au Portugal, et partout dans le monde, nous constatons que les populations du monde refusent les politiques d'austérité, la misère, la répression, les souffrances, les destructions et les privations engendrées par le système capitaliste mondial. De nouvelles formes de contestation se font jour. Partout, les anarchistes participent activement à ces luttes, y développent leurs idées et leurs pratiques, largement reprises et/ou mises en place de façon spontanée par les mouvements sociaux. Ces mouvements de révolte ou de résistance témoignent d'un potentiel révolutionnaire toujours vivace. La Fédération anarchiste et les sections de l'Internationale des Fédérations anarchistes (IFA) se sont impliquées dans ces mouvements soit activement, directement, soit en apportant leur soutien. Pour nous, l'enjeu est de fédérer ces mouvements de révolte sociale et populaire autour de projets révolutionnaires et d'expériences alternatives autogestionnaires (récupération d'entreprises, solidarité et organisation de quartiers, etc.).

La Fédération anarchiste, membre de l'Internationale des Fédérations anarchistes (IFA), invite l'ensemble des organisations anarchistes à participer aux Rencontres internationales de l'anarchisme qui se dérouleront à Saint-Imier (Suisse), du 8 au 12 août, à l'occasion des 140 ans du congrès de Saint-Imier, en 1872, acte fondateur de l'Internationale anti-autoritaire. Véritable charte de l'anarchisme social, les résolutions du congrès de 1872 voient dans l'organisation et la résistance de la classe ouvrière, produit de l'antagonisme entre travail et capital, le terrain d'action privilégié pour préparer l'émancipation du prolétariat. Les Rencontres internationales de l'anarchisme doivent nous permettre d'échanger nos analyses, nos pratiques, de coordonner nos actions et préparer une confrontation globale avec le pouvoir économique, étatique et religieux. L'Internationale des Fédérations anarchistes (IFA) tiendra son propre congrès lors des Rencontres internationales de l'anarchisme. Nous souhaitons continuer à échanger et à entretenir des relations solidaires avec les autres organisations anarchistes de par le monde. La Fédération anarchiste, membre de l'Internationale des Fédérations anarchistes (IFA), continue à œuvrer à l'émancipation des individus en faisant siennes les résolutions du congrès de Saint-Imier :

1. La destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat.
2. Toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire pour amener cette destruction ne peut être qu'une tromperie de plus et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements existant aujourd'hui.
3. Repoussant tout compromis pour arriver à l'accomplissement de la révolution sociale, les prolétaires de tous les pays doivent établir, en dehors de toute politique bourgeoise, la solidarité de l'action révolutionnaire.

Motion adoptée à l'unanimité lors du 70e congrès de la Fédération anarchiste, réuni à Rouen le 27 mai 2012.

7, 8 et 9 juin

2014

St-Imier (Suisse)

72ième congrès de la Fédération anarchiste

Contre la machine libérale de la social-démocratie

Motion adoptée lors du 72e Congrès de la Fédération anarchiste réuni à St-Imier les 7, 8 et 9 juin 2014

jeudi 12 juin 2014

Loin de freiner les attaques antisociales entreprises par près de vingt ans de droite au pouvoir, l'arrivée du Parti socialiste à la présidence de la République, en 2012, les a même accélérées. Sans doute le patronat n'avait-il jamais été aussi bien servi depuis de longues années. Du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (2012) au pacte dit de « responsabilité » (2014), ce sont plusieurs dizaines de milliards d'euros de cadeaux fiscaux que le gouvernement socialiste a offert au capital. Mais les largesses de François Hollande et sa clique ministérielle ne se sont pas limitées au seul porte-monnaie des exploiters. Répondant à quelques vieux désirs nourris par le Medef depuis des années, le nouveau gouvernement a entrepris de s'attaquer au Code du travail et à certains statuts salariés. Ainsi, l'accord national interprofessionnel (ANI) de janvier 2013 transposé en loi le 14 juin 2013 instaure-t-il la « flexisécurité » comme mode de gestion privilégié du marché du travail. En quoi cela consiste-t-il ? Rien moins qu'à faciliter considérablement les procédures de licenciement, au prétexte de rendre ainsi l'embauche plus aisée... Toujours des espérances et une confiance malsaine placée en Pierre Gattaz et ses affidés patronaux, qui n'en finissent plus de promettre en échange de mesures qu'ils obtiennent, eux, dès aujourd'hui. Il en va de même pour le statut des intermittents du spectacle, salement amoché depuis la signature, début 2014, de l'accord sur l'assurance chômage – lequel s'attaque aussi aux chômeurs, aux précaires et aux seniors pour financer le déficit de l'Unedic, tout en accordant au patronat 800 millions d'euros d'économies supplémentaires.

Ajoutons à cela : la poursuite de la destruction du statut de cheminot à travers la casse du service public ferroviaire ; les conséquences dramatiques de la libéralisation de la gestion de l'institution hospitalière (fermetures de structures, effondrement de la qualité de la prise en charge des patients par des personnels pressurisés et démunis) ; l'hypocrisie affichée à l'égard de l'industrie de la presse avec des aides exorbitantes offertes chaque année aux grands groupes pour financer des plans sociaux ; la volonté de supprimer les conseils de prud'hommes pour mettre encore plus de distance entre les salariés et le recours à la justice ; la remise en cause du droit à la formation (acquis en 1971) dans la loi du 5 mars 2014 par la suppression du 0,9 % alimentant le plan de formation, etc., et on se fera une idée de ce que signifie la social-démocratie au pouvoir pour les travailleurs et les travailleuses.

Cette série d'attaques en règle n'est pas du seul fait du gouvernement qui, seul, ne pourrait sans doute pas grand-chose. D'autres responsables sont à pointer du doigt, et en premier lieu la direction confédérale de la CFDT. Résolus à devenir le partenaire social numéro un du gouvernement « socialiste », les bureaucrates à la tête de cette centrale qui se réclamait jadis du projet autogestionnaire se sont montrés d'une servilité affligeante, disant « amen ! » à la plupart des projets évoqués ci-dessus. Mais les autres directions syndicales ne sont pas en reste. Bien qu'affichant une attitude de défiance à l'égard du locataire de l'Élysée, elles sont clairement coupables de n'avoir pas voulu organiser une conflictualité sociale digne de ce nom, préférant à la grève et aux stratégies de convergence quelques petites balades dans les rues (certaines allant même jusqu'à accompagner la CFDT dans la signature d'accords). Preuve, s'il en fallait encore, que nous n'avons pas grand-chose à attendre des bureaucraties de tous poils, et que si l'investissement sur le terrain de la lutte des classes via les syndicats demeure une option (notamment sur le terrain interprofessionnel), celui-ci doit se faire à la base et contre les stratégies des directions confédérales,

en renouant avec les pratiques d'action directe (de la grève au sabotage).

Parallèlement, le gouvernement utilise son arsenal juridique et répressif pour écraser les mouvements sociaux déterminés (comme ceux de Notre-Dame-des-Landes et de la ferme des Mille Vaches) : violences policières, arrestations de militants et peines de prison ferme.

Face à cela, de manière générale, en investissant les syndicats ou en impulsant des comités de lutte, dans le monde du travail ou en dehors, dans les rues, il est primordial pour les anarchistes de se saisir de ces sujets et de participer à la construction d'une riposte sociale radicale. En ces temps électoraux de récupération partidairer des revendications légitimes du prolétariat, la réaffirmation de l'autonomie du mouvement social, qui doit se faire contre les partis politiques, est plus que jamais de mise, sans quoi nos révoltes auront leurs strapontins parlementaires pour tombeaux. Ne lâchons rien !

Fédération anarchiste

Nao va ter copa ! Contre la coupe du monde de football !

Motion adoptée lors du 72e Congrès de la Fédération anarchiste réuni à St-Imier les 7, 8 et 9 juin 2014

jeudi 12 juin 2014

La Fédération anarchiste, réunie lors de son 72e Congrès à St-Imier en Suisse signe et reprend à son compte le texte publié par Fenikso Nigra, Boletim Operário, Liga Sindical Operária Camponesa, Danças das Idéias, Caos em Fluxo, Barricada libertária.

Nous apportons tout notre soutien à la campagne menée par les anarchistes et les populations du Brésil contre la coupe du monde de football.

La Coupe du monde confiée à notre pays par la Fifa constitue une dépense, au moment où cette lettre est écrite, de 25,6 milliards de reais, qui équivaut à 11,5 milliards de dollars. De ce montant, plus de 83 % provenaient de deniers publics – l'argent des impôts du peuple lui-même. Le salaire minimum au Brésil est de 724 reais par mois (325 dollars), les billets pour les jeux peuvent monter à près d'un milliard de dollars. Le travailleur brésilien paie pour un événement auquel il ne peut lui-même pas assister. Selon une enquête récente, 75,8 % des Brésiliens sont opposés aux investissements effectués pour cette Coupe du monde.

Notre pays a encore 3,7 millions d'enfants et adolescents non scolarisés et un taux d'analphabétisme de 10 %, selon l'Unesco. Comme si les déficiences de l'éducation n'étaient pas suffisantes, le gouvernement a instauré des vacances scolaires pendant la Coupe du monde. Nous vivons dans un pays où plus de 242 000 familles n'ont pas d'électricité, sans parler de la santé publique qui est encore loin d'être acceptable, tandis que l'idole du football, le « phénomène » Ronaldinho, déclare publiquement qu'« avec des hôpitaux on ne fait pas la Coupe du monde ».

Aujourd'hui, nous vivons une conjoncture économique extrêmement difficile, nous avons l'un taux d'imposition les plus élevés dans le monde, mais près de 50 % de notre PIB est utilisé pour payer une dette publique absurde, alors que les gens meurent de faim, et près de la moitié de la richesse que nous produisons va directement dans les poches de quelques banquiers, sans parler de ce que nous perdons à cause de la corruption et de la mauvaise administration des fonds publics.

Les dépenses excessives concernant la Coupe du monde ne sont que le sommet de cet iceberg ; au nom de cette Coupe, de nombreux droits civils ont été violés, ce qui n'est pas inhabituel dans un pays où nous avons une police fortement militarisée qui a déjà fait l'objet de nombreuses critiques d'institutions internationales telles que Amnesty International et l'ONU elle-même, qui a même fait une recommandation pour dissoudre la PM (police militaire brésilienne).

Les communautés proches des stades subiront une police ostensible et féroce, y compris avec la présence de l'armée, non pour assurer la sécurité du peuple, mais pour assurer la sécurité de vous, les touristes, comme c'est déjà le cas du Complexo da Maré, qui est déjà occupé par l'armée, la marine et la police militaire, en tout plus de 2 500 hommes. Le droit au logement n'a pas échappé au regard du gouvernement et de la Fifa : des milliers de familles ont déjà été déplacées en raison de l'événement, y compris les familles autochtones de Aldeia Maracanã, qui malgré leur résistance, ont été déplacées violemment.

Ce n'est pas une nouveauté pour nous non plus, dans le régime « démocratique » dans lequel nous

vivons, de voir l'intervention militaire dans le chantier de construction d'une centrale en plein cœur de l'Amazonie (Belo Monte) pour empêcher les protestations des peuples indigènes et des communautés locales affectées par la construction du barrage. En outre, pour construire les stades à temps pour la Coupe du monde, plus d'une douzaine de travailleurs sont morts dans les chantiers de construction. En plus de tous ces problèmes, la prostitution des enfants dans le pays est toujours une réalité qui affecte environ 500 000 enfants selon le Forum national pour la prévention et l'élimination du travail des enfants. Ce scénario est potentiellement aggravé par la tenue de la Coupe.

Beaucoup d'entre nous sont indignés et descendent dans la rue pour protester, mais le gouvernement, bien soutenu par les médias, essaye de noyer tout cela en criminalisant les manifestations et en les réprimant durement avec son appareil militaire. Des ONG et organisations internationales ont dénoncé plusieurs violations des droits de l'homme.

L'État et ses administrations partisans ne réagissent pas et ne répondent jamais aux besoins du peuple en matière de santé, d'éducation, de logement, d'emploi que nous avons conquis grâce à notre unité et nos luttes. Recevez cette lettre comme une demande de soutien, partagez cette information avec autant de personnes que possible, aidez-nous à montrer au monde une réalité que le gouvernement, la Fifa et les sponsors de la Coupe du monde essaient de cacher à tout prix.

Anarchiste et féministe, toujours !

Motion adoptée lors du 72e Congrès de la Fédération anarchiste réuni à St-Imier les 7, 8 et 9 juin 2014

Depuis les années 1990, la Fédération anarchiste intervient de façon assez régulière dans le champ des luttes féministes. Plusieurs brochures ont été publiées sur le sujet. En 1992, lors de la Rencontre internationale anarcho-féministe à Paris, les féministes anarchistes réaffirmèrent leur combat, y compris dans le mouvement libertaire, et la nécessité de repenser le rapport au politique, de féminiser le mouvement libertaire et d'anarchiser les pratiques féministes. En 2012, lors des Rencontres internationales de l'anarchisme de St-Imier (Suisse), des espaces de réflexions anarcho-féministes ont été systématiquement proposés et organisés. Des services de sérénité et des "safer space" ont également été expérimentés en vue de gérer les possibles situations de violence.

Si nous devons noter une progression positive de la prise en compte de ces thématiques par le mouvement anarchiste en général, ces expérimentations sont à poursuivre et à améliorer pour devenir une évidence, dans nos pratiques et nos mentalités. Par exemple, des attitudes virilistes lors des manifestations libertaires doivent être interrogées en vue de leur disparition. Le mouvement féministe, fort de sa capacité d'innovation face à l'adversité, a su développer une grande diversité de pratiques ; dérision, mise en scène, détournement, provocation, autodéfense, qui ne peuvent qu'enrichir notre militantisme. Notre investissement politique se manifeste aussi au sein des organisations syndicales et associatives et nous y portons des analyses et des pratiques libertaires. Nous pouvons agir au sein de collectifs féministes larges, pour la défense de l'avortement par exemple ou contre le publisexisme. Nous dénonçons également le rôle et l'influence de toutes les religions qui maintiennent et justifient l'oppression patriarcale et les violences sexistes. Dans tous les cas, nous dénonçons aussi la croyance que l'État serait un instrument neutre. Si nous saluons les lois « progressistes » en terme d'égalité des droits, nous ne nous satisfaisons pas de cet état de fait. L'exploitation et la violence au travail, dans la rue, au domicile sont le résultat d'une pression sociale, de fonctionnements patriarcaux, de discriminations sexistes, homophobes et transphobes. Il s'agit donc bien « d'anarchiser les pratiques féministes » tout en luttant au sein et/ou aux côtés des collectifs.

Nous affirmons notre engagement anarchiste, anti-patriarcal et féministe dans les luttes :

- contre les violences, dont la culture du viol. L'écoute de la parole des victimes est fondamentale. - contre le masculinisme
- pour le droit à l'avortement et l'accès à la contraception, libres et gratuits
- pour une société sans prostitution, sans prohibition ni répression, sans esclavage ni trafic d'êtres humains
- contre l'ordre moral et le puritanisme
- contre toutes les inégalités et les discriminations (origines ethniques, handicap...)
- pour l'intersectionnalité des luttes.

Sur cette base et en lien avec notre fédéralisme libertaire et la diversité de nos tactiques, nous sommes en capacité d'évoluer sur les questions portées par les luttes féministes. Un monde sans dominations est possible. A nous de le faire vivre.

Fédération anarchiste

14, 15 et 16 mai

2016

Rennes (Ille-et-Villaine)

74ième congrès de la Fédération anarchiste

Ni Etats, ni frontières, tout ce qui est humain est nôtre !

Motion du 74ème congrès de la Fédération anarchiste réuni à Rennes les 14, 15 et 16 mai 2016

Aujourd'hui encore, des hommes et des femmes sont persécutés pour le simple fait qu'ils ont franchi les frontières.

Non seulement on leur refuse ce qu'on permet aux capitaux et aux marchandises, mais on le fait de façon ignoble.

Ils et elles sont chassé.es, stigmatisé.es, criminalisé.es, fiché.es, battu.es par les forces de police, rejeté.es par les institutions, accusé.es de terrorisme par des individus toujours ravis de trouver un prétexte pour maquiller leur racisme, et parfois reconduit.es à la mort sans scrupules par les gouvernements.

Nous accusons l'État de traiter ces personnes avec la dernière des cruautés, en les condamnant à la misère. Nous accusons l'État de mettre leur vie en danger.

Nous accusons en particulier l'État français, par la proclamation de l'état d'urgence, par l'entretien de confusions nauséabondes autrefois réservées à l'extrême droite, par une répression de plus en plus violente, de confirmer au grand jour les options racistes qui forgent l'idée de nation.

Nous accusons l'État d'organiser ce racisme, en créant la confusion entre migrants et terroristes jihadistes, et de l'instrumentaliser pour légimenter ses guerres impérialistes mais aussi sa politique discriminatoire en France à l'encontre des personnes supposément ou réellement musulmanes.

Nous accusons aussi tous les complices de ce racisme, qu'ils agissent par haine véritable, par compromission égoïste ou encore par lâcheté, soumis aux ordres iniques qu'on leur donne.

La FA tient à réaffirmer de façon claire et définitive son soutien inconditionnel aux migrant.es.

En dehors des actions de terrain que nous organisons ou auxquelles nous participons, nous informons toutes les personnes qui ont le courage de s'élever contre cette cruauté cynique que nous mettons à leur disposition notre force militante, c'est à dire nos outils (journaux, radio), nos locaux, nos capacités d'accueil de personnes, et que nous sommes prêts à appuyer toute initiative de lutte aux côtés de tout.es les migrant.es.

Bloquons tout !

Motion du 74ème congrès de la Fédération anarchiste réuni à Rennes les 14, 15 et 16 mai 2016

Nous autres, jeunes, étudiant-e-s, salarié-e-s du privé et du public, précaires, intermittent-e-s, chômeurs, chômeuses, retraité-e-s, avec ou sans papier, de toute condition et sans condition de nationalité, tous et toutes exploité-e-s et opprimé-e-s, violemment atteints par les effets dévastateurs du système capitaliste, subissons une nouvelle attaque d'ampleur de la bourgeoisie et du capital.

Le gouvernement, sur l'injonction du patronat et dans la droite ligne de la construction européenne et des traités internationaux, détruit méthodiquement les acquis sociaux les uns après les autres. Dernier avatar de ces attaques, la loi travail, que les dirigeants tendent à imposer à toutes et tous, bafouant ainsi leurs propres règles et s'appuyant sur leurs complices habituels politiques et syndicaux.

De même, l'État sort tout son appareil répressif policier et militaire, blessant et mutilant avec des armes offensives, testées bien avant dans les quartiers populaires, laboratoires des nouvelles formes de répression policières et militaires. L'état d'urgence accroît ainsi les possibilités d'incarcération et les peines de prison, ferme et avec sursis, qui tombent massivement.

Aussi, nous témoignons notre solidarité en actes envers toutes les victimes de la répression. De la même façon, le CPA (compte personnel d'activité), véritable version numérique du funeste « livret ouvrier » du XIX^e siècle, construit sur la base de la personnalisation en opposition aux droits collectifs, présage la généralisation de l'inégalité des droits après celle des moyens.

Face à ces agressions, la résistance est nécessaire et légitime. Naissante, nous devons continuer à la construire et à la renforcer : de jour comme de nuit, debout, en grève générale, par l'action et l'affrontement direct contre l'État et le capital, par la solidarité de classe et la caisse de grève, par l'occupation des lieux de travail, par la réappropriation de l'espace public et le blocage des appareils de production, des flux de marchandises et de travailleurs.

À la veille de la possible généralisation de la grève dans plusieurs secteurs, notamment les transports et la chimie, nous réaffirmons notre pleine et totale solidarité, tant par notre participation à l'action qu'en développant la grève expropriatrice et gestionnaire à l'échelle de la société.

Notre lutte s'inscrit dans une résistance sociale au niveau européen et international face aux régressions que, partout, le capital impose. Notre unité libertaire d'aspiration vise, par la grève générale, à abolir le salariat, le patronat, l'État et ses frontières et nécessite une révolution sociale et libertaire.

Rennes, le 15 Mai 2016

3, 4 et 5 juin

2017

Laon et Merlieux(Aisne)

75ième congrès de la Fédération anarchiste

75e Congrès de la Fédération anarchiste

Motion sur la situation économique et sociale

La Fédération anarchiste s'est réunie lors de son 75e Congrès les 3, 4 et 5 juin 2017 à Laon et merlieux dans l'Aisne pour aborder l'évolution du monde et actualiser son projet anarchiste.

Le capitalisme globalisé et ses soutiens étatiques et religieux accentuent leurs pressions sur l'humanité et l'environnement, pour asseoir par des modes de régulation et de production de plus en plus brutaux le triomphe de la logique de profit.

La thèse de la crise permanente du capitalisme qui justifie les politiques d'austérité et de régression sociale sert à camoufler la réalité : les riches sont de plus en plus riches tandis que les pauvres sont de plus en plus nombreux et plongent dans la misère. En cela, le capitalisme remplit parfaitement le rôle qui est le sien.

L'arrogance des capitalistes encouragée par une véritable colonisation des esprits remet aujourd'hui en cause le pacte concédé à l'issue de la seconde guerre mondiale qui institua la protection sociale, le système de retraite par répartition et une redistribution limitée des richesses pour éloigner le spectre révolutionnaire et développer une nouvelle classe dite moyenne et la société industrielle et de consommation de masse.

Le système capitaliste cherche sans cesse de nouvelles sources de profits incarnées aujourd'hui par le capitalisme vert, la numérisation et la robotisation de l'économie et même la fin du salariat en individualisant la relation entre le travailleur et son patron par l'uberisation et l'auto-entreprenariat.

Le capitalisme paupérise la classe moyenne dont la première utilité était de neutraliser le danger révolutionnaire, ce qui rend la lutte des classes plus franche et plus directe.

En contrepartie, l'appareil répressif étatique et l'emprise des religions sur les consciences se renforcent pour imposer la peur et la résignation. L'état d'urgence qui était une exception devient la norme, la présence militaire dans les rues, la surveillance généralisée et les restrictions des libertés publiques se banalisent, la police se militarise et se radicalise, devient factieuse et multiplie les violences et les provocations.

Les élections présidentielles passées et législatives à venir démontrent une progression des tendances souverainiste et populiste en même temps qu'une volonté avérée d'effacer la conscience de classe en affirmant supprimer le clivage gauche-droite comme l'ont souligné les deux finalistes de la dernière course à l'Elysée. Le pouvoir a mis en place le candidat le plus à même de défendre les intérêts du patronat et de la Finance. Sa mission est un programme de démolition sociale dans la droite ligne des présidents et gouvernements précédents en marche vers le détricotage du Code du travail, une fiscalité antisociale, la suppression des régimes spéciaux et la mise en place d'un système de retraites par points...

Le Front national a dépassé les dix millions de voix en jouant sur la peur de l'autre et en s'érigant en défenseur de façade des acquis sociaux. Pour autant, le Capital n'a pas aujourd'hui besoin du FN pour arriver à ses fins : le MEDEF a appelé à voter Macron.

Le projet Mélenchonniste est une impasse. Le modèle du leader charismatique, nouveau sauveur suprême, messie des temps modernes, incarnation du « peuple » a détourné la question sociale du

terrain de la lutte des classes vers celui de la lutte des places. L'imposture des partis Syriza et Podemos en Europe ou des régimes de Chavez et Maduro au Venezuela témoignent de leurs soumissions aux diktats capitalistes : le Pouvoir reste maudit.

Si les anarchistes sont volontairement absents des urnes et du spectacle médiatique, ils demeurent présents et actifs dans les luttes et les alternatives. Notre anti-électorisme est en phase avec le rejet grandissant de la classe politique et un intérêt croissant pour le mandatement impératif, la rotation et la révocabilité des mandatés et le fédéralisme libertaire.

La tâche des révolutionnaires est de dessiner des perspectives permettant de crédibiliser et d'envisager la transformation sociale. En cela le mouvement anarchiste n'a pas capitulé et reste fidèle à son projet révolutionnaire : le socialisme libertaire sans frontières.

Pour cela, la diffusion de nos idées et de nos pratiques doit rester notre tâche essentielle, tout en apprenant des luttes diverses et en menant le nécessaire travail de remise en cause et de réactualisation de nos propositions et de nos pratiques.

Les temps prochains nécessiteront la mobilisation de toutes les forces attachées à l'émancipation, la Fédération anarchiste réunit en son 75e Congrès prendra toute la place qui lui revient dans ce combat et appelle les individus et groupes qui partagent notre projet commun à la rejoindre et à la renforcer.

75e Congrès de la Fédération anarchiste

Communiqué du congrès : Salut à toi

Réunie à son 75ème congrès, à Merlieux (Aisne), la Fédération anarchiste salue toutes celles et tous ceux qui luttent, individuellement et collectivement, ou qui construisent des alternatives, notamment :

- dans les ZAD,
- contre les projets inutiles imposés,
- contre le nucléaire et les énergies fossiles,
- pour les droits des travailleuses et travailleurs,
- pour les droits des chômeurs et chômeuses,
- pour une agriculture paysanne,
- contre le racisme,
- contre le sexisme, le patriarcat, la haine envers les LGBTI *,
- pour l'accueil des migrant-e-s,
- contre la répression...

Pour la justice sociale, la liberté, l'égalité économique et sociale, la Fédération anarchiste, selon ses moyens, sera toujours à vos côtés.

Rennes, le 5 juin 2017

* LGBTI (lesbiennes, gays, bi-sexuel-le-s, trans', intersexes)

Principes de base

Le pacte associatif de la Fédération anarchiste

(version mise à jour au 74e Congrès de Rennes de 2016)

Préambules

Nous, anarchistes, réunis à la Fédération anarchiste, sommes conscients de la nécessité de l'organisation spécifique. Nous propageons nos idées et voulons réaliser une révolution radicale et globale, à la fois économique et sociale, afin que soient détruites les sociétés fondées sur la propriété privée ou étatique des moyens de production et de la distribution, toutes les exploitations, l'ignorance et la misère, ainsi que les rapports d'autorité.

Nos objectifs

Les anarchistes luttent pour une société libre, sans classe ni État, ayant comme buts premiers :

- L'égalité sociale, économique de tous les individus.
- La possession collective ou individuelle des moyens de production et de distribution, excluant toute possibilité pour certains de vivre en exploitant le travail des autres.
- L'égalité dès la naissance des moyens de développement, c'est-à-dire d'éducation et d'instruction dans tous les domaines de la science, de l'industrie et des arts.
- L'organisation sociale sur les bases de la libre fédération des producteurs et des consommateurs, faite et modifiable selon la volonté de leurs composants.
- La libre union des individus selon leurs convenances et leurs affinités.
- Le droit absolu pour tout individu d'exprimer ses opinions.
- L'abolition du salariat, de toutes les institutions étatiques et formes d'oppression qui permettent et maintiennent l'exploitation de l'homme par l'homme, ce qui implique la lutte contre les religions et les mysticismes, même s'ils se cachent sous le manteau de la science, contre le patriotisme et pour la fraternisation de tous les groupes humains, et l'abolition des frontières.

C'est la société entière que nous voulons reconstruire sur une base de respect et d'entraide, non pour un individu, une classe ou un parti, mais pour tous les individus ; la question sociale ne pouvant être résolue définitivement et réellement qu'à l'échelle mondiale.

Notre rôle

L'anarchisme est un objectif de société globale, un idéal, mais aussi les moyens pour y parvenir, ceux-ci étant basés sur les mêmes principes organisationnels et éthiques : fédéralisme et entraide. En tant qu'individus conscients de leur exploitation, les anarchistes entendent lutter avec tous les exploités contre tous les gouvernements, reconnaissant ainsi l'existence de la lutte des classes dont la finalité doit être l'instauration d'une société anarchiste.

Nous devons faire en sorte que les classes sociales exploitées accèdent à la capacité politique nécessaire à leur émancipation. Ce sont les classes exploitées qui réaliseront la société anarchiste, car les exploités ne se laisseront jamais déposséder et emploieront toutes leurs forces, même brutales, contre l'émancipation des travailleurs.

La seule propagande des idées étant insuffisante, la participation aux luttes continues revendicatives et émancipatrices s'avère nécessaire pour que les individus veuillent toujours plus et mieux, jusqu'à atteindre une situation de rupture qui permettra leur émancipation totale.

Nous devons inciter les travailleurs et l'ensemble des exploités à combattre les médiations qui vont à l'encontre de leurs intérêts de classe, et à opter pour l'action directe (c'est-à-dire pour des actions décidées et menées sans intermédiaire), et sa coordination sur le mode fédéraliste.

Ennemis de tout despotisme, les anarchistes repoussent toutes les théories autoritaires dont celles inspirées du marxisme, du cléricisme, du monarchisme, du fascisme, du libéralisme bourgeois et de tout autre.

La révolution est nécessairement constituée de phases destructrices des institutions d'oppression et de phases constructives de la société nouvelle. Cette société, nous voulons qu'elle soit gérée par tous et qu'elle s'instaure dès le début sur la base de structures anarchistes.

C'est pourquoi la Fédération anarchiste se doit être un outil adapté pour la révolution, jusqu'à la concrétisation des objectifs précédemment définis.

Engagement militant

La Fédération anarchiste est une organisation regroupant des militants conscients idéologiquement et pratiquement, ayant connaissance des différents aspects de l'anarchisme et de la Fédération anarchiste. Elle est organisée sur le principe du libre fédéralisme conservant aux groupes et individus qui la composent leur autonomie dans le cadre des Principes de Base. C'est à tous les militants qu'il appartient de la faire progresser, car elle ne reconnaît pas en son sein la division dirigeant/exécutant.

La participation effective des militants aux œuvres collectives de l'organisation est un principe d'éthique et de solidarité qui ne nuit pas pour autant au principe de liberté.

Le fédéralisme de la Fédération anarchiste permet le pluralisme des idées et actions compatibles avec ses principes.

Tout ce qui précède ne peut évidemment indiquer que les grandes lignes des buts poursuivis par les anarchistes. Il sera nécessaire, pour les approfondir, de prendre connaissance des écrits anarchistes et de suivre les travaux des groupes.

L'action de la Fédération anarchiste

L'action de la Fédération anarchiste est basée avant tout sur la défense des exploités et sur leurs revendications révolutionnaires ; mais sans que soit perdu de vue le fait que ce sont à la fois les classes et les positions d'esprit qui s'opposent à l'anarchie.

Cette action est menée sur tous les plans de l'activité humaine, selon les vues et les moyens de chaque tendance.

Pour cette raison, la Fédération anarchiste reconnaît :

- La possibilité et la nécessité de l'existence de toutes les tendances libertaires au sein de l'organisation.
- L'autonomie de chaque groupe.
- La responsabilité personnelle et non collective.
- L'organe du mouvement, le Monde Libertaire, ne peut être l'organe d'une seule tendance ; celles-ci ont donc toute possibilité d'éditer des organes particuliers, avec l'assurance que l'organe du mouvement leur accordera toute publicité, ainsi d'ailleurs qu'à toute activité s'exerçant dans le cadre de la culture, de la recherche, de l'action ou de la propagande anarchiste.
- Des relations cordiales, compréhensives, avec les mouvements allant dans le sens anarchiste sur un point particulier.
- La révocabilité des secrétaires et mandatés.

Enfin, lorsqu'une tendance engage une action, dès que cette action n'est pas contraire aux idées de base de l'anarchisme, les autres tendances, si elles ne sont pas d'accord pour participer à cette action, observent à son égard une abstention amicale. La critique de cette action demeure libre après l'événement.

Les groupes ont la faculté de se donner l'orientation de leur choix : anarcho-syndicalisme, communiste-anarchiste, néo-malthusienne, anarcho-pacifiste...

Ils ont naturellement la possibilité de cumuler toutes ces tendances ou de ne se déclarer d'aucune.

Des régions peuvent être formées et ne peuvent être que sur l'initiative des groupes la composant, le Comité des Relations ne pouvant apporter que des suggestions dans ce domaine.

Organisation

Le Comité de relations

Un comité de coordination existe dans le but de faire connaître les informations, suggestions, propositions pouvant émaner d'un individu ou d'un groupe, sans autre droit, pour les camarades composant ce comité, que celui de n'importe quel autre militant de présenter propositions, suggestions, informations.

La seule dérogation à cela peut être constituée par des initiatives touchant l'adhésion à un congrès, cartel, comité (exemples : congrès anarchiste international, Forces libres de la Paix).

Il va de soi que, dans ces divers organismes, le fond même de notre idéologie ne doit pas être remis en cause et que notre présence ne doit viser qu'à des buts précis : opposition à la guerre, efforts pour arracher des militant-e-s à la mort, protestations contre une agression contre le peuple.

Le Comité de relations élargi

Il se réunit sur convocation du secrétaire général au moins trois fois par an. L'initiative peut venir du secrétaire général ou d'un comité de relations. L'ordre du jour est élaboré en fonction des demandes des groupes, liaisons, individuel-les, ou commissions. Ces demandes touchent tous les sujets concernant la vie de l'organisation. Le Comité de relations élargi est décisionnaire quant à la mise en place des campagnes fédérales. Qu'une campagne soit déclarée en congrès ou par un Comité de Relations Elargi, présentation des travaux doit être faite en comité de relations élargi

et/ou dans le bulletin intérieur.

Secrétaire général

Son rôle est de répartir le courrier et les responsabilités entre les différents membres, de veiller à la bonne entente au sein de ce comité, d'assurer la tenue du congrès selon le vœu du précédent, par des rapports en temps voulu avec les camarades qui en sont chargés.

Secrétaire aux Relations intérieures

Son rôle est d'assurer la correspondance avec les groupes, de les tenir au courant des lettres des sympathisants de leurs régions désireux de se joindre à nous, de diffuser les suggestions intéressantes, qu'elles émanent d'une région, d'un groupe ou d'une individualité, de renseigner le mouvement dans son entier des possibilités d'actions dont il dispose : noms de propagandistes par la parole, leurs sujets de conférence, leur possibilité de déplacement, d'assurer la propagande par des campagnes dont les thèmes peuvent être suggérés par d'autres militants, comme ils peuvent émaner de lui (les groupes en désaccord avec l'efficacité de celle-ci ont toujours la possibilité de ne pas y participer), de développer partout où il le peut la Fédération anarchiste par la création de nouveaux groupes, de présenter le bilan, lors de chaque congrès, de la progression, de la stagnation ou du recul de notre organisation en raisons des rapports des groupes.

Le secrétaire aux RI, lors de la constitution d'un groupe, prendra un contact direct avec celui-ci, soit en l'établissant lui-même, soit en déléguant, pour le représenter et lui en rendre compte, un camarade connu, habitant un lieu géographique proche du nouveau groupe.

Ces contacts, outre leur caractère humain, constitueront par le dialogue engagé une mesure de probité intellectuelle, tant de la part du groupe postulant vis-à-vis de la Fédération anarchiste, que de la Fédération anarchiste vis-à-vis du groupe postulant.

Secrétaire aux Relations extérieures

Son rôle est d'assurer des contacts amicaux avec des groupements parallèles, sympathisants ou même simplement indépendants, faire connaître dans leur sein notre mouvement, notre journal, en un mot, nous montrer à eux sous notre vrai jour, d'envisager des actions communes avec eux sur des objectifs précis à la faveur de cartels, d'organismes de liaison ou simplement de campagnes sans lendemain. Un tel effort peut nous permettre la diffusion de notre presse à leurs manifestations, l'apposition de nos affiches dans leurs locaux, la reproduction de nos communiqués et de nos articles dans leurs journaux, voire notre participation à leurs meetings. Il va sans dire que de tels résultats ne peuvent être obtenus sans réciprocité.

Secrétaire aux Relations internationales

Ses contacts s'exercent avec les organisations anarchistes de langues étrangères. Il se tient en rapport avec elles pour tout ce qui concerne les événements mondiaux et les actions des anarchistes, et se documente sur la mesure dans laquelle ils ont pu les inspirer et les impulser. Il renseigne les camarades de tous les pays sur le climat et l'activité des anarchistes dans le monde. Il permet également d'apporter des informations correctives à celles que donne la presse officielle. Enfin, il peut alimenter la rubrique internationale de notre journal, le Monde libertaire.

Secrétaire à la trésorerie

Le trésorier perçoit directement des groupes ou individualités appartenant à la Fédération anarchiste une cotisation annuelle minimum (somme fixée volontairement peu élevée pour permettre à tous d'y souscrire et généralement la dépasser).

Dans le respect de l'autonomie des groupes, le trésorier n'a pas à connaître les noms et adresses des adhérents de chaque groupe, mais simplement leur nombre, confiance étant faite au trésorier du groupe qui le déclare.

Le trésorier tient au courant le secrétaire du Bulletin intérieur de la liste des adhérents (groupes ou individualités) à qui adresser ledit bulletin (réservé aux seuls membres de la Fédération anarchiste). La trésorerie permet d'assurer les frais de correspondance, les frais de déplacements des membres du comité au congrès, l'adhésion à des cartels, d'aider éventuellement à la sortie d'une affiche, à la propagation d'une campagne ou au soutien de notre journal.

Administration

Les administrateurs sont nommés par le congrès. Leur rôle est de veiller à la parution régulière du journal et à la bonne marche des œuvres du mouvement : Monde libertaire, librairie, etc...

Comme tous les autres responsables nommés par le congrès, ils peuvent s'entourer, pour les aider dans leur tâche, d'un ou plusieurs militant-e-s appointé-e-s ou non.

Comités de rédaction

Les comités de rédaction ont pour fonction d'assurer la rédaction des différentes publications périodiques de la Fédération.

La création d'un comité de rédaction spécifique à une publication, tout comme sa suppression, est décidée en congrès.

Tous les articles soumis à l'appréciation d'un comité de rédaction, sauf opposition de principe motivée de l'un de ses membres, sont, soit publiés, soit transmis aux autres comités de rédaction si leur publication semble plus opportune dans un média différent.

Un article refusé est renvoyé à son auteur avec les raisons du refus.

Les membres de chaque Comité de rédaction sont nommés et révocables par le congrès.

Les membres d'un comité de rédaction peuvent coopter en cours de mandat, à l'unanimité, un ou plusieurs camarades en cas de défection d'un ou plusieurs de leurs membres.

Les différents comités de rédaction s'organisent entre eux pour assurer la complémentarité stratégique des différentes éditions.

Radio libertaire

Le secrétariat de Radio libertaire participe comme les autres secrétariats au Comité de relations.

Quatre postes sont établis pour assurer le bon fonctionnement de la station :

- Le secrétaire à la programmation : il est responsable de la grille, de l'agencement des programmes, de leur parution dans le Monde libertaire et de la qualité des émissions. Il se tient en relation avec les différents secrétariats Fédération anarchiste pour assurer le passage des informations et des communiqués sur Radio libertaire
- Le secrétaire aux finances : il est chargé de gérer le budget de la radio et de veiller à l'autofinancement de Radio libertaire
- Le secrétaire à la technique et à l'entretien : il est responsable de la maintenance du matériel et du studio, présente des prévisions d'investissement au secrétaire aux finances
- Le secrétaire de l'association : il s'occupe du fonctionnement de l'association "Diffusion des moyens de communication", garante de Radio libertaire au niveau légal.

Publico

Le secrétariat de Publico participe comme les autres secrétariats au Comité de relations. Deux postes sont établis pour assurer le bon fonctionnement de la librairie.

- Le secrétaire en charge de l'animation :

- est responsable des activités publiques et économiques organisées dans la librairie ainsi que des activités de soutien à la librairie ;
- assure la gestion des outils de propagande et d'information propres à la librairie ;
- veille à la diversité des publications proposées à la vente.

- L'administrateur :

- est responsable de la tenue des comptes de Publico ;
- assure la gestion administrative et financière de la librairie ;
- assure la gestion administrative et financière des locaux dont Publico a la responsabilité.

Secrétaire à l'Histoire et aux archives

Sa fonction est de rassembler, d'archiver différents documents (affiches, brochures, tracts, livres, etc.) ayant trait au mouvement anarchiste en général et à la Fédération anarchiste en particulier, dans le but de sauvegarder notre mémoire militante. Pour assurer ces fonctions, le secrétaire peut s'entourer de militants.

Secrétaire aux Editions

Son rôle est de contribuer à l'édition ou à la réédition de textes particulièrement importants pour l'anarchisme et sa propagande. Il doit assurer la promotion et la diffusion des productions des éditions du Monde Libertaire.

Fonctionnement du Comité de relations

La lecture de ce qui précède indique assez clairement l'interpénétration des différents postes, et notamment la liaison qui ne peut cesser d'exister entre les secrétaires aux Relations intérieures et aux Relations extérieures, cela en contact avec le secrétaire à la trésorerie, qui règle en fonction de ses possibilités l'envergure et la périodicité des actions à entreprendre.

Ce comité se réunit de façon régulière et sur convocation du secrétaire général.

Chaque secrétaire est responsable de son poste et, par conséquent, est seul à décider des mesures à prendre en ce qui le concerne.

Toutefois, il ne peut le faire, tant pour des raisons pratiques que morales, sans en avoir débattu avec tous et sans avoir tenu compte des objections, oppositions qui peuvent lui avoir été apportées. Ainsi, si le travail s'accomplit en équipe, les décisions en dernier ressort sont prises par les ressortissants à chacun des postes, seuls responsables devant le congrès pour ce qui les concerne.

Chaque secrétaire peut s'entourer d'une commission de son choix pour l'aider dans sa tâche et dont il prend l'entière responsabilité.

Le Bulletin intérieur

Le Bulletin intérieur est indépendant du Comité de relations, et pour son contenu, et pour son financement. Le CR ne peut y exercer un droit quelconque de censure ou d'interdit. Il est ouvert à tous sans que joue la moindre censure de la part de ceux qui en ont la charge.

Tous les articles y ont leur place, sauf ceux qui pourraient avoir un caractère de calomnie.

Tout article refusé par le Comité de rédaction du Monde libertaire peut paraître avec cette mention

dans le BI..

Enfin, le Comité de relations y a recours lui-même pour ses communiqués aux groupes, ses actions, ses rapports d'activité lors de chaque congrès.

Le chapeautage de textes (groupes et individuels) ne doit pas exister dans le BI.

Le groupe gestionnaire du BI doit attendre le numéro suivant pour donner sa position, au même titre que les autres groupes.

Les abonnements au BI

Lorsque le groupe gestionnaire du BI reçoit une demande d'abonnement au BI, il demandera la conformité de l'appartenance à l'organisation du demandeur à la trésorerie. Les mêmes contrôles s'effectueront pour les adhésions au travers du groupe, afin que les groupes ne reçoivent pas un nombre supérieur de BI au nombre adhérents, plus un pour les archives. En cas de démissions, la trésorerie informe les gestionnaires des démissions d'individuels ou de groupes. Les secrétaires de groupes signaleront directement les démissions dans leurs groupes pour rectifier le nombre de BI à recevoir.

La parution du BI sera mensuelle (sauf s'il n'y a pas d'articles).

Sauf impossibilité, son siège est fixé en province, tant pour décongestionner la capitale que pour permettre à cet organe une parfaite autonomie.

En cas de défaillance du groupe responsable, le Secrétaire général peut en confier provisoirement la tâche à un autre groupe.

Le congrès

Le congrès, ouvert aux seuls membres de la Fédération anarchiste (sauf invitation du Comité de relations), organisé par le groupe proposé et désigné par le précédent congrès, en liaison avec le Secrétaire général, a pour objet :

- De faire le point de la situation morale et financière de la Fédération anarchiste et de ses œuvres
- De débattre des motions, propositions, études, présentées par les groupes, individuels ou organisme de la Fédération anarchiste, et d'en tirer les grandes lignes des campagnes à mener au cours de l'année, ainsi que les décisions nécessaires à la bonne marche de la Fédération.

L'adhésion

L'adhésion à la Fédération Anarchiste repose sur deux facteurs :

- l'un matériel : le règlement des cotisations
- l'autre moral : l'acceptation sans réserve des principes énoncés par la présente déclaration.

Il en résulte que leur remise en cause publique consiste par là même le contrat de rupture de l'auteur avec la Fédération anarchiste.

Les principes de base ne peuvent être complétés ou modifiés (après proposition de textes soumis quatre mois avant le congrès) que par l'unanimité de celui-ci, mais sans que puissent être remis en cause nos concepts indiqués dans les préambules : autonomie des groupes et pluralité des tendances.

Tout membre de la Fédération Anarchiste a le droit et non l'obligation d'adhérer à des organisations culturelles, philosophiques, syndicales, pacifistes, de loisirs de son choix, dans la mesure où ces adhésions sont compatibles avec l'anarchie.

Cependant, toute liberté est laissée sur le plan de l'organisation du groupe de mener avec ces mouvements des actions communes.

Quiconque souscrit à cette déclaration peut adhérer à la Fédération anarchiste, soit par le canal d'un groupe, soit individuellement (en raison de son éloignement de tout groupe ou simplement parce qu'il désire rester isolé).